

SÉRIE E — N° 15

QUINZIÈME RAPPORT ANNUEL
DE LA
COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE
(15 juin 1938 — 15 juin 1939)

PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE
INTERNATIONALE

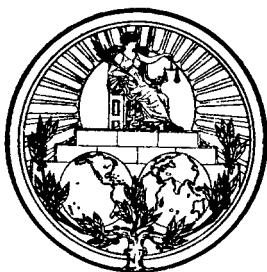
SÉRIE E — N° 15

QUINZIÈME RAPPORT ANNUEL

DE LA

COUR PERMANENTE DE JUSTICE
INTERNATIONALE

(15 JUIN 1938 — 15 JUIN 1939)



SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF — LEYDE
(A. W. SIJTHOFF'S UITGEVERSMATSCHAPPIJ N. V. — LEIDEN)

INTRODUCTION

Le Quinzième Rapport annuel de la Cour porte sur la période du 15 juin 1938 au 15 juin 1939. Le plan en est le même que celui des rapports précédents.

Le chapitre premier indique la composition de la Cour ainsi que celle de ses diverses Chambres: Chambre pour les litiges de travail, Chambre pour les litiges de communications et de transit, Chambre de procédure sommaire. Il rappelle notamment que le mandat des juges qui composent actuellement la Cour prendra fin le 31 décembre 1939, et que des élections générales doivent intervenir au cours de la session ordinaire que l'Assemblée de la Société des Nations tiendra en septembre 1939.

Le chapitre II a trait au Statut et au Règlement de la Cour. Le chapitre III indique, pour les matières contenues dans le chapitre correspondant des précédents Rapports annuels, les faits survenus depuis le 15 juin 1938. Il contient également un résumé de quelques-unes des requêtes de personnes privées contre un gouvernement qui ont été adressées à la Cour depuis le 15 juin 1937. Les Premier, Troisième, Cinquième, Septième, Neuvième, Onzième et Treizième Rapports annuels ont déjà donné des exemples de cas de cette nature, auxquels est toujours opposée une fin de non-recevoir fondée sur l'article 34 du Statut.

Le chapitre IV met à jour les tables et index parus dans les rapports précédents: liste des périodes pendant lesquelles la Cour a siégé; liste des arrêts, avis et ordonnances participant de la nature des arrêts (ces deux listes vont de 1922 au 15 juin 1939); index chronologique et index analytique des ordonnances; rôle général de la Cour (15 juin 1938 — 15 juin 1939).

Le chapitre V donne le résumé des arrêts rendus par la Cour le 28 février 1939 en l'affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, le 4 avril 1939 en l'affaire de la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (exception préliminaire), et le 15 juin 1939 en l'affaire de la Société commerciale de Belgique.

Le chapitre VI rend compte des décisions, portant application du Statut et du Règlement, que la Cour a prises du 15 juin

1938 au 15 juin 1939¹. Il est suivi d'un index analytique des décisions, ainsi que d'un index des articles du Statut et des articles du Règlement auxquels les décisions se réfèrent.

Les chapitres VII à X complètent et mettent à jour les données contenues dans les chapitres correspondants des précédents Rapports annuels. Le chapitre VIII rend compte des suites données à une résolution, en date du 25 mai 1939, par laquelle le Conseil de la Société des Nations, ayant en vue le renouvellement général de la Cour (sept. 1939), a prié la Commission de contrôle de la Société des Nations d'examiner sous tous ses aspects la question de la rémunération des juges.

* * *

Le contenu des volumes appartenant à la Série E des Publications de la Cour, volumes élaborés et publiés par le Greffe, n'engage en aucune façon la Cour. Il y a lieu de remarquer notamment que le résumé des arrêts et des avis qui se trouve dans le chapitre V, et dont le but est simplement de donner une vue d'ensemble des travaux de la Cour, ne saurait être cité à l'encontre du texte même des arrêts et des avis et ne constitue pas une interprétation de ce texte.

La Haye, le 1^{er} août 1939.

Le Greffier de la Cour :
J. LÓPEZ OLIVÁN.

¹ Les décisions de 1922 au 15 juin 1933 ont paru dans les Rapports annuels nos 3 à 8. Il en est fait état dans un ouvrage intitulé : *Statut et Règlement de la Cour permanente de Justice internationale (éléments d'interprétation)*, publié par l'*Institut für Ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, de Berlin. Les décisions du 15 juin 1933 au 15 juin 1938, qui ont paru dans les rapports suivants, ont été groupées dans le Rapport annuel n° 14.

CHAPITRE PREMIER

DE LA COUR ET DU GREFFE

I. — DE LA COUR

1) COMPOSITION DE LA COUR.

Le 26 septembre 1938, l'Assemblée et le Conseil de la Société des Nations ont procédé simultanément à l'élection au siège de membre de la Cour devenu vacant par suite du décès de M. Å. Hammarskjöld (Suède), survenu le 7 juillet 1937. Avec les délégués des Membres de la Société des Nations siégeaient également, au sein de l'Assemblée et du Conseil, les représentants de deux États non Membres de la Société des Nations, le Brésil et le Japon, qui étaient munis des pouvoirs nécessaires pour leur permettre de prendre part à l'élection.

Élection de
M. Rafael
Erich.

Le choix de l'Assemblée et du Conseil s'est porté sur M. Rafael Waldemar Erich (Finlande). Le même jour (26 sept.), le Secrétaire général de la Société des Nations a invité M. Erich à lui faire savoir s'il acceptait sa désignation ; il a également notifié l'élection au Président de la Cour.

Le 27 septembre, le Secrétaire général a avisé le Président de l'acceptation de M. Erich.

L'article 13 du Statut prescrit que les membres de la Cour sont élus pour neuf ans. Le mandat des juges qui composent actuellement la Cour, et qui ont été élus soit en septembre 1930 (renouvellement général de la Cour), soit aux séances d'élection partielle tenues depuis lors, prendra fin le 31 décembre 1939.

Renouvelle-
ment général
de la Cour.

Des élections générales interviendront donc au cours de la session ordinaire que l'Assemblée de la Société des Nations tiendra en septembre 1939. En vue de ces élections, le Secrétaire général de la Société des Nations a pris les mesures suivantes.

Le 17 février 1939, il s'est adressé aux gouvernements des Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux gouvernements des États non Membres, mais parties au Statut de la

Cour. Ceux qui sont Membres de la Cour permanente d'Arbitrage ont été priés de transmettre à leur « groupe national » une communication l'invitant à procéder à la désignation de candidats. Ceux qui ne sont pas Membres de la Cour permanente d'Arbitrage ont été priés de constituer un groupe national, qui recevra la même invitation. Le Secrétaire général de la Société des Nations demandait à recevoir communication des désignations avant le 31 mai 1939.

Aux communications du Secrétaire général était joint un document reproduisant certaines dispositions du Statut relatives à l'élection des membres de la Cour, aux modalités de leur mandat, à leurs attributions, aux incompatibilités de fonctions, à leur rémunération, etc. D'autre part, les communications rappelaient un vœu exprimé par la conférence chargée d'étudier la revision du Statut, vœu que l'Assemblée de la Société des Nations avait fait sien au cours de sa session de 1929 et aux termes duquel il était souhaitable que les candidats possédassent une expérience pratique notoire en matière de droit international, et fussent en mesure de pouvoir au moins lire les deux langues officielles de la Cour, et parler l'une ou l'autre.

Les membres de la Cour qui seront élus en septembre 1939 entreront en fonction le 1^{er} janvier 1940, et leur mandat viendra à expiration le 31 décembre 1948.

2) PRÉSÉANCE, PRÉSIDENTE ET VICE-PRÉSIDENTE.

Le 25 novembre 1936 ont été élus : comme Président de la Cour, M. J. Gustavo Guerrero, et comme Vice-Président de la Cour, sir Cecil J. B. Hurst. Ils sont entrés en fonction le 1^{er} janvier 1937, et leur mandat prend fin le 31 décembre 1939.

M. Guerrero avait été élu Vice-Président le 17 janvier 1931, son mandat se terminant le 31 décembre 1933, et réélu en la même qualité le 2 décembre 1933 pour la période du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1936. Sir Cecil Hurst avait été élu Président le 2 décembre 1933, pour la période du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1936.

Composition
de la Cour.

Le tableau des membres de la Cour, par ordre de préséance, est le suivant :

M. Guerrero, <i>Président</i>	Salvador
Sir Cecil Hurst, <i>Vice-Président</i>	Grande-Bretagne
le comte Rostworowski	Pologne
MM. Fromageot	France
de Bustamante	Cuba
Altamira	Espagne
Anzilotti	Italie
Urrutia	Colombie
Negulesco	Roumanie
le jonkheer van Eysinga	Pays-Bas

MM. Nagaoka	Japon
Cheng Tien-Hsi	Chine
Hudson	États-Unis d'Amérique
De Visscher	Belgique
Erich	Finlande

3) BIOGRAPHIE DES MEMBRES DE LA COUR.

La biographie de M. Guerrero, de sir Cecil Hurst, du comte Rostworowski, de MM. Fromageot, de Bustamante, Altamira, Anzilotti, Urrutia, Negulesco, le jonkheer van Eysinga, se trouve dans le Septième Rapport annuel (pp. 13-28). La biographie de M. Nagaoka, élu en septembre 1935, se trouve dans le Douzième Rapport annuel (p. 17). La biographie de MM. Cheng et Hudson, élus en octobre 1936, et de M. Ch. De Visscher, élu en mai 1937, se trouve dans le Treizième Rapport annuel (pp. 17-20). La biographie de M. Erich, élu en septembre 1938, se trouve ci-après.

M. RAFAEL ERICH, membre de la Cour.

M. Rafael Waldemar Erich est né le 10 juin 1879 à Turku (Åbo), Finlande. Il a fait ses études et acquis ses grades universitaires à l'Université de Helsinki (Helsingfors), en les complétant par des études à Heidelberg, Paris, etc. En 1907, il a été reçu docteur en droit de l'Université de Helsinki (Helsingfors).

M. Erich exerça d'abord, pendant quelque temps, des fonctions judiciaires et présida des tribunaux ruraux de première instance. Entré en 1906 dans la carrière universitaire comme chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université de Helsinki, il fut nommé, en 1910, professeur de droit constitutionnel et de droit international et, en 1922, professeur de droit international. Il a été nommé docteur *honoris causa* de l'Université d'Upsal en 1932.

M. Erich a pris part à Londres, en 1910, à la délibération d'experts relative aux questions russo-finlandaises. Pendant la guerre mondiale, il a été membre du Comité central pour l'affranchissement de la Finlande. Conseiller juridique au ministère des Affaires étrangères de Finlande en 1919 et de 1921 à 1926, il a été député de 1919 à 1924, et en 1920-1921 a rempli la charge de président du Conseil des Ministres. En cette qualité, il s'est occupé entre autres de la défense du point de vue de la Finlande dans le différend relatif aux îles d'Aland. Il a été délégué de la Finlande à plusieurs conférences internationales, parmi lesquelles la Conférence de la paix entre la Finlande et la Russie en 1918, deux conférences scandinaves pour l'aviation (1919 et 1920), trois conférences d'experts pour l'élaboration de traités de conciliation et d'arbitrage, la Conférence pour la non-fortification et la neutralisation des îles d'Aland (1921), la Conférence diplomatique pour l'abolition des restrictions à l'importation et à l'exportation (1927), la première Conférence pour la codification du droit international (1930), la Commission préparatoire du désarmement et le Comité de sécurité; délégué à toutes les sessions de l'Assemblée de la Société des Nations de 1921 à 1932, il a été

vice-président de la première Commission de l'Assemblée en 1928. Il est membre de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye et président ou membre de plusieurs commissions internationales de conciliation.

M. Erich a également été membre du Comité d'experts chargé d'examiner la proposition du Gouvernement finlandais tendant à conférer à la Cour permanente de Justice internationale la qualité d'instance de recours par rapport aux tribunaux arbitraux (1930).

M. Erich a été, de 1926 à 1927, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Finlande à Berne et délégué permanent auprès de la Société des Nations; il a été, de 1929 à 1936, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande à Stockholm, et fut nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rome, en 1936.

M. Erich est membre de l'Institut de Droit international depuis 1931 (associé depuis 1924) et membre de l'Académie diplomatique internationale. Il a collaboré à plusieurs revues et publications, entre autres à la *Revue de Droit international et de Législation comparée*, et est l'auteur de nombreux travaux juridiques publiés en finnois, suédois, français et allemand.

M. Erich, qui avait été élu juge suppléant à la Cour permanente de Justice internationale en 1930, a été élu juge à la Cour en 1938.

4) DES JUGES « AD HOC ». (Voir E I, p. 25.)

Les personnes suivantes ont fait l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5 du Statut aux dates ci-après :

- 1921 Élection des membres de la Cour
- 1923 Remplacement de M. Barbosa, décédé
- 1928 Remplacement de M. Moore, démissionnaire
- 1929 Remplacement de M. André Weiss et de lord Finlay, décédés
- 1930 Remplacement de M. Charles Evans Hughes, démissionnaire, et renouvellement général de la Cour
- 1935 Remplacement de M. Adatci, décédé
- 1936 Remplacement de M. Schücking, décédé, de M. Kellogg, démissionnaire, et de M. Wang Chung-Hui, démissionnaire
- 1937 Remplacement du baron Rolin-Jaequemyns, décédé
- 1938 Remplacement de M. Hammarskjöld, décédé

Les noms imprimés en caractères **gras** sont ceux des candidats qui ont été élus à la Cour; les noms imprimés en caractères **gras** mais entre parenthèses sont ceux des personnes qui ont occupé les fonctions de juge (ou de juge suppléant) à la Cour; les noms imprimés en *italique* sont ceux des personnes dont le décès a été annoncé à la Cour.

<i>Adatci</i> , Minéitcirò	Japon
<i>Ador</i> , Gustave	Suisse
AHMED, Sir Saiyid Sultan	Inde

AIYAR, Sir P. S. Sivaswami	Inde
ALFARO, F. A. Guzman	Venezuela
ALFARO, Ricardo J.	Panama
Altamira , Rafael	Espagne
ALVAREZ, Alexandre	Chili
<i>Ameer Ali</i> , Saiyid	Inde
ANDRÉ, Paul	France
<i>Anglin</i> , Franck A.	Canada
Anzilotti , Dionisio	Italie
ARENDE, Ernest	Luxembourg
ARSEBÜK, Sadettin	Turquie
AYON, Alfonso	Nicaragua
BAGGE, Algot	Suède
<i>Baker</i> , Newton D.	États-Unis d'Amérique
BALAMÉZOV, St. G.	Bulgarie
BALOGH, Eugène de	Hongrie
<i>Barbosa</i> , Ruy	Brésil
BARRA, F. L. de la	Mexique
BARTHÉLÉMY, Joseph	France
BASDEVANT, Jules	France
BATLLE Y ORDOÑEZ, José	Uruguay
<i>Beichmann</i> , Frederik Waldemar, N.	Norvège
BENUSSI, Balthazar	Albanie
BEVILAQUA, Clovis	Brésil
BLANCO USTÁRIAZ, Julio	Venezuela
BØG, Niels Vilhelm	Danemark
<i>Bonamy</i> , Auguste	Haïti
<i>Borden</i> , Sir Robert	Canada
BOREL, Eugène	Suisse
BORJA, Alejandro Ponce	Équateur
BORNO, Louis	Haïti
BOSSA, Simon	Colombie
<i>Bourgeois</i> , Léon	France
BOURQUIN, Maurice	Belgique
<i>Boyden</i> , William Roland	États-Unis d'Amérique
BROWN, Philip Marshall	États-Unis d'Amérique
BRUM, Baltasar	Uruguay
BRUNS, Victor	Allemagne
BUCKMASTER, Lord	Grande-Bretagne
BUERO, Juan A.	Uruguay
Bustamante , Antonio S. de	Cuba
<i>Bustamante</i> , Daniel Sanchez	Bolivie
BUSTILLOS, Juan Francisco	Venezuela
CABRAL MONCADA, Luiz de	Portugal
(Caeiro da Matta) , José	Portugal
CEMIL BILSEL	Turquie
CHAMBERLAIN, Joseph E.	États-Unis d'Amérique
Cheng Tien-Hsi	Chine
CHINDAPIROM, Phya	Siam
CHYDENIUS, Jacob Wilhelm	Finlande
<i>Colin</i> , Ambroise	France
CRUCHAGA TOCORNAL, Miguel	Chili
DANEFF, Stoyan	Bulgarie

DAS, S. R.	Inde
DEVIDUR, Phya	Siam
<i>Descamps</i> (Le baron)	Belgique
<i>Doherty</i> , Charles	Canada
<i>Dreyfus</i> , Eugène	France
DUFF, Lyman Poore	Canada
<i>Dupuis</i> , Charles	France
DUZMANS, Charles	Lettonie
ELIZALDE, Rafael	Équateur
Erich , Rafael	Finlande
ETHEART, Emmanuel	Haïti
Eysinga , le jonkheer W. J. M. van	Pays-Bas
FADENHEHT, Joseph	Bulgarie
FARRERA, Celestino	Venezuela
<i>Fauchille</i> , Paul	France
FERNANDEZ Y MEDINA, Benjamin	Uruguay
<i>Finlay</i> , Robert Bannatyne, Viscount	Grande-Bretagne
FRACHERI, Mehdi	Albanie
FRIIS, M. P.	Danemark
Fromageot , Henri	France
FURRIOL, Alfredo	Uruguay
GAJZAGO, Ladislav	Hongrie
GIL BORGES, Esteban	Venezuela
<i>Goddyn</i> , Arthur	Belgique
<i>Gonzalez</i> , Joaquin V.	Argentine
GOYENA, J. Y.	Uruguay
<i>Gram</i> , G.	Norvège
GRISANTI, Carlos F.	Venezuela
GUANI, Alberto	Uruguay
Guerrero , J. Gustavo	Salvador
HAILSHAM, Lord	Grande-Bretagne
<i>Halban</i> , Alfred	Pologne
HAMMARSKJÖLD, Hj. L.	Suède
<i>Hammar skjöld</i> , Åke	Suède
HANOTAUX, Gabriel	France
HANSSON, Michael	Norvège
HANWORTH, Lord	Grande-Bretagne
HASSAN KHAN MOCHIROD DOVLEH (S. A.)	Iran
HERMANN-OTAVSKÝ, Charles	Tchécoslovaquie
<i>Higgins</i> , A. Pearce	Grande-Bretagne
HONTORIA, Manuel Gonzalez	Espagne
Hoz, Julian de la	Uruguay
(Huber , Max)	Suisse
HUDICOURT, Pierre	Haïti
Hudson , Manley O.	États-Unis d'Amérique
(Hughes , Charles Evans)	États-Unis d'Amérique
Hurst , Sir Cecil	Grande-Bretagne
HYDE, Charles Cheney	États-Unis d'Amérique
HYMANS, Paul	Belgique
IMAM, Sir Saiyid Ali	Inde
JESSUP, Philip	États-Unis d'Amérique
KADLETZ, Karel	Tchécoslovaquie
KARAGUIOZOV, Anguel	Bulgarie

<i>Kellogg</i> , Frank B.	États-Unis d'Amérique
KEY AYALA, Santiago	Venezuela
KLAESTAD, Helge	Norvège
<i>Klein</i> , Franz	Autriche
KOSTERS, J.	Pays-Bas
KRAMARZ, Charles	Tchécoslovaquie
KRIEGE, Johannes	Allemagne
KRITIKANUKORNKITCH, Chowphya Bij- aiyati	Siam
<i>Lafleur</i> , Eugène	Canada
<i>Lange</i> , Christian	Norvège
LAPRADELLE, Albert de	France
LARNAUDE	France
LEE, Frank William Chinglun	Chine
LE FUR, Louis	France
LÉGER, Abel-Nicolas	Haïti
LÉMONON, Ernest	France
LESPINASSE, Edmond de	Haïti
LIANG, Chi-Chao	Chine
LIMBURG, J.	Pays-Bas
<i>Loder</i> , B. C. J.	Pays-Bas
MACEDO SOARES, José Carlos	Brésil
<i>Magyary</i> , Géza de	Hongrie
<i>Manolesco Rammiceano</i>	Roumanie
<i>Marks de Wurtemberg</i> , baron Erik Teodor	Suède
MASTNY, Vojtěch	Tchécoslovaquie
<i>Maúrtua</i> , Victor	Pérou
MEYER, Cosmus A. C.	Danemark
MOHAMMED ALI KHAN ZOKAOL MOLK	Iran
<i>Møller</i> , Axel	Danemark
(<i>Moore</i> , John Bassett)	États-Unis d'Amérique
MORALES, Eusebio	Panama
MORENA, Alfredo Baquerizo	Équateur
MÜNIR ERTEKIN.	Turquie
MURNAGHAN, James Augustine	Irlande
Nagaoka , Harukazu	Japon
Negulesco , Demètre	Roumanie
NOLDE (Le baron) (<i>Novacovitch</i> , Miléta)	Yougoslavie
<i>Nyholm</i> , Didrik Galtrup Gjedde	Danemark
OCA, Manuel Montès de	Argentine
OCTAVIO DE LANGAARD MENEZES, Rodrigo	Brésil
(<i>Oda</i> , Yorozu)	Japon
OROLOGA, Thoma	Albanie
PAPAZOFF, Théohar	Bulgarie
PAREJO, F. A.	Venezuela
PARRA PÉREZ, C.	Venezuela
(<i>Pessôa</i> , Epitacio da Silva)	Brésil
<i>Phillimore</i> , Lord Walter George Frank	Grande-Bretagne
PIOLA-CASELLI, Edoardo	Italie
<i>Poincaré</i> , Raymond	France
POLITIS, Nicolas	Grèce

<i>Pollock</i> , Sir Frederick	Grande-Bretagne
POUND, Roscoe	États-Unis d'Amérique
RAHIM, Sir Abdur	Inde
<i>Reading</i> , Marquess of	Grande-Bretagne
<i>Redlich</i> , Joseph	Autriche
REYES, Pedro Miguel	Venezuela
RIBEIRO, Arthur Rodrigues de Almeida	Portugal
<i>Richards</i> , Sir Henry Erle	Grande-Bretagne
ROLIN, Henri	Belgique
<i>Rolin-Jaequemyns</i> (Le baron)	Belgique
<i>Root</i> , Elihu	États-Unis d'Amérique
Rostworowski , Michel (Le comte).	Pologne
<i>Rougier</i> , Antoine	France
RUIZ MORENO, Isidoro	Argentine
SAAVEDRA LAMAS, Carlos	Argentine
SALAZAR, Carlos	Guatemala
SANDSTRÖM, Alfred Emil Fredrik	Suède
SANTOS, Abel	Venezuela
SAPRU, Sir Tej Bahadur	Inde
SATO, Naotake	Japon
SCHEY, Joseph	Autriche
SCHLYTER, Karl	Suède
<i>Schücking</i> , Walther	Allemagne
SCHUMACHER, Franz	Autriche
SCOTT, James Brown	États-Unis d'Amérique
SCOTT, Sir Leslie	Grande-Bretagne
SÉFÉRIADÈS, Stélio	Grèce
SETALVAD, Sir C. H.	Inde
<i>Simons</i> , Walther	Allemagne
SLAMECKA, Alfred	Autriche
SMUTS, le général J. C.	Union sud-africaine
SOARES, Auguste Luis Vieira	Portugal
STIMSON, H. L.	États-Unis d'Amérique
STREIT, Georges	Grèce
STRUPP, Karl	Allemagne
<i>Struycken</i> , A. A. H.	Pays-Bas
SUÁREZ, Eduardo	Mexique
TCHIMITCH, Ernest	Yougoslavie
<i>Tybjerg</i> , Erland	Danemark
ULLOA, Alberto	Pérou
UNDÉN, Östen	Suède
Urrutia , Francisco José	Colombie
VARELA, José Pedro	Uruguay
VELEZ, Fernando	Colombie
VERDROSS, Alfred	Autriche
VILLAZON, Eliodoro	Bolivie
VILLIERS, Sir Étienne de	Union sud-africaine
Visscher , Charles De	Belgique
VRYAKAS, Constantin	Grèce
WALKER, Gustave	Autriche
WALLACH, William	Inde
(Wang Chung-Hui)	Chine
<i>Weiss</i> , André	France

Wessels, Sir Johannes Wilhelmus	Union sud-africaine
Wickersham, George Woodward	États-Unis d'Amérique
WIGMORE, John H.	États-Unis d'Amérique
WILSON, George Grafton	États-Unis d'Amérique
Wrede, baron R. A.	Finlande
YAMADA, Saburo	Japon
YEPES, J. M.	Colombie
(Yovanovitch, Michel)	Yougoslavie
Zeballos, Estanislás	Argentine
ZEPEDA, Maximo	Nicaragua
Zolger, Ivan	Yougoslavie
ZORILLA DE SAN MARTIN, Juan	Uruguay
ZORIČIĆ, Milovan	Yougoslavie

Les précédents Rapports annuels ont indiqué que des juges *Juges ad hoc*. *ad hoc* ont siégé au sein de la Cour dans les affaires suivantes :

AFFAIRES CONTENTIEUSES.

- « Wimbledon » (rôle gén. n° 5) ¹,
Mavrommatis (compétence et fond) (rôle gén. nos 10 et 12) ²,
Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (compétence et fond) (rôle gén. nos 18, 18 bis et 19) ³,
« Lotus » (rôle gén. n° 24) ⁴,
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (compétence et fond) (rôle gén. nos 25 et 26) ⁵,
Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem (rôle gén. nos 27 et 28) ⁶,
Droits des minorités en Haute-Silésie polonaise (écoles minoritaires) (rôle gén. n° 31) ⁷,
Paiement de divers emprunts serbes émis en France (rôle gén. n° 34) ⁸,
Paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens contractés en France (rôle gén. n° 33) ⁹,
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} phases) (rôle gén. n° 32) ¹⁰,
Étendue territoriale de la juridiction de la Commission de l'Oder (rôle gén. n° 36) ¹¹,
Affaire relative à l'interprétation du Statut de Memel (rôle gén. nos 47 et 50) ¹²,
Affaire du Groënland oriental (rôle gén. n° 43) ¹³,
Affaire du Groënland du Sud-Est (indication de mesures conservatoires) (rôle gén. n° 52) ¹⁴,

¹ Voir E 1, p. 159.

² » » », » 164.

³ » E 2, » 101.

⁴ » E 4, » 157.

⁵ » » », » 147.

et E 5, p. 171.

⁶ Voir E 4, p. 167.

⁷ » » », » 182.

⁸ Voir E 5, p. 192.

⁹ » » », » 202.

¹⁰ » E 6, » 192, E 7,

p. 221, et E 8, p. 183.

¹¹ Voir E 6, p. 203.

¹² » E 8, » 198, et E 9, p. 112.

¹³ » E 9, p. 131.

¹⁴ » » », » 109.

Affaire concernant l'appel contre une sentence rendue le 3 février 1933 par le Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque (rôle gén. n° 58) ¹,

Affaire franco-hellénique des phares (rôle gén. n° 59) ²,

Affaire Losinger & Cie (rôle gén. nos 64 et 67) ³,

Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (rôle gén. nos 65 et 66) ⁴,

Affaire des prises d'eau à la Meuse (rôle gén. n° 69) ⁵,

Affaire des phares en Crète et à Samos (rôle gén. n° 70) ⁶,

Affaire Borchgrave (rôle gén. nos 72 et 73) ⁷,

Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (rôle gén. nos 74 et 76) ⁸,

Affaire de la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (rôle gén. nos 75 et 78) ⁹.

AFFAIRES CONSULTATIVES (ART. 83 DU RÈGLEMENT).

Compétence des tribunaux de Dantzig (rôle gén. n° 29) ¹⁰,

Affaire des Communautés gréco-bulgares (rôle gén. n° 37) ¹¹,

Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (rôle gén. n° 39) ¹²,

Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig (rôle gén. n° 44) ¹³,

Traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig (rôle gén. n° 42) ¹⁴,

Interprétation de l'Accord gréco-bulgare du 9 décembre 1927 (Accord Caphandaris-Molloff) (rôle gén. n° 45) ¹⁵.

En l'affaire de la Société commerciale de Belgique (rôle gén. n° 77), introduite le 5 mai 1938 par requête du Gouvernement de Belgique contre le Gouvernement de Grèce, ce dernier Gouvernement a, depuis le 15 juin 1938, désigné comme juge *ad hoc* M. Ténékidès.

M. C. G. TÉNÉKIDÈS.

M. Cyriaque Georges Ténékidès est né à Smyrne le 15 mars 1878. Il a fait ses études juridiques en France : licencié et lauréat de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, il est docteur en droit de l'Université de Paris.

¹ Voir E 10, p. 122.

² » » », » 129.

³ » E 12, » 176,
et E 13, p. 119.

⁴ Voir E 12,
p. 172, et E 13, p. 121.

⁵ Voir E 13, p. 127.

⁶ » E 14, » 107.

⁷ » » », » 112.

⁸ Voir p. 87.

⁹ » » 94.

¹⁰ » E 4, p. 203.

¹¹ » E 7, » 233.

¹² » E 8, » 211.

¹³ » » », » 216.

¹⁴ » » », » 222.

¹⁵ » » », » 229.

M. Ténékidès a pris une part active à la défense des droits de l'Hellénisme ionien (1914-1923) et a collaboré pour la même cause avec la délégation hellénique à la Conférence de la Paix, ayant été appelé à Paris en mission spéciale à cet effet par M. Venisélos, qui présidait cette délégation (mai-août 1919). De 1919 à 1922, il fut conseiller-juriste de l'Administration hellénique de Smyrne et correspondant du journal *Le Temps* de Paris, et quitta Smyrne, lorsque l'occupation hellénique prit fin, pour aller s'installer à Athènes. En 1923, il y fut nommé directeur juridique du ministère des Affaires étrangères, poste qu'il occupe actuellement.

Désigné par son Gouvernement comme arbitre hellène, M. Ténékidès fit partie du Tribunal arbitral franco-hellénique prévu par l'Acte final de Lausanne du 24 juillet 1923 (1928-1929) et des Tribunaux arbitraux gréco-belges (1934-1938). Élu associé de l'Institut de Droit international (session du Luxembourg, août-sept. 1937), il a collaboré aux grandes revues de droit international, où il a publié de nombreuses études sur des matières de droit international public et privé.

5) CHAMBRES SPÉCIALES. (Voir E 1, p. 52.)

Chambre pour les litiges de travail.

Jusqu'au 31 décembre 1939, la composition de la Chambre pour les litiges de travail est la suivante :

Membres : Sir CECIL HURST, *Président*, MM. ALTAMIRA, URRUTIA, NEGULESCO, HUDSON. — *Membres remplaçants* : le jonkheer VAN EYSINGA, M. NAGAOKA.

Chambre pour les litiges de communications et de transit.

Jusqu'au 31 décembre 1939, la composition de la Chambre pour les litiges de communications et de transit est la suivante :

Membres : M. GUERRERO, *Président*, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, le jonkheer VAN EYSINGA, M. CHENG. — *Membres remplaçants* : le comte ROSTWOROWSKI, M. NAGAOKA.

Chambre de procédure sommaire.

Le Quatorzième Rapport annuel a indiqué (p. 19) que la Chambre de procédure sommaire était, pour l'année 1938, composée comme suit :

Membres : M. GUERRERO, *Président*, sir CECIL HURST, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI. — *Membres remplaçants* : MM. URRUTIA, DE VISSCHER.

Le 28 novembre 1938 a eu lieu l'élection des membres de cette Chambre pour 1939. Cette élection a donné les mêmes résultats que la précédente ; pour 1939, la composition de la Chambre de procédure sommaire est donc la même que pour 1938.

6) ASSESSEURS. (Voir E I, p. 55.)

Le Treizième Rapport annuel de la Cour a donné les trois listes suivantes des assesseurs, mises à jour au 15 juin 1937¹:

liste des assesseurs pour litiges de travail, désignés par les Membres de la Société des Nations et par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, classés par ordre alphabétique des pays ;

liste des assesseurs pour litiges de transit et de communications, désignés par les Membres de la Société des Nations, également classés par ordre alphabétique des pays ;

liste générale des assesseurs (travail et transit), en suivant l'ordre alphabétique du nom des assesseurs.

Le Quatorzième Rapport annuel de la Cour a indiqué (p. 19) que le seul changement intervenu entre le 15 juin 1937 et le 15 juin 1938 consistait à supprimer de ces listes le nom du Dr Giovanni Balella (Italie), représentant patronal désigné par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

Depuis le 15 juin 1938, le Greffe a été avisé que le jonkheer P. Elias, désigné par le Gouvernement des Pays-Bas comme assesseur pour litiges de transit et de communications, avait été remplacé en cette qualité par M. D. J. Wansink, secrétaire de la Société des Chemins de fer néerlandais, à Utrecht.

7) EXPERTS.

L'article 50 du Statut stipule qu'à tout moment la Cour peut confier une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

La Cour n'a fait usage de cette faculté qu'une seule fois, en l'affaire de la demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond)².

II. — DU GREFFIER (Voir E I, p. 77.)

Titulaire du poste : M. JULIO LÓPEZ OLIVÁN, ancien ambassadeur d'Espagne à Londres, nommé le 5 décembre 1936 et entré en fonctions le 9 décembre 1936.

Greffier-adjoint : M. L. J. H. JORSTAD, chef de division au ministère des Affaires étrangères de Norvège, entré en fonctions le 1^{er} février 1931.

¹ Voir Treizième Rapport annuel, pp. 29-39.

² Voir à ce sujet, dans le Cinquième Rapport annuel, le résumé de l'Arrêt n° 13, du 13 septembre 1928 (p. 171), et des ordonnances du 13 septembre 1928 (p. 183) et du 25 mai 1929 (p. 187).

III. — DU GREFFE (Voir E 1, p. 77.)

Les fonctionnaires du Greffe (autres que les fonctionnaires auxiliaires¹) sont les suivants :

Liste des fonctionnaires du Greffe.

Nom.	Date d'engagement.	Nationalité.
<i>Greffier-adjoint :</i>		
M. L. J. H. Jorstad	1 ^{er} février 1931	Norvégien
<i>Premiers Secrétaires-rédacteurs :</i>		
M. J. Garnier-Coignet, Secrétaire de la Présidence	1 ^{er} mars 1922	Français
M. C. Hardy	1 ^{er} juin 1922	Anglais
<i>Secrétaires-rédacteurs :</i>		
Baron T. M. A. d'Honincthun	1 ^{er} janvier 1925	Français
M. S. T. Cross	1 ^{er} février 1938	Anglais
<i>Secrétaires privées :</i>		
Miss M. G. Recaño	1 ^{er} mars 1922	Anglaise
Miss E. M. Fisher	1 ^{er} janvier 1930	"
M ^{lle} M. Jokl	(temporaire ²)	Française
<i>Service intérieur :</i>		
M. D. J. Bruinsma, Chancelier-comptable, Chef de Service	1 ^{er} août 1922	Néerlandais
Jhr. F. C. Beelaerts van Blokland	1 ^{er} janvier 1937	Néerlandais
<i>Service des impressions :</i>		
M. M. J. Tercier, Chef de Service	19 mai 1924	Suisse
M. R. Knaap	1 ^{er} janvier 1932	Néerlandais
<i>Service des archives :</i>		
M ^{lle} L. P. M. Loeff, Chef de Service	1 ^{er} janvier 1925	Néerlandaise
M ^{lle} R. B. Valck-Lucassen	1 ^{er} janvier 1937	Néerlandaise
Miss Chown	(temporaire ²)	Anglaise
<i>Service d'indexage :</i>		
Miss A. H. Welsby	1 ^{er} janvier 1927	Anglaise
<i>Service de documentation :</i>		
M. J. Douma, Chef de Service	1 ^{er} janvier 1931	Néerlandais

¹ Les fonctionnaires auxiliaires sont ceux qui sont désignés pour une période inférieure à six mois.

² Les fonctionnaires temporaires sont ceux qui sont désignés pour une période supérieure à six mois, mais inférieure à sept ans.

	Nom.	Date d'engagement.	Nationalité.
<i>Service de sténographie, dactylographie et multicrographie :</i>			
	Melle J. C. Lamberts, Chef de Service	1 ^{er} mars 1922	Belge
	Melle M. L. Estoup, Sténographe parlementaire	1 ^{er} janvier 1927	Française
	Miss A. M. Driscoll	1 ^{er} janvier 1930	Anglaise
	M ^{me} C. van Meurs	(temporaire ¹)	Néerlandaise
<i>Huissiers :</i>			
	M. H. C. van der Leeden	1 ^{er} janvier 1929	Néerlandais
	M. K. Pronk	1 ^{er} janvier 1929	»
	M. J. W. H. Janssen	1 ^{er} janvier 1930	»
	M. A. Maas	1 ^{er} janvier 1936	»
	M. G. Korpel	(temporaire ¹)	»
	M. H. van der Kooy	(»)	»
		* * *	
Organisation du Greffe.	(Voir E 7, pp. 57-62 ; E 11, p. 30.)		
		* * *	
« Rendement de l'adminis- tration. »	(Voir E 6, pp. 36-38 ; E 7, pp. 63-67 ; E 8, pp. 35-37 ; E 9, p. 25.)		
		* * *	
Pensions pour les fonction- naires.	(Voir E 6, pp. 39-42 ; E 7, pp. 67-68 ; E 8, pp. 37-38.)		
		* * *	
Statut du personnel.	(Voir E 7, pp. 68-74 ; E 12, pp. 40-45.)		
		* * *	
Instructions pour le Greffe.	(Voir E 1, pp. 83-100 ; E 2, pp. 39-42 ; E 5, pp. 50-67 ; E 14, pp. 22-40.)		
		* * *	
Tribunal ad- ministratif de la S. d. N.	(Voir E 3, p. 33 ; E 4, p. 47 ; E 9, pp. 25-26.) La composition pour 1939 du Tribunal administratif de la Société des Nations est la suivante : <i>Juges titulaires</i> : M. Eide		

¹ Voir note 2, page précédente.

(Danois), *Président*, M. Devèze (Belge), Jhr. van Ryckevorsel (Néerlandais). — *Juges suppléants*: M. G. Havelka (Tchécoslovaque), M. Scelle (Français), M. de Tomcsányi (Hongrois). — *Greffier*: M. Nisot; *Greffier-ajoint*: M. Secrétan.

IV. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE

(Voir E 1, pp. 100-101; E 4, pp. 48-58; E 6, p. 43; E 10, pp. 22-23; E 12, pp. 45-46.)

V. — LOCAUX ET BIBLIOTHÈQUE

(Voir les Rapports annuels précédents.)

A la date du 15 juin 1939, le nombre des volumes remis en dépôt par la Cour à la Bibliothèque Carnegie, en vertu de l'accord de 1931¹, était de 3903.

VI. — COMMUNICATIONS POSTALES, ETC.

(Voir E 10, pp. 25-26.)

¹ Voir E 7, pp. 78-80.

CHAPITRE II

DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

I. — LE STATUT

Le Statut de la Cour, joint au Protocole de signature du 16 décembre 1920, a été amendé par le Protocole de revision du 14 septembre 1929.

Le Protocole de signature de 1920, dressé conformément à la décision de l'Assemblée du 13 décembre 1920, et qui reste ouvert à la signature des États visés à l'annexe au Pacte de la Société des Nations¹, avait, à la date du 15 juin 1939, été signé au nom des États ou Membres de la Société des Nations suivants : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica², Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Égypte, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Irak, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

Tous ces États avaient ratifié le Protocole de 1920, sauf les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, le Costa-Rica, l'Égypte, le Guatemala, l'Irak, le Libéria, le Nicaragua, la Turquie.

Le Protocole de revision a été adopté par l'Assemblée de la Société des Nations le 14 septembre 1929, en même temps que les amendements au Statut qui y sont annexés. Conformément à la résolution de l'Assemblée du 27 septembre 1935 et

¹ Les États mentionnés à l'annexe au Pacte de la Société des Nations et qui, à la date du 15 juin 1939, n'ont pas signé le Protocole de signature du Statut, sont : l'Équateur, l'Arabie saoudienne (Hedjaz) et le Honduras.

² Voir p. 32, note 1.

au rapport adopté par le Conseil le 23 janvier 1936, il est entré en vigueur le 1^{er} février 1936¹.

Aux termes des paragraphes 5 et 6 du protocole, dès son entrée en vigueur, les nouvelles dispositions font partie du Statut adopté en 1920, les dispositions des articles primitifs objet de la revision sont abrogées, et toute acceptation du Statut de la Cour signifie acceptation du Statut révisé.

Depuis l'entrée en vigueur du protocole, le nouveau texte du Statut régit les activités de la Cour; il a été publié par la Société des Nations sous le n° C. 80. M. 28. 1936. V, et par la Cour dans la troisième édition (mars 1936) du volume n° 1 de la Série D de ses publications.

En 1938 a paru dans la Série F des Publications de la Cour, sous le n° 4, un volume contenant les index suivants, relatifs au Statut et au Règlement ainsi qu'aux travaux préparatoires :

- 1) Table chronologique concernant le Statut (1920-1936).
- 2) Index des articles du Statut (1920-1936).
- 3) Index des procès-verbaux concernant l'élaboration et la revision du Règlement (1922-1936).
- 4) Index du Statut entré en vigueur le 1^{er} février 1936 et du Règlement adopté le 11 mars 1936.

II. — LE RÈGLEMENT

Le texte du Règlement appliqué actuellement par la Cour est entré en vigueur le 11 mars 1936. Il est reproduit dans la troisième édition (mars 1936) du volume n° 1 de la Série D des Publications de la Cour.

Le Règlement avait été élaboré lors de la session préliminaire de la Cour (janv.-mars 1922), révisé en 1926, amendé en 1927 et en 1931, et révisé dans son ensemble de 1931 à 1936. Les travaux préparatoires relatifs à l'élaboration du Règlement ont été publiés dans le volume n° 2 de la Série D (1922); pour les amendements apportés en 1926, voir le premier addendum à ce volume; pour les amendements de 1927, voir le Quatrième Rapport annuel, pages 68-74; pour les amendements de 1931 et de 1936, voir les second et troisième addenda au volume n° 2 de la Série D.

Index du Règlement et des travaux préparatoires, etc. : voir ci-dessus, à la fin de la section consacrée au Statut.

¹ Voir à ce sujet le chapitre II de E 6 à E 14.

CHAPITRE III

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

I. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

1) *Compétence* *ratione materiae*.

L'article 36 du Statut dispose, dans son alinéa premier, que la compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Pour les affaires que les parties soumettent, par accord spécial, à la Cour, la pièce introductive d'instance est l'acte portant notification du compromis où est stipulé l'accord. Afin que la Cour soit valablement saisie, la notification doit être faite par toutes les parties, à moins qu'il ne résulte d'une des stipulations du compromis que la Cour puisse connaître de l'affaire après notification par l'une des parties seulement¹.

Le tableau ci-dessous donne la liste des affaires qui ont été introduites par un compromis²; y sont également indiquées les parties à l'affaire ainsi que la date du compromis.

AFFAIRES INTRODUITES PAR COMPROMIS

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date du compromis.
11	Interprétation du paragraphe 4 de l'annexe suivant l'article 179 du Traité de Neuilly	Bulgarie et Grèce	18 III 24
24	Affaire du <i>Lotus</i>	France et Turquie	12 X 26
32	Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex	France et Suisse	30 X 24

¹ Il y a lieu de mentionner ici qu'à plusieurs reprises la Cour a reconnu, à propos d'affaires à elle soumises par requête unilatérale, que sa compétence pouvait être établie par le moyen d'un accord intervenu entre les parties au cours de la procédure, l'acceptation de la juridiction de la Cour n'étant pas soumise par le Statut à l'observation de certaines formes telles, par exemple, que l'établissement d'un compromis formel préalable. Voir, à ce sujet, E 10, p. 31, note.

² Pour la liste des affaires introduites par requête unilatérale, voir pp. 36-37, et pour la liste des affaires consultatives, pp. 47-50.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date du compromis.
33	Emprunts fédéraux brésiliens émis en France	Brésil et France	27 VIII 27
34	Emprunts serbes émis en France	France et Yougoslavie	19 IV 28
36	Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder	Allemagne, Danemark, France, Grande-Bretagne, Suède, Tchécoslovaquie, et Pologne	30 X 28
46	Eaux territoriales entre Castellorizo et l'Anatolie	Italie et Turquie	30 V 29
59	Affaire franco-hellénique des phares	France et Grèce	15 VII 31
61	Affaire Oscar Chinn	Belgique et Grande-Bretagne	13 IV 34
70	Affaire des phares en Crète et à Samos	France et Grèce	28 VIII 36
72	Affaire Borchgrave	Belgique et Espagne	20 II 37

Compétence en vertu de traités et de conventions.

Pour ce qui est des traités et conventions en vigueur, ceux qui sont parvenus à la connaissance de la Cour sont rassemblés dans une publication spéciale intitulée : *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, dont la quatrième édition, mise à jour et complétée, a paru au début de 1932¹. La *Collection* (qui contient aussi le texte d'actes non encore entrés en vigueur) se fonde exclusivement sur deux ordres de données officielles : publications officielles soit de la Société des Nations et des organes de celle-ci, soit des gouvernements ; communications directes émanant de ces mêmes sources. Les actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends sont reproduits intégralement dans la *Collection*, qui donne simplement des extraits pertinents des autres actes.

A ce propos, il y a lieu de signaler qu'à la date du 24 mars 1927, le Greffier de la Cour a demandé à tous les gouvernements admis à ester devant la Cour de communiquer régulièrement au Greffe le texte des nouveaux accords par eux conclus et contenant des dispositions relatives à la juridiction de la Cour. Cette communication fut rappelée à ceux des gouvernements qui n'y avaient pas encore répondu à la date du 5 juin 1928. Cette suggestion avait été acceptée par les États suivants (par ordre alphabétique) : Union sud-africaine, Allemagne,

¹ La première édition de cette publication avait paru le 15 mai 1923 (Série D, n° 3). La seconde édition est datée de juin 1924 (Série D, n° 4), et la troisième du 15 décembre 1926 (Série D, n° 5). La quatrième édition porte la date du 31 janvier 1932 (Série D, n° 6) ; les Rapports annuels, à partir de E 8, y compris le présent volume, contiennent dans leur chapitre X des addenda à cette édition.

États-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, Brésil, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Chili, Chine, Colombie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Inde, Italie, Lettonie, Lithuanie, Luxembourg, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne (pour la Pologne et pour la Ville libre de Dantzig), Siam, Union des Républiques soviétistes socialistes, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Venezuela ¹.

Les actes parvenus à la connaissance du Greffe au 15 juin 1939 peuvent être répartis en plusieurs catégories ² :

A. — *Traités de paix.* (Voir E 3, p. 40.)

B. — *Dispositions relatives à la protection des minorités.*
(Voir E 3, pp. 40-41 ; E 9, p. 59.)

C. — *Mandats confiés à certains Membres de la Société des Nations sur quelques colonies et territoires, en vertu de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations.* (Voir E 3, pp. 42-43.)

D. — *Accords généraux internationaux.* (Voir E 3, pp. 43-46 ; E 4, pp. 76-77 ; E 5, pp. 90-91 ; E 6, p. 96 ; E 7, p. 106 ; E 8, p. 56 ; E 9, pp. 59-60 ; E 10, pp. 33-34 ; E 11, p. 39 ; E 12, pp. 95-96 ; E 13, pp. 49-50 ; E 14, pp. 47-48.)

Aux listes qui ont paru dans les précédents Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter les conventions suivantes :

Protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements internationaux. — Bruxelles, 30 juillet 1936.

Convention pour la prévention et la répression du terrorisme. — Genève, 16 novembre 1937.

Convention pour la création d'une Cour pénale internationale. — Genève, 16 novembre 1937.

D'autre part, lors de sa 24^{me} Session, tenue à Genève en juin 1938, la Conférence internationale du Travail a adopté la convention suivante ³ :

Convention concernant les statistiques des salaires et des heures du travail. — Genève, 20 juin 1938.

¹ A la date du 5 octobre 1931, en vue de la préparation de la quatrième édition de la *Collection*, le Greffier a adressé une nouvelle communication aux gouvernements de tous les États admis à ester en justice devant la Cour (voir E 8, p. 55).

² Voir pp. 268-306 du présent volume la liste de ces actes par ordre chronologique.

³ L'article 423 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix donnent compétence à la Cour pour apprécier, entre autres, toutes questions ou difficultés relatives à l'interprétation des conventions conclues, après la mise en vigueur du traité et en vertu de la partie intitulée « Travail », par les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

E. — *Traités politiques (d'alliance, de commerce et de navigation) et divers.* (Voir E 4, pp. 77-81; E 5, pp. 91-92; E 6, pp. 97-98; E 7, pp. 106-107; E 8, pp. 57-58; E 9, p. 60; E 10, p. 35; E 11, p. 40; E 12, p. 96; E 13, p. 50; E 14, p. 48.)

Aux listes qui ont paru jusqu'à présent dans les Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter les traités suivants :

Convention d'établissement et de travail entre le Luxembourg et les Pays-Bas. — La Haye, 1^{er} avril 1933.

Convention de commerce et de navigation entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. — Prague, 10 février 1934.

Convention concernant l'abolition des capitulations en Égypte. Montreux, 8 mai 1937.

Traité de commerce et de navigation entre la Suède et la Yougoslavie. — Stockholm, 14 mai 1937.

Convention relative à l'abolition du régime capitulaire au Maroc et à Zanzibar entre le Royaume-Uni et la France. — Londres, 29 juillet 1937.

Convention de commerce entre l'Estonie et la France. — Paris, 16 octobre 1937.

Traité de commerce entre le Danemark et Haïti. — Paris, 21 octobre 1937.

Traité d'amitié et de commerce entre le Siam et la Suisse. — Berne, 4 novembre 1937.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Danemark et le Siam. — Copenhague, 5 novembre 1937.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Siam. — Bangkok, 5 novembre 1937.

Convention d'établissement entre la Belgique et le Siam. — Bangkok, 5 novembre 1937.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Norvège et le Siam. — Oslo, 15 novembre 1937.

Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et le Siam. — Bangkok, 23 novembre 1937.

F. — *Actes et conventions divers sur le transit, les voies navigables et les communications en général.* (Voir E 3, pp. 49-50; E 4, p. 81; E 5, p. 92; E 6, p. 98; E 7, p. 107; E 8, p. 59; E 9, pp. 60-61; E 10, p. 35; E 11, p. 41; E 12, pp. 96-97; E 13, p. 50; E 14, p. 48.)

Aux listes qui ont paru jusqu'à présent dans les Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter les traités suivants :

Accord relatif au fleuve Rovuma entre le Royaume-Uni et le Portugal. — Lisbonne, 11 mai 1936.

Convention aérienne entre le Royaume-Uni et la Hongrie. — Budapest, 22 mars 1937.

Arrangement relatif à la Commission européenne du Danube, entre la France, la Grande-Bretagne et la Roumanie. — Sinaïa, 18 août 1938.

G. — *Traité d'arbitrage et de conciliation*. (Voir E 4, pp. 81-85; E 5, p. 93; E 6, p. 98; E 7, pp. 108-109; E 8, pp. 59-62; E 9, p. 61; E 10, p. 36; E 11, p. 41; E 12, p. 97; E 13, p. 51; E 14, p. 48.)

Aux listes qui ont paru jusqu'à présent dans les Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter le traité suivant :

Traité pour le règlement pacifique des différends entre l'Irak et l'Iran. — Téhéran, 24 juillet 1937.

* * *

Outre les affaires soumises par les parties et les cas spécialement prévus dans les traités et conventions mentionnés plus haut, la compétence de la Cour s'étend à d'autres différends en vertu des instruments suivants :

Disposition facultative annexée au Statut de la Cour ;

Résolution adoptée par le Conseil le 17 mai 1922 ;

Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral, adopté le 26 septembre 1928 par l'Assemblée de la Société des Nations dans sa Neuvième Session.

Ces instruments sont ouverts à l'accession d'un nombre considérable d'États. Chacun d'eux fait naître des rapports entre tout État qui y accède et tous les autres États qui y ont accédé auparavant ou qui y accéderaient par la suite¹.

*

Le premier de ces instruments, savoir la « Disposition facultative », est visé par les alinéas 2 et 3 de l'article 36 du Statut, qui sont ainsi conçus : Disposition facultative

« Les Membres de la Société et États mentionnés à l'annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent Acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet :

¹ Dans la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, la Disposition facultative annexée au Statut et l'Acte général de 1928 sont rangés sous le titre d'« Actes collectifs ayant pour objet le règlement pacifique des différends ». La résolution du Conseil en date du 17 mai 1922 est rangée sous le titre de « Textes constitutionnels fixant la compétence de la Cour ».

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Membres ou États, ou pour un délai déterminé. »

C'est le protocole spécial annexé au « Protocole de signature du Statut » du 16 décembre 1920 qui est intitulé « Disposition facultative ». Ce protocole est ainsi conçu :

« Les soussignés, dûment autorisés, déclarent en outre, au nom de leur Gouvernement, reconnaître dès à présent, comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et dans les termes suivants : »

La déclaration par laquelle les gouvernements mentionnent les conditions auxquelles ils reconnaissent la juridiction de la Cour comme obligatoire est habituellement apposée ou reproduite au bas de la « Disposition facultative ».

Le tableau inséré dans le chapitre X du présent Rapport (p. 211) donne le nom des États ou Membres de la Société des Nations qui avaient souscrit à la Disposition facultative (ou qui avaient renouvelé leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour) et indique les conditions de leur acceptation (ou de leur renouvellement). La date à laquelle les déclarations ont été apposées est inscrite au tableau lorsqu'elle est documentairement connue. Le texte des déclarations faites avant le 31 janvier 1932 est reproduit dans la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*. Le texte des déclarations faites depuis se trouve dans les chapitres X des Huitième à Quatorzième Rapports annuels, ainsi que dans le chapitre X du présent Rapport (p. 210).

Ci-après sont indiquées les conclusions de fait qui se dégagent du tableau mentionné à l'alinéa précédent.

I.

A. *États qui avaient souscrit à la Disposition facultative* : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica¹, le Danemark, la République dominicaine, l'Égypte, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala,

¹ Le Costa-Rica a notifié le 24 décembre 1924 au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter

le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Irak, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay¹, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Uruguay, la Yougoslavie.

II.

B. *Parmi ceux-ci, avaient souscrit sous réserve de ratification, la ratification ayant suivi* : l'Union sud-africaine, l'Albanie², l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Canada, le Danemark, la République dominicaine, la Finlande², la France², la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Norvège², la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la Roumanie², le Siam, la Suisse, la Yougoslavie.

C. *Avaient souscrit sous réserve de ratification, sans que la ratification ait suivi* : l'Argentine, l'Égypte, le Guatemala, l'Irak, le Libéria, la Pologne, la Tchécoslovaquie.

D. *Avaient souscrit sans condition de ratification*³ : la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica⁴, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, le Haïti, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay¹, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Suède, la Turquie, l'Uruguay.

E. *Avaient souscrit sans condition de ratification, mais sans que le Protocole de signature du Statut ait été ratifié* : le Costa-Rica⁴, le Nicaragua, la Turquie.

F. *Acceptations arrivées à terme* : l'Allemagne (date d'expiration : 1^{er} mars 1938) ; la Chine (date d'expiration : 13 mai 1927) ; l'Espagne (date d'expiration : 21 sept. 1938) ; l'Éthiopie (date d'expiration : 18 sept. 1936) ; l'Italie (date d'expiration : 7 sept. 1936) ; la Yougoslavie (date d'expiration : 24 nov. 1935).

effet à dater du 1^{er} janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait pas ratifié le Protocole de signature du Statut ; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du protocole précité est devenu caduc, ainsi, par suite, que l'engagement résultant de sa signature de la Disposition facultative.

¹ Voir p. 220, note 4.

² Cet État avait souscrit à la Disposition sous condition de ratification, mais avait renouvelé son acceptation sans cette condition.

³ Certains de ces États n'en ont pas moins ratifié leur déclaration, bien que la ratification ne fût point exigée par la Disposition facultative.

⁴ Voir p. 32, note 1.

III.

G. *États ayant accepté la juridiction obligatoire de la Cour conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut et à la résolution du Conseil du 17 mai 1922*¹: Liechtenstein², Monaco³.

IV.

H. *États liés*⁴: l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Australie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, la Colombie, le Danemark, la République dominicaine, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, la Lettonie, le Liechtenstein², la Lithuanie, le Luxembourg, Monaco³, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay⁵, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, l'Uruguay.

*

Résolution du
Conseil du
17 mai 1922.

Le second des trois instruments mentionnés plus haut est la résolution adoptée par le Conseil le 17 mai 1922.

Aux termes de cette résolution (dont le texte est reproduit dans le Premier Rapport annuel, pp. 139-140⁶), la Cour est ouverte à tout État non Membre de la Société des Nations et non mentionné à l'annexe au Pacte, à condition que cet État ait déposé préalablement au Greffe une déclaration par laquelle il accepte la juridiction de la Cour conformément au Pacte de la Société des Nations, et aux termes et conditions du Statut et du Règlement de la Cour, en s'engageant à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout État qui s'y conformera. La résolution prévoit également que cette déclaration peut avoir soit un caractère particulier, soit un caractère général.

Ont déposé au Greffe de la Cour une déclaration de caractère général: la Principauté de Monaco (déclaration enregistrée

¹ Cette résolution prévoit, pour les États non Membres de la Société des Nations ni mentionnés à l'annexe au Pacte, la faculté d'accepter comme obligatoire la juridiction de la Cour, sans que cette acceptation puisse, hors le cas de convention spéciale, être opposée soit aux États Membres soit aux États mentionnés à l'annexe au Pacte qui ont signé ou signeraient la Disposition facultative.

² Voir pp. 42-43.

³ » p. 42.

⁴ Au 15 juin 1939.

⁵ Voir p. 220, note 4.

⁶ Voir aussi E 5, pp. 128-129; E 8, p. 106.

au Greffe le 26 avril 1937)¹, la Principauté du Liechtenstein (déclaration enregistrée au Greffe le 29 mars 1939)².

*

Le troisième de ces instruments est l'Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral, adopté le 26 septembre 1928 par l'Assemblée de la Société des Nations dans sa Neuvième Session. Cet acte prévoit les modalités du règlement pacifique des différends pouvant surgir entre les États qui y adhèrent.

L'Acte général de 1928.

La quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* reproduit sous le n° 11 le texte de cet acte.

A la date du 15 juin 1939, les États dont les noms suivent avaient adhéré à l'Acte général³ (la dernière en date des adhésions est celle de la Lettonie, qui est intervenue le 17 septembre 1935) :

Australie	(A)	21	v	31	Irlande	(A)	26	IX	31
Belgique	(A)	18	v	29	Italie	(A)	7	IX	31
Canada	(A)	1	VII	31	Lettonie	(A)	17	IX	35
Danemark	(A)	14	IV	30	Luxembourg	(A)	15	IX	30
Espagne ⁴	(A)	16	IX	30	Norvège ⁶	(A)	11	VI	30
Estonie	(A)	3	IX	31	Nouvelle-				
Éthiopie	(A)	15	III	35	Zélande ⁵	(A)	21	v	31
Finlande	(A)	6	IX	30	Pays-Bas	(B)	8	VIII	30
France ⁵	(A)	21	v	31	Pérou	(A)	21	XI	31
Grande-					Suède	(B)	13	v	29
Bretagne ⁵	(A)	21	v	31	Suisse	(A)	7	XII	34
Grèce	(A)	14	IX	31	Turquie	(A)	26	VI	34
Inde ⁵	(A)	21	v	31					

¹ Voir p. 42.

² » pp. 42-43.

³ Aux termes de l'article 38 de l'acte, les Parties contractantes peuvent adhérer :

« A. Soit à l'ensemble de l'acte (chapitres I, II, III et IV) ;

B. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chapitres I et II), ainsi qu'aux dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV) ;

C. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation (chapitre I), ainsi qu'aux dispositions générales concernant cette procédure (chapitre IV). »

⁴ Le Gouvernement espagnol a dénoncé son adhésion à l'Acte général (voir p. 229).

⁵ Le Gouvernement de cet État a renouvelé son adhésion à l'Acte général, avec certaines réserves (voir pp. 225-229).

⁶ La Norvège avait adhéré le 11 juin 1929 aux chapitres I, II et IV ; elle a étendu son adhésion au chapitre III le 11 juin 1930.

* * *

Affaires
soumises par
requête uni-
latérale.

Le tableau suivant donne la liste des affaires soumises à la Cour par requête unilatérale (ou par demande unilatérale d'interprétation)¹. Y sont également indiqués le numéro du rôle général, les parties à l'affaire ainsi que la date de la requête introductive d'instance.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date de la requête.
5	Vapeur <i>Wimbledon</i>	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/ Allemagne	16 I 23
10	Concessions Mavrommatis en Palestine	Grèce/Grande-Bretagne	12 V 24
14	Interprétation de l'Arrêt n° 3 (Traité de Neuilly)	Grèce/Bulgarie	27 XI 24
18	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	15 V 25
18 bis	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	25 VIII 25
22	Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865	Belgique/Chine	25 XI 26
25	Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów	Allemagne/Pologne	8 II 27
27	Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem	Grèce/Grande-Bretagne	28 V 27
30	Interprétation des Arrêts 7 et 8 (usine de Chorzów)	Allemagne/Pologne	17 X 27
31	Droits de minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires)	Allemagne/Pologne	2 I 28
43	Groënland oriental	Danemark/Norvège	11 VII 31
47	Interprétation du Statut de Memel	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/ Lithuanie	11 IV 32
49	Prince von Pless	Allemagne/Pologne	18 V 32
51	Appel contre deux sentences rendues le 21 déc. 1931 par le T. A. M. hongaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/ Hongrie	7 VII 32

¹ Pour la liste des affaires introduites par compromis, voir pp. 27-28; pour la liste des affaires consultatives, voir pp. 47-50.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date de la requête.
52	Territoire du sud-est du Groënland	Norvège/Danemark	18 VII 32
53	Groënland du Sud-Est	Danemark/Norvège	18 VII 32
54	Appel contre une sentence rendue le 13 avril 1932 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 VII 32
58	Appel contre une sentence rendue le 3 févr. 1933 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	3 V 33
60	Réforme agraire polonaise et minorité allemande	Allemagne/Pologne	I VII 33
64	Losinger & C ^{ie} , S. A.	Suisse/Yougoslavie	23 XI 35
65	Pajzs, Csáky, Esterházy (sentences rendues le 22 juillet 1935 par le T. A. M. hungaro-yougoslave)	Hongrie/Yougoslavie	6 XII 35
68	Phosphates du Maroc	Italie/France	30 III 36
69	Eaux de la Meuse	Pays-Bas/Belgique	I VIII 36
74	Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis	Estonie/Lithuanie	2 XI 37
75	Compagnie d'Électricité de Sofia	Belgique/Bulgarie	26 I 38
77	Société commerciale de Belgique	Belgique/Grèce	5 V 38

Ces requêtes étaient fondées sur les actes suivants :

Vapeur <i>Wimbledon</i> (rôle gén. n° 5)	Traité de Versailles (28 juin 1919), art. 386
Concessions Mavrommatis (rôle gén. nos 10 et 27)	Mandat sur la Palestine (24 juillet 1922), art. 26
Intérêts allemands en Haute-Silésie ; usine de Chorzów (rôle gén. nos 18, 18 bis et 25)	Convention de Genève relative à la Haute-Silésie (15 mai 1922), art. 23
Droits de minorités en Haute-Silésie ; prince de Pless (rôle gén. nos 31 et 49)	Même convention, art. 72
Réforme agraire polonaise (rôle gén. n° 60)	Traité des Minorités avec la Pologne (28 juin 1919), art. 12
Interprétation du Statut de Memel (rôle gén. n° 47)	Convention relative à Memel (8 août 1924), art. 17
Appels contre des sentences des T. A. M. (rôle gén. nos 51, 54, 58 et 65)	Accord II de Paris (28 avril 1930), art. X

Interprétation de l'Arrêt n° 3 ; interprétation des Arrêts nos 7 et 8 (rôle gén. nos 14 et 30)	Statut de la Cour, art. 60
Société commerciale de Belgique (rôle gén. n° 77)	Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Belgique et la Grèce (25 juin 1929)
Compagnie d'Électricité de Sofia (rôle gén. n° 75)	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Belgique et la Bulgarie (23 juin 1931)
Traité sino-belge ; Groënland oriental ; Groënland du Sud-Est ; Losinger & Cie ; phosphates du Maroc ; eaux de la Meuse ; chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (rôle gén. nos 22, 43, 52 et 53, 64, 68, 69, 74) ; et Compagnie d'Électricité de Sofia (rôle gén. n° 75)	Disposition facultative de l'art. 36 du Statut de la Cour

*

Compétence comme instance de recours. (Voir E 6, p. 137 ; E 7, p. 152 ; E 8, pp. 110-111 ; E 10, pp. 43-44 ; E 12, p. 105.)

*

Mesures conservatoires. (Voir E 5, p. 129 ; E 7, pp. 152-153 ; E 9, p. 68 ; E 10, pp. 44-45 ; E 12, p. 105.)

Le tableau suivant donne la liste des affaires soumises à la Cour et dans lesquelles une demande en indication de mesures conservatoires a été présentée :

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date du dépôt de la demande.
22	Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865	Belgique/Chine	26 XI 26
25	Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond)	Allemagne/Pologne	15 XI 27
49	Prince von Pless (fond)	Allemagne/Pologne	3 V 33
52	Territoire sud-est du Groënland	Norvège/Danemark	18 VII 32
60	Réforme agraire polonaise et minorité allemande	Allemagne/Pologne	3 VII 33
75	Compagnie d'Électricité de Sofia	Belgique/Bulgarie	4 VII 38

Cette dernière demande a été retirée par une communication de l'agent du Gouvernement belge en date du 26 août 1938

Par ordonnance du 27 août 1938, le Président de la Cour a donné acte du retrait¹.

* * *

(Voir E 5, pp. 129-130; E 7, p. 153; E 8, pp. 111-112; E 9, pp. 68-70; E 10, pp. 45-46; E 12, pp. 105-106; E 13, pp. 59-60; E 14, pp. 58-59.)

Compétence
en matière de
compétence.

Le tableau suivant donne la liste des affaires dans lesquelles une exception préliminaire a été soulevée et qui, par conséquent, ont donné lieu à une procédure spéciale, conformément à l'article 62 du Règlement.

N° du rôle gén. (relatif à l'exception).	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire qui a donné lieu à l'exception ² .	Date du dépôt de l'acte introductif de l'exception.
12	Concessions Mavrommatis en Palestine	Grèce/Grande-Bretagne	3 VI 24
19	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	18 VI 25
26	Demande en indemnité relative à l'usine de Chor-zów	Allemagne/Pologne	8 IV 27
28	Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem	Grèce/Grande-Bretagne	9 VIII 27
50	Interprétation du Statut de Memel	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/Lithuanie	26 V 32
55	Prince von Pless	Allemagne/Pologne	1 X 32
56	Appel contre deux sentences rendues le 21 déc. 1931 par le T. A. M. hongaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 X 32
57	Appel contre une sentence rendue le 13 avril 1932 par le T. A. M. hongaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 X 32
66	Pajzs, Csáky, Esterházy	Hongrie/Yougoslavie	4 III 36
67	Losinger & Cie	Suisse/Yougoslavie	27 III 36
71	Phosphates du Maroc	Italie/France	16 XII 36
72	Borchgrave ³	Belgique/Espagne	29 VI 37
76	Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis ⁴	Estonie/Lithuanie	15 III 38

¹ Voir pp. 93-94.

² Dans cette colonne, l'État qui est cité en second lieu — c'est-à-dire le défendeur pour le fond de l'affaire — est celui qui a présenté l'acte introductif de l'exception.

³ Cette affaire a été introduite par un compromis. Les exceptions préliminaires ont été soulevées par le Gouvernement espagnol. Voir E 14, page 112, le résumé de l'arrêt de la Cour sur les exceptions.

⁴ Voir p. 85.

Depuis le 15 juin 1938, l'affaire suivante a donné lieu à des exceptions préliminaires :

78 Compagnie d'Électricité Belgique/Bulgarie 25 XI 38
de Sofia

La Cour s'est prononcée sur ces exceptions par son arrêt du 4 avril 1939¹.

Interprétation (Voir E 5, p. 130.)
d'un arrêt.

*

* * *

2) *Compétence* ratione personæ.

États auxquels
la Cour est
ouverte.

Seuls, les États ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour². Le Statut distingue entre les États selon qu'ils sont, d'une part, Membres de la Société des Nations ou mentionnés à l'annexe au Pacte, et, d'autre part, étrangers à la Société des Nations³.

A. — La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations (art. 35 du Statut, al. 1).

Le Secrétaire général a communiqué au Greffier la liste officielle des Membres de la Société des Nations, mise à jour au 15 juin 1939, et qui est la suivante⁴ : l'Afghanistan, l'Union sud-africaine, l'Albanie⁵, la République argentine,

¹ Voir p. 92.

² Article 34 du Statut.

³ » 35 » » .

⁴ A la date du 24 février 1935, le Paraguay a donné le préavis de retrait de la Société des Nations (art. premier, al. 3, du Pacte), confirmé par télégramme du 19 février 1937. La situation particulière du Paraguay a fait l'objet d'un examen par l'Assemblée (document A. 76/1937). Voir également E 14, p. 60, note 3.

⁵ Par lettre circulaire en date du 14 avril 1939, le Secrétaire général de la Société des Nations a transmis aux Membres de la Société des Nations, pour leur information, le télégramme ci-après, daté de Tirana le 13 avril 1939, ainsi que sa réponse, envoyée le 14 avril :

« Tirana, 13 avril 1939.

Gouvernement albanais issu de l'Assemblée constituante a à l'unanimité délibéré sortie État albanais de la Société des Nations. J'ai l'honneur vous prier donner suite à cette décision et m'accuser réception présente communication. — Chef Gouvernement VERLACI. »

« Genève, 14 avril 1939.

J'ai reçu votre télégramme du 13 avril ainsi conçu :

« Gouvernement albanais issu de l'Assemblée constituante a à l'unanimité « délibéré sortie État albanais de la Société des Nations. J'ai l'honneur vous « prier donner suite à cette décision et m'accuser réception présente commu- « nication. — Chef Gouvernement VERLACI. »

N'étant pas compétent pour me prononcer sur la validité de cette communication je la transmets avec la présente réponse aux Membres de la Société des Nations pour leur information. — AVENOL, Secrétaire général. »

l'Australie, la Belgique, la Bolivie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, le Chili¹, la Chine, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne², l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Haïti, la Hongrie³, l'Inde, l'Irak, l'Iran, l'Irlande, l'Italie⁴, la Lettonie, le Libéria, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, les Pays-Bas, le Pérou⁵, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador⁶, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'Uruguay, le Venezuela⁷, la Yougoslavie.

B. — La Cour est également ouverte aux États mentionnés à l'annexe au Pacte et qui ne font pas partie de la Société des Nations (art. 35 du Statut, al. 1). Aux termes du quatrième alinéa du Protocole de signature du Statut de la Cour en date du 16 décembre 1920, ledit protocole reste ouvert à la signature de ces États.

A la date du 15 juin 1939, les États mentionnés à l'annexe au Pacte et qui ne sont pas mentionnés dans la liste des Membres de la Société des Nations communiquée au Greffier par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date du 15 juin 1939, sont les suivants : les États-Unis d'Amérique, le Brésil, le Guatemala, le Hedjaz (qui fait maintenant partie de l'Arabie saoudienne), le Honduras, le Japon, le Nicaragua et le Paraguay.

Les États-Unis d'Amérique ont signé le Protocole de signature du Statut du 16 décembre 1920 (en même temps que les Protocoles du 14 septembre 1929 relatifs à l'adhésion des États-Unis à la Cour et à la revision du Statut), mais ils ne les ont pas ratifiés. Le Brésil et le Japon ont signé le Protocole du 16 décembre 1920 ; ils l'ont ratifié respectivement les 1^{er} novembre 1921 et 16 novembre 1921, alors qu'ils étaient Membres de la Société des Nations. Le Guatemala et le Nicaragua ont signé le Protocole de signature du Statut de la Cour, mais ne l'ont pas ratifié. Le Paraguay l'a également signé, et a déposé l'instrument de ratification le 11 mai 1933, alors qu'il était Membre de la Société des Nations.

¹ Par une lettre reçue le 2 juin 1938, le Chili a donné le préavis de retrait de la Société des Nations prévu à l'article premier, alinéa 3, du Pacte.

² Par un télégramme reçu le 9 mai 1939, l'Espagne a donné préavis de retrait.

³ Par un télégramme reçu le 11 avril 1939, la Hongrie a donné préavis de retrait.

⁴ Par un télégramme reçu le 11 décembre 1937, l'Italie a donné préavis de retrait.

⁵ Par un télégramme reçu le 9 avril 1939, le Pérou a donné préavis de retrait.

⁶ Par une lettre reçue le 10 août 1937, le Salvador a donné préavis de retrait.

⁷ Par un télégramme reçu le 12 juillet 1938, le Venezuela a donné préavis de retrait.

*

États-Unis
d'Amérique.

(Voir E 2, pp. 85-88; E 3, pp. 91-96; E 4, pp. 119-122; E 5, pp. 131-139; E 6, pp. 139-163; E 7, pp. 154-169; E 8, pp. 113-134; E 9, p. 71; E 10, pp. 47-48; E 11, pp. 51-54; E 12, p. 108.)

Le Protocole du 14 septembre 1929, relatif à l'adhésion des États-Unis à la Cour, a été signé au nom de l'Irak le 22 septembre 1938 et au nom de l'Égypte le 30 mai 1939.

*

Autres États
auxquels la
Cour est
ouverte.

C. — Quant aux États non Membres de la Société des Nations ni mentionnés à l'annexe au Pacte, l'article 35 du Statut stipule que les conditions auxquelles la Cour leur est ouverte sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Conformément à cet article, le Conseil a pris, le 17 mai 1922, une résolution qui règle la matière et dont il est fait mention plus haut (compétence de la Cour *ratione materiæ*, p. 34). Le texte de cette résolution est reproduit dans le Premier Rapport annuel (pp. 139-140) et dans la troisième édition, de mars 1936, du volume n° 1 de la Série D (pp. 58-59).

Pour la liste des États auxquels la résolution du 17 mai 1922 a été transmise, voir le Premier Rapport annuel, page 140.

Monaco.

Par lettre en date du 22 avril 1937, le ministre d'État de la Principauté de Monaco — État auquel la résolution du 17 mai 1922 avait été transmise le 30 juin 1922 — a fait tenir au Greffe de la Cour une Déclaration, portant la même date, par laquelle la Principauté accepte la juridiction de la Cour et reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922.

La déclaration de la Principauté de Monaco a été enregistrée au Greffe le 26 avril 1937. Elle a été notifiée aux Membres de la Société des Nations ou États mentionnés dans l'annexe au Pacte, aux autres États auxquels la Cour est ouverte, ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations. Elle est reproduite dans le Treizième Rapport annuel, pages 63-64.

Liechtenstein.

Par lettre en date du 22 mars 1939, le chef du Gouvernement de la Principauté du Liechtenstein — État auquel la résolution du 17 mai 1922 avait été transmise le 30 juin 1922 — a fait tenir au Greffier de la Cour la Déclaration suivante :

« DÉCLARATION.

La Principauté du Liechtenstein, représentée par son chef de Gouvernement, déclare accepter la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément au Pacte de la Société des Nations et aux termes du Statut et du Règlement de la Cour, pour tous différends nés ou à naître. La Principauté du Liechtenstein s'engage à exécuter de bonne foi les sentences rendues, et à ne pas recourir à la guerre contre tout État qui s'y conformera.

En même temps, la Principauté du Liechtenstein déclare accepter comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922, pour une durée de cinq années sur tous les différends nés ou à naître, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

Le Chef du Gouvernement princier :

(Signé) VOGT. »

La déclaration de la Principauté du Liechtenstein a été enregistrée au Greffe le 29 mars 1939. Elle a été notifiée aux Membres de la Société des Nations, aux États mentionnés dans l'annexe au Pacte, aux autres États auxquels la Cour est ouverte, ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations.

* * *

(Voir E 5, p. 140.)

* * *

Contribution
aux frais de
procédure.

3) *Des voies de communication avec les gouvernements.*

A la date du 15 juin 1939, les communications directes émanant de la Cour et destinées aux gouvernements des États admis à ester en justice devant elle sont adressées selon les voies suivantes, qui ont été indiquées par les gouvernements eux-mêmes ¹.

Afghanistan	Le ministre des Affaires étrangères, Kaboul	par l'intermédiaire de la légation royale d'Afghanistan à Londres
Union sud-africaine	Le premier ministre de l'Union sud-africaine, à Capetown	
Allemagne	Légation d'Allemagne à La Haye	

¹ Voir E 1, p. 141, et E 4, pp. 123-124.

États-Unis d'Amérique	Le secrétaire d'État, à Washington	par l'intermédiaire de la légation des États- Unis à La Haye
République argentine	Ministère des Affaires étrangères, Buenos-Ayres	par l'intermédiaire de la légation de la Répu- blique argentine à La Haye
Australie	Le premier ministre du Commonwealth d'Austra- lie, à Canberra	
Belgique	Le ministre des Affaires étrangères, à Bruxelles	
Brésil	Ministère des Affaires étrangères, Rio-de- Janeiro	par l'intermédiaire de la légation du Brésil à La Haye
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères — Ministère des Affaires étrangères, Whitehall, Londres S. W. 1	
Bulgarie	Le ministère des Affaires étrangères, à Sofia	
Canada	Le secrétaire d'État des Affaires extérieures, à Ottawa	
Chili	Le ministre des Affaires étrangères, à Santiago	
Chine	La légation de Chine à La Haye	
Colombie	Ministère des Affaires étrangères, à Bogotá	
Cuba	Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à La Havane	
Danemark	La légation de Danemark à La Haye	En cas d'extrême urgence : le ministère des Affaires étrangères à Copenhague
Dantzig	Le ministre de Pologne à La Haye	
République dominicaine	Le secrétariat d'État des Affaires étrangères, à Ciudad-Trujillo	
Égypte	Ministère des Affaires étrangères, Le Caire	
Équateur	Ministère des Affaires étrangères de l'Équateur, à Quito	

Espagne	Le ministre des Affaires étrangères	par l'intermédiaire de la légation d'Espagne à La Haye
Estonie	Ministère des Affaires étrangères, à Tallinn	
Finlande	Le ministre de Finlande à La Haye	
France	Ministère des Affaires étrangères, Service français de la Société des Nations, à Paris	
Grèce	Ministère des Affaires étrangères, à Athènes	Copie à la délégation hellénique auprès de la S. d. N. à Genève
Guatemala	Ministère des Affaires étrangères du Guatemala, à Guatemala	
Haïti	Le secrétaire d'État aux Relations extérieures, à Port-au-Prince	
Honduras	Ministère des Affaires étrangères du Honduras, à Tegucigalpa	
Hongrie	Le ministre de Hongrie à La Haye	Pour les communications faites en vertu de l'article 44 du Statut : Ministère royal hongrois de la Justice, Budapest
Inde	Bureau de l'Inde, Whitehall, Londres S. W. 1	
Iran	Ministère des Affaires étrangères, 3 ^{me} Section, à Téhéran	
Irlande	Ministère des Affaires extérieures, à Dublin	
Italie	Ministère des Affaires étrangères, Section pour la Société des Nations, à Rome	
Japon	Le ministre des Affaires étrangères, à Tokio	par l'intermédiaire du consulat général du Japon à Genève
Lettonie	Ministère des Affaires étrangères, à Riga	
Libéria	Le secrétaire d'État du Libéria, à Monrovia	
Lithuanie	Le ministre des Affaires étrangères de la République lithuanienne, à Kaunas	

Luxembourg	Le ministre d'État, président du Gouvernement grand-ducal, à Luxembourg	(lettre recommandée)
Mexique	Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à Mexico	par l'intermédiaire de la légation du Mexique à La Haye
Monaco	Le ministre d'État, directeur des Relations extérieures de la Principauté de Monaco	
Nicaragua	Ministère des Affaires étrangères, à Managua	
Norvège	Ministère des Affaires étrangères, à Oslo	par l'intermédiaire de la légation de Norvège à La Haye
Nouvelle-Zélande	Le haut-commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres, Bureaux gouvernementaux de la Nouvelle-Zélande, Strand, W. C. 2	
Panama	Ministère des Affaires étrangères, à Panama	
Paraguay	Le ministre des Affaires étrangères du Paraguay, à Asunción	
Pays-Bas	Ministère des Affaires étrangères, à La Haye	
Pérou	Le chargé d'affaires du Pérou à La Haye	Les publications de la Cour sont adressées directement au ministère des Affaires étrangères à Lima
Pologne	Le ministre de Pologne à La Haye	
Portugal	Le ministre des Affaires étrangères, à Lisbonne	
Roumanie	Le ministre des Affaires étrangères, à Bucarest	Copie au ministre de Roumanie à La Haye, avec prière de bien vouloir transmettre à Bucarest
Salvador	Ministère des Affaires étrangères, à San-Salvador	
Siam	Ministère des Affaires étrangères, à Bangkok	Copie à la légation de Siam à Londres
Union des Républiques soviétiques socialistes	Le commissaire du peuple pour les affaires étrangères, Moscou	aux bons soins de l'ambassade de l'Union à Berlin

Suède	Le ministre de Suède à La Haye
Suisse	Le ministre de Suisse à La Haye
Turquie	Le ministre des Affaires étrangères (quatrième département), à Ankara
Uruguay	Ministère des Affaires étrangères, à Montevideo
Venezuela	Légation du Venezuela à La Haye
Yougoslavie	Le ministre de Yougo- slavie à La Haye

Pour les gouvernements ne figurant pas dans la liste ci-dessus, la Cour s'adresse soit à leur légation à La Haye, soit, le cas échéant, à leur ministère des Affaires étrangères.

II. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONSULTATIVE

(Voir E I, pp. 145-147.)

Les vingt-huit requêtes pour avis consultatif que le Conseil a soumises à la Cour peuvent se répartir en deux catégories : celles qui trouvent leur origine à proprement parler dans le Conseil même, et celles, plus nombreuses, qui ont été présentées à l'instigation ou à la demande d'un État ou d'un organisme international.

Les tableaux suivants donnent la liste des affaires consultatives soumises à la Cour, réparties selon ces deux catégories. Sont également indiqués le numéro du rôle général, les gouvernements ou organisations internationales directement intéressés en l'affaire, et la date de la requête pour avis consultatif.

<i>Appartiennent à la première catégorie :</i>				Requêtes du Conseil <i>proprio motu.</i>
N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.	
6	Colons allemands en Pologne	Allemagne/Pologne	2 III 23	
8	Acquisition de la natio- nalité polonaise	Allemagne/Pologne	11 VII 23	
16	Service postal polonais à Dantzig	Dantzig/Pologne	14 III 25	
17	Expulsion du Patriarce œcuménique		21 III 25	
20	Frontière entre la Turquie et l'Irak (affaire de Mos- soul)	Grande-Bretagne/ Turquie	23 IX 25	

48 COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONSULTATIVE

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
29	Compétence des tribunaux de Dantzig	Dantzig/Pologne	24 IX 27
39	Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne	Lithuanie/Pologne	28 I 31
41	Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole du 19 mars 1931)	Allemagne, Autriche/France, Italie, Tchécoslovaquie	19 V 31
44	Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig	Dantzig/Pologne	25 IX 31
45	Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927	Bulgarie/Grèce	26 IX 31
62	Écoles minoritaires en Albanie	Albanie/Grèce	21 I 35
63	Constitution de la Ville libre de Dantzig	Dantzig	27 IX 35

Autres requêtes.

Appartiennent à la seconde catégorie :

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
1	Organisation internationale du Travail et les conditions de travail dans l'agriculture	France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Portugal, Suède, B. I. T., Commission internationale d'Agriculture, Fédération internationale des Travailleurs de la Terre, Syndicat central des Agriculteurs de France, Institut international d'Agriculture, Fédération internationale des Syndicats chrétiens des Travailleurs de la Terre, Confédération internationale des Syndicats agricoles	22 V 22
2	Désignation du délégué ouvrier à la Conférence internationale du Travail	Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède, B. I. T., Fédération professionn. générale néerlandaise, Fédéra-	22 V 22

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
		tion syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens	
3	Organisation internationale du Travail et les moyens de production agricole	Estonie, France, Haïti, Suède, B. I. T., Institut international d'Agriculture, Confédération internationale des Syndicats agricoles	18 VII 22
4	Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc	France/Grande-Bretagne	6 XI 22
7	Statut de la Carélie orientale	Finlande/Union des Républiques soviétiques socialistes	27 IV 23
9	Frontière polono-tchécoslovaque (affaire de Jaworzina)	Pologne/Tchécoslovaquie	29 IX 23
13	Monastère de Saint-Naoum (frontière serbo-albanaise)	Albanie/Yougoslavie	17 VI 24
15	Échange des populations grecques et turques	Grèce, Turquie, Commission mixte pour l'échange des populations grecques et turques	18 XII 24
21	Organisation internationale du Travail et le travail personnel du patron	O. I. T., Organisation internationale des Employeurs industriels, Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens	20 III 26
23	Compétence de la Commission européenne du Danube	France, Grande-Bretagne, Italie/Roumanie	18 XII 26
35	Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1 ^{er} déc. 1926 (Protocole final, art. IV)	Grèce/Turquie	7 VI 28
37	« Communautés » gréco-bulgares	Bulgarie/Grèce	17 I 30
38	Dantzig et l'Organisation internationale du Travail	Dantzig, Pologne, O. I. T.	15 V 30

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
40	Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	31 I 31
42	Traitement des nationaux polonais, etc., à Dantzig	Dantzig/Pologne	23 V 31
48	Travail de nuit des femmes	O. I. T., Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens, Grande-Bretagne, Allemagne	10 V 32

* * *

Procédure pour le vote des demandes d'avis. (Voir E 5, pp. 147-148 ; E 6, pp. 171-172 ; E 7, pp. 176-177 ; E 8, p. 144 ; E 11, pp. 61-62 ; E 12, pp. 115-125 ; E 13, pp. 71-74 ; E 14, pp. 69-70.)

Depuis le 15 juin 1938, les organes de la Société des Nations ne se sont pas occupés de la question de savoir si un avis consultatif peut être demandé à la Cour sans qu'il soit besoin d'un vote unanime au sein du Conseil (ou de l'Assemblée).

Au cours de la Dix-neuvième Session de l'Assemblée (sept. 1938), cette question a été évoquée par M. Koht, délégué de la Norvège. A la sixième Commission (questions politiques), M. Koht a rappelé que le Gouvernement norvégien estimait « qu'il n'existe aucun motif raisonnable pour appliquer la règle de l'unanimité lorsqu'il s'agit de demander à la Cour permanente de Justice internationale des avis consultatifs, conformément à l'article 14, en cas de différend. Il semble presque ridicule de demander l'unanimité dans un tel cas¹. »

III. — AUTRES ACTIVITÉS

A plusieurs reprises, certaines tâches — désignations éventuelles d'arbitres, d'experts, de présidents de commissions de conciliation — ont été confiées à la Cour ou à son Président, soit en vertu d'un acte de droit international, soit en vertu

¹ Procès-verbaux de la sixième Commission de la Dix-neuvième Session de l'Assemblée, pp. 44-45.

Voir à ce sujet la réponse adressée par le Gouvernement norvégien le 29 août 1936 à la lettre circulaire, en date du 7 juillet 1936, par laquelle le Secrétaire général de la Société des Nations a appelé l'attention des Membres de la Société sur le vœu émis par l'Assemblée que les gouvernements fassent parvenir toutes propositions en vue de perfectionner la mise en œuvre des principes du Pacte (*Journal officiel* de la Société des Nations, Supplément spécial n° 154, pp. 15-17).

d'un contrat de droit privé. En général, les parties à ces actes ou contrats demandent, avant que l'accord à conclure entre elles soit signé, le consentement de la Cour ou du Président à l'insertion d'une clause à cet effet. Ou bien encore, elles notifient l'accord dès sa conclusion et attirent l'attention sur la clause, en demandant s'il y aurait des objections à effectuer la tâche prévue.

Les cas de ce genre parvenus à la connaissance du Greffe de la Cour au 15 juin 1938 ont été mentionnés et classifiés dans les listes de la partie III du chapitre III des précédents Rapports annuels¹.

Ces listes doivent être complétées comme suit pour la période allant du 15 juin 1938 au 15 juin 1939 :

a) NOMINATIONS PAR LA COUR. (Voir E 3, p. 104 ; E 4, p. 130 ; E 6, pp. 172-173 ; E 7, pp. 178-179 ; E 10, p. 56 ; E 11, p. 63 ; E 12, p. 125.)

1. — *En vertu d'un acte de droit international public.*

Convention pour la création d'une Cour pénale internationale. — Genève, 16 novembre 1937.

2. — *En vertu d'un contrat de droit privé.* Depuis le 15 juin 1938, il n'a pas été demandé à la Cour d'effectuer une nomination en vertu d'un contrat de droit privé.

b) NOMINATIONS PAR LE PRÉSIDENT (LE VICE-PRÉSIDENT OU LE JUGE LE PLUS ANCIEN DE LA COUR).

1. — *En vertu d'un acte de droit international public.* (Voir E 3, pp. 104-107 ; E 4, pp. 131 et 132 ; E 5, pp. 149 et 150 ; E 6, p. 173 ; E 7, pp. 179-181 ; E 8, pp. 145-149 ; E 9, p. 76 ; E 10, pp. 56-57 ; E 11, p. 64 ; E 12, p. 126 ; E 13, pp. 75-76 ; E 14, p. 71.)

Traités de paix et conventions diverses.

Désignation éventuelle d'un arbitre ou d'un surarbitre :

Traité entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie réglant les conditions du trafic ferroviaire à travers la frontière entre les deux pays. — Prague, 25 juillet 1931.

¹ Pour ce qui est des actes de droit international prévoyant des cas de ce genre et parvenus à la connaissance du Greffe au 15 juin 1938, le texte des clauses pertinentes a été reproduit dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (4^{me} éd., 1932) et dans ses addenda (chap. X des Huitième à Quatorzième Rapports annuels) ; pour ceux qui sont parvenus à la connaissance du Greffe depuis le 15 juin 1938, ils sont cités dans le chapitre X du présent Rapport annuel. D'autre part, l'aperçu systématique qui précède la troisième édition (1926) de la *Collection* contient une analyse et une classification de celles de ces clauses qui étaient alors connues.

Accord pour la répression de l'importation illicite de boissons alcooliques en Finlande, entre la Finlande et la Tchécoslovaquie. — Prague, 21 mars 1936.

Protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements internationaux. — Bruxelles, 30 juillet 1936.

Accord entre le Royaume-Uni et le Portugal relatif aux relations commerciales entre le Swaziland, le Bassoutoland et le protectorat du Betchouanaland, et la colonie de Mozambique. — Lisbonne, 11 mai 1938.

2. — *En vertu d'un contrat de droit privé.* (Voir E 1, pp. 152-153; E 2, pp. 97-98; E 5, p. 150; E 7, pp. 180-181; E 8, p. 149; E 9, pp. 76-77; E 10, pp. 57-58; E 11, p. 65; E 12, p. 126.) Depuis le 15 juin 1938, il n'a pas été notifié de contrat de droit privé par lequel le Président serait éventuellement prié d'effectuer une nomination.

* * *

Requêtes de personnes privées contre un gouvernement.

Il arrive fréquemment que des personnes privées s'adressent à la Cour dans le dessein de lui soumettre des affaires qui les mettent aux prises avec un gouvernement. Il s'agit en général de demandes d'indemnité pour dépossession, nées le plus souvent du fait que les requérants ont perdu leur statut national primitif sans en avoir acquis un autre et se voient opposer pour ce motif, par les tribunaux auxquels ils ont fait appel, une fin de non-recevoir. Un grand nombre de ces conflits ont surgi dans les pays qui ont subi des remaniements territoriaux; par exemple, des titulaires de pensions (anciens fonctionnaires, veuves ou autres bénéficiaires) qui ont changé de nationalité se plaignent de se voir refuser leurs pensions par l'État au service duquel ils se sont trouvés ainsi que par l'État successeur. Il se présente aussi souvent des demandes de remboursement de primes d'assurance versées à l'État dont l'intéressé avait été le ressortissant, des demandes d'indemnité pour préjudices causés par la guerre, pour dettes nées avant la guerre et pour dévalorisation d'avoirs en numéraire et en titres. Il est également arrivé que des particuliers ont voulu interjeter appel contre des décisions d'un tribunal arbitral mixte. (Cf., dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, 4^{me} éd., 1932, p. 620, l'Accord de Paris du 28 avril 1930.)

Le Premier Rapport annuel (pp. 153 *et sqq.*), le Troisième Rapport annuel (pp. 108 *et sqq.*), le Cinquième Rapport annuel (pp. 151 *et sqq.*), le Septième Rapport annuel (pp. 182 *et sqq.*), le Neuvième Rapport annuel (pp. 77 *et sqq.*), le Onzième Rapport annuel (pp. 66 *et sqq.*) et le Treizième Rapport annuel (pp. 77 *et sqq.*) ont donné quelques exemples qui montrent de quelle nature sont en général ces demandes, auxquelles le

Greffier oppose toujours une fin de non-recevoir fondée sur l'article 34 du Statut de la Cour, où il est stipulé que « seuls, les États ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour ».

En voici quelques nouveaux exemples ¹ :

Au nom d'un émigré allemand, un avocat français demande si la Cour est compétente pour connaître d'un recours de son client contre les Gouvernements belge et français, afin d'obtenir la réparation d'un préjudice qui lui a été causé par suite de son attitude pendant l'occupation par les Alliés du territoire allemand. Le client se fonde sur le texte d'une proclamation (dont il joint copie) en date du 14 février 1923, par laquelle les Hauts-Commissaires belges et français à Coblenz promettent de protéger les intérêts matériels des personnes résidant dans la zone occupée contre toutes tentatives qu'on pourrait faire de leur nuire parce qu'elles ont exécuté les ordres des autorités alliées.

L'intéressé, né dans la Sarre, se plaint d'avoir été renvoyé, en janvier 1937, par la société dont il était l'employé, nonobstant l'arrangement international de 1934 en vertu duquel les habitants du territoire de la Sarre furent assurés que nul ne souffrirait à cause de son attitude politique pendant le régime de la Commission de gouvernement de la Sarre ; la réduction du personnel a été donnée comme prétexte pour le renvoi de l'intéressé, mais en fait il avait été dénoncé par les autres employés. Les autorités locales ont refusé de remédier au tort qui lui avait été causé, et il demande à la Cour de lui faire avoir une indemnité pour la perte de son emploi.

L'intéressé, né dans une ville qui se trouvait alors en territoire hongrois, déclare qu'il a perdu sa nationalité parce qu'il s'est engagé dans la Légion étrangère française. Il demande à la Cour de l'aider en lui faisant obtenir un passeport ou des pièces d'identité qui lui permettraient de voyager.

L'intéressé, qui réside dans les Pays-Bas, cherche à se faire payer une somme qui lui est due par une famille allemande retournée en Allemagne. Les autorités consulaires des Pays-Bas en Allemagne ne peuvent l'aider parce qu'il a perdu sa nationalité, ses parents, qui étaient Allemands, ayant été privés de leur nationalité en 1937. Il demande à la Cour de lui faire connaître quels sont les droits juridiques des personnes sans nationalité.

Un ancien fonctionnaire autrichien, qui habite dans une ville située sur territoire devenu polonais et qui a pris sa retraite avec pension en 1900, n'a pas pu obtenir que les Gouvernements polonais, autrichien ou roumain continuent à lui verser cette pension. Les autorités polonaises ont allégué qu'il n'avait pas présenté de demande dans le délai prescrit. Le Gouvernement roumain, après un seul versement, a cessé de payer, pour le motif que l'intéressé était citoyen polonais. L'intéressé fait valoir que les gouvernements des États successeurs avaient, en vertu du Traité de Saint-Germain, l'obligation de

¹ Les résumés rapportent les faits tels que les présentent les requêtes ; le Greffe ne saurait évidemment assumer aucune responsabilité quant à l'exactitude de ces faits.

régler la situation des étrangers. Il a maintenant épuisé toutes les instances juridiques dans les trois pays intéressés et voudrait poursuivre leurs gouvernements devant la Cour.

Une femme polonaise désire que les autorités allemandes chargées des assurances sociales (*Knappschaftversicherung*) remboursent à elle-même et à ses parents les primes payées par ses deux frères, soldats de l'armée allemande et qui sont morts pendant la guerre. Cette demande, qui, dit l'intéressée, devrait être admise aux termes de la Convention polono-allemande de 1922, a été rejetée en première instance et en appel par les tribunaux compétents, pour le motif que les contributions ont été perdues pendant la période d'inflation. L'intéressée allègue que ce motif n'est pas valable.

L'intéressé, qui réside en Amérique, déclare qu'il était propriétaire d'une usine en Russie et qu'il avait des dépôts dans les anciennes banques russes ; le tout a été perdu lors de la révolution russe. En vertu de l'article 18 du Pacte de Riga (oct. 1920), il a été entendu, dit l'intéressé, qu'une commission mixte russe-ukrainienne et polonaise évaluerait les pertes de cette nature ; en fait, les autorités polonaises lui ont fait connaître en 1926 qu'il obtiendrait compensation. Mais, d'autre part, on lui a réclamé une somme (moins élevée d'ailleurs) qu'il avait reçue des autorités russes. Il a demandé en vain que l'on opère une compensation entre sa demande et l'argent qu'il a reçu, et il n'a rien obtenu. Il demande à la Cour d'inviter les Gouvernements polonais, russe et ukrainien à lui rembourser l'argent qu'il a perdu.

L'intéressé, ressortissant de l'Iran, déclare que ses biens ont été entièrement détruits par un incendie lorsque Smyrne fut reprise par les troupes turques. Le Traité de Lausanne a, par la suite, prévu une indemnité pour les nationaux des Puissances alliées qui ont subi des pertes, et le Gouvernement hellénique a compensé ses propres nationaux. Mais, jusqu'à présent, l'intéressé n'a rien pu obtenir, et les demandes qu'il a adressées à son propre Gouvernement n'ont pas eu de suite. Il demande à la Cour de lui faire savoir s'il est fondé à s'adresser à un gouvernement quelconque, et, si oui, comment il devrait procéder.

CHAPITRE IV

SESSIONS ET DÉCISIONS DE LA COUR;
RÔLE GÉNÉRAL¹*Contenu du chapitre.*

Liste des sessions. — La liste des pages 57-58 indique les dates des sessions tenues par la Cour jusqu'au 1^{er} février 1936, date de l'entrée en vigueur du Statut amendé conformément au Protocole du 14 septembre 1929.

A partir du 1^{er} février 1936, la liste indique pour chaque année judiciaire les périodes pendant lesquelles la Cour a siégé.

Liste des arrêts, avis, etc. — Aux pages 59 à 75 est reproduite la liste des arrêts et avis, ainsi que de certaines ordonnances participant de la nature des arrêts, rendus par la Cour depuis 1922 jusqu'au 15 juin 1939. Cette liste indique : 1^o le sommaire de chaque décision ; 2^o le Rapport annuel où elle a été résumée, et 3^o les numéros des publications de la Cour où ont paru ou paraîtront le texte de la décision ainsi que le document y afférent.

Index des ordonnances. — Aux pages 76 à 80 se trouvent un index chronologique et un index par sujets des ordonnances rendues par la Cour ou par le Président du 15 juin 1938 au 15 juin 1939². Ces index portent sur toutes les ordonnances, tant sur

¹ Le présent chapitre groupe les données qui, pour les Rapports 1 à 8, se trouvent dans l'introduction aux chapitres IV et V.

² Pour les ordonnances rendues par la Cour jusqu'au 1^{er} janvier 1935, voir le Onzième Rapport annuel (pp. 88-121) ; du 1^{er} janvier 1935 au 15 juin 1936, voir le Douzième Rapport annuel (pp. 146-153) ; du 15 juin 1936 au 1^{er} juillet 1937, voir le Treizième Rapport annuel (pp. 99-110) ; du 1^{er} juillet 1937 au 15 juin 1938, voir le Quatorzième Rapport annuel (pp. 92-99).

celles qui participent de la nature des arrêts (mesures conservatoires, jonction de requêtes, clôture, etc.) et qui sont mentionnées dans la liste des arrêts et avis consultatifs, que sur celles qui ont été rendues exclusivement « pour la direction du procès » (art. 48 du Statut).

On remarquera que, pour quelques ordonnances récentes, il n'est pas donné de référence aux pages : il s'agit alors d'ordonnances destinées à être publiées dans les prochains volumes de la Série C, volumes dont la mise en pages n'a pas encore été faite.

Rôle général. — Les tableaux qui figurent aux pages 82 à 84 reproduisent les folios du rôle général qui ont fait l'objet de nouvelles inscriptions depuis le 15 juin 1938.

PÉRIODES PENDANT LESQUELLES LA COUR A SIÉGÉ

Numéro d'ordre.		Année.	Date	
			d'ouverture.	de clôture.
<i>Préliminaire</i>	—	1922	30 janv.	24 mars
Première	O ¹	»	15 juin	12 août
Deuxième	E	1923	8 janv.	7 févr.
Troisième	O	»	15 juin	15 sept.
Quatrième	E	»	12 nov.	6 déc.
Cinquième	O	1924	16 juin	4 sept.
Sixième	E	1925	12 janv.	26 mars
Septième	E	»	14 avril	16 mai
Huitième	O	»	15 juin	19 juin
			15 juillet	25 août
Neuvième	E	»	22 oct.	21 nov.
Dixième	E	1926	2 févr.	25 mai
Onzième	O	»	15 juin	31 juillet
Douzième	O	1927	15 juin	16 déc.
Treizième	E	1928	6 févr.	26 avril
Quatorzième	O	»	15 juin	13 sept.
Quinzième	E	»	12 nov.	21 nov.
Seizième	E	1929	13 mai	12 juillet
Dix-septième	O	»	17 juin	10 sept.
Dix-huitième	O	1930	16 juin	26 août
Dix-neuvième	E	»	23 oct.	6 déc.
Vingtième	O	1931	15 janv.	21 févr.
Vingt-et-unième	E	»	20 avril	15 mai
Vingt-deuxième	E	»	16 juillet	15 oct.
Vingt-troisième	E	1931-32	5 nov.	4 févr.
Vingt-quatrième	O	1932	1 ^{er} févr.	8 mars
Vingt-cinquième	E	»	18 avril	11 août
Vingt-sixième	E	1932-33	14 oct.	5 avril
Vingt-septième	O	1933	1 ^{er} févr.	19 avril
Vingt-huitième	E	»	10 mai	16 mai
Vingt-neuvième	E	»	10 juillet	29 juillet
Trentième	E	»	20 oct.	15 déc.
Trente-et-unième	O	1934	1 ^{er} févr.	22 mars
Trente-deuxième	E	»	15 mai	1 ^{er} juin
Trente-troisième	E	»	22 oct.	12 déc.
Trente-quatrième	O	1935	1 ^{er} févr.	10 avril
Trente-cinquième	E	»	28 oct.	4 déc.

¹ O : Session ordinaire. — E : Session extraordinaire.

58 PÉRIODES PENDANT LESQUELLES LA COUR A SIÉGÉ

	Du	au
Année judiciaire 1936 ¹	1 ^{er} févr.	17 mars
	28 avril	19 mai
	3 juin	25 juin
	26 oct.	16 déc.
Année judiciaire 1937	3 mai	9 juillet
	20 sept.	6 nov.
Année judiciaire 1938	29 avril	30 juin
	13 juillet	14 juillet
	28 nov.	1 ^{er} déc.
Année judiciaire 1939	19 janv.	4 avril
	15 mai	15 juin

¹ Entrée en vigueur du Statut révisé: 1^{er} février 1936 (voir p. 26).

LISTE DES ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
<p>Désignation du délégué ouvrier à la Conférence internationale du Travail. Date : 31 VII 22. Rôle gén. : 2. (Avis n° 1.)</p>	<p>Conférences internationales du Travail. Désignation des délégués non gouvernementaux ; devoirs des gouvernements. Art. 389, al. 3, du Traité de Versailles.</p>	<p>E 1, p. 179</p>	<p>B 1 ; C 1.</p>
<p>Organisation internationale du Travail et les conditions du travail dans l'agriculture. Date : 12 VIII 22. Rôle gén. : 1. (Avis n° 2.)</p>	<p>Organisation internationale du Travail. Sa compétence en matière agricole. L'« industrie » (Partie XIII du Traité de Versailles) comprend l'agriculture. Sources pour l'interprétation d'un texte : la manière dont il s'est trouvé appliqué et ses travaux préparatoires.</p>	<p>E 1, p. 183</p>	<p>B 2 et 3 ; C 1.</p>
<p>Organisation internationale du Travail et les moyens de production agricole. Date : 12 VIII 22. Rôle gén. : 3. (Avis n° 3.)</p>	<p>Organisation internationale du Travail. Sa compétence en matière de production (agricole ou autre).</p>	<p>E 1, p. 183</p>	<p>B 2 et 3 ; C 1.</p>
<p>Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc. Date : 7 II 23. Rôle gén. : 4. (Avis n° 4.)</p>	<p>Conseil de la S. d. N. Compétence exclusive d'une Partie à un différend (art. 15, al. 8, du Pacte). Les questions de nationalité sont en principe d'ordre intérieur ; mais n'est pas d'ordre intérieur une question qui implique l'interprétation d'actes internationaux.</p>	<p>E 1, p. 188</p>	<p>B 4 ; C 2, et vol. supplément.</p>
<p>Statut de la Carélie orientale. Date : 23 VII 23. Rôle gén. : 7. (Avis n° 5.)</p>	<p>Différend entre un Membre de la S. d. N. et un État non Membre (art. 17 du Pacte). Le consentement des États comme condition du règlement en droit du différend. Refus par la Cour de donner un avis à elle demandé. Motifs du refus.</p>	<p>E 1, p. 193</p>	<p>B 5 ; C 3, vol. I et II.</p>
<p>Vapeur <i>Wimbledon</i>. Date : 17 VIII 23. Rôle gén. : 5. (Arrêt n° 1.)</p>	<p>Légitimation du demandeur. Régime du canal de Kiel ; voies d'eau intérieures et canaux maritimes ; temps de paix et temps de guerre : belligérants et neutres. Interprétations restrictives. Neutralité et souveraineté. — Le droit d'intervenir en vertu de l'art. 63 du Statut de la Cour.</p>	<p>E 1, p. 159</p>	<p>A 1 ; C 3, vol. I, II, et vol. supplém.</p>
<p>Colons allemands en Pologne.</p>	<p>Conseil de la S. d. N. Sa compétence en matière de minorités. Les contrats de droit privé et la succession d'États. Détermina-</p>	<p>E 1, p. 197</p>	<p>B 6 ; C 3,</p>

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 10 IX 23. Rôle gén. : 6. (Avis n° 6.)	tion de la date du transfert de souveraineté sur un territoire cédé. Traité polonais de Minorités. Traité de Versailles, art. 256.		vol. I, III ^r et III ^u .
Acquisition de la nationalité polonaise. Date : 15 IX 23. Rôle gén. : 8. (Avis n° 7.)	Conseil de la S. d. N. Sa compétence sur les questions de nationalité en vertu des Traités de Minorités. Influence du transfert d'un territoire sur la nationalité des habitants. Conditions d'acquisition de la nationalité : origine, domicile (Traité de Minorités avec la Pologne, art. 4).	E 1, p. 203	B 7 ; C 3, vol. I, III ^r et III ^u .
Frontière polono-tchécoslovaque (affaire de Jaworzina). Date : 6 XII 23. Rôle gén. : 9. (Avis n° 8.)	Conférence des Ambassadeurs. Caractère arbitral de certaines de ses décisions. Sa compétence pour les interpréter. Fixation d'une ligne frontière. Pouvoirs des commissions de délimitation.	E 1, p. 208	B 8 ; C 4.
Concessions Mayrommatis en Palestine (compétence). Date : 30 VIII 24. Rôle gén. : 12. (Arrêt n° 2.)	Nature d'une exception d'incompétence. Des négociations comme condition préalable d'une instance. La notion de « contrôle public ». Des obligations internationales acceptées par le mandataire. Des concessions que maintient le Protocole XII de Lausanne. De la rétroactivité et des considérations de forme en droit international.	E 1, p. 164	A 2 ; C 5.
Monastère de Saint-Naoum (frontière serbo-albanaise). Date : 4 IX 24. Rôle gén. : 13. (Avis n° 9.)	Conférence des Ambassadeurs. Caractère définitif de certaines de ses décisions. Sa compétence pour les reviser. Existence d'une erreur essentielle ou d'un fait nouveau.	E 1, p. 214 ; E 2, p. 139	B 9 ; C 5—II.
Interprétation du par. 4 de l'annexe suivant l'art. 179 du Traité de Neuilly. Date : 12 IX 24. Rôle gén. : 11. (Arrêt n° 3.)	Extension personnelle et territoriale de l'application du par. 4. Rapports entre les « actes commis » et les réparations.	E 1, p. 175	A 3 ; C 6.
Échange des populations grecques et turques. Date : 21 II 25. Rôle gén. : 15. (Avis n° 10.)	Établissement et domicile. Législation nationale comme moyen d'interprétation d'actes internationaux. Commission mixte : compétence concurrente des tribunaux nationaux.	E 1, p. 219	B 10 ; C 7—I.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Interprétation de l'Arrêt n° 3 (interprétation du par. 4 de l'annexe suivant l'art. 179 du Traité de Neuilly). Date : 26 III 25. Rôle gén. : 14. (Arrêt n° 4.)	Demande d'interprétation en vertu de l'art. 60 du Statut.	E 1, p. 177	A 3 et 4 ; C 6, vol. supplém.
Concessions Mavrommatis en Palestine (fond). Date : 26 III 25. Rôle gén. : 10. (Arrêt n° 5.)	Conditions pour la validité des concessions Mavrommatis à Jérusalem. La violation partielle ou transitoire d'une obligation internationale suffit à établir la responsabilité. Pas d'indemnité si un lien de causalité entre la violation et le dommage n'est pas prouvé. Protocole XII : droit à la réadaptation des concessions valides.	E 1, p. 171	A 5 ; C 7—II.
Service postal polonais à Dantzig. Date : 16 V 25. Rôle gén. : 16. (Avis n° 11.)	Caractère définitif d'une décision en droit international. Force obligatoire des motifs et du dispositif d'une sentence. Valeur relative du texte d'une sentence et de l'intention de l'arbitre. Interprétation restrictive d'un texte : conditions.	E 1, p. 224 ; E 2, p. 141	B 11 ; C 8.
Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (compétence). Date : 25 VIII 25. Rôle gén. : 19. (Arrêt n° 6.)	Des négociations diplomatiques comme condition préalable à l'introduction d'une instance. Interprétation de l'art. 23 de la Convention de Haute-Silésie. Faculté pour la Cour de motiver son jugement quant aux exceptions par des éléments appartenant au fond de l'affaire. Sa compétence pour interpréter incidemment, aux mêmes fins, des actes autres que la convention invoquée. Litispendance : La Cour et les tribunaux arbitraux mixtes. La notification de l'intention d'exproprier constitue une restriction au droit de propriété.	E 2, p. 102	A 6 ; C 9—I.
Frontière entre la Turquie et l'Irak (aff. de Mossoul). Date : 21 XI 25. Rôle gén. : 20. (Avis n° 12.)	Conseil de la S. d. N. Nature de ses attributions en vertu de l'art. 3 du Traité de Lausanne ; sentence arbitrale, recommandation, médiation. La volonté commune des Parties, source de compétence. Dans le doute, les décisions du Conseil, autres que celles de procédure, sont prises à l'unanimité (art. 5 du Pacte), le vote des Parties en cause non compté (art. 15 du Pacte).	E 2, p. 142	B 12 ; C 10.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (fond). Date : 25 v 26. Rôle gén. : 18, 18 bis. (Arrêt n° 7.)	La Cour peut rendre des arrêts déclaratoires. Compatibilité de la loi polonaise du 14 juillet 1920 et de la Convention de Haute-Silésie. Les dérogations au principe du respect des droits acquis sont de nature exceptionnelle. Droit pour la Pologne de se prévaloir de la Convention d'armistice et du Protocole de Spa du 1 ^{er} déc. 1918. La capacité d'aliéner de l'Allemagne après le Traité de Versailles. — Forme d'une notification d'expropriation. Interprétation de l'art. 9 de la Convention de Haute-Silésie : la notion des « dommages de mine ». La notion du « contrôle » d'après la Convention de Haute-Silésie. Preuves de l'acquisition de la nationalité. Pour les questions de liquidation, on peut assimiler une commune à une personne. De la notion de domicile.	E 2, p. III	A 7 ; C II, vol. I, II et III.
Organisation internationale du Travail et le travail personnel du patron. Date : 23 VII 26. Rôle gén. : 21. (Avis n° 13.)	L'Organisation internationale du Travail. Sa compétence accessoire en matière de travail patronal. Parallèle avec l'Avis n° 3. Les pouvoirs discrétionnaires de l'Organisation et leur limite ; l'art. 423 du Traité de Versailles.	E 3, p. 131	B 13 ; C 12.
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 8 I 27. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Nécessité des mesures conservatoires en l'espèce. L'objet des mesures conservatoires est la sauvegarde des droits des Parties au cours de l'instance, le préjudice causé par la violation de ces droits pouvant être irrémédiable. Indication desdites mesures.	E 3, p. 125	A 8 ; C 16—I.
Retrait, à la requête du demandeur, des mesures conservatoires indiquées par l'ordonnance du 8 I 27. Date : 15 II 27. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Du fait de la conclusion entre les plaideurs d'un <i>modus vivendi</i> comportant un règlement provisoire de la situation, abstraction faite des droits en jeu, le demandeur ne saurait être ultérieurement admis à invoquer la violation d'un de ces droits ; l'ordonnance précédente, ayant eu pour but de les sauvegarder, est désormais devenue sans objet.	E 3, p. 129	A 8 ; C 16—I.
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (compétence). Date : 26 VII 27.	Sens et portée de la Convention de Genève et notamment de son art. 23. En vertu de cet article, la Cour connaît de différends portant sur l'application comme sur l'applicabilité des art. 6 à 22 de ladite convention ; la notion d'application par rapport au défaut d'application, et la compétence en	E 4, p. 147	A 9 ; C 13—I.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Rôle gén. : 26. (Arrêt n° 8.)	matière d'application par rapport à la compétence pour connaître des actions en réparation de préjudice introduits du chef de défaut d'application. Conflits de compétence dans l'ordre international.		
Affaire du <i>Lotus</i> . Date : 7 IX 27. Rôle gén. : 24. (Arrêt n° 9.)	Les termes du compromis. Les « principes du droit international » au sens de l'art. 15 de la Convention de Lausanne. De la souveraineté des États, fondement du droit international, comme critère pour la compétence des tribunaux de l'un d'entre eux : prétention à compétence fondée sur 1) la nationalité de la victime ; 2) le pavillon du navire où s'est trouvée la victime. Du principe de la liberté des mers. De l'indivisibilité des éléments d'un délit, source d'une concurrence de juridictions.	E 4, p. 157	A 10 ; C 13—II.
Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem (compétence). Date : 10 X 27. Rôle gén. : 28. (Arrêt n° 10.)	Mandat pour la Palestine (art. 26). La Cour est compétente pour connaître d'une violation alléguée du Protocole de Lausanne dans tous les cas — mais seulement dans ces cas — où la violation relèverait de l'exercice de pleins pouvoirs pour décider quant au <i>public control</i> (art. 11). Cette condition faisant défaut en l'espèce, il n'est pas besoin d'examiner les autres moyens de défense invoqués.	E 4, p. 167	A 11 ; C 13— III.
Demande de mesures conservatoires en l'affaire relative à l'usine de Chorzów (indemnités). Date : 21 XI 27. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Demande de mesures conservatoires et conclusions quant au fond. Composition de la Cour.	E 4, p. 155	A 12 ; C 15—II.
Compétence de la Commission européenne du Danube. Date : 8 XII 27. Rôle gén. : 23. (Avis n° 14.)	Le droit en vigueur sur le Danube. En ce qui concerne la compétence de la C. E. D., le Statut définitif consacre la situation de fait existant avant la guerre. Détermination de cette situation. Les principes de liberté de navigation et d'égalité des pavillons, principes dont la C. E. D. doit assurer l'application, permettent d'établir le départ entre la compétence de la C. E. D. et celle de l'État territorial.	E 4, p. 191 ; E 5, p. 209	B 14 ; C 13—IV (4 vol.).
Interprétation des Arrêts nos 7 et 8 (usine de Chorzów).	Conditions requises pour l'admissibilité d'une demande en interprétation (art. 60 du Statut) ; la notion d'interprétation. Sens et portée du point litigieux de l'Arrêt n° 7. La Cour n'a pas rendu en l'espèce une décision	E 4, p. 175	A 13 ; C 13—V.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 16 XII 27. Rôle gén. : 30. (Arrêt n° 11.)	conditionnelle ; du principe de la chose jugée (art. 59 du Statut).		
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 21 II 28. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Prorogation de délai.	E 4, p. 144	A 14 ; C 16—I.
Compétence des tribunaux de Dantzig. Date : 3 III 28. Rôle gén. : 29. (Avis n° 15.)	Un acte international ne constitue pas une source directe de droits et d'obligations à l'égard des personnes du droit interne, sauf intention contraire des Parties résultant 1) du texte même, et 2) des faits relatifs à son application. Fondement de la compétence des tribunaux de Dantzig. Obligation d'exécuter les sentences rendues, sous réserve d'un droit de recours dans l'ordre international. Une Partie devant la Cour ne saurait se prévaloir d'un moyen fondé sur l'inexécution par elle-même de ses engagements internationaux.	E 4, p. 203	B 15 ; C 14—II.
Droits de minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires). Date : 26 IV 28. Rôle gén. : 31. (Arrêt n° 12.)	Exception d'incompétence : stade de la procédure auquel elle peut être soulevée. La compétence de la Cour est fondée sur le consentement des Parties, exprès, tacite, implicite. Le fait de plaider au fond démontre la volonté d'obtenir un arrêt sur le fond. Fin de non-recevoir : Nature des juridictions du Conseil de la S. d. N. et de la Cour. Interprétation de la Convention germano-polonaise : Conditions posées à l'admission d'enfants aux écoles minoritaires.	E 4, p. 182	A 15 ; C 14—II.
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 13 VIII 28. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Prorogation de délai.	E 5, p. 190	A 16 ; C 16—I.
Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1 ^{er} déc. 1926 (Protocole final, art. IV). Date : 28 VIII 28. Rôle gén. : 35. (Avis n° 16.)	Analyse de la requête adressée à la Cour. Établissement du libellé de la question à laquelle la Cour entend répondre. Attributions de la Commission mixte d'échange en matière de solution de différends. Interprétation des textes pertinents ; l'esprit des textes.	E 5, p. 213	B 16 ; C 15—I.
Demande en indemnité relative à l'usine de	Sens de la requête. Toute violation d'un droit entraîne l'obligation de réparer. La réparation en droit international : dommage subi par un	E 5, p. 171	A 17 ; C 15—II.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Chorzów (fond). Date : 13 IX 28. Rôle gén. : 25. (Arrêt n° 13.)	État ; dommage subi par un particulier. Pertinence en l'espèce de l'art. 256 du Traité de Versailles. Constatation du fait que les sociétés intéressées ont subi un dommage. Son évaluation : fixation des principes et institution d'une expertise. Mode de paiement ; la compensation en droit international.	E 5, p. 183	A 17 ; C 15—II.
<i>Idem.</i> Date : 13 IX 28. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Institution d'une expertise. Détermination des faits qui en font l'objet. Composition du Comité d'experts ; sa procédure. Répartition des frais.	E 5, p. 183	A 17 ; C 15—II.
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 25 V 29. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Clôture de la procédure par désistement.	E 5, p. 190	A 18 ; C 16—I.
Demande en in- dennité relative à l'usine de Chorzów (fond). Date : 25 V 29. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Clôture de la procédure par accord.	E 5, p. 187	A 19 ; C 16—II.
Emprunts ser- bes émis en France. Date : 12 VII 29. Rôle gén. : 34. (Arrêt n° 14.)	Juridiction de la Cour : recevabilité de la requête, qualité des Parties, objet du litige. Interprétation des contrats : des documents préparatoires, de l'exécution du contrat. Existence de la clause or : sa signification, son efficacité. Loi applicable aux emprunts.	E 5, p. 192	A 20 ; C 16— III.
Emprunts fédé- raux brésiliens émis en France. Date : 12 VII 29. Rôle gén. : 33. (Arrêt n° 15.)	Juridiction de la Cour. Interprétation des contrats : des documents préparatoires, de l'exécution du contrat. Existence de la clause or : sa signification, son efficacité. Loi applicable aux emprunts ; appréciation par la Cour de la jurisprudence française, aux termes du compromis.	E 5, p. 202	A 21 ; C 16— IV.
Juridiction terri- toriale de la Com- mission interna- tionale de l'Oder. Date : 15 VIII 29. Rôle gén. : 36. (Ordonnance.)	Dans une affaire soumise par compromis, une Partie ne peut prétendre à ne conclure qu'oralement sur l'une des questions posées.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Zones franches de la Haute- Savoie et du	Il n'appartient pas aux Parties devant la Cour de déroger aux dispositions du Statut. Interprétation du compromis : recherche de la	E 6, p. 192	A 22 ; C 17—I (4 vol.).

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Pays de Gex. Date : 19 VIII 29. Rôle gén. : 32. (Ordonnance.)	volonté commune des Parties et de la construction qui, dans le cadre du Statut, permet d'y donner suite. Définition de la mission de la Cour. Interprétation de l'art. 435 du Traité de Versailles. Fixation d'un délai.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 20 VIII 29. Rôle gén. : 36. (Ordonnance.)	Inadmissibilité comme éléments de preuve de travaux préparatoires auxquels n'ont point participé toutes les Parties en cause.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 10 IX 29. Rôle gén. : 36. (Arrêt n° 16.)	Textes applicables à l'espèce. Compétence de la Commission aux termes du Traité de Versailles. Conditions de l'interprétation d'un texte dans le sens le plus favorable à la liberté des États. Fondement du droit fluvial du Traité de Versailles.	E 6, p. 208	A 23 ; C 17—II.
Communautés gréco-bulgares. Date : 31 VII 30. Rôle gén. : 37. (Avis n° 17.)	Interprétation de la Convention gréco-bulgare d'émigration réciproque du 27 nov. 1919 : les communautés, leurs droits, leur dissolution ; les pouvoirs de la Commission mixte.	E 7, p. 233	B 17 ; C 18—I.
Dantzig et l'Organisation internationale du Travail. Date : 26 VIII 30. Rôle gén. : 38. (Avis n° 18.)	Interprétation de la question posée. Compatibilité de la situation juridique spéciale de la Ville libre et de la qualité de Membre de l'Organisation : conduite par la Pologne des affaires extérieures de la Ville libre, nature des activités de l'Organisation. Admissibilité de la Ville libre, en vertu d'un accord entre la Pologne et la Ville libre, approuvé par la S. d. N.	E 7, p. 242	B 18 ; C 18—II.
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (2 ^{me} phase). Date : 6 XII 30. Rôle gén. : 32. (Ordonnance.)	Interprétation de l'art. 435 du Traité de Versailles : l'ordonnance du 19 août 1929. Respect du droit conventionnel de la Suisse ; respect de la souveraineté française. Mission de la Cour en vertu du compromis d'espèce ; interprétation du compromis. Fixation d'un nouveau délai, à l'expiration duquel sera rendu l'arrêt définitif.	E 7, p. 221	A 24 ; C 19, vol. I, II, III, IV et V.
Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie. Date : 15 V 31. Rôle gén. : 40. (Avis.)	Minorités allemandes en Haute-Silésie polonaise. Régime scolaire, admission aux écoles minoritaires, déclaration concernant la langue des enfants. Convention germano-polonaise de Genève, 15 mai 1922, art. 69, 74, 131, 132 et 149. Résolutions du Conseil de la S. d. N. des 12 mars et 8 déc. 1927, instauration exceptionnelle d'examens linguistiques. Arrêt de la C. P. J. I. du 26 avril 1928, Gouv't allemand c/ Gouv't polonais, interprétation de la convention, effet rétroactif. Portée des examens linguistiques instaurés en 1927 par le Conseil. Force probante des déclarations de langue.	E 7, p. 248	A/B 40 ; C 52.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole du 19 mars 1931). Date : 5 IX 31. Rôle gén. : 41. (Avis.)	Traité de paix de Saint-Germain du 10 sept. 1919, art. 88, et Protocole de Genève n° I du 4 oct. 1922. Inaliénabilité de l'indépendance de l'Autriche. Actes de nature à compromettre cette indépendance. Projet d'union douanière austro-allemande. Question de compatibilité.	E 8, p. 206	A/B 41 ; C 53.
Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne. Date : 15 X 31. Rôle gén. : 39. (Avis.)	Transit par voie ferrée. Pacte de la S. d. N., art. 23 e) ; Convention de Paris relative à Memel de 1924, annexe III, art. 3 ; Convention de Barcelone de 1921 concernant le transit ; Statut, art. 2 et 7. Relations entre la Lithuanie et la Pologne : résolutions du Conseil de la S. d. N. des 10 déc. 1927 et 14 déc. 1928.	E 8, p. 211	A/B 42 ; C 54.
Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. Date : 11 XII 31. Rôle gén. : 44. (Avis.)	Relations entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig : le libre et sûr accès à la mer de la Pologne par le port de Dantzig ; la protection de Dantzig par la S. d. N. (défense de la Ville libre). Traité de Versailles, art. 102-104. Convention dantziko-polonaise du 9 nov. 1920, art. 20, 26, 28. Résolutions du Conseil de la S. d. N. des 17 nov. 1920 et 22 juin 1921.	E 8, p. 216	A/B 43 ; C 55.
Traitement des nationaux polonais, etc., à Dantzig. Date : 4 II 32. Rôle gén. : 42. (Avis.)	Statut juridique de la Ville libre de Dantzig. Traité de Versailles du 28 juin 1919 ; Convention de Paris entre la Pologne et la Ville libre du 9 nov. 1920 ; Constitution de la Ville libre ; garantie de la Constitution par la S. d. N. Droit pour la Pologne de soumettre au Haut-Commissaire de la S. d. N. à Dantzig des différends concernant la Constitution (Traité de Versailles, art. 103 ; Convention de Paris, art. 39). Interprétation de l'art. 104 : 5 du Traité de Versailles ; relations entre cette disposition et l'art. 33, al. 1, de la Convention de Paris ; interprétation de cette dernière disposition.	E 8, p. 222	A/B 44 ; C 56.
Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927. Date : 8 III 32. Rôle gén. : 45. (Avis.)	Interprétation de l'Accord Caphandaris-Molloff. Compétence du Conseil de la S. d. N. d'après l'art. 8 dudit accord. Dette bulgare au titre des réparations (Traité de paix de Neuilly du 27 nov. 1919, art. 121 ; Accord de La Haye du 20 janv. 1930 ; Contrat de trust du 5 mars 1931). Dette grecque envers la Bulgarie au titre de l'émigration réciproque et volontaire (Convention de Neuilly du 27 nov. 1919 ; Règlement d'émigration du 6 mars 1922 ; Plan de paiements du 8 déc. 1922 ; Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927). Application auxdites dettes de la proposition Hoover du 20 juin 1931 (rapport du Comité d'experts du 11 août 1931 ; résolutions du Conseil de la	E 8, p. 229	A/B 45 ; C 57.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
	S. d. N. du 19 sept. 1931 ; Arrangement gréco-bulgare du 11 nov. 1931). Compétence de la Cour en procédure consultative (art. 14 du Pacte de la S. d. N.).		
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Date : 7 VI 32. Rôle gén. : 32. (Arrêt.)	Interprétation de l'art. 435, al. 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes (note suisse du 5 mai 1919 ; note française du 18 mai 1919) : cette disposition a-t-elle abrogé ou a-t-elle pour but de faire abroger « les stipulations anciennes » relatives aux zones franches suivantes : zone du Pays de Gex ; zone « sarde » ; zone de Saint-Gingolph et zone « lacustre » ? (Traité de Paris des 30 mai 1814 et 20 nov. 1815 ; Acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815 ; déclarations des Puissances des 20 et 29 mars et 20 nov. 1815 ; Protocole du 3 nov. 1815 ; actes d'accession de la Diète helvétique des 27 mai et 12 août 1815 ; Traité de Turin du 16 mars 1816 ; Manifeste, etc., du 9 sept. 1829.) Réglementation du « nouveau régime » des zones franches : Nouveaux moyens présentés dans la dernière phase de la procédure (<i>clausula rebus sic stantibus</i>) ; leur admissibilité. Importations en franchise : pouvoir de la Cour de les régler ; pouvoir de la Cour, s'étant déclarée incompétente pour une partie de la tâche à elle confiée, de rendre un arrêt. Limitations à la compétence de la Cour résultant de la souveraineté des pays en cause. Cordon douanier et cordon de surveillance.	E 8, p. 183	A/B 46 ; C 58.
Interprétation du Statut de Memel (compétence). Date : 24 VI 32. Rôle gén. : 50. (Arrêt.)	Convention du 8 mai 1924 relative à Memel, art. 17 : compétence du Conseil de la S. d. N. et de la Cour ; la compétence de la Cour dépend-elle d'un examen préalable du différend par le Conseil ?	E 8, p. 198	A/B 47 ; C 59.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 2 VIII 32. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Jonction de deux requêtes.	E 9, p. 109	A/B 48 ; C 69.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 3 VIII 32. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Rejet d'une demande en indication de mesures conservatoires ; art. 41 du Statut : indication de mesures conservatoires à la demande des Parties ou d'office ; indication ultérieure éventuelle de mesures conservatoires réservée.	E 9, p. 109	A/B 48 ; C 69.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Interprétation du Statut de Memel. Date : 11 VIII 32. Rôle gén. : 47. (Arrêt.)	Convention du 8 mai 1924 relative à Memel ; Statut du Territoire de Memel annexé à ladite convention. Interprétation notamment des art. 1, 2 et 17 de la convention, et des art. 2, 6, 7, 10, 12, 16 et 17 du Statut. Pouvoirs du gouverneur du Territoire par rapport : a) à la révocation du président et des membres du Directoire du Territoire ; b) à la constitution d'un Directoire ; c) à la dissolution de la Chambre des Représentants du Territoire. Conditions dans lesquelles ces pouvoirs peuvent être exercés	E 9, p. 112	A/B 49 ; C 59.
Travail de nuit des femmes. Date : 15 XI 32. Rôle gén. : 48. (Avis.)	La Convention de Washington (1919) concernant « le travail de nuit des femmes » : applicabilité à certaines catégories de femmes, autres que celles qui sont employées à des travaux manuels. Principes d'interprétation. Influence du fait qu'il s'agit d'une convention du travail (Partie XIII du Traité de Versailles). Influence des origines et genèse de la convention (Convention de Berne de 1906). Travaux préparatoires et textes conventionnels adoptés simultanément avec celui de la Convention concernant le travail de nuit des femmes (Convention « des huit heures »).	E 9, p. 121	A/B 50 ; C 60.
Eaux territoriales entre Castellorizo et l'Anatolie. Date : 26 I 33. Rôle gén. : 46. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 126	A/B 51 ; C 61.
Prince von Pless. Date : 4 II 33. Rôle gén. : 49. (Ordonnance.)	Jonction de l'exception préliminaire au fond de l'affaire et fixation de nouveaux délais.	E 9, p. 128	A/B 52 ; C 70.
Groënland oriental. Date : 5 IV 33. Rôle gén. : 43. (Arrêt.)	Déclaration norvégienne d'occupation du 10 juillet 1931 ; sa légalité, sa validité. — Titre danois à la souveraineté sur le Groënland résultant d'un exercice pacifique et continu de l'autorité étatique. Faits établissant l'intention et la volonté d'agir comme souverain et la manifestation ou exercice effectif de cette autorité (avant 1915 ; après 1921). Influence sur ce titre des démarches danoises de 1915 à 1921 en vue d'obtenir la reconnaissance par les Puissances de la souveraineté du Danemark sur l'ensemble du Groënland. — Engagements de la Norvège portant reconnaissance de la souveraineté danoise sur le Groënland, ou obligation de ne pas contester cette souveraineté ou de ne pas occuper des territoires au Groën-	E 9, p. 131	A/B 53 ; C 62 à 67, et vol. annexe (cartes).

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
	land : renonciation expresse ; conclusion d'accords internationaux impliquant la reconnaissance de la souveraineté danoise ; « déclaration Ihlen » (juillet 1919). — Signification du terme « Groënland » : territoires colonisés ou Groënland tout entier. Fardeau de la preuve. Traité de Kiel du 14 janv. 1814. — Convention de Stockholm du 1 ^{er} sept. 1819. Convention de Copenhague du 9 juillet 1924, et notes signées le même jour par les Parties à cette convention.		
Prince von Pless (mesures conservatoires). Date : II v 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Demande en indication de mesures conservatoires. Prise d'acte des déclarations des Parties relatives à cette demande. Demande devenue sans objet.	E 9, p. 143	A/B 54 ; C 70.
Territoire sud-est du Groënland. Date : II v 33. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 146	A/B 55 ; C 69.
Appels contre certains jugements du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque. Date : 12 v 33. Rôle gén. : 51, 54, 56, 57. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 147	A/B 56 ; C 68.
Affaire relative à l'administration du prince von Pless. Date : 4 VII 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Prorogation des délais.	E 10, p. 121	A/B 57 ; C 70.
Affaire concernant la réforme agraire polonaise et la minorité allemande. Date : 29 VII 33. Rôle gén. : 60. (Ordonnance.)	Demande de mesures conservatoires. Son rejet du fait qu'elle n'est pas considérée comme tendant uniquement à sauvegarder l'objet du différend.	E 10, p. 118	A/B 58 ; C 71.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire relative à l'administration du prince von Pless. Date : 2 XII 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Désistement du requérant accepté par le défendeur. Clôture de la procédure.	E 10, p. 121	A/B 59; C 70.
Affaire concernant la réforme agraire polonaise et la minorité allemande. Date : 2 XII 33. Rôle gén. : 60. (Ordonnance.)	Désistement du requérant accepté par le défendeur. Clôture de la procédure.	E 10, p. 120	A/B 60; C 71.
Appel contre une sentence du T.A.M. hungaro-tchécoslovaque (Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque). Date : 15 XII 33. Rôle gén. : 58. (Arrêt.)	Sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque du 3 févr. 1933 ; son bien-fondé quant à la compétence et quant au fond. — La C. P. J. I. comme « instance d'appel » : art. X de l'Accord II signé à Paris le 28 avril 1930. — Art. 250 du Traité de Trianon : conditions de son application. — L'Université de Budapest, personne morale, de nationalité hongroise (art. 246 du Traité de Trianon). Droit de propriété de l'Université sur certains biens-fonds situés en territoire transféré. Caractère de ces biens-fonds comme biens privés au sens du traité. Nature des mesures visées par l'art. 250 du Traité de Trianon ; cf. art. 232 et l'annexe suivant l'art. 233 : question de la « différentialité ». Les biens dont il s'agit, objet de mesures discriminatoires d'administration forcée et de surveillance au sens de l'article. Droit de l'Université à la restitution de ces biens libérés desdites mesures. Art. 249 et 256 du Traité de Trianon ; Protocole signé à Paris le 26 avril 1930.	E 10, p. 122	A/B 61 ; C 72, 73.
Affaire franco-hellénique des phares. Date : 17 III 34. Rôle gén. : 59. (Arrêt.)	Contrat de concession conclu en 1913 entre le Gouvernement ottoman et une société française, visant entre autres des territoires ultérieurement cédés à la Grèce. — Interprétation du compromis, eu égard au Protocole XII de Lausanne (24 juill. 1923) et aux travaux préparatoires. — Objet du contrat, eu égard à l'intention des Parties. — Validité du contrat de concession en droit ottoman ; art. 36 de la Constitution turque de 1876 (amendé en 1909) ; loi turque de 1910 sur les concessions. — Opposabilité du contrat à la Grèce, eu égard à l'occupation militaire de certains territoires lors de la conclusion du contrat, ainsi qu'au Protocole XII de Lausanne.	E 10, p. 129	A/B 62 ; C 74.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire Oscar Chinn. Date : 12 XII 34. Rôle gén. : 61. (Arrêt.)	Décision ministérielle imposant à une société de transports fluviaux au Congo belge contrôlée par le Gouvernement la réduction de ses tarifs, contre promesse de remboursement — éventuellement temporaire — de ses pertes. — Convention de Saint-Germain du 10 sept. 1919 portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 févr. 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890. Principes de la liberté de la navigation, de la liberté du commerce et de l'égalité de traitement. — Droit international général : principe du respect des droits acquis. — « Monopole de fait » ; situation spéciale accordée à une société contrôlée ; concurrence commerciale. Discrimination fondée sur la nationalité. Intérêts par opposition aux droits acquis.	E II, p. 125	A/B 63 ; C 75.
Écoles minoritaires en Albanie. Date : 6 IV 35. Rôle gén. : 62. (Avis.)	Déclaration albanaise du 2 oct. 1921 relative à la protection des minorités. — Principes généraux des traités de minorités. — Notions d'« égalité de droit » et d'« égalité en droit et en fait ». — Obligation de permettre aux minorités de créer et de maintenir des écoles privées.	E II, p. 131 ; E 12, p. 159	A/B 64 ; C 76.
Constitution de la Ville libre de Dantzig. Date : 4 XII 35. Rôle gén. : 63. (Avis.)	Élément international du problème soulevé par la contestation du caractère constitutionnel des décrets-lois du 29 août 1935 (rapport Ishii du 17 nov. 1920 ; Avis consultatif de la Cour du 4 févr. 1932). — Modifications apportées par ces décrets au droit pénal antérieurement en vigueur. — Principes de la Constitution de Dantzig : la Ville libre est un <i>Rechtsstaat</i> (État de droit) ; la Constitution tend à garantir les droits fondamentaux des individus (art. 71, 74, 85 et 79). — Incompatibilité des décrets avec ce dernier principe ainsi qu'avec les dispositions qui l'expriment.	E 12, p. 167	A/B 65 ; C 77.
Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (exception préliminaire). Date : 23 v 36. Rôle gén. : 65, 66. (Ordonnance.)	Junction des exceptions au fond et fixation de nouveaux délais.	E 12, p. 172	A/B 66 ; C 79, 80.
Affaire Losinger & Cie, S. A. (exception préliminaire). Date : 27 VI 36. Rôle gén. : 64, 67. (Ordonnance.)	Junction de l'exception au fond et fixation de nouveaux délais.	E 12, p. 176	A/B 67 ; C 78.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. Date : 16 XII 36. Rôle gén. : 65, 66. (Arrêt.)	Réforme agraire en Yougoslavie. Accords de Paris du 28 avril 1930. — Sentences du T. A. M. hungaro-yougoslave du 22 juillet 1935. Appel interjeté contre ces sentences devant la C. P. J. I. en vertu de l'art. X de l'Accord II de Paris; conditions de recevabilité de cet appel; sens des expressions « procès visés par l'article premier » de l'Accord II de Paris et « procès à propos de la réforme agraire ». — Divergence sur l'interprétation et application des Accords II et III de Paris; demande introduite à ce sujet, à titre subsidiaire, sur la base de l'art. XVII de l'Accord II et de l'art. 22 de l'Accord III. Prétendu refus du Gouvernement yougoslave de payer directement aux ressortissants hongrois touchés par la réforme agraire en Yougoslavie, les indemnités d'expropriation dites « locales ». Régime consacré à l'égard de ces ressortissants par les Accords de Paris.	E 13, p. 121	A/B 68; C 79, 80.
Affaire Losinger & C ^e , S. A. Date : 14 XII 36. Rôle gén. : 64, 67. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Radiation de l'affaire sur le rôle.	E 13, p. 119	A/B 69; C 78.
Affaire des prises d'eau à la Meuse. Date : 28 VI 37. Rôle gén. : 69. (Arrêt.)	Interprétation du Traité du 12 mai 1863 entre la Belgique et les Pays-Bas sur le régime des prises d'eau à la Meuse : ce traité n'a pas créé, au profit de l'un des contractants, un droit de contrôle que l'autre ne pourrait exercer. — L'obligation de puiser l'eau exclusivement à la rigole d'alimentation de Maestricht s'impose aux deux contractants; l'usage normal par eux d'écluses n'est pas incompatible avec le traité, à condition qu'aucune atteinte ne soit portée au régime institué par le traité; sous la même condition, droit pour chacune des Parties de modifier et d'agrandir les canaux soumis au traité, s'il s'agit de canaux situés sur son territoire et qui n'en sortent pas. — Les Pays-Bas étaient en droit de modifier, sans l'agrément de la Belgique, la hauteur d'eau dans la Meuse à Maestricht, du moment qu'aucune atteinte n'était portée au régime institué par le traité. — Le canal Juliana ne peut être considéré et traité comme un canal en aval de Maestricht, au sens du traité.	E 13, p. 127	A/B 70; C 81.
Affaire des phares en Crète et à Samos. Date : 8 X 37. Rôle gén. : 70. (Arrêt.)	Application, dans un cas d'espèce, d'un arrêt antérieurement rendu par la Cour (voir Série A/B, n° 62). — Époque à laquelle les îles de Crète et de Samos sont à considérer comme ayant été « détachées de l'Empire ottoman ». Sens de cette expression. — Application de l'art. 9 du Protocole XII signé en même temps que le Traité de Lausanne du 24 juil-	E 14, p. 107	A/B 71; C 82.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
	let 1923. — Caractère de l'autonomie dont jouissaient, avant 1913, les îles de Crète et de Samos. Sa portée fixée par les traités internationaux et par les Constitutions crétoise et samienne.		
Affaire Borchgrave (exceptions préliminaires). Date : 6 XI 37. Rôle gén. : 72. (Arrêt.)	Interprétation d'un compromis ; analyse des notes qui ont précédé sa conclusion. — Rejet d'une première exception préliminaire ; une seconde exception, ayant ultérieurement été retirée, ne peut être jointe au fond.	E 14, p. 112	A/B 72 ; C 83.
Affaire Borchgrave. Date : 30 IV 38. Rôle gén. : 72. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Radiation de l'affaire sur le rôle.	E 14, p. 114	A/B 73 ; C 83.
Affaire des phosphates du Maroc (exceptions préliminaires). Date : 14 VI 38. Rôle gén. : 71. (Arrêt.)	Déclaration apposée par la France à la disposition facultative relative à l'acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour (art. 36, par. 2, du Statut). Limitation <i>ratione temporis</i> . — Portée des termes : « sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet des situations ou des faits postérieurs à cette ratification ». — Situation prolongée au delà de la date critique ; antériorité des faits qui ont déterminé cette situation. Défaut de juridiction. — Allégation d'un fait illicite international antérieur à la date critique résultant d'une violation de droits acquis placés sous la sauvegarde de conventions internationales. Allégation d'un déni de justice postérieur à cette date. Absence d'influence du déni de justice sur la consommation du fait illicite international et sur la responsabilité qui en dérive. Défaut de juridiction.	E 14, p. 115	A/B 74 ; C 84, 85.
Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (exceptions préliminaires). Date : 30 VI 38. Rôle gén. : 74, 76. (Ordonnance.)	Jonction des exceptions au fond et fixation de nouveaux délais.	E 15, p. 88	A/B 75 ; C 86.
Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis.	1 ^o Exception préliminaire basée sur la règle d'après laquelle la demande doit être nationale non seulement au moment de sa présentation, mais également au moment du	E 15, p. 85	A/B 76 ; C 86.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 28 II 39. Rôle gén. : 74, 76. (Arrêt.)	préjudice subi. Exception non retenue comme préliminaire au sens de l'art. 62 du Règlement ; impossibilité dans l'espèce de statuer sur ladite exception sans statuer sur le fond. — 2° Exception préliminaire fondée sur la règle exigeant l'épuisement des recours internes. Retenue comme bien fondée.		
Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (exception préliminaire). Date : 4 IV 39. Rôle gén. : 75. (Arrêt.)	Deux chefs de compétence : Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire du 23 juin 1931 entre la Belgique et la Bulgarie ; Déclarations de la Belgique et de la Bulgarie portant acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour. Examen successif de l'exception préliminaire sur la base des deux chefs de compétence. Objections soulevées contre la compétence de la Cour sur la base du traité : argument <i>ratione materiae</i> ; règlement de l'épuisement des recours internes. Objections soulevées contre la compétence de la Cour sur la base des Déclarations : limitation <i>ratione temporis</i> ; limitation <i>ratione materiae</i> . — Irrecevabilité d'une partie des demandes du requérant, l'existence d'un différend préalablement au dépôt de la requête n'ayant pas été établie.	E 15, p. 92	A/B 77 ; C 88.
Société commerciale de Belgique. Date : 15 VI 39. Rôle gén. : 77. (Arrêt.)	Changement du caractère d'un différend par voie de modifications apportées aux conclusions des Parties. A défaut de pouvoir donné par les Parties, il n'appartient pas à la Cour de confirmer ni d'infirmier des sentences arbitrales « souveraines et sans appel ». Accord des Parties pour reconnaître la chose jugée découlant desdites sentences. Constatation de cet accord par la Cour. Conséquences et effets de cet accord sur certaines conclusions des Parties.	E 15, p. 99	A/B 78 ; C 87.

ORDONNANCES DE LA COUR ET DU PRÉSIDENT

I. — INDEX CHRONOLOGIQUE¹

(15 juin 1938 — 15 juin 1939.)

ABRÉVIATION : aff., affaire

1938.

30 juin :

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —). Jonction des exceptions au fond et fixation des délais pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond : **A/B. 75.**

27 août :

Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (Aff. de la —). Retrait par le Gouv^t belge de sa requête en indication de mesures conservatoires. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

27 août :

Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (Aff. de la —). Prolongation du délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour le dépôt d'une réplique et d'une duplique. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

30 septembre :

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —). Fixation des délais pour le dépôt de la réplique et de la duplique. (*A paraître dans la Série C, n° 87.*)

22 octobre :

Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (Aff. de la —). Nouvelle prolongation du délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour le dépôt d'une réplique et d'une duplique. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

30 novembre :

Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (Aff. de la —). Fixation du délai pour le dépôt d'observations et de conclusions visant l'exception. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

1^{er} décembre :

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —). Prolongation du délai fixé pour le dépôt de la duplique. (*A paraître dans la Série C, n° 87.*)

1939.

4 avril :

Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (Aff. de la —). Délais fixés pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond : **A/B 77.** 150-151.

¹ Lorsqu'elles ne sont pas précédées des lettres **A/B** (*Série A/B*), les références renvoient aux volumes de la **Série C** des Publications de la Cour.

II. — INDEX ANALYTIQUE DES ORDONNANCES¹

(15 juin 1938 — 15 juin 1939.)

ABRÉVIATIONS :

aff. affaire.
gouv^t gouvernement.

BELGIQUE : Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (aff. de la —) ;
Société commerciale de Belgique (aff. de la —).

BULGARIE : Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (aff. de la —).

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DE SOFIA ET DE BULGARIE (Aff. de la —) :

27 VIII 38 (retrait par le Gouv^t belge de sa requête en indication de
mesures conservatoires). (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

27 VIII 38 (prolongation du délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire ; une
ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour le dépôt d'une
réplique et d'une duplique). (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

22 X 38 (nouvelle prolongation du délai fixé pour le dépôt du contre-
mémoire ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour
le dépôt d'une réplique et d'une duplique). (*A paraître dans la Série C,
n° 88.*)

30 XI 38 (fixation du délai pour le dépôt d'observations et de conclusions
visant l'exception). (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

4 IV 39 (délais fixés pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond) :
A/B. 77. 150-151.

COMPÉTENCE DE LA COUR :

Décision d'ajourner la procédure en indication de mesures conservatoires
afin de permettre la préparation des observations sur ladite demande et,
le cas échéant, sur la compétence de la Cour ; aff. de la Compagnie
d'Électricité de Sofia, 27 VIII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Exceptions préliminaires :

Caractère préliminaire des — contesté : **A/B. 75.** 55-56.

Jonction des — au fond ; aff. du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis :
A/B. 75. 55-56.

Observations et conclusions sur les — (Délai fixé pour le dépôt des —) ;
aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 30 XI 38. (*A paraître dans la
Série C, n° 88.*)

Suspension de la procédure sur le fond en attendant que la Cour statue
sur les —, voir *Procédure écrite*.

CONCLUSIONS DES PARTIES ; énoncées dans le mémoire, dans l'acte introduisant
les exceptions préliminaires, et dans les observations sur l'exception : **A/B.
75.** 54-55.

DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE :

Fixation des — :

Dans la procédure contentieuse (requête) :

Contre-mémoire, réplique et duplique (délais fixés pour le dépôt des
pièces ultérieures sur le fond après la jonction des exceptions au
fond) ; aff. du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, 30 VI 38 : **A/B.
75.** 56.

¹ Lorsqu'elles ne sont pas précédées des lettres **A/B** (*Série A/B*), les références renvoient aux volumes de la **Série C** des Publications de la Cour.

DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE (*suite*) :Fixation des — (*suite*) :

Dans la procédure contentieuse (requête) (*suite*) :

Réplique et duplique (la fixation des délais afférents au dépôt de ces pièces avait fait l'objet d'une réserve dans une ordonnance précédente) ; aff. de la Société commerciale de Belgique, 30 IX 38. (*A paraître dans la Série C, n° 87.*)

Exceptions préliminaires (Observations et conclusions visant les —) ; aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 30 XI 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Pièces ultérieures sur le fond après le prononcé de l'arrêt visant les exceptions préliminaires : **A/B. 77.** 150-151.

Prolongation des — :

Contre-mémoire (Le mémoire — déposé en premier lieu le 1^{er} VI 38 — a été réimprimé et déposé le 27 VIII 38) ; aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 27 VIII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Duplique (demande présentée par l'agent) ; aff. de la Société commerciale de Belgique, 1^{er} XII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 87.*)

Prolongation (Nouvelle —) ; contre-mémoire (demande faite par l'agent) ; aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 22 X 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Réserve du droit de la Cour de fixer des délais par une ordonnance à rendre ultérieurement, voir *Réserve*, etc.

DISPOSITION FACULTATIVE (art. 36, al. 2, du Statut de la Cour) ; référence aux requêtes où la — est citée (Panevezys-Saldutiskis, aff. du chemin de fer —) : **A/B. 75.** 53-54.

DROIT INTERNE ; épuisement des voies de recours interne (principe de l'—) : **A/B. 75.** 55.

ESTONIE : Panevezys-Saldutiskis (aff. du chemin de fer —).

ÉTATS VISÉS PAR LES ORDONNANCES : Belgique, Bulgarie, Estonie, Grèce, Lituanie.

EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES, voir *Compétence de la Cour*.

GRÈCE : Société commerciale de Belgique (aff. de la —).

JONCTION DES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES AU FOND ; Panevezys-Saldutiskis (aff. du chemin de fer —) : **A/B. 75.** 55-56.

JUGES « AD HOC » (Désignation des —) ; Panevezys-Saldutiskis (aff. du chemin de fer —), 30 VI 38 : **A/B. 75.** 54.

LITHUANIE : Panevezys-Saldutiskis (aff. du chemin de fer —).

MESURES CONSERVATOIRES :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —) ; retrait par le Gouvernement belge de sa requête en indication de —, 27 VIII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Il n'y a pas lieu de fixer l'audience publique visée dans la décision de la Cour du 13 VII 38, par laquelle la procédure en indication de — a été ajournée ; aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 27 VIII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

NATIONALITÉ ; caractère national des réclamations contesté : **A/B. 75.** 55.

PANEVEZYS-SALDUTISKIS (Aff. du chemin de fer —) ; 30 VI 38 (jonction des exceptions au fond, et fixation des délais pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond) : **A/B. 75.**

PRÉSIDENT DE LA COUR :

Ordonnances rendues par le — :

Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie :

27 VIII 38 (prise d'acte du retrait de la demande en indication de mesures conservatoires). (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

27 VIII 38 (prolongation du délai pour le dépôt du contre-mémoire). (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

22 X 38 (nouvelle prolongation du délai pour le dépôt du contre-mémoire). (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Société commerciale de Belgique, 30 IX 38 (fixation du délai pour le dépôt de la réplique et de la duplique). (*A paraître dans la Série C, n° 87.*)

PROCÉDURE ÉCRITE :

Exceptions préliminaires, voir *Compétence de la Cour.*

Réimpression du mémoire du Gouvernement belge (qui a été déposé en premier lieu le 1^{er} VI 38), et présentation de cette pièce le 27 VIII 38 ; aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 27 VIII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Réplique et duplique (Réserve du droit pour la Cour de fixer ultérieurement des dates en vue du dépôt des —) ; aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 27 VIII 38, 22 X 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Suppression dans le mémoire belge d'un passage qui avait fait l'objet de critiques de la part du Gouvernement bulgare ; aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 27 VIII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Suspension de la procédure sur le fond en attendant que la Cour statue sur l'exception :

Aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 30 XI 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Aff. du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, 30 VI 38 : **A/B. 75.** 55.

PROCÉDURE ORALE :

A la suite du retrait d'une requête en indication de mesures conservatoires dont la procédure avait été ajournée par décision de la Cour, il est constaté qu'il n'y a pas lieu de fixer l'audience publique visée dans ladite décision ; aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia, 27 VIII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer — ; exceptions préliminaires) : **A/B. 75.** 55.

RÈGLEMENT DE LA COUR :

Art. 37 :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 27 VIII 38, 22 X 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 30 IX 38, 1^{er} XII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 87.*)

Art. 38 :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —) :

27 VIII 38, 22 X 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

4 IV 39 : **A/B. 77.** 15^o.

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 30 IX 38, 1^{er} XII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 87.*)

Art. 41 :

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —), 27 VIII 38, 22 X 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

Société commerciale de Belgique (Aff. de la —), 30 IX 38, 1^{er} XII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 87.*)

Art. 61 ; Compagnie d'Électricité de Sofia (aff. de la —), 27 VIII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

RÈGLEMENT DE LA COUR (*suite*) :*Art. 62 :*

Compagnie d'Électricité de Sofia (Aff. de la —) :

30 XI 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)4 IV 39 : **A/B. 77.** 150.Panevezys-Saldutiskis (Aff. du chemin de fer —), 30 VI 38 : **A/B. 75.** 53.Al. 3 : **A/B. 75.** 55.Al. 5 : **A/B. 75.** 55, 56 ; **A/B. 77.** 151.

RÉSERVE DU DROIT POUR LA COUR DE FIXER DES DÉLAIS PAR UNE ORDONNANCE A RENDRE ULTÉRIEUREMENT ; délais afférents au dépôt de la réplique et de la duplique (aff. de la Compagnie d'Électricité de Sofia), 27 VIII 38, 22 X 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BELGIQUE (Aff. de la —) :

30 IX 39 (fixation des délais pour le dépôt de la réplique et de la duplique).

(*A paraître dans la Série C, n° 87.*)1^{er} XII 38 (prolongation du délai pour le dépôt de la duplique). (*A paraître dans la Série C, n° 87.*)

STATUT DE LA COUR :

Art. 31 ; Panevezys-Saldutiskis (aff. du chemin de fer —), 30 VI 38 : **A/B. 75.** 54.*Art. 40* ; Panevezys-Saldutiskis (aff. du chemin de fer —), 30 VI 38 : **A/B. 75.** 53.*Art. 41* ; Compagnie d'Électricité de Sofia (aff. de la —), 27 VIII 38. (*A paraître dans la Série C, n° 88.*)*Art. 48* : cité dans toutes les ordonnances.

SUSPENSION DE LA PROCÉDURE SUR LE FOND EN ATTENDANT QUE LA COUR STATUE SUR L'EXCEPTION PRÉLIMINAIRE, voir *Procédure écrite.*

RÔLE GÉNÉRAL DE LA COUR

Le Septième Rapport annuel a reproduit, aux pages 189 à 220, les données du rôle général pour les quarante-trois affaires soumises à la Cour jusqu'au 12 juillet 1931. Ces données ont été complétées dans les Rapports annuels suivants : E 8, pp. 170-182 ; E 9, pp. 96-104 ; E 10, pp. 75-78 ; E 11, p. 123 ; E 12, pp. 155-157 ; E 13, pp. 111-117 ; E 14, pp. 101-105.

Les tableaux des pages 82 à 84 du présent Rapport reproduisent les folios du rôle général qui ont fait l'objet de nouvelles inscriptions du 15 juin 1938 au 15 juin 1939.

Le rôle général comporte les rubriques suivantes :

- I. *Numéro d'ordre.*
- II. *Titre abrégé.*
- III. *Date d'enregistrement au Greffe.*
- IV. *Numéro d'enregistrement au Greffe.*
- V. *Classement du dossier aux archives.*
- VI. *Catégorie d'affaires.*
- VII. *Parties.*
- VIII. *Interventions.*
- IX. *Voies d'introduction.*
- X. *Date de la pièce introductive d'instance.*
- XI. *Délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite.*
- XII. *Prorogation éventuelle des délais.*
- XIII. *Date de la clôture de la procédure écrite.*
- XIV. *Remises.*
- XV. *Date d'ouverture de la procédure orale (date de la première audience).*
- XVI. *Observations.*
- XVII. *Renvoi aux inscriptions antérieures ou ultérieures.*
- XVIII. *Solution (nature et date).*
- XIX. *Radiation (nature et date).*
- XX. *Références aux publications de la Cour relatives à l'affaire.*

Notes.

- Fol. n° 74.**
- | | |
|---|---|
| I. 74. | Inscription approuvée le 2 XI 37. |
| II. Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (fond). | XII. I IX 38 (contre-mémoire).
14 X 38 (réplique).
25 XI 38 (duplique). |
| III. 2 XI 37. | XIII. 25 XI 38. |
| IV. I. II. 18252. | XIV. |
| V. E. c. XL. I. | XV. 19 I 39. |
| VI. Affaire contentieuse. | XVI. Année judiciaire 1939. |
| VII. <i>Demandeur</i> : Estonie.
<i>Défendeur</i> : Lithuanie. | XVII. N° 76. |
| VIII. | XVIII. |
| IX. Requête du Gouv ^t estonien. | XIX. Par son arrêt rendu le 28 II 39, la Cour a déclaré irrecevable la demande du Gouv ^t estonien. |
| X. 25 X 37. | XX. Série A/B, vol. 76.
» C, » 86.
» E, » 15, p. 85. |
| XI. 15 I 38 (mémoire).
15 III 38 (contre-mémoire).
30 IV 38 (réplique).
15 VI 38 (duplique). | |
-
- Fol. n° 75.**
- | | |
|--|-----------------------------------|
| I. 75. | Inscription approuvée le 26 I 38. |
| II. Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (fond). | XVI. |
| III. 26 I 38. | XVII. N° 78. |
| IV. I. II. 18694. | XVIII. |
| V. E. c. XLI. I. | XIX. |
| VI. Affaire contentieuse. | XX. |
| VII. <i>Demandeur</i> : Belgique.
<i>Défendeur</i> : Bulgarie. | |
| VIII. | |
| IX. Requête du Gouv ^t belge. | |
| X. 25 I 38. | |
| XI. I VI 38 (mémoire).
12 IX 38 (contre-mémoire). | |
| XII. <i>Première prorogation</i> :
31 X 38 (contre-mémoire).
<i>Deuxième prorogation</i> :
30 XI 38 (contre-mémoire).
<i>Troisième prorogation</i> :
4 VII 39 (contre-mémoire).
19 VIII 39 (réplique).
4 X 39 (duplique). | |
| XIII. | |
| XIV. | |
| XV. | |
- Notes.*
- 1) Par ordonnance du 28 III 38, le Président de la Cour, en fixant les délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire, a réservé pour une ordonnance à rendre ultérieurement la fixation des délais afférents à la présentation de la réplique et de la duplique.
- 2) Requête du Gouv^t belge en indication de mesures conservatoires, datée du 2 VII 38, déposée le 4 VII 38. Audience, 13 VII 38. Ordonnance par laquelle le Président de la Cour donne acte au Gouv^t belge du retrait de ladite requête, 27 VIII 38.

Fol. n° 76.

- I. 76.
- II. **Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (exceptions préliminaires).**
- III. 15 III 38.
- IV. I. II. 18913.
- V. E. c. XL. 3.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. *Demandeur* : Estonie.
Défendeur : Lithuanie.
- VIII.
- IX. Exceptions prélimin. soulevées par le Gouv^t lithuanien.
- X. 12 III 38.
- XI. 30 IV 38 (réponse aux exceptions).

Inscription approuvée le 15 III 38.

- XII.
- XIII. 30 IV 38.
- XIV.
- XV. 13 VI 38.
- XVI. Année judiciaire 1938.
- XVII. N° 74.
- XVIII. Par ordonnance du 30 VI 38, la Cour joignit au fond de l'affaire les exceptions préliminaires soulevées par le Gouv^t lithuanien.
- XIX.
- XX. Série A/B, vol. 75.
» C, » 86.
» E, » 15, p. 88.

Fol. n° 77.

- I. 77.
- II. **Société commerciale de Belgique.**
- III. 5 V 38.
- IV. I. II. 19138.
- V. E. c. XLII. 1.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. *Demandeur* : Belgique.
Défendeur : Grèce.
- VIII.
- IX. Requête du Gouv^t belge.
- X. 4 V 38.
- XI. 15 VII 38 (mémoire).
30 IX 38 (contre-mémoire).
1 XI 38 (réplique).
1 XII 38 (duplicque).
- XII. 20 XII 38 (duplicque).
- XIII. 20 XII 38.

Inscription approuvée le 5 V 38.

- XIV.
- XV. 15 V 39.
- XVI. Année judiciaire 1939.
- XVII.
- XVIII. Arrêt : 15 VI 39.
- XIX.
- XX. Série A/B, vol. 78.
» C, » 87.
» E, » 15, p. 99.

Notes.

1) Par ordonnance du 3 VI 38, la Cour, en fixant les délais pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire, a réservé pour une ordonnance à rendre ultérieurement la fixation des délais afférents à la présentation de la réplique et de la duplicque.

Fol. n° 78.

- I. 78.
- II. **Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (exception préliminaire).**
- III. 25 XI 38.
- IV. I. II. 20017.
- V. E. c. XLI. 7.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. *Demandeur* : Belgique.
Défendeur : Bulgarie.
- VIII.
- IX. Exception prélimin. soulevée par le Gouv^t bulgare.

Inscription approuvée le 25 XI 38.

- X. 10 XI 38.
- XI. 25 I 39 (réponse à l'exception).
- XII.
- XIII. 25 I 39.
- XIV.
- XV. 27 II 39.
- XVI. Année judiciaire 1939.
- XVII. N° 75.
- XVIII. Arrêt : 4 IV 39.
- XIX.
- XX. Série A/B, vol. 77.
» C, » 88.
» E, » 15, p. 92.

CHAPITRE V

ARRÊTS, ORDONNANCES
ET AVIS CONSULTATIFSARRÊT DU 28 FÉVRIER 1939 ¹AFFAIRE DU CHEMIN DE FER
PANEVEZYS-SALDUTISKIS

Une société anonyme par actions fut, en 1892, fondée à Saint-Pétersbourg sous le nom de « Première Société des Chemins de fer secondaires en Russie ». Cette société avait notamment pour objet la construction et l'exploitation de chemins de fer secondaires à voie large ou étroite ; son activité pouvait s'exercer sur toute l'étendue de l'Empire russe ; elle reçut, entre autres, l'autorisation de construire et d'exploiter une ligne de chemin de fer entre la station de Sventziany, située sur la voie ferrée de Saint-Pétersbourg à Varsovie, et la station de Panevezys, située sur la voie ferrée de Libau à Romny. La société possédait également d'autres lignes, notamment dans les provinces baltiques et aussi en Ukraine.

En décembre 1917, après la révolution bolchéviste, un décret du Comité exécutif central sur la nationalisation des banques mettait entre les mains du Gouvernement soviétique les actions, l'actif et le passif des sociétés existant en Russie — entre autres celle dont il vient d'être question. Et, en 1918 et 1919, les dirigeants bolchévistes prirent les mesures considérées nécessaires pour instaurer sur le territoire russe le régime communiste tendant à confisquer les propriétés privées : les entreprises industrielles et commerciales, et notamment les chemins de fer, sont nationalisées, les anciens conseils d'administration remplacés par une commission de liquidation, les actions et parts de sociétés annulés.

Mais, en février 1918, la Lithuanie, puis l'Estonie, s'étaient proclamées États indépendants ; le 3 mars 1918, le Traité de

¹ Série A/B, fasc. n° 76.

Brest-Litovsk avait consacré l'abandon de la souveraineté russe sur les provinces baltiques et la Lithuanie. Et, en septembre 1919, le Gouvernement lithuanien prit possession de la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, laquelle se trouvait sur le territoire devenu lithuanien.

En 1920, la République socialiste soviétique signa des traités avec les nouveaux États baltes. Elle conclut entre autres avec l'Estonie le Traité de Tartu (2 févr. 1920), lequel contient des stipulations détaillées sur le sort des biens privés se trouvant sur le territoire estonien, et notamment des sociétés par actions. C'est ainsi que, par ce traité (dont la portée, sinon la traduction, est contestée par les Parties), la Russie déclare renoncer à tous droits sur les biens meubles et immeubles des personnes privées ne lui ayant pas appartenu, pour autant que ceux-ci sont situés sur le territoire de l'Estonie, ces biens devenant la propriété exclusive de l'Estonie. En outre, le Gouvernement russe s'engage à remettre au Gouvernement estonien les actions de celles des sociétés par actions qui avaient des entreprises sur le territoire estonien, en tant que ces actions se sont trouvées mises à la disposition du Gouvernement russe à la suite du décret de décembre 1917; et il consent au transfert à Reval des conseils d'administration de ces sociétés. Le traité précise que « les actions susmentionnées ne confèrent à l'Estonie des droits que sur celles des entreprises des sociétés par actions qui se trouvent sur le territoire de l'Estonie, mais qu'en aucun cas les droits de l'Estonie ne peuvent s'étendre aux entreprises des mêmes sociétés se trouvant hors des limites de l'Estonie »; et il mentionne expressément comme appartenant à ces sociétés « la Première Société des Chemins de fer secondaires ».

Dans les années 1920 à 1923, le Gouvernement estonien promulgua des décrets en vue de la réorganisation de ces sociétés. Des mesures furent prises en exécution de ces décrets, à l'égard, notamment, de la « Première Société des Chemins de fer secondaires ». Cependant, c'est à Riga, avec l'autorisation du Gouvernement letton et sous le régime de la loi lettone, que se réunit, en novembre 1922, la première assemblée générale de la société tenue depuis la révolution d'octobre 1917; à cette assemblée, le Conseil d'administration fut chargé d'arrêter les mesures nécessaires pour reprendre et exploiter les biens de la société situés en Lithuanie et en Pologne, la partie du réseau situé en Lettonie devant être cédée à une société lettone à constituer.

En août 1923, le Gouvernement estonien promulgua une loi stipulant le rachat par le fisc de tous les chemins de fer de la société se trouvant sur le territoire estonien. Et, en novembre de la même année, une assemblée générale de la société fut tenue à Tallinn. Il y fut procédé à la revision et à la modification des statuts en conformité des lois estoniennes et à raison des pouvoirs désormais reconnus à la société en Estonie,

et le siège de la société fut fixé à Tallinn. C'est ainsi, d'après le Gouvernement estonien, que la « Première Société des Chemins de fer secondaires en Russie » s'est transformée en une société estonienne ayant son siège social en Estonie, sous le nom de *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal*, traduction estonienne du nom de la société russe.

Le 10 mars 1924, une assemblée générale de l'*Esimene*, tenue à Tallinn, autorisait le Conseil d'administration à vendre la ligne située en Lithuanie, ainsi que les lignes situées en Lettonie et en Pologne. En mars 1925, une demande fut adressée par le directeur du Conseil d'administration de l'*Esimene* au Gouvernement lithuanien, le priant « d'ordonner les mesures nécessaires pour que la ligne Panevezys soit transmise à ses propriétaires légaux ».

Cette requête resta sans réponse. D'autres démarches furent faites ultérieurement auprès du Gouvernement lithuanien. En 1931, notamment, un mémorandum fut remis à ce Gouvernement, dans lequel l'*Esimene*, faisant valoir qu'elle est l'ancienne société russe transformée en société estonienne avec les mêmes titres et droits, demande « comme telle » qu'il lui soit accordé une compensation équitable pour la ligne Panevezys qui lui appartient et lui a été enlevée. En 1933, après que le Conseil d'État lithuanien eut déclaré que l'*Esimene* n'était pas fondée à émettre une prétention de droit civil sur cette ligne, le Gouvernement lithuanien, en réponse aux requêtes qui lui avaient été adressées, déclara que l'*Esimene* n'était pas l'ayant droit de l'ancienne société, laquelle n'existait plus. Les pourparlers se poursuivirent dès lors entre le Gouvernement estonien et le Gouvernement lithuanien, la société proposant le rachat de sa ligne par le Gouvernement lithuanien. En 1936, ce dernier répondit que le litige était affaire de droit civil, de la compétence des tribunaux lithuaniens.

Au cours de l'année 1937, le Gouvernement estonien renouvela ses instances, auxquelles il fut répondu par une fin de non-recevoir. Et, le 2 novembre 1937, le Gouvernement estonien saisit la Cour, lui demandant de dire et juger qu'à tort le Gouvernement lithuanien avait refusé de reconnaître les droits de l'*Esimene* sur la ligne en question, et qu'il devait réparer le préjudice que la société avait subi de ce chef.

La requête du Gouvernement estonien, fondée sur les déclarations de l'Estonie et de la Lithuanie portant acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour, fut notifiée au Gouvernement lithuanien et fit l'objet des communications visées aux articles 40 du Statut et 34 du Règlement. Par ordonnance du 15 novembre 1937, des délais furent fixés pour le dépôt des pièces écrites. Le 15 mars 1938, date du dépôt du Contre-Mémoire, le Gouvernement lithuanien présenta deux exceptions, basées l'une « sur l'inobservation par le Gouverne-

ment estonien de la règle du droit des gens qui veut que la demande soit nationale non seulement au moment de sa présentation, mais également au moment du préjudice subi », et l'autre « sur l'inobservation par le Gouvernement estonien de la règle du droit des gens exigeant l'épuisement du recours interne ». La procédure sur le fond fut alors suspendue, et un délai fut fixé pour le dépôt, par le Gouvernement estonien, d'observations sur les exceptions lithuaniennes.

Au cours d'audiences tenues du 13 au 18 juin 1938, la Cour entendit les exposés oraux des représentants des Parties sur les exceptions. A cette occasion, la Cour était composée comme suit : M. GUERRERO, *Président* ; Sir CECIL HURST, *Vice-Président* ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, le jonkheer VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, DE VISSCHER, *juges*. Faisaient également partie de la Cour, aux fins de l'espèce, MM. STRANDMAN et RÖMER'IS, désignés comme juges *ad hoc* respectivement par le Gouvernement estonien et par le Gouvernement lithuanien.

Le 30 juin 1938, la Cour rendit une ordonnance sur les exceptions¹. L'ordonnance remarque d'abord que les exceptions tendent à faire décider que le Gouvernement estonien n'est fondé ni à prendre en mains la cause de l'*Esimene*, ni à saisir la Cour. Quant au Gouvernement estonien, il a fait valoir que les exceptions étaient à tort qualifiées de préliminaires, et, subsidiairement, qu'elles étaient mal fondées. Or, à ce stade de la procédure, aucune décision ne saurait être prise sur le caractère préliminaire des exceptions ou sur leur bien-fondé, car ces décisions soulèveraient des questions de fait et de droit sur lesquelles les Parties sont à plusieurs égards en désaccord et qui sont trop étroitement liées au fond pour que la Cour puisse se prononcer. La Cour a besoin d'informations plus précises sur les thèses énoncées et les motifs qui les appuient : en statuant sur les exceptions, elle risquerait soit de trancher des questions de fond, soit d'en préjuger la solution. Dans ces conditions, elle joint les exceptions au fond, et fixe les délais pour le dépôt des pièces ultérieures.

Dans ces pièces, les Parties maintinrent les conclusions qu'elles avaient formulées auparavant. Les 19, 20, 24, 25, 27 et 30 janvier 1939, la Cour tint des audiences consacrées à entendre l'exposé oral des thèses des Parties. Se trouvaient sur le siège : M. GUERRERO, *Président* ; sir CECIL HURST, *Vice-Président* ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, NEGULESCO, le jonkheer VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, ERICH, *juges*. MM. STRANDMAN et RÖMER'IS, juges *ad hoc*, siégeaient également.

¹ Série A/B, fasc. n° 75.

* * *

L'arrêt de la Cour fut rendu le 28 février 1939.

L'arrêt rappelle tout d'abord que les deux exceptions jointes au fond avaient été présentées comme préliminaires, sur la base de l'article 62 du Règlement, lequel article couvre plus que les exceptions d'incompétence, car il s'applique à toute exception dont l'effet serait de mettre fin à la procédure et dont, par conséquent, il conviendrait que la Cour s'occupât avant d'aborder le fond.

Examinant la première exception, la Cour précise la règle sur laquelle elle se fonde. Le droit pour un État de prendre fait et cause pour l'un de ses ressortissants doit être considéré comme faisant partie de la fonction de protection diplomatique ; or, ce droit ne peut être exercé qu'en faveur d'un national, parce que, en l'absence d'accords particuliers, seul le lien de nationalité donne à l'État le droit de protection diplomatique. Les décisions citées en vue de diminuer l'importance de cette règle montrent, au contraire, qu'il s'agissait chaque fois de cas où les gouvernements intéressés étaient convenus d'écarter l'application stricte de la règle ; or, rien ne permet de croire que telle ait été l'intention des Parties en l'espèce. Il appartient donc à l'Estonie de prouver qu'à l'époque où s'est produit le prétendu préjudice mettant en jeu la responsabilité internationale de la Lithuanie, la société lésée possédait bien la nationalité estonienne.

Mais, s'il est vrai qu'une exception ayant en vue de contester le caractère national d'une réclamation est en principe de nature préliminaire, il n'en est pas ainsi en l'espèce. En effet, la base de l'exception par laquelle la Lithuanie entend contester à l'Estonie le droit d'intervenir, c'est-à-dire l'absence de caractère national de la réclamation, se confond avec le motif pour lequel ce Gouvernement dénie à la société un droit de propriété sur la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. La question de savoir si la société est propriétaire ou concessionnaire de cette ligne appartient au fond de l'affaire : elle implique des décisions sur l'effet des événements survenus en Russie à l'époque de la révolution bolchéviste, sur l'existence ou la non-existence, à l'époque des actes exercés par la Lithuanie, d'un ressortissant estonien dont le Gouvernement estonien pût à bon droit épouser la cause, sur l'interprétation, enfin, du Traité de Tartu. Si la Cour prenait ces décisions, elle se trouverait avoir tranché d'importantes questions de fond. Par conséquent, la première exception lithuanienne, qui n'est pas susceptible d'être décidée sans toucher le fond, ne saurait être retenue comme préliminaire.

La Cour passe ensuite à la seconde exception. L'existence de la règle de l'épuisement préalable des recours internes, qui en

principe subordonne la réclamation internationale à cet épuisement, n'est pas contestée par l'agent du Gouvernement estonien, mais il fait valoir qu'une ou plusieurs des dérogations admises à cette règle s'appliquent en l'espèce. La première de ces dérogations est que les tribunaux en Lithuanie ne pourraient retenir une action intentée devant eux par l'*Esimene* à l'effet d'établir son titre légal au chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. A ce sujet, la Cour estime que le point de savoir si les tribunaux lithuaniens sont ou non compétents pour connaître d'une instance dépend de la loi lithuanienne; seuls les tribunaux lithuaniens peuvent, en la matière, rendre une décision définitive: tant qu'on n'aura pas nettement démontré qu'ils sont incompétents pour connaître d'une action introduite par l'*Esimene*, afin de faire reconnaître son droit de propriété, la Cour ne pourrait écarter la règle de l'épuisement pour le motif que la loi lithuanienne ne fournit pas de remède. La seconde dérogation est que le Tribunal suprême de Lithuanie aurait déjà considéré qu'il n'y avait pas de lien de continuité entre la société russe et l'*Esimene*, et que par conséquent, sur un point essentiel, il aurait déjà été donné tort à la société estonienne. Mais la Cour n'estime pas que cette conclusion ressorte des textes qui lui ont été soumis.

Aucun des motifs avancés en faveur de la non-application de la règle de l'épuisement des recours internes ne peut donc être considéré comme bien fondé. Par conséquent, d'une part, la seconde exception préliminaire lithuanienne étant présentée afin d'exclure l'examen, par la Cour, du fond de l'affaire, et la Cour pouvant statuer sur ladite exception sans se prononcer en aucune façon sur le fond de l'affaire, l'exception doit être retenue comme préliminaire, au sens de l'article 62 du Règlement. D'autre part, en ce qui concerne le fond même de l'exception, il est constant que l'*Esimene* n'a institué aucun procès devant les tribunaux lithuaniens pour faire valoir son titre au chemin de fer Panevezys-Saldutiskis.

L'exception doit donc être considérée comme recevable en ce qui concerne son caractère préliminaire et justifiée en ce qui concerne son fond.

Par ces motifs, la Cour déclare irrecevable la demande présentée par le Gouvernement estonien.

* * *

L'arrêt de la Cour a été rendu par dix voix contre quatre.

Le comte Rostworowski et M. De Visscher, juges, ont déclaré ne pouvoir se rallier à la partie de l'arrêt concernant la première exception présentée par le Gouvernement lithuanien, et, se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du

Statut, ils ont joint à l'arrêt l'exposé de leur opinion individuelle.

M. Altamira, juge, a déclaré ne pas pouvoir se rallier à l'arrêt, aussi bien dans ce qui constitue son dispositif qu'à l'égard de ses motifs.

Le jonkheer van Eysinga, M. Hudson et M. Erich, juges, déclarant ne pouvoir se rallier à l'arrêt et se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, ont chacun joint à l'arrêt l'exposé de leur opinion individuelle.

M. Römer'is, juge *ad hoc*, tout en se ralliant au dispositif de l'arrêt, a déclaré, en ce qui concerne l'abstention de la Cour de statuer sur la première exception préliminaire lithuanienne pour le motif que cette exception ne serait pas susceptible d'être décidée sans toucher le fond, ne pouvoir adhérer à cette considération de la Cour et s'est rallié à l'opinion individuelle présentée par les juges M. De Visscher et le comte Rostrowski.

ARRÊT DU 4 AVRIL 1939¹AFFAIRE DE LA COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DE SOFIA
ET DE BULGARIE (EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

En 1898, la Municipalité de Sofia avait accordé à une société française une concession visant la distribution d'électricité pour l'éclairage et la force motrice dans la ville de Sofia. Avec l'approbation de la Municipalité, cette société céda en 1909 ses droits à la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie, fondée à Bruxelles en 1908. La concession devait venir à expiration en 1940.

Au cours de la guerre de 1914-1918, la Municipalité reprit les installations de la compagnie. Mais, lors de la conclusion de la paix, la compagnie se vit, en vertu de l'article 182 du Traité de Neuilly, reconnaître le droit à la restitution de l'entreprise et à une indemnité, le Tribunal arbitral mixte belgo-bulgare, créé par ce traité, étant chargé de fixer l'indemnité, ainsi que d'adapter le contrat de concession aux nouvelles conditions économiques, en cas de désaccord entre les parties. Le jugement définitif du Tribunal arbitral mixte fut rendu en 1925 ; il ordonnait la restitution immédiate de l'entreprise à la compagnie, ainsi que le paiement à cette dernière d'une indemnité ; en outre, afin de permettre de fixer le prix de vente du courant électrique, il indiquait une formule qui, préparée par des experts, tenait compte des éléments suivants : prix du charbon, prix des transports, taux du change, salaires, impôts ; enfin, la concession était prolongée jusqu'en 1960.

Cette formule ne paraît pas avoir provoqué de difficultés sérieuses entre la compagnie et la Municipalité avant le dernier trimestre de 1934. A cette époque, la compagnie protesta contre les prix fixés pour le charbon par l'Administration des Mines. Un accord fut finalement conclu sous certaines réserves, mais, après la dévaluation du franc belge en 1935, une nouvelle divergence se produisit. En décembre de cette année, la Municipalité fit savoir à la compagnie que la formule contenait des éléments inapplicables conduisant à des résultats absurdes, et qu'en outre elle ne tenait pas compte de l'état réel des choses ni de la situation économique de la ville de Sofia, et, en janvier 1936, elle annonça son intention de ne plus autoriser désormais la compagnie à récupérer sur les consommateurs le montant du droit d'accise.

¹ Série A/B, fasc. n° 77.

La compagnie saisit le Tribunal arbitral mixte, qui, en décembre 1936, déclara sa demande irrecevable. Entre temps, la Municipalité avait assigné la compagnie devant le Tribunal régional de Sofia, en vue de faire constater les droits et obligations au sujet du prix de vente de l'énergie électrique à Sofia. Ce tribunal, dont la compagnie avait contesté la compétence, se prononça en faveur des thèses de la Municipalité relatives au prix du charbon et au change, mais aussi dans une certaine mesure en faveur de la compagnie, quant au facteur impôts. En appel, ce jugement fut confirmé dans ses parties favorables à la Municipalité et infirmé dans les autres. En 1937, la compagnie se pourvut en cassation. Dans l'intervalle, en février et avril 1936, le Gouvernement bulgare avait promulgué une nouvelle loi d'impôts, contre laquelle la compagnie protesta.

En avril 1937, le ministre de Belgique à Sofia fit une démarche auprès du Gouvernement bulgare au sujet de l'attitude de la Municipalité ; ultérieurement, il fit savoir qu'à moins d'un accord pour soumettre le différend soit à une procédure d'arbitrage, soit à la Cour, le Gouvernement belge saisirait unilatéralement cette dernière.

C'est ainsi que, le 26 janvier 1938, le Gouvernement belge déposa au Greffe de la Cour une requête priant la Cour de déclarer que l'État bulgare avait manqué à ses obligations internationales par le fait du tarif fixé en 1934 par l'Administration des Mines de l'État, par les décisions rendues par les autorités judiciaires bulgares et par la promulgation de la loi d'impôt de 1936. La Cour était invitée à ordonner les réparations comportées par ces actes.

La requête du Gouvernement belge — qui invoquait les déclarations de la Belgique et de la Bulgarie portant acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour, ainsi que le Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire intervenu entre les deux pays le 23 juin 1931 — fut notifiée au Gouvernement bulgare et fit l'objet des communications visées aux articles 40 du Statut et 34 du Règlement.

Par ordonnance du 28 mars 1938, les délais furent fixés pour le dépôt du Mémoire belge et du Contre-Mémoire bulgare. A la date du 2 juillet 1938, le Gouvernement belge, invoquant certaines mesures d'exécution annoncées par la Municipalité de Sofia à l'égard de la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie, à défaut de versement, par cette dernière, d'une certaine somme qui lui était réclamée, pria la Cour, sur la base des articles 41 du Statut et 61 du Règlement, d'indiquer, à titre de mesure conservatoire, que la perception forcée par la Municipalité de Sofia de ladite somme devait être différée en attendant qu'il eût été statué sur le fond.

La Cour consacra à l'examen de cette demande une audience, tenue le 13 juillet 1938, et à laquelle l'agent du Gouvernement

bulgare fit savoir qu'il ne pourrait assister, le délai fixé étant très court ; elle entendit une déclaration de l'agent du Gouvernement belge, aux termes de laquelle ce Gouvernement ne ferait aucune objection à ce que les délais nécessaires fussent accordés au Gouvernement bulgare. Après délibéré, la Cour décida le même jour d'ajourner la procédure en indication de mesures conservatoires, afin de permettre au Gouvernement bulgare de préparer ses observations sur ladite demande et, le cas échéant, sur la compétence de la Cour, les agents des Parties devant être entendus par la Cour en audience publique, à la date qui serait ultérieurement fixée par son Président.

Comme suite à l'envoi d'un télégramme adressé, le 27 juillet 1938, par l'agent du Gouvernement bulgare au Président de la Cour et dont le texte fut dûment transmis à l'agent du Gouvernement belge, ce dernier fit connaître à la Cour, par une lettre datée du 26 août 1938, qu'en présence des déclarations contenues dans ledit télégramme, le Gouvernement belge abandonnait la demande en indication de mesure conservatoire qui avait fait l'objet de sa requête du 2 juillet 1938.

Le Président de la Cour, par ordonnance du 27 août 1938, donna acte au Gouvernement belge du retrait de sa requête en indication de mesure conservatoire et constata que, dans ces conditions, il n'y avait pas lieu de fixer l'audience publique visée dans la décision de la Cour du 13 juillet 1938.

A la même date, un nouveau délai fut fixé pour le dépôt du Contre-Mémoire bulgare. Avant l'expiration de ce délai, le Gouvernement bulgare déposa un acte introductif d'exceptions. La procédure sur le fond fut alors suspendue et un délai fut fixé pour le dépôt, par le Gouvernement belge, d'observations sur l'exception bulgare.

Au cours d'audiences tenues les 27 et 28 février et le 1^{er} mars 1939, la Cour entendit les exposés oraux des représentants des Parties relativement à l'exception. A cette occasion, la Cour était composée comme suit : M. GUERRERO, *Président* ; sir CECIL HURST, *Vice-Président* ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, le jonkheer VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, ERICH, *juges*. Faisait également partie de la Cour, aux fins de l'espèce, M. THÉOHAR PAPAZOFF, désigné comme juge *ad hoc* par le Gouvernement bulgare.

* * *

L'arrêt de la Cour sur l'exception préliminaire fut rendu le 4 avril 1939.

Avant d'entrer dans l'examen de cette exception, la Cour fixe l'attitude des Parties au regard des titres sur lesquels elles

ont fondé leurs thèses. Pour établir la compétence, le Gouvernement belge s'est prévalu des déclarations d'adhésion de la Belgique et de la Bulgarie à la disposition facultative, ainsi que du Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire du 23 juin 1931. Quant au Gouvernement bulgare, il s'est également prévalu de ces deux engagements pour fonder l'exception d'incompétence. Au cours de la procédure, les Parties n'ont ni l'une ni l'autre envisagé qu'il ait pu y avoir quelque restriction apportée, par l'un ou par l'autre desdits engagements, à leur fonctionnement normal respectif, pendant qu'ils étaient en vigueur. La Cour partage cette manière de voir. A son avis, la multiplicité d'engagements conclus en faveur de la juridiction obligatoire atteste chez les contractants la volonté, non de fermer d'anciennes voies d'accès à la Cour, mais plutôt d'en ouvrir de nouvelles. En concluant le Traité de 1931, les Parties ont adopté un système très développé d'obligations réciproques pour le règlement de leurs différends : elles n'ont certes pas voulu porter atteinte aux obligations contractées précédemment à cette même fin, et ceci notamment pour le cas où ces obligations étaient plus étendues. Par conséquent, si un différend pouvait être soumis à la Cour en vertu de la disposition facultative et non du traité, on ne saurait se prévaloir du traité pour empêcher la disposition facultative de jouer. En l'espèce, c'est seulement si les objections bulgares à la compétence sont fondées et en vertu du traité et en vertu de la disposition facultative que la Cour serait amenée à se dessaisir de l'affaire.

La Cour en vient alors à l'argumentation bulgare relativement au Traité de 1931 et à la disposition facultative. Elle examinera cette argumentation par rapport aux conclusions de la requête belge, aux termes desquelles la Cour est priée de déclarer que le Gouvernement bulgare a manqué à ses obligations internationales :

1) par suite de la mise en vigueur, en 1934, par l'Administration des Mines, d'un tarif factice du charbon, pour fausser l'application de la formule pour le calcul du prix de vente du courant ;

2) par les jugements et arrêts rendus par les organes judiciaires bulgares, qui ont enlevé à la compagnie le bénéfice des décisions du Tribunal arbitral mixte ;

3) par la loi promulguée en 1936, instituant un impôt spécial.

L'argumentation bulgare consiste en deux objections : La première est que le Gouvernement belge aurait gardé le silence sur la nature du droit que se contesteraient réciproquement les Parties ; le Gouvernement bulgare émet la supposition qu'il s'agirait du droit pour les autorités bulgares de trancher les litiges entre concédant et concessionnaire, au sujet de l'application

de la formule, et s'élève contre toute prétention tendant à invoquer le traité en vue de porter atteinte à ce droit. Or, la Cour rappelle que l'exposé écrit belge, en précisant que le droit dont le Gouvernement belge entend se prévaloir est la cessation des actes dommageables pour la compagnie et la réparation du préjudice subi, a soulevé un point de caractère international, qui a été contesté dès le début. L'argument *ratione materiae* produit à l'appui de l'exception forme en réalité partie du fond du différend, et par conséquent il ne s'agit pas d'une exception préliminaire.

La seconde objection est que l'instance serait irrégulière pour avoir été introduite avant qu'une décision judiciaire définitive — en l'espèce, l'arrêt de la Cour de cassation — ait été rendue, ce qui serait contraire au Traité de 1931. Le Gouvernement belge prétend n'avoir pas manqué aux dispositions du traité, lesquelles n'ont pu avoir en vue les décisions de la Cour de cassation, qui est une instance extraordinaire ; au surplus, le pourvoi en cassation était formé, ce qui pouvait être considéré comme l'accomplissement de la condition exigée. La Cour estime fondée l'objection bulgare : en effet, la règle formulée par le Traité de 1931 implique l'épuisement de tous recours, y compris la Cour de cassation, laquelle seule, soit en cassant la sentence et en renvoyant l'affaire pour un nouvel examen, soit en rejetant le pourvoi, peut rendre la sentence définitive. Il est vrai que le traité contient une disposition aux termes de laquelle, nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du traité continueront jusqu'à leur achèvement normal. Cette disposition ne trouve pas son application : elle suppose une procédure valablement engagée, ce qui, faute d'une décision définitive rendue par les autorités judiciaires avant le dépôt de la requête, n'est pas le cas. D'autre part, l'irrégularité de la requête belge n'a pu être effacée par l'arrêt rendu, le 16 mars 1938, par la Cour de cassation de Bulgarie, car dans l'intervalle, c'est-à-dire le 4 février 1938, le Traité de 1931, dénoncé par le Gouvernement bulgare, était venu à expiration.

Par conséquent, le Gouvernement belge ne peut invoquer le Traité de 1931 pour établir la compétence de la Cour. Peut-il invoquer les déclarations d'adhésion à la disposition facultative ?

La déclaration belge porte sur les différends qui s'élèveraient, après la ratification, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification. Cette limitation fait droit entre les Parties, par l'effet de la condition de réciprocité inscrite au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour. Les Parties sont d'accord pour placer le moment où le différend s'est élevé postérieurement au 10 mars 1926, date de la constitution du

lien juridique entre les deux États sur la base de l'article 36 du Statut. Mais, bien que les faits incriminés par le Gouvernement belge se situent tous après le 10 mars 1926, le Gouvernement bulgare prétend que la situation au sujet de laquelle le différend s'est élevé serait antérieure à cette date : par conséquent, le différend échapperait à la juridiction de la Cour, en raison de la limitation *ratione temporis*.

La Cour, rappelant son Arrêt du 14 juin 1938 en l'affaire des phosphates du Maroc, déclare que les faits à prendre en considération au point de vue de la juridiction de la Cour sont uniquement les faits générateurs du différend. Or, en l'espèce, le centre de discussion, ce sont les actes reprochés au Gouvernement bulgare relativement à une application particulière de la formule, laquelle, en elle-même, n'a jamais été contestée : il s'agit là de faits postérieurs à la date critique.

Le Gouvernement bulgare oppose également que le différend actuel ne tomberait sous aucune des catégories de l'article 36 du Statut. La Cour ne peut reconnaître à ce moyen le caractère d'une exception préliminaire, car il est étroitement lié au fond du différend. En effet, le raisonnement tend à démontrer l'absence de tout élément international dans la relation de droit établie entre la compagnie et les autorités bulgares ; or, c'est là non seulement toucher au fond, mais prendre position à l'égard d'un de ses éléments essentiels.

Dans ces conditions, la Cour ne peut admettre la thèse selon laquelle elle serait incompétente dans le cadre des déclarations d'adhésion à la disposition facultative, pour autant que cette thèse s'appuie sur l'argument *ratione temporis* ; et, pour autant que la thèse invoque l'argument *ratione materiæ*, la Cour ne lui reconnaît pas le caractère préliminaire, et par conséquent ne l'admet pas non plus, les Parties restant libres d'en reprendre le développement à titre de moyen de défense sur le fond.

L'incompétence de la Cour, plaidée sur le terrain de la disposition facultative, n'est donc pas établie en ce qui concerne les deux premiers griefs du Gouvernement belge, savoir, la décision au sujet du prix du charbon et les sentences des tribunaux. Mais il n'en est pas de même de la loi sur l'impôt, troisième grief du Gouvernement belge. A ce grief, le Gouvernement bulgare a opposé un moyen d'irrecevabilité, tiré du fait que la réclamation relative à cette loi n'aurait pas fait l'objet, entre les Gouvernements et avant le dépôt de la requête, d'un différend. La Cour considère ce moyen comme fondé. Qu'on se place au point de vue du traité ou de la disposition facultative, il appartenait au Gouvernement belge d'établir l'existence d'un tel différend, ce qu'il n'a pas fait. La requête belge est donc irrecevable pour la partie de ses demandes qui a trait à la loi précitée.

* * *

L'arrêt de la Cour a été rendu par neuf voix contre cinq.
M. Anzilotti, M. Urrutia, le jonkheer van Eysinga, M. Hudson, juges, et M. Papazoff, juge *ad hoc*, déclarant ne pouvoir se rallier à l'arrêt, et se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, ont joint respectivement à l'arrêt les exposés de leurs opinions individuelles.

M. De Visscher et M. Erich, juges, tout en se déclarant d'accord sur le dispositif, ont chacun joint à l'arrêt des observations sur certains motifs.

ARRÊT DU 15 JUIN 1939¹

AFFAIRE DE LA SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BELGIQUE

Le 27 août 1925 fut conclu entre le Gouvernement hellénique et la Société commerciale de Belgique un contrat ayant pour objet la construction, en Grèce, de certaines lignes de chemin de fer, ainsi que la fourniture du matériel nécessaire à l'exploitation. Le contrat prévoyait également le financement des travaux par un prêt consenti par la société au Gouvernement, ce dernier, en retour, remettant à la société des obligations qui devaient constituer une dette de l'État hellénique et faire partie de sa Dette extérieure. Les différends éventuels devaient être soumis à l'arbitrage.

En 1932, le Gouvernement hellénique se vit obligé, à raison de la crise financière générale, d'abandonner l'étalon or et de suspendre le service de sa dette. La société ne put continuer à payer les sous-traitants, et les travaux furent arrêtés; elle décida alors de recourir à l'arbitrage. Une première sentence fut rendue le 3 janvier 1936, ordonnant la résiliation du contrat et l'institution d'une expertise pour établir le montant des sommes qui seraient dues de part et d'autre. En vertu d'une seconde sentence, rendue le 25 juillet 1936, le montant de la dette du Gouvernement hellénique envers la société fut fixé à 6.771.868 dollars-or.

L'examen des termes de ces sentences montre que les Parties avaient, à cette occasion, débattu un grand nombre de questions qu'elles devaient également traiter devant la Cour. C'est ainsi que fut soumise aux arbitres la question de savoir si les obligations pécuniaires du Gouvernement hellénique, à la suite de la résiliation du contrat de 1925, pouvaient être considérées comme une partie de la Dette extérieure hellénique, et soumises aux mêmes conditions de paiement que celles qui s'appliquaient à cette dette.

Les dispositions des sentences furent exécutées par le Gouvernement hellénique, sauf celles qui avaient trait au paiement de la dette. La société fit alors une proposition transactionnelle prévoyant des modalités de versement. Le Gouvernement hellénique répondit qu'il ne pouvait pas s'éloigner de ses points de vue quant au caractère de la dette, qui faisait partie de la Dette extérieure hellénique, et qui, par suite, devait être payée sur la même base; et il fit des contre-propositions, dont le but était d'établir un règlement à long terme, à taux d'intérêt

¹ Série A/B, fasc. n° 78.

réduit. La société fit valoir que les propositions du Gouvernement hellénique s'appuyaient sur des considérations qui, si elles étaient maintenues, équivaldraient à ne pas reconnaître la portée des sentences arbitrales et la validité de leurs stipulations. Les négociations n'aboutissant pas, le Gouvernement belge prit fait et cause pour la société belge. Mais le Gouvernement hellénique déclara maintenir sa position; il rappela en outre que c'étaient la situation des finances de la Grèce et les difficultés de transfert des devises qui l'avaient obligé à faire sa contre-proposition à la société.

C'est dans ces conditions que, le Gouvernement hellénique ayant refusé de soumettre l'affaire à la Cour par compromis, le Gouvernement belge la saisit par une requête.

La requête du Gouvernement belge, fondée sur le Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire du 25 juin 1929 entre la Belgique et la Grèce, fut déposée au Greffe le 4 mai 1938. Elle fit l'objet des communications visées aux articles 40 du Statut et 34 du Règlement. Les pièces écrites furent déposées dans les délais fixés. Au cours d'audiences tenues du 15 au 19 mai 1939, la Cour entendit les exposés oraux des représentants des Parties.

A cette occasion, la Cour était ainsi composée : M. GUERRERO, *Président*; sir CECIL HURST, *Vice-Président*; le comte ROSTWORSKI, MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, le jonkheer VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, ERICH, *juges*. Faisait également partie de la Cour, aux fins de l'espèce, M. C. G. TÉNÉKIDÈS, désigné comme juge *ad hoc* par le Gouvernement hellénique.

* * *

L'arrêt de la Cour fut rendu le 15 juin 1939.

Après avoir analysé les faits, l'arrêt examine les conclusions déposées par les Parties.

Dans la requête, le Gouvernement belge a demandé à la Cour de déclarer que le Gouvernement hellénique avait violé ses obligations internationales en se refusant à exécuter les sentences arbitrales, et de fixer le montant des réparations dues de ce chef. Mais, le Gouvernement hellénique ayant, dans son Contre-Mémoire, déclaré qu'il ne mettait nullement en doute la valeur des sentences arbitrales et qu'il ne s'était pas refusé à les exécuter, le Gouvernement belge a considéré que, de ce fait, le caractère du différend était modifié, et il a demandé à la Cour de lui donner acte que le Gouvernement hellénique déclarait reconnaître sans aucune réserve le caractère obligatoire des sentences arbitrales, et de dire, en conséquence, que les conditions du règlement de la Dette publique extérieure de la Grèce

y étaient étrangères. Enfin, au cours des plaidoiries, le Gouvernement belge, constatant que le Gouvernement hellénique déclarait reconnaître le caractère définitif et obligatoire des sentences arbitrales, mais avec des réserves qui détruisent la portée de cette reconnaissance, a demandé à la Cour de juger que les dispositions des sentences étaient obligatoires sans aucune réserve ; et il a ajouté certaines demandes complémentaires qui, selon lui, résultaient de la reconnaissance du Gouvernement hellénique.

La Cour constate que, de la sorte, par ses conclusions successives, le Gouvernement belge a profondément transformé le caractère de l'affaire. Examinant la question de savoir si son Statut et son Règlement autorisent une telle transformation, elle observe que la faculté laissée aux parties de modifier leurs conclusions jusqu'à la fin de la procédure orale doit être comprise d'une manière raisonnable, et sans porter atteinte à l'obligation d'indiquer dans la requête l'objet du différend. Il est évident que la Cour ne saurait admettre, en principe, qu'un différend porté devant elle par requête puisse être transformé, par voie de modifications apportées aux conclusions, en un autre différend dont le caractère ne serait pas le même. En effet, une semblable pratique serait de nature à porter préjudice aux États tiers qui doivent recevoir communication de toute requête, afin de pouvoir se prévaloir de leur droit d'intervenir ; d'autre part, un changement complet de la base de l'affaire pourrait aussi exercer une répercussion sur la compétence de la Cour. Toutefois, la Cour considère que les circonstances spéciales de l'espèce, et notamment l'absence de toute objection de l'agent du Gouvernement hellénique, lui conseillent d'adopter une interprétation large et de ne pas considérer la présente procédure comme irrégulière.

Les conclusions en présence desquelles la Cour se trouve sont donc celles qui ont été présentées en dernier lieu lors des audiences. Quant à sa propre compétence pour statuer sur ces conclusions, la Cour constate que le Gouvernement hellénique n'a soulevé aucune objection. Au contraire, il a plaidé le fond et a demandé une décision sur le fond : donc, sur ce point, il y a accord entre les Parties. Toutefois, il convient d'ajouter que, les sentences arbitrales auxquelles lesdites conclusions se réfèrent étant, d'après la clause compromissoire en vertu de laquelle elles ont été rendues, « souveraines et sans appel », et la Cour n'ayant reçu des Parties aucun pouvoir à cet égard, il ne lui appartient pas plus de les confirmer que de les infirmer en tout ou en partie.

La Cour passe ensuite à l'examen de chaque conclusion.

Le Gouvernement belge prie en premier lieu la Cour de dire que les sentences arbitrales sont, sans aucune réserve, définitives et obligatoires pour le Gouvernement hellénique. Si l'on tient

compte de l'origine de cette conclusion, on voit qu'elle est présentée sur la base de la reconnaissance par le Gouvernement hellénique de la chose jugée découlant des sentences arbitrales. En effet, dans le Contre-Mémoire, le Gouvernement hellénique avait déclaré qu'il ne mettait à aucun moment en doute la valeur des sentences, et que seules les conditions financières l'empêchaient de les exécuter. Le Gouvernement belge ne demande pas à la Cour d'examiner ou de confirmer les sentences, mais seulement de faire constater l'accord ainsi établi sur leur valeur, afin d'exclure toute réserve à la reconnaissance, par le Gouvernement hellénique, de la chose jugée. Y a-t-il une réserve de la part du Gouvernement hellénique ? La Cour examinera ce point ultérieurement ; il lui suffit pour l'instant de constater que les deux Parties sont d'accord : le Gouvernement belge pour demander à la Cour de dire que les sentences arbitrales ont l'autorité de la chose jugée, et le Gouvernement hellénique pour demander à la Cour de dire qu'il reconnaît cette autorité.

Dans sa seconde conclusion, le Gouvernement belge prie la Cour de juger, en conséquence, que le Gouvernement hellénique est tenu, en droit, d'exécuter les sentences, que les conditions du règlement de la Dette publique extérieure sont étrangères à cette exécution, et que c'est sans droit que le Gouvernement hellénique a prétendu imposer à la société ou au Gouvernement belge des conditions préalables au paiement. Il est clair que ce qui précède découle logiquement du caractère définitif et obligatoire des sentences. Puisque le Gouvernement hellénique reconnaît ce caractère, il ne saurait s'opposer à cette conclusion sans se contredire ; il ne le fait d'ailleurs pas, et ses conclusions relatives à l'exécution des sentences arbitrales se placent, comme on le verra tout à l'heure, sur un autre terrain. La Cour peut donc constater que la seconde conclusion du Gouvernement belge n'est ni nécessaire ni contestée.

L'obligation du Gouvernement hellénique est qualifiée, dans la seconde conclusion belge, par les mots « en droit ». De l'avis de la Cour, ces mots indiquent que le Gouvernement belge se place ici au point de vue strictement juridique des effets de la chose jugée, — point de vue qui n'exclut pas, en fait, la possibilité d'arrangements qui, sans porter atteinte à l'autorité de la chose jugée, tiendraient compte des possibilités du débiteur. Et c'est précisément sur le terrain des faits que se place le Gouvernement hellénique lorsque, dans ses conclusions, après avoir reconnu le caractère de chose jugée des sentences, il prie la Cour de dire qu'il se trouve toutefois, en raison de sa situation budgétaire et monétaire, dans l'impossibilité matérielle de les exécuter, qu'il échète de renvoyer le Gouvernement hellénique et la société à s'entendre, pour l'exécution des sentences, sur un arrangement qui corresponde à cette situation, et qu'en principe, une base juste et équitable pour un tel arrangement

serait les accords conclus ou à conclure entre le Gouvernement hellénique et les porteurs de titres de sa Dette publique extérieure.

Quelle est la portée exacte de ces trois conclusions helléniques : constituent-elles des réserves à la reconnaissance, par le Gouvernement hellénique, de la chose jugée ? Il convient avant tout de rappeler que la capacité de paiement de la Grèce est étrangère au débat. Il n'est donc pas probable que le Gouvernement hellénique ait entendu demander à la Cour de se prononcer sur sa situation budgétaire et monétaire : la capacité de paiement de la Grèce n'est mentionnée que par rapport à l'arrangement envisagé. La première de ces trois conclusions ne contient par conséquent aucune réserve à la reconnaissance de la chose jugée ; elle se place en dehors du droit reconnu. Mais elle ne saurait être retenue que si la seconde conclusion, relative aux arrangements, était elle-même retenue.

Or, ce n'est pas le cas. Il est certain que la Cour n'a pas le droit d'imposer au Gouvernement belge — et moins encore à la société, qui n'est pas devant elle — d'entamer des négociations avec le Gouvernement hellénique en vue d'un arrangement amiable sur l'exécution de sentences dont ce Gouvernement reconnaît la force obligatoire : des négociations de ce genre dépendent exclusivement de la volonté des intéressés. Et la Cour peut moins encore indiquer les bases d'un tel arrangement. On ne peut pas non plus interpréter la conclusion où est mentionnée la situation budgétaire comme formulant un moyen de défense, aux termes duquel le Gouvernement hellénique serait justifié, en raison d'une situation de force majeure, à ne pas exécuter les sentences telles quelles. Car la Cour ne pourrait se prononcer sans avoir constaté elle-même la réalité de la situation alléguée et l'influence que l'exécution des sentences pourrait avoir sur elle : et, de l'accord des Parties, cette question est étrangère au débat.

Mais, si la Cour ne peut retenir les demandes helléniques, elle peut prendre acte d'une déclaration faite par l'agent du Gouvernement belge à la fin des audiences dans les termes suivants : « Si, dans la suite, après avoir fait juger le droit, le Gouvernement belge est amené à s'occuper des paiements en fait, il le fera en tenant compte des légitimes intérêts de la société, mais aussi des possibilités de paiement de la Grèce et de l'amitié traditionnelle entre les deux pays. » Cette déclaration permet à la Cour de constater que les deux Gouvernements sont d'accord, en principe, pour envisager des négociations en vue d'arriver à un règlement amiable, dans lequel il serait tenu compte, entre autres, des possibilités de paiement de la Grèce. Un tel règlement est hautement désirable.

La Cour conclut en retenant les conclusions des Parties relatives au caractère définitif et obligatoire des sentences arbitrales, et en écartant les autres conclusions.

* * *

L'arrêt de la Cour a été rendu par treize voix contre deux.
Le jonkheer van Eysinga et M. Hudson, juges, ont déclaré ne pouvoir se rallier à l'arrêt et y ont joint les exposés de leurs opinions individuelles.

CHAPITRE VI

DÉCISIONS DE LA COUR

PORTANT APPLICATION DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

(15 JUIN 1938 — 15 JUIN 1939)

Contenu du chapitre.

Le chapitre VI du Troisième Rapport annuel, rend compte des décisions portant application du Statut et du Règlement prises par la Cour depuis ses débuts jusqu'au 15 juin 1927. Le chapitre VI de chacun des Rapports annuels parus de 1928 à 1937 inclus constitue un addendum mettant à jour le Digeste et le complétant. En 1938 (E 14), toute la documentation publiée dans les addenda nos 7¹ à 10 (1934-1937 inclusivement) a été réunie, et l'on y a joint les décisions prises depuis la publication de E 13, afin de faciliter l'utilisation du Digeste. Le présent chapitre contient le premier addendum d'une nouvelle série (n° 11).

Les décisions de la Cour qui sont rapportées ci-après ont été, comme de coutume, groupées autour des articles du Statut; les références aux articles du Règlement portent sur le Règlement en vigueur depuis le 11 mars 1936.

Le Digeste est suivi de trois index :

1) Un index analytique. Cet index porte sur les décisions dont il est fait état dans le présent volume. Pour les décisions de 1922 au 15 juin 1932, l'index analytique se trouve dans E 8, pages 267-298; pour les décisions du 15 juin 1932 au 15 juin 1933, voir E 9, pages 168-174; pour les décisions du 15 juin 1933 au 15 juin 1938, voir E 14, pages 161-177.

2) Un index des articles du Statut auxquels les décisions se réfèrent. Cet index porte sur toutes les décisions depuis 1922; il renvoie, par conséquent, à E 3 (15 juin 1922 — 15 juin 1927), à E 4, E 5, E 6, E 7, E 8, E 9 (15 juin 1927 — 15 juin 1933), à E 14 (15 juin 1933 — 15 juin 1938), ainsi qu'au présent volume (15 juin 1938 — 15 juin 1939).

¹ Le Digeste et les six premiers addenda ont été mentionnés dans un ouvrage intitulé: *Statut et Règlement de la Cour permanente de Justice internationale (éléments d'interprétation)*, publié en 1934 par l'*Institut für Ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, de Berlin.

3) Un index des articles du Règlement auxquels les décisions se réfèrent. Cet index porte également sur toutes les décisions depuis 1922 et renvoie aux mêmes volumes que l'index précédent. Il est établi d'après le Règlement en vigueur depuis le 11 mars 1936 (la référence à l'ancien Règlement est donnée entre parenthèses).

STATUT, ARTICLE 17

27 II et 31 III 39. Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie. — Le gouvernement défendeur, qui ne comptait pas sur le siège de juge de sa nationalité, avait désigné un juge *ad hoc*, conformément à l'article 31 du Statut. Le gouvernement demandeur, auquel cette désignation avait été notifiée (Règlement, art. 3), n'avait pas fait d'objection. Or, le juge *ad hoc* ainsi désigné avait, en qualité de membre d'un tribunal arbitral mixte, participé à l'élaboration de sentences arbitrales dont la requête faisait état.

Lorsque la Cour se réunit pour connaître d'une exception soulevée par le gouvernement défendeur, elle examina si la présence dudit juge *ad hoc* sur le siège pouvait soulever une question d'incompatibilité au sens de l'article 17 du Statut. Elle conclut que tel n'était pas le cas, mais, en même temps, elle limita l'application de cette décision à la procédure sur l'exception.

Après avoir statué sur l'exception, la Cour envisagea la question de la présence de ce juge *ad hoc* pendant la procédure au fond.

Eu égard d'une part à sa manière de voir, exposée dans l'arrêt sur l'exception, relativement aux sentences rendues par le tribunal arbitral mixte, et d'autre part, à l'attitude du gouvernement défendeur lors de la désignation du juge *ad hoc*, elle décida que l'article 17, alinéa 2, du Statut ne s'appliquait pas non plus pour la procédure sur le fond.

Le Greffier porta cette décision, par lettre, à la connaissance des deux agents.

STATUT, ARTICLE 21, ALINÉA 2.

28 XI 38. — Conformément aux précédents, la Cour désigna le Greffier pour la représenter devant la Commission de contrôle durant l'année 1939.

31 III 39. — De même, conformément aux précédents, la Cour désigna le Greffier pour la représenter à la Vingtième Session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations.

RÈGLEMENT, ARTICLE 14, N° 6.

28 XI 38. Élection du Greffier-adjoint pour la période 1939-1945. — Bien que l'article 14 du Règlement prévoie la fixation d'une date pour la clôture du délai de présentation des candidats, on estima que, dans le cas présent, il s'agissait plutôt du renouvellement d'un contrat venu à expiration et qu'il était inutile de fixer cette date, à moins que la Cour ne se prononçât contre le renouvellement du contrat.

On fit observer qu'en 1930, lors de l'expiration du mandat du Greffier alors en fonctions, ce dernier avait été simplement réélu par un vote, sans qu'il eût été procédé préalablement à la présentation de candidats.

La Cour, au scrutin secret, réélut comme Greffier-adjoint, pour la période 1939-1945, le titulaire actuel du poste.

STATUT, ARTICLE 23

RÈGLEMENT, ARTICLE 25, N° 2.

31 III 39. Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (exception préliminaire). — L'adoption par la Cour de son arrêt dans cette affaire ayant précédé de très peu l'ouverture des vacances judiciaires de Pâques, la Cour décida, en vertu de l'article 25, n° 2, de son Règlement, de tenir audience durant les vacances aux fins du prononcé de son arrêt.

RÈGLEMENT, ARTICLE 25, N° 4.

31 I 39. Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. — La Cour ne siégea pas le 31 janvier, considéré comme jour férié officiel aux Pays-Bas.

STATUT, ARTICLE 25, ALINÉA I.

15, 17 et 18 VI 38. 27 I 39. Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. — Les parties se déclarèrent d'accord pour que les juges qui n'avaient pu assister à une ou plusieurs des audiences pussent, malgré cette absence, continuer à siéger dans l'affaire.

STATUT, ARTICLE 39

29 III 39. Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (exception préliminaire). — Les parties étant d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, c'est le texte français qui, en vertu de l'article 39, alinéa 1, du Statut, fut automatiquement adopté comme faisant foi; le texte anglais, en tête duquel fut portée la mention « Traduction », ne fut pas officiellement approuvé par la Cour.

On fit observer, toutefois, que la pratique suivie par la Cour, dans les cas analogues, à l'égard du texte de l'arrêt établi dans la seconde langue officielle et joint au texte faisant foi, avait parfois varié; il fut convenu que la Cour, quand l'occasion s'en présenterait, examinerait de nouveau la question.

STATUT, ARTICLE 41

RÈGLEMENT, ARTICLE 61.

1938. Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie. — A la date du 2 juillet 1938, le gouvernement demandeur introduisit une demande en indication de mesure conservatoire (voir Série A/B, fasc. n° 77, pp. 66-67).

Par la suite (26 août 1938), l'agent de la partie demanderesse, ayant pris acte de certaines déclarations contenues dans une communication adressée au Président de la Cour par l'agent de la partie

défenderesse, retira sa demande en indication de mesure conservatoire. Le Président de la Cour, par une ordonnance, lui donna acte de ce retrait.

STATUT, ARTICLE 43, ALINÉAS 2 ET 3.

RÈGLEMENT, ARTICLE 40.

A la liste des affaires dans lesquelles, en vertu d'arrangements avec les parties, le Greffe s'est chargé d'imprimer les pièces de la procédure écrite (voir E 14, p. 142), on peut ajouter les suivantes :

<i>Affaires.</i>	<i>Pièces imprimées par la Cour.</i>
Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis	Réplique estonienne Remarques estoniennes
Affaire de la Société commerciale de Belgique	Contre-Mémoire hellénique Duplique hellénique

RÈGLEMENT, ARTICLE 44, N° 2.

2 IX 38. Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. — Le gouvernement d'un État qui n'était pas partie en cause adressa une demande au Greffier afin d'obtenir communication des pièces de la procédure écrite. Le Greffier s'étant assuré que les agents des parties ne s'opposaient pas à cette communication, le Président en fonction autorisa le Greffier à tenir à la disposition du gouvernement dont il s'agissait les pièces de procédure écrite demandées par lui.

RÈGLEMENT, ARTICLES 48 ET 63.

21 I 39. Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. — Le gouvernement défendeur ayant, dans son contre-mémoire, introduit une demande reconventionnelle, l'agent du gouvernement demandeur — dans une lettre adressée par lui au Greffier postérieurement au dépôt de la réplique et de la duplique écrites —, tout en renonçant à solliciter, par application de l'article 43, alinéa 2, du Statut de la Cour, l'autorisation de présenter de nouvelles observations écrites au sujet de cette demande reconventionnelle, s'était, en invoquant cet article, réservé de demander à la Cour l'autorisation de présenter, le cas échéant, lors des débats oraux, tel document concernant la demande reconventionnelle qui pourrait être utile pour la défense du point de vue du gouvernement qu'il représentait.

A l'audience du 20 janvier 1939, l'agent du gouvernement demandeur exprima l'intention de déposer un document relatif à la demande reconventionnelle. La Cour examina le jour suivant, en séance privée, la question de ce dépôt éventuel. Le Président fit observer qu'à son avis le dépôt envisagé ne tombait pas sous l'application de l'article 48 du Règlement : en effet, le document dont il s'agissait visait la demande reconventionnelle qui avait été présentée par le gouvernement défendeur dans son contre-mémoire, ce gouvernement avait eu en fait l'occasion de se prononcer à deux reprises (dans son contre-mémoire et dans sa duplique) sur la demande reconventionnelle introduite par lui, alors que l'agent du gouvernement demandeur n'avait pu faire connaître son point de vue à ce sujet que dans sa seule réplique. Le dépôt annoncé paraissait

donc régulier, et ce ne serait que dans le cas où l'agent du gouvernement défendeur ferait objection que la Cour, en fait, se trouvant en présence de la contestation visée par l'article 48, n° 2, du Règlement, serait appelée à prendre une décision.

Il fut convenu, cependant, de différer la décision à prendre au sujet du document déposé par l'agent du gouvernement demandeur, afin de savoir si le gouvernement défendeur s'opposerait ou non à ce dépôt.

Cette opposition ne se manifesta point : l'agent du gouvernement défendeur se contenta de se réserver le droit de présenter, dans la suite des débats oraux, ses observations au sujet du document fourni par la partie adverse.

La Cour reconnut que la question de principe relative à l'interprétation de l'article 48 du Règlement demeurait ouverte.

STATUT, ARTICLE 48

RÈGLEMENT, ARTICLE 62, N° 3.

30 XI 38. Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie. — Le gouvernement défendeur ayant soulevé une exception préliminaire, la Cour, par une ordonnance, fixa le délai dans lequel le gouvernement demandeur pourrait présenter ses observations et conclusions au sujet de ladite exception. Lors de l'examen de cette ordonnance aux fins de son adoption, on se demanda si la présence du juge *ad hoc* désigné par le gouvernement défendeur n'était pas nécessaire. On fit observer que des cas analogues s'étaient déjà présentés, et que la Cour avait toujours considéré que, lorsqu'il s'agissait simplement de rendre des ordonnances relatives à la « marche » d'une affaire — à la différence de la « décision » proprement dite réglant cette affaire —, la présence des juges *ad hoc* n'était pas requise.

RÈGLEMENT, ARTICLE 62, N° 5.

29 VI 38. Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (exceptions préliminaires). — La Cour examina le point de savoir si, dans l'ordonnance portant jonction des exceptions préliminaires au fond, on devrait insérer un exposé des faits de l'espèce. On fit observer que, jusqu'à présent, cet exposé des faits n'avait figuré que dans une seule des ordonnances joignant des exceptions préliminaires au fond (affaire Losinger, 1936).

La Cour arriva à la conclusion que, dans l'espèce, cet exposé des faits était inutile, mais il demeura entendu que la décision prise ne constituait pas un précédent et qu'à l'avenir, dans chaque cas particulier, la question serait examinée de savoir si la décision de la Cour devrait ou non comporter un exposé des faits.

SECTION A. — INDEX ANALYTIQUE DU CHAPITRE VI

ABRÉVIATIONS :

Gouv^t Gouvernement.
S. d. N. Société des Nations.

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
ASSEMBLÉE DE LA S. D. N. (Représentation de la Cour devant l'—) : voir <i>Cour</i> , Représentation, etc.			
COMMISSION DE CONTRÔLE (Représentation de la Cour devant la —) : voir <i>Cour</i> , Représentation, etc.			
COUR :			
Composition de la — ; cas dans lequel la présence d'un juge <i>ad hoc</i> n'est pas jugée nécessaire Voir aussi <i>Juges ad hoc</i> , Absence, et <i>Membres de la Cour</i> .	48	62 (3)	109
Représentation de la — devant l'Assemblée de la S. d. N. (1939)	21 (2)	—	106
Représentation de la — devant la Commission de contrôle (1939)	21 (2)	—	106
DEMANDE RECONVENTIONNELLE ; procédure suivie en matière de dépôt d'un document relatif à la — lors des débats oraux	43 (2, 3)	48, 63	108-109
DOCUMENTS (en général) ; admissibilité d'un document visant la demande reconventionnelle présentée par le gouv ^t défendeur dans son contre-mémoire, et déposé par le gouv ^t demandeur lors des débats oraux	43 (2, 3)	48, 63	108-109
EXPOSÉ DES FAITS DE L'ESPÈCE (Question de savoir si la décision de la Cour devrait ou non comporter un —), voir <i>Ordonnances de la Cour</i> .			
GREFFIER ; représentation de la Cour devant l'Assemblée de la S. d. N. et devant la Commission de contrôle assurée par le — : voir <i>Cour</i> , Représentation, etc.			
GREFFIER-ADJOINT ; réélection du — pour la période 1939-1945 ; procédure suivie	21 (2)	14 (6)	106-107
IMPRESSION DES PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE PAR LES SOINS DU GREFFE	43 (2, 3)	40	108
INCOMPATIBILITÉ DE FONCTIONS ; question d'incompatibilité soulevée par la Cour à l'égard de la présence sur le siège d'un juge <i>ad hoc</i> désigné dans une certaine affaire, et décisions prises en cette matière lors de la procédure sur l'exception, et lors de l'instance sur le fond	17	—	106

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
JOURS FÉRIÉS ; décision prise par la Cour de ne pas siéger un jour férié	23	25 (4)	107
JUGES : voir <i>Membres de la Cour.</i>			
JUGES « AD HOC » :			
Absence d'un juge <i>ad hoc</i> empêché d'assister à une ou plusieurs des audiences ; les agents n'ayant fait aucune objection, le juge dont il s'agit peut continuer à siéger dans l'affaire	25 (1)	—	107
Incompatibilité de fonctions d'un juge <i>ad hoc</i> (Question relative à l'—) : voir <i>Incompatibilité de fonctions.</i>			
Présence (La —) des — n'est pas jugée nécessaire aux fins de l'adoption des ordonnances relatives à la « marche » d'une affaire	48	62 (3)	109
LANGUES OFFICIELLES :			
Dans une affaire où les parties ont été d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le texte anglais de l'arrêt n'a pas été officiellement approuvé par la Cour	39	—	107
Pratique suivie par la Cour à l'égard du texte de l'arrêt établi dans la seconde langue officielle, dans les affaires où les parties sont convenues que toute la procédure aurait lieu dans l'autre langue	39	—	107
MEMBRES DE LA COUR ; absence d'un membre empêché d'assister à une ou plusieurs des audiences ; les agents n'ayant fait aucune objection, le juge dont il s'agit peut continuer à siéger dans l'affaire	25 (1)	—	107
MESURES CONSERVATOIRES ; retrait d'une demande en indication de —	41	61	107-108
ORDONNANCES DE LA COUR :			
La présence des juges <i>ad hoc</i> n'est pas requise aux fins de l'adoption des — relatives à la « marche » d'une affaire	48	62 (3)	109
Question de savoir si une ordonnance portant jonction des exceptions préliminaires au fond devrait ou non comporter un exposé des faits de l'espèce	48	62 (5)	109
PROCÉDURE ÉCRITE (Pièces de la —) :			
Agent (L'—) d'un gouv ^t demandeur renonce à solliciter l'autorisation de présenter, après le dépôt de la réplique et de la duplique, de nouvelles observations écrites au sujet d'une demande reconventionnelle	43 (2, 3)	48, 63	108-109
Communication des — à un gouv ^t qui n'est pas partie en cause (Autorisation donnée par le Président en fonction aux fins de la —)	43 (2, 3)	44 (2)	108
Impression des — par les soins du Greffe : voir <i>Impression des pièces, etc.</i>			
VACANCES JUDICIAIRES ; la Cour se réunit en séance publique durant les vacances de Pâques aux fins du prononcé d'un arrêt	23	25 (2)	107

SECTION B. — INDEX DES ARTICLES DU STATUT

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
I	3	174	20	3	179
»	5	230	»	7	267
2	3	174	21	4	263
»	5	230	21 (1)	3	180
»	6	272	» (»)	5	232
3	3	174	» (»)	7	267-268
»	7	262	» (»)	8	239-240
4-6	3	174	» (»)	14	124
»	5	230	21 (2)	3	181-183
»	6	272	» (»)	5	232-233
»	7	262	» (»)	6	273-274
7	3	175	» (»)	7	269-272
»	5	231	» (»)	8	240
»	6	272	» (»)	9	150
»	7	262	» (»)	14	124-125
8-II	3	175	» (»)	15	106-107
»	5	231	21 (3)	3	181-183
»	6	272	» (»)	5	232-233
»	7	262	22	3	183
12	3	175	»	7	272
13	3	175	23	5	233
»	5	231	»	7	272
»	7	262	»	8	240
»	8	238	»	9	150
»	14	123	»	14	125-127
14	3	175	»	15	107
»	4	262	23 (1)	3	183-184
»	5	231	23 (2)	3	184-186
16	3	177	» (»)	4	264-265
»	4	262	» (»)	6	274
»	5	232	23 (3)	3	186
»	6	273	» (»)	5	234-235
»	7	264	24	3	186
»	11	141	»	7	276
17	3	177	»	8	242
»	4	262	25	3	187
»	5	232	»	4	265
»	6	272	»	5	235
»	7	264	»	6	274
»	8	239	»	7	277
»	14	123-124	»	8	243
»	15	106	»	9	151
18	3	178	»	14	127-129
»	6	273	25 (1)	14	127-128
19	3	178	» (»)	15	107
»	4	262	25 (3)	14	128-129
»	14	124	26	3	189

INDEX DES ARTICLES DU STATUT

113

Article.	Volume.	Pages.	Article.	Volume.	Pages.
26	14	129	38	7	282
27	3	189	39	3	201
»	14	129	»	4	269
28	3	189	»	6	278
29	3	191	39	9	152
»	14	129	»	14	133-136
30	3	192	»	15	107
»	7	279	40	3	203
»	14	129	»	5	241
31	3	193	»	6	279
»	4	267	»	8	247
»	5	238	»	9	153
»	6	275	»	14	136-139
»	7	280	41	3	205
»	8	243	»	4	271
»	9	151	»	6	280
»	14	129-130	»	7	283
31 (4)	8	245	»	9	154
32	3	194	»	14	139-140
»	5	238	»	15	107-108
»	7	281	42	3	205
»	8	245	»	4	271
32 (6)	6	276	»	5	241
» (»)	14	131	»	7	283
33	3	196	»	8	248
»	4	267	»	14	140
»	5	239	43 (1)	3	206
»	6	276	» (»)	5	241
»	7	281	43 (2)	3	206
»	8	246	» (»)	4	272-274
34	3	197	» (»)	5	241-242
35	3	197	» (»)	6	280
»	4	268	» (»)	7	284
»	5	239	» (»)	8	248-253
»	6	276	» (»)	9	155-159
35 (2)	8	246	» (»)	14	140-144
36	3	200	» (»)	15	108-109
»	4	268	43 (3)	3	206-208
»	5	239	» (»)	4	274-278
»	6	277	» (»)	5	242-243
»	7	283	» (»)	6	282-283
»	8	246	» (»)	7	285
»	14	131-133	» (»)	8	248-253
37	3	200	» (»)	9	155-159
»	4	268	» (»)	14	140-144
»	5	239	» (»)	15	108-109
»	6	277	43 (4)	3	206-208
»	7	282	» (»)	4	274-278
38	3	200	» (»)	5	242-243
»	4	268	» (»)	6	282-283
»	5	239	» (»)	7	285
»	6	277	43 (5)	3	208-209

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
43 (5)	4	278-279	54	6	289
» (»)	6	283-284	»	7	287
» (»)	7	285-286	»	8	260
» (»)	8	253-257	»	9	163
» (»)	9	160-161	»	14	153-155
» (»)	14	144	55	9	163
44	3	210	55 (1)	3	218
»	4	279	55 (2)	3	218
»	6	284	» (»)	4	284
45	3	210	» (»)	6	289-290
»	5	243	» (»)	7	288
46	3	210	» (»)	8	261
»	4	279	» (»)	14	155-156
»	6	284	56	3	218
»	7	286	»	9	164
47	3	211	56 (2)	14	156
»	14	144-145	57	3	218
48	3	211	»	4	284
»	4	280	»	6	290
»	5	243	»	7	288
»	6	285	»	14	156
»	7	287	58	3	219
»	8	257	»	4	286
»	9	161	»	6	290
»	14	145-149	»	7	289
»	15	109	»	8	262
49	3	215	»	9	165
»	4	282	»	14	156-157
»	6	287	59	3	219
»	8	259	»	4	286
»	9	162	»	6	290
»	14	149-150	»	7	289
50	3	214	»	8	263
»	5	244	60	3	220
»	14	150-151	»	4	287
51	3	214	»	5	245
»	14	151	»	7	289
52	3	215	61	3	221
»	6	288	62	3	221
»	8	259	63	3	222
»	9	163	»	7	289
»	14	151-153	»	8	263
53	3	215	»	9	165
»	4	283	»	14	157-158
»	5	244	64	3	223
»	14	153	»	5	246
54	3	215	»	9	166
»	4	283	66	14	158
»	5	245	68	14	158

SECTION C. — INDEX DES ARTICLES DU RÈGLEMENT

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
<i>Préambule</i>	3	192-193	20 (28, 1)	7	272-273, 275-276
1 (1)	3	175	21, 1, 3 (24)	3	183
2 (2)	7	264	» , » , » (»)	6	274
2, 1 (2, 1)	3	176	» , » , » (»)	7	269-270, 271, 272
2, 2 (2, 4)	3	176, 194	» , » , » (»)	8	240
3 (4)	3	194	21, 2 (25)	3	183
4, 1 (4)	3	188	21, 4 (43)	3	210-211
5 (5)	3	179, 194	» , » (»)	4	279-280
» (»)	7	267	22 (65)	3	219
6 (6)	3	178	» (»)	4	286
7, 1, 2 (7)	3	190	» (»)	7	286-287
7, 3 (35, 3)	3	191	» (»)	14	156
8 (8)	3	179	23 (26)	3	183, 196
9 (9)	3	180	24 (14)	3	191
» (»)	4	263	» (»)	14	129
» (»)	7	267	24, 1-4 (14)	3	191
10 (10)	3	180	24, 5 (15)	3	191
» (»)	5	243	25 (27)	3	183-184
11 (11)	3	180	» (»)	7	273
» (»)	7	267	25, 1 (27, 1)	8	240
12 (12)	3	183	» , » (» , »)	9	150
» (»)	7	267-268	25, 2 (27, 2)	8	241
13 (13)	3	180, 218	» , » (» , »)	9	150
» (»)	4	284	» , » (» , »)	14	125-126
» (»)	7	264, 268	» , » —	15	107
» (»)	8	239-240	25, 3 (27, 3)	8	241
13, 1 (13)	14	124	25, 4 —	14	126
14 (17)	3	181	» , » —	15	107
» (»)	5	233	26 (27, 5)	7	274-275
» (»)	6	273-274	» (» , »)	8	241
» (»)	7	269, 270	» (» , »)	9	150-151
» (»)	14	125	26, 1	14	126-127
14, 6 —	15	107-108	27 (27, 4)	7	274
15 (18)	3	181	» —	14	127
16 (19)	3	183	28, 1 (29)	3	210
» (»)	7	272	» , » (»)	5	243
17 (20)	3	181	» , » (»)	7	278-279
» (»)	4	263	29 (30)	3	188-189
» (»)	7	270-271	» (»)	5	237-238
18 (21)	3	182	» (»)	7	278-279
» (»)	4	264	» (»)	8	243
» (»)	5	233	30 (31)	3	215-217, 219
» (»)	7	271	» (»)	4	283-284
19 (22)	3	183	» (»)	7	287-288
20 (28, 1)	3	184-186			
» (» , »)	5	233-234			

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
30 —	14	154-155	40 (34)	9	157-158
30, 1 (31, 1)	8	260	» —	14	142
30, 6 (31, 6)	8	260-261	» —	15	108
» , » —	14	155	41 (39)	3	206
30, 7 (31, 8)	3	219	» (»)	4	274
31 (32)	3	206	» (»)	8	252
» (»)	5	241	» —	14	142-143
32, 2 (35, 1)	3	203	42 (40)	6	279, 280
» , » (» , »)	8	247	43 (40)	3	206
» , » (» , »)	9	153-154	» (»)	6	280
33, 1 —	14	136	» (»)	8	252-253
34 (36, 2)	3	199, 203-204	» (»)	9	158-159
35 —	14	140	43, 2 (37)	3	201-202
35 (35, 1)	3	205-206	» , » (»)	4	270
» (» , »)	4	271-272	» , » (»)	9	152
» (» , »)	9	153-154	44 (42)	6	274, 282-283
35, 1 —	14	136-137	» (»)	7	269-270, 271-272
35, 5 (35, 1)	7	283-284	» (»)	8	240, 253, 256
36 (35, 2)	3	197-199	» (»)	9	159
» (» , »)	4	268	» —	14	143-144
37 (33)	3	206-208, 211-212	44, 1 (42, 1)	3	206
» (»)	4	272-273, 274-278, 280-281	» , » (» , »)	5	239
» (»)	5	241-242, 242-243	44, 2 (42, 2)	3	199, 222
» (»)	6	280, 281, 286-287	» , » —	15	108
» (»)	7	284-285, 287	45 (41)	7	286
» (»)	8	248-250, 255	46 (28)	3	184-186
» (»)	9	155-157, 160	» (»)	4	264-265
» —	14	140-142	» (»)	5	233-234
37 (4) (33, 2)	8	249-250	» (»)	7	272-273
» (») (» , »)	9	156-157	» (»)	8	241-242
37 (5) (33, 3)	9	157	46, 1, 2 (28, 2)	8	241-242
38 (33, 1)	3	206-208	46, 1 —	14	144
» (» , »)	4	272-273	47, 1 (41)	3	208
» (» , »)	8	248-249	» , » (»)	7	286
» —	14	140-142	» , » (»)	8	255
39 (37)	3	201-202	» , » (»)	9	160
» (»)	4	270	48 —	14	151-153
» (»)	6	279	» —	15	108-109
» (»)	9	152	49 (47)	3	212
» —	14	134-136	» (»)	4	281-282
40 (34)	3	206	» (»)	6	282-283, 287
» (»)	4	272-273	50 (45)	3	208
» (»)	5	241-242	» (»)	6	287
» (»)	6	281-282	» (»)	8	259
» (»)	7	284	51 (46)	3	208
» (»)	8	250-251	» (»)	4	278-279
			» (»)	6	283
			» (»)	8	256-257
			» (»)	9	160-161
			» —	14	146-147

INDEX DES ARTICLES DU RÈGLEMENT

II7

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
52 —	14	149	68 (61)	6	278
53, 1 (51)	3	214	» (»)	8	247
53, 2 (50)	3	214	» (»)	9	164-165
54 (48)	3	212, 213	» —	14	130, 148
» (»)	4	282-283	69 —	14	132-133
» (»)	8	259	70 (67)	3	191
» —	14	150, 151	71, 1 (35, 3)	3	191
55 (52)	3	212	71, 2, 3 (68)	3	191-192
56 (49)	3	212	72 (69)	3	191-192
57, 2 (53)	3	214	73 (70)	3	192
58 (44)	3	203-204	74 (62)	3	218-219
» (»)	4	270-271	» (»)	4	284-285
» (»)	6	279	» (»)	6	290
» (»)	9	152-153	» (»)	8	262
» —	14	134-136	» —	14	148-149
59 (55)	3	211	74, 2 —	14	156
» —	14	144	75 (63)	3	219
60 (54)	3	209	» (»)	4	286
» (»)	6	283-284	» (»)	6	290
» (»)	7	285-286	» (»)	7	289
» (»)	8	257	76 (64)	3	219-220
» —	14	129-130	» (»)	4	286-287
60, 2 (54, 2)	3	213	77 (56)	3	223
60, 3 (54, 3)	8	257	78 (66, 1)	3	221
», » —	14	144-145	» (» , »)	4	287-289
61 (57)	3	205	» (» , »)	5	245-246
» (»)	4	271	79 (66, 2)	3	220-221
» (»)	7	283	» (» , »)	4	287-289
» (»)	9	154-155	» (» , »)	5	245-246
» —	14	139-140	80 (66, 3)	3	220-221
» —	15	107-108	» (» , »)	4	287-289
62 (38)	3	200-201	» (» , »)	5	245-246
» (»)	4	268-269	81 (66, 5)	3	220-221
» (»)	5	239-240	» (» , »)	4	287-289
» (»)	6	277	» (» , »)	5	245-246
» (»)	8	251-252	83 (71, 2)	3	224
» (»)	9	154	» (» , »)	4	290
62, 1-3 —	14	137-139	» (» , »)	5	247
62, 3 —	15	109	» (» , »)	7	293
62, 4 —	14	147	» (» , »)	8	244-245, 264
62, 5 —	14	147-148	» —	14	130-131
», » —	15	109	84 (71)	3	224
63 —	15	108-109	» (»)	4	290
64 (58)	3	221	» (»)	5	247
64 (59)	3	221-222	» (»)	6	292
66 —	14	157-158	» (»)	7	291
66, 1 (60)	3	222-223	» (»)	8	264
», » (»)	9	165-166	84, 1 (71, 1)	3	218
67 —	14	131-132	», » (» , »)	6	292
68 (61)	5	240-241, 242			

CHAPITRE VII

PUBLICATIONS DE LA COUR

Les publications de la Cour paraissent dans les cinq séries suivantes : *Série A/B*, Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs ; *Série C*, Plaidoiries, Exposés oraux et Documents relatifs aux affaires ; *Série D*, Actes et Documents relatifs à l'organisation de la Cour ; *Série E*, Rapports annuels ; *Série F*, Index généraux. (Voir les listes dans E 8, pp. 300-311 ; cette liste a été mise à jour dans le chapitre VII des Rapports annuels suivants.)

Séries des publications.

Le catalogue des publications de la Cour donne la liste détaillée de ces volumes, accompagnée d'un sommaire ou d'un extrait de la table des matières. (Pour les publications récentes, voir le catalogue n° 14 — paru en décembre 1938 —, ainsi que la liste ci-dessous. Voir aussi, pour les Séries A/B et C, le tableau reproduit au chap. IV du présent volume, pp. 59-75).

*Nouvelles publications parues dans la Série A/B
depuis le 15 juin 1938 :*

Fascicule

- N° 75.** AFFAIRE DU CHEMIN DE FER PANEVEZYS-SALDUTISKIS (EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES). — Ordonnance du 30 juin 1938.
- N° 76.** AFFAIRE DU CHEMIN DE FER PANEVEZYS-SALDUTISKIS. — Arrêt du 28 février 1939.
- N° 77.** COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DE SOFIA ET DE BULGARIE (EXCEPTION PRÉLIMINAIRE). — Arrêt du 4 avril 1939.
- N° 78.** SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BELGIQUE. — Arrêt du 15 juin 1939.

Nouvelles publications parues dans la Série C :

- Nos 84 et 85.** Année judiciaire 1938. — Documents relatifs à l'Arrêt du 14 juin 1938 (PHOSPHATES DU MAROC).
- N° 86.** Année judiciaire 1939. — Documents relatifs à l'Arrêt du 28 février 1939 (AFFAIRE DU CHEMIN DE FER PANEVEZYS-SALDUTISKIS).

Pour paraître en septembre 1939 :

N° 87. Année judiciaire 1939. — Documents relatifs à l'Arrêt du 15 juin 1939 (SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BELGIQUE).

Pour paraître au début de 1940 :

N° 88. Année judiciaire 1939. — COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DE SOFIA ET DE BULGARIE ¹.

* * *

Le tableau ci-après (p. 121) indique, depuis 1922 et pour chaque année, le nombre de volumes parus dans les diverses séries de publications, ainsi que le nombre total de pages dans chacune des séries.

* * *

Brochure
sur la Cour.

En 1939, à l'occasion de la participation de la Cour à l'Exposition universelle de New-York, le Greffe a publié, en édition anglaise et en édition espagnole ², une brochure illustrée où sont sommairement exposées l'organisation et l'activité de la Cour. Une édition française de cette brochure paraîtra à la fin de l'année 1939 ; elle sera sans doute suivie, en 1940, d'une édition en néerlandais.

* * *

Édition
allemande.

(Voir notamment E 5, p. 277.)
Les volumes suivants de l'édition allemande des publications de la Série A/B ont paru à la date du 15 juin 1939 : I (1922-1923) ; II (1924) ; III (1925) ; IV (1926) ; V (1927) ; VI (1928) ; VII (1929-1930) ; VIII (1931) ; IX (1932) ; X (1933) ; XI (1934) ; XII (1935).

¹ L'arrêt sur le fond de ladite affaire ne sera rendu qu'à la fin de l'année 1939.

² *The Permanent Court of International Justice at The Hague*. Un vol. in-16 de 140 pages, tiré en deux couleurs, avec 15 pl. hors texte. Leyde, Éditions A. W. Sijthoff.

El Tribunal permanente de Justicia internacional. Un vol. in-16 de 150 pages, tiré en deux couleurs, avec 15 pl. hors texte. Leyde, Éditions A. W. Sijthoff.

En vente chez les dépositaires des publications de la Cour pour les différents pays (voir liste à la fin du présent volume).

PUBLICATIONS
DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

Paru en	Séries A, B et A/B.		Série C.		Série D.		Série E.		Série F.		TOTAL.	
	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.		
1922	2	88	—	—	1	642	—	—	—	—	3	730
1923	6	426	6	4095	2	788	—	—	—	—	14	5309
1924	3	243	6	2846	1	392	—	—	—	—	10	3481
1925	6	378	4	1362	—	—	2	869	—	—	12	2609
1926	2	244	7	3006	3	882	2	748	—	—	14	4880
1927	7	793	2	764	—	—	2	852	—	—	11	2409
1928	6	536	9	5137	—	—	2	1099	1	251	18	7023
1929	6	510	6	2919	—	—	2	986	—	—	14	4415
1930	3	235	9	5699	—	—	2	1155	—	—	14	7089
1931	4	294	7	3623	—	—	2	932	—	—	13	4849
1932	7	725	4	2456	1	981	2	974	1	292	15	5428
1933	11	520	8	4216	—	—	2	746	—	—	21	5482
1934	2	323	9	3871	—	—	2	728	—	—	13	4922
1935	2	186	4	2288	—	—	2	690	—	—	8	3164
1936	4	220	1	372	1	158	2	866	1	272	9	1888
1937	2	338	5	2972	1	1128	2	754	—	—	10	5192
1938	3	216	3	1650	—	—	2	720	1	128	9	2714
1939 (1 ^{er} janv.- 30 juin)	3	387	1	786	—	—	2	620	—	—	6	1793
	79	6.662	91	48.062	10	4.971	30	12.739	4	943	214 vol.	73.377 pages.

N. B. Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les documents non destinés à la vente (requêtes, compromis d'arbitrage, « volumes préliminaires » à l'usage des membres de la Cour, etc.).

CHAPITRE VIII

FINANCES DE LA COUR

1. — RÈGLES POUR LA GESTION DES FINANCES

A. — BASES ET HISTORIQUE. (Voir E 1, p. 271.)

B. — LE RÈGLEMENT FINANCIER.

(Voir E 1, pp. 273-281 ; E 6, pp. 331-334 ; E 11, pp. 161-163 ; E 12, pp. 217-225 ; E 13, pp. 163-165 ; E 14, pp. 189-191.)

C. — AUTRES RÈGLES.

1) MEMBRES DE LA COUR. (Voir E 1, p. 281 ; E 5, p. 281 ; E 6, p. 334 ; E 8, p. 313 ; E 9, p. 183 ; E 10, p. 165 ; E 12, pp. 226-227 ; E 13, pp. 165-166.)

En examinant le projet de budget de la Cour pour 1940 (voir ci-après, p. 135), la Commission de contrôle a jugé utile de rappeler à l'attention du Conseil de la Société des Nations les dispositions du Statut relatives aux traitements, indemnités et allocations des membres de la Cour. Le premier rapport de la Commission de contrôle à l'Assemblée de 1939¹ contient à ce sujet le paragraphe suivant :

« 38. Puisque, toutefois, le mandat des membres actuels de la Cour expire le 31 décembre 1939 et que des élections générales auront lieu à la prochaine session de l'Assemblée, la Commission a jugé utile — à un moment où, avec la pleine collaboration des fonctionnaires compétents elle s'efforce, dans la mesure de ses pouvoirs, de réduire les charges des Membres de la Société des Nations — de rappeler à l'attention du Conseil les dispositions du quatrième alinéa de l'article 32 du Statut de la Cour, qui a la teneur suivante :

« Ces traitements, allocations et indemnités sont fixés par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Ils ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions. »

Par la même occasion, la Commission a informé le Conseil que, si celui-ci le désirait, elle serait entièrement disposée à lui prêter

¹ Doc. A. 5. 1939. X, Genève, le 31 mai 1939.

son concours pour l'étude préparatoire des propositions qu'il pourrait juger opportun de présenter à l'Assemblée. »

La communication adressée par le président de la Commission au président du Conseil est ainsi conçue :

« 12 mai 1939.

Monsieur le Président,

La Commission de contrôle vient d'examiner le projet de budget de la Société des Nations pour 1940, y compris le budget de la Cour permanente de Justice internationale.

L'un des articles de ce dernier budget vise les traitements et allocations des membres de la Cour, ainsi que des juges nommés *ad hoc* par les parties à un différend. Vous n'ignorez pas qu'aux termes de l'article 32 du Statut de la Cour « Ces traitements, allocations et indemnités sont fixés par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Ils ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions. »

Pour les juges actuellement en fonctions, le montant des sommes qui leur reviennent est fixé par une résolution de la Dixième Assemblée en date du 14 septembre 1929.

Cette résolution, proposée par le Conseil à l'Assemblée, avait été formulée par le Comité de juristes chargé de la revision du Statut (mars 1929), puis approuvée par la Commission de contrôle; elle avait en vue le renouvellement général de la Cour qui — les juges étant élus pour neuf ans — devait intervenir en 1930.

Or, le mandat des membres actuels de la Cour expire le 31 décembre 1939 et des élections générales doivent avoir lieu lors de la prochaine session de l'Assemblée. En cette circonstance, et au moment où la Commission de contrôle, avec la pleine collaboration des fonctionnaires compétents, s'efforce, dans la mesure de ses pouvoirs, de réduire les charges de la Société des Nations, il lui a paru utile de rappeler à l'attention du Conseil les dispositions de l'article 32 du Statut de la Cour relatives aux traitements et allocations des membres de la Cour et des juges *ad hoc*, ainsi d'ailleurs que celles qui ont trait aux pensions des membres de la Cour. Je suis chargé d'ajouter qu'au cas où le Conseil le désirerait, la Commission de contrôle serait entièrement disposée à lui prêter son concours pour l'étude préparatoire des propositions que le Conseil pourrait juger opportun de présenter à l'Assemblée. »

Le Conseil s'est occupé de la question le 27 mai 1939¹. Il a adopté le rapport et la résolution ci-après, qui lui avaient été soumis par le représentant de la Chine :

« Par lettre en date du 12 mai 1939, le président de la Commission de contrôle nous a rappelé que les traitements, allocations et indemnités des juges de la Cour sont fixés par l'Assemblée, sur la proposition du Conseil. D'autre part, alors qu'ils ne sauraient être diminués pendant la durée des fonctions des juges, rien ne s'opposerait à ce qu'ils fassent, le cas échéant, l'objet d'une revision à

¹ Quatrième séance de la 105^{me} Session du Conseil.

l'occasion des élections qui auront lieu à la prochaine Assemblée. Enfin, la Commission se déclare disposée, si nous lui en exprimons le désir, à nous présenter des propositions sur cette délicate question.

La situation générale de la Société des Nations a beaucoup évolué depuis 1929, époque à laquelle furent fixés les traitements qui sont actuellement en vigueur pour les juges. Quant au budget de 1940, il a dû, pour tenir compte de la situation actuelle, subir une réduction de près de 21 %, sans d'ailleurs que celui de la Cour ait pu être touché jusqu'ici. J'estime donc que des motifs sérieux nous engagent à procéder, assurément avec beaucoup de prudence, à l'examen de la question de la rémunération des juges.

Je propose à mes collègues l'adoption de la résolution suivante :

« Le Conseil prie la Commission de contrôle de bien vouloir examiner sous tous ses aspects la question de la rémunération des juges de la Cour permanente de Justice internationale et de lui soumettre son rapport suffisamment à temps pour que le Conseil puisse, le cas échéant, proposer à l'Assemblée de nouvelles échelles révisées, qui devraient être, dans ce cas, adoptées par l'Assemblée avant les prochaines élections des juges. »

Les 26 et 27 juin 1939, la Commission de contrôle a examiné la question qui lui était ainsi renvoyée.

2) GREFFIER. (Voir E 1, p. 285 ; E 8, p. 315 ; E 13, pp. 166-169 ; E 14, pp. 191-192.)

3) FONCTIONNAIRES DU GREFFE. (Voir E 2, p. 203 ; E 4, p. 323 ; E 5, p. 68 ; E 8, pp. 315-316 ; E 9, pp. 183-185 ; E 10, p. 166.)

D. — MESURES SPÉCIALES.

1) BUDGET DE 1938. (Voir E 13, pp. 174 et 179 ; E 14, pp. 193-194.)

Il n'a pas été nécessaire pour la Cour de faire appel, en 1938, au Fonds mis à la disposition de la Commission de contrôle en vue de dépenses résultant de la dépréciation de certaines monnaies.

2) BUDGET DE 1939. (Voir E 14, p. 195.)

Le budget de la Cour pour 1939 a été adopté le 30 septembre 1938 par l'Assemblée (douzième séance de la Dix-Neuvième Session ordinaire). Il n'avait fait l'objet d'aucune modification de la part de la quatrième Commission, qui l'avait adopté sur une déclaration du président de la Commission de contrôle, aux termes de laquelle « la quatrième Commission peut voter en toute tranquillité le budget de la Cour, qui est fondé sur les principes de la plus stricte économie ».

* * *

Le budget général de la Société des Nations pour 1939 contient, comme le budget pour 1938, un crédit mis à la disposition de la Commission de contrôle en vue de dépenses résultant de la dépréciation de certaines monnaies.

A la date du 15 juin 1939, il n'avait pas été nécessaire pour la Cour de faire appel audit fonds.

3) PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 1940.

Les prévisions budgétaires de la Cour pour 1940 soumises à l'Assemblée de 1939 par le Greffier de la Cour sont précédées de l'Introduction suivante :

« Le 30 septembre 1938, l'Assemblée a proclamé que, pour maintenir dans la plus large mesure les activités de la Société des Nations, il était essentiel de faire dans le budget les économies indispensables. A cette fin, elle a chargé un comité spécial de procéder à un examen approfondi des charges permanentes inscrites aux budgets du Secrétariat et de l'Organisation internationale du Travail.

Cette résolution n'inclut pas la Cour permanente de Justice internationale. Néanmoins, le Greffier s'est jugé moralement obligé à un effort particulier de compression, dans le cadre très réduit de l'organisme autonome dont il est le « fonctionnaire compétent » en matière financière : dès novembre 1938, il a fait savoir par écrit au président de la Commission de contrôle, membre du Comité spécial mentionné plus haut, qu'il se ferait « un devoir absolu, en préparation le projet de budget pour 1940, de proposer à la Cour de « diminuer dans toute la mesure du possible tous les crédits qui s'y prêtent ».

* * *

Pour juger des résultats de cet effort, que la Cour a autorisé et auquel elle s'est entièrement associée, il convient de rappeler comment se présente le budget de la Cour. Ce qui le caractérise, c'est sa stabilité¹. De 1922 à 1930, il varie de 900.000 florins à 1.088.000 florins. En 1931, il passe à 1.302.000 florins pour pouvoir tenir compte de l'accroissement de dépenses causé par le Statut révisé (nouveau système de rémunération des juges). A partir de 1932, il diminue chaque année, et arrive à 1.210.000 florins en 1936. Cette année-là, à l'instigation de la trésorerie de la Société des Nations, il fut décidé de créer un fonds spécial pour financer le système de pensions des membres de la Cour. Dès lors, le budget pour 1937 passe à 1.341.000 florins. Il est ramené à 1.304.000 florins en 1938 et, pour 1939, est de 1.329.000 florins. Donc, pendant la première période (1922-1930, ancien Statut), la moyenne des budgets est de 980.900 florins, le budget maximum étant (en 1930) de 1.088.000 florins. Pendant la seconde période (1931-1939, Statut révisé), la

¹ Les chiffres cités ci-après sont ceux des budgets réels, sans réduction, eu égard au fonds de garantie.

moyenne est de 1.275.000 florins, le budget maximum étant (en 1937, création du fonds de pensions) de 1.341.000 florins. Moyenne générale: 1.127.900 florins.

La stabilité du budget de la Cour apparaît clairement si l'on examine les éléments qui le composent. On peut répartir ces éléments en deux catégories, l'une comportant les dépenses fixes, et l'autre, les dépenses variables¹:

	Florins P.-B.
1. Dépenses fixes :	
a) Traitements des quinze membres de la Cour et du Greffier, fixés par l'Assemblée	715.000.—
Contribution de la Société des Nations à la caisse de pensions des juges	105.626.—
b) Contribution à la Fondation Carnegie, fixée par accord entre le Secrétaire général de la Société des Nations et la Fondation Carnegie à La Haye	60.000.—
	soit au total . . . 880.626.—
	(66,2 % du budget total)
2. Dépenses variables :	
a) Afférentes aux membres de la Cour et aux juges <i>ad hoc</i> , assesseurs, etc.	102.000.—
b) Traitements du personnel du Greffe, permanent et auxiliaire, frais de voyage, etc.	253.304,34
c) Frais d'administration, d'impression, bibliothèque, matériel	62.435.—
	soit au total . . . 417.739,34
	(31,4 % du budget total)

Pour les dépenses mentionnées dans la première catégorie, il est clair que la seule tâche du fonctionnaire compétent de la Cour est d'inscrire au budget les crédits y afférents et de s'assurer que les dépenses sont dûment effectuées.

Pour celles de la seconde catégorie, il n'en est pas tout à fait de même: en effet, la plupart de ces dépenses varient en fonction du travail de la Cour, lequel dépend entièrement du nombre des affaires que les États soumettent à la Cour.

Il s'ensuit que seules les dépenses de la seconde catégorie peuvent entrer en considération pour l'effort de compression à faire. Toutefois, il convient encore de ne pas oublier que, comme l'ont reconnu à de nombreuses reprises la Commission de contrôle et l'Assemblée, le budget de la Cour « était calculé au plus juste, ne renfermait aucune réserve cachée et ne présentait que peu ou pas d'élasticité » (rapport de la Commission de contrôle à la Quinzième Assemblée, document A. 5. 1934. X, p. 11).

¹ Les chiffres ci-après sont ceux du budget de 1939 (*Journal officiel* de la Société des Nations, oct. 1938, pp. 780 et sqq.) Le pourcentage est établi par rapport au total général de ce budget (sans tenir compte des déductions), qui est de 1.329.464,34 florins.

Les réductions que le Greffier a proposées et que, dans les circonstances, la Cour a cru devoir approuver, sont au total de 106.933,84 florins¹. Il est inutile ici d'entrer dans le détail : on trouvera les renseignements utiles dans le résumé des articles du budget. Cependant, il y a lieu de signaler particulièrement que, pour ce qui est des réductions aux crédits relatifs aux juges *ad hoc*, la Cour n'a pu les approuver que sous la condition que le Greffier obtienne l'assurance des autorités de la Société des Nations qu'en aucun cas il ne pourrait en résulter pour la Cour un empêchement à s'acquitter de sa tâche.

Mais une augmentation, qui a trait aux dépenses visées sous la catégorie 1 — dépenses que l'on peut qualifier d'automatiques —, vient annuler en grande partie cet effort de compression. Il s'agit du versement à effectuer au fonds de pensions des membres de la Cour qui, du fait du renouvellement général de la Cour, est, pour 1940, de 68.365 florins supérieur à celui de 1939. La note à l'article 15 a) expose en détail la situation.

Compte tenu de ce fait, le budget réel de la Cour, c'est-à-dire le total des sommes qu'elle serait autorisée à dépenser en 1940, est de 1.293.470,50 florins, contre 1.329.314,34 florins en 1939, soit une diminution de 35.843,84 florins.

Toutefois, si l'on se place au point de vue de la somme qui, en définitive, sera pour 1940 à la charge des Membres de la Société des Nations, la situation n'est pas aussi favorable, et cela pour deux raisons.

La première est que, comme on le verra en examinant le résumé des articles du budget, certaines des réductions ont porté sur des articles qui faisaient l'objet d'une réduction correspondante, eu égard à la création du fonds de garantie. Par conséquent, il a également fallu diminuer le montant de la déduction, conformément d'ailleurs aux préférences exprimées en 1938 par la Commission de contrôle² : elle serait pour 1940 de 47.350 florins, contre 67.800 florins en 1939 (98.200 florins en 1938).

La seconde raison est qu'en 1938 la Commission de contrôle, par application des dispositions de l'article 22 du Règlement financier, avait décidé de porter en déduction du budget de la Cour pour 1939 une contribution reçue du Brésil « pour l'exercice 1936 » et une contribution du Japon « pour l'exercice 1937 », ces deux contributions ayant été perçues par le Greffe en 1937. De la sorte, la somme qui était pour 1939 à la charge des Membres de la Société des Nations avait pu être réduite de 88.089,27 florins, soit le total des deux contributions, diminué de la part proportionnelle revenant aux États en question. Depuis, la Cour n'a pas reçu de nouvelles contributions de non-Membres. La seule déduction que l'on puisse apporter, de ce chef, au budget de 1940 est la somme de 6.251,67 florins, part proportionnelle qui avait été versée comme il est dit ci-dessus.

¹ Réduction nette, soit 109.003,84 florins de réductions, moins 2.070 florins d'augmentations. Il y a lieu, à ce propos, de rappeler que dans le budget de 1939 figurait un crédit de 35.000 florins, destiné à remédier à une situation absolument exceptionnelle, et qui ne pouvait pas se reproduire (crédit 15 b). Bien entendu, aucun chiffre ne figure pour 1940 sous ce crédit.

² Voir introduction au budget de 1939, *Journal officiel* de la Société des Nations, oct. 1938, p. 780.

Par conséquent, en 1940, malgré les réductions dont il a été question plus haut, le total à la charge des Membres de la Société des Nations serait de 1.239.868,83 florins, contre 1.173.425,07 en 1939. »

Les prévisions budgétaires de la Cour pour 1940 ont été recommandées à l'adoption de l'Assemblée de 1939 par la Commission de contrôle dans les termes suivants ¹ :

« 35. En présentant le projet de budget pour 1940, le Greffier a signalé qu'alors que les deux tiers des dépenses de la Cour ne peuvent faire l'objet d'aucun abattement parce qu'ils correspondent à des obligations fixées par l'Assemblée, on a pu opérer sur le solde une réduction de 104.208,84 florins ², soit de plus de 25 %. Cet effort de compression a toutefois été partiellement annulé par l'augmentation de 68.365 florins du crédit pour les pensions des membres de la Cour, afin de faire face au supplément de dépense qu'entraînerait éventuellement le remplacement par des juges nouveaux de tous les membres actuels, à l'occasion des élections qui auront lieu à la prochaine Assemblée.

Compte tenu de cette circonstance, le budget réel de la Cour, c'est-à-dire le total des sommes qu'elle sera autorisée à dépenser en 1940, est de 1.293.470,50 florins, contre 1.329.314,34 florins en 1939, soit une diminution de 35.843,84 florins.

36. La situation n'est toutefois pas aussi favorable en ce qui concerne la somme qui sera, pour 1940, à la charge des Membres de la Société des Nations, et cela pour les deux raisons suivantes :

a) Afin d'éviter dans toute la mesure du possible d'avoir recours au fonds de garantie, il a fallu réduire les déductions globales de 20.450 florins.

b) Les disponibilités au titre de versements d'États non Membres de la Société des Nations, à affecter en réduction du budget de 1940, passent de 88.089,27 florins en 1939 à 6.251,67 florins en 1940.

Par conséquent, le total à la charge des Membres de la Société des Nations pour 1940 s'élève à 1.239.868,83 florins contre 1.173.425,07 en 1939.

37. En présence de la situation telle qu'elle vient d'être analysée, la Commission n'a pu que se rallier aux demandes de crédits qui lui étaient présentées. »

A l'occasion de l'examen des prévisions budgétaires de la Cour pour 1940, la Commission de contrôle a jugé utile de rappeler à l'attention du Conseil les dispositions du Statut de la Cour relatives au traitement des membres de la Cour (voir ci-dessus, p. 123).

¹ Premier rapport de la Commission de contrôle à l'Assemblée de 1939, doc. A. 5. 1939. X.

² Soit 106.933,84 florins, moins la diminution de certaines recettes s'élevant à 2.725 florins.

2. — COMPTABILITÉ ANNUELLE ¹

EXERCICE 1938.

1. — BUDGET (Voir E 14, p. 198.)

2. — COMPTES

	Crédits.	Dépenses.
SECTION I. — DÉPENSES ORDINAIRES.	Florins P.-B.	
<i>Chapitre I.</i> Membres de la Cour	731.680.—	667.754,79
<i>Chapitre II.</i> Greffier et fonctionnaires du Greffe	281.965.—	230.412,40
<i>Chapitre III.</i> Juges <i>ad hoc</i> , assesseurs, etc. . .	66.000.—	6.585,06
<i>Chapitre IV.</i> Locaux	60.000.—	60.000.—
<i>Chapitre V.</i> Administration	56.435.—	25.632,51
<i>Chapitre VI.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour	200.—	46,05
<i>Chapitre VII.</i> Contribution au fonds de pen- sions des membres de la Cour	109.769,33	109.769,33
Total de la Section I	1.306.049,33	1.100.200,14
A déduire de la Section I :		
Contribution aux frais de la Cour d'États non Membres	6.101.—	—
	1.299.948,33	1.100.200,14
SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.		
<i>Chapitre VIII.</i> Matériel permanent, etc. . .	4.800.—	4.705,83
Total de la Section 1 et de la Section 2 . .	1.304.748,33	1.104.905,97
Recettes venant en déduction :		
Intérêts de banque	500.—	67,94
Total du budget . .	1.304.248,33	1.104.838,03
Déductions à opérer au titre des chapitres I, II, III et V, eu égard à la création d'un fonds spécial de garantie :		
	Florins.	
Chapitre I	11.000.—	
» II	20.200.—	
» III	66.000.—	
» V	1.000.—	
	98.200.—	
	98.200.—	6.585,06
	1.206.048,33	1.098.252,97

¹ Pour les détails, consulter : a) pour le budget 1938, *S. d. N., Journal officiel*, XVIII^{me} année, n° 10 (oct. 1937), p. 779; b) pour les comptes 1938, *Document de la S. d. N. A.* 3. 1939, X, p. 95; c) pour le budget 1939, *S. d. N., Journal officiel*, XIX^{me} année, n° 10 (oct. 1938), p. 780; d) pour le projet de budget 1940, *Document de la S. d. N. A.* 4 (b). 1939. X.

3. — RELEVÉ DE L'ACTIF ET DU

<i>Actif.</i>	Florins P.-B.	Francs-or.
Mobilier, installations diverses	1.—	2.—
Bibliothèque	1.—	2.—
Créances :		
Contributions arriérées	230.702,50	386.463,58
Débiteurs divers	376,08	640,20
En banque	92.743,01	157.875,03
En caisse	1.335,59	2.273,55
Déficit de l'exercice 1938.	52.289,91	88.763,92
	<u>377.449,09</u>	<u>636.020,28</u>

Bien que le bilan indique un déficit de l'exercice 1938 de fl. 52.289,91, il est à noter que la Cour, pendant l'exercice 1938, a réalisé une économie budgétaire de fl. 199.410,30.

	Florins P.-B.
Budget	1.304.248,33
Dépenses imputables au compte budgétaire (déduction faite des intérêts de banque).	<u>1.104.838,03</u>
Économie budgétaire	<u>199.410,30</u>

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1938

	<i>Passif.</i>	
	Florins P.-B.	Francs-or.
A. Dettes :		
Emprunt contracté au compte d'avances	52.289,91	88.763,92
B. Fonds spéciaux n'appartenant pas à la Société des Nations	—	—
C. Fonds généraux appartenant à la Société des Nations :		
Compte du mobilier, installations diverses, machines à écrire, etc. (somme dépensée à ce jour : fl. 122.952,02)	1.—	2.—
Compte de la bibliothèque (somme dépensée à ce jour : fl. 26.443,35½)	1.—	2.—
Fonds des contributions d'États non Membres	94.340,94	160.597,52
Contributions arriérées :		
États Membres	230.702,50	386.463,58
Fonds des contributions spéciales institué selon les termes de la résolution de l'Assemblée de 1936	113,74	191,26
	377.449,09	636.020,28
	377.449,09	636.020,28

A la fin de l'exercice 1938, le solde des frais d'aménagement de nouveaux locaux pour la Cour remboursables à la Fondation Carnegie était le suivant :

<i>Article 9 c) du budget de la Cour :</i>	Florins P.-B.	
Montant de l'emprunt	240.000.—	
(remboursements à effectuer en vingt-quatre versements annuels de fl. 10.000.—).		
A déduire :		
Versements effectués pendant les exercices 1929-1938 : dix versements de fl. 10.000.—	100.000.—	
	140.000.—	
<i>Article 9 d) du budget de la Cour :</i>		
Montant de l'emprunt	273.400.—	
(remboursements à effectuer en vingt-sept versements de fl. 10.000.— et un versement de fl. 3.400.—).		
A déduire :		
Versements effectués pendant les exercices 1933-1938 : six versements de fl. 10.000.—	60.000.—	
	213.400.—	
		353.400.—

EXERCICE 1939.

I. — BUDGET¹

SECTION I. — DÉPENSES ORDINAIRES.	Florins P.-B.
<i>Chapitre I.</i> Membres de la Cour	727.000.—
<i>Chapitre II.</i> Greffier et fonctionnaires du Greffe	279.304,34
<i>Chapitre III.</i> Juges <i>ad hoc</i> , assesseurs, etc.	66.000.—
<i>Chapitre IV.</i> Locaux	60.000.—
<i>Chapitre V.</i> Administration	50.135.—
<i>Chapitre VI.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour	200.—
<i>Chapitre VII.</i> Contribution au fonds de pensions des membres de la Cour	140.626.—
Total de la Section I	1.323.265,34
A déduire de la Section I :	
Contribution aux frais de la Cour d'États non Membres	6.101.—
	1.317.164,34
 SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.	
<i>Chapitre VIII.</i> Matériel permanent, etc.	12.300.—
Total de la Section 1 et de la Section 2	1.329.464,34
Recettes venant en déduction :	
Intérêts de banque	150.—
Total du budget	1.329.314,34
Déductions à opérer au titre des chapitres I, II et III, eu égard à la création d'un fonds de garantie :	
	Florins.
Chapitre I	14.000.—
» II	20.000.—
» III	33.800.—
	67.800.—
	67.800.—
	1.261.514,34
A déduire :	
Contributions d'États non Membres de la Société des Nations, perçues en 1937	88.089,27
Total à la charge des Membres de la Société des Nations pour 1939	1.173.425,07

¹ Pour la soumission du projet de budget 1939 à l'Assemblée, voir pp. 125-129.

EXERCICE 1940.

1. — PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES¹

	Florins P.-B.
<i>Chapitre I.</i> Membres de la Cour	729.000.—
<i>Chapitre II.</i> Greffier et fonctionnaires du Greffe .	251.570,50
<i>Chapitre III.</i> Juges <i>ad hoc</i> , assesseurs, etc. . . .	41.800.—
<i>Chapitre IV.</i> Locaux	60.000.—
<i>Chapitre V.</i> Administration.	35.635.—
<i>Chapitre VI.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour	200.—
<i>Chapitre VII.</i> Pensions des membres de la Cour . .	173.991.—
<i>Chapitre VIII.</i> Matériel permanent, etc.	4.800.—
Total du budget . .	<u>1.296.996,50</u>
A déduire :	
	Florins.
a) Intérêts de banque	25.—
b) Prélèvements au Fonds de garantie :	
Pour le Chapitre I	6.000.—
» » » II	10.000.—
» » » III	31.350.—
	<u>47.350.—</u>
c) Contributions d'États non Membres :	
1. États parties en cause (Statut, art. 35, al. 3, première phrase)	3.500.—
2. États participant aux dépenses de la Cour (Statut, art. 35, al. 3, deuxième phrase)	1.—
Contributions perçues en 1937	—
Solde des contributions perçues en 1937	6.251,67
	<u>57.127,67</u>
	<u>57.127,67</u>
Total à la charge des Membres de la Société des Nations pour 1940	<u>1.239.868,83</u>

¹ Présentées à la 20^{me} Session de l'Assemblée de la Société des Nations (sept. 1939).

CHAPITRE IX

N° 15.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE DES PUBLICATIONS
OFFICIELLES ET NON OFFICIELLES RELATIVES A LA
COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE¹

La présente liste fait suite aux listes bibliographiques parues dans les chapitres IX des précédents Rapports annuels (Série E, nos 2 à 14²). Elle les complète et s'y réfère, le groupement systématique étant le même.

Les indications bibliographiques ne sont uniformes que pour les titres rédigés au Greffe ; les autres ont été reproduites telles qu'elles figurent dans les bibliographies nationales ou dans les lettres des correspondants occasionnels ; c'est ce qui explique les légères divergences que l'on constatera dans le système suivi pour lesdites indications ainsi que pour la composition typographique de la présente Bibliographie.

¹ Cette liste, de même que celles des quatorze précédents Rapports annuels de la Cour, a été dressée par M. J. Douma, anciennement bibliothécaire-adjoint de la Bibliothèque Carnegie du Palais de la Paix. Depuis le 1^{er} janvier 1931, M. Douma fait partie du Greffe de la Cour au titre de chef du Service de documentation.

² Explication des abréviations employées pour les références :

E 2 : Deuxième Rapport annuel.

E 3 : Troisième » » , etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Numéros.
INTRODUCTION	6288-6292
<i>Bibliographies relatives à la Cour</i>	6288-6292
A. — AVANT-PROJETS OFFICIELS ET PRIVÉS	—
1. <i>Depuis la deuxième Conférence de la Paix de La Haye (1907) jusqu'à la guerre mondiale</i>	—
2. <i>Pendant la guerre mondiale</i>	—
3. <i>La Conférence de la Paix de Versailles. Avant-projets des Puissances neutres. Comité consultatif de Juristes</i>	—
B. — LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE (SA CONSTITUTION. — SON ORGANISATION. — SA PROCÉDURE. — SA COMPÉTENCE)	6293-6363
1. <i>L'élaboration du Statut par le Conseil et par la Première Assemblée de la S. d. N.</i>	—
A. Documents officiels	—
B. Publications non officielles	—
1 bis. <i>Revision du Statut de la Cour à la suite d'une décision de la Neuvième Assemblée de la S. d. N.</i>	—
A. Documents officiels	—
B. Publications non officielles	—
2. <i>Textes des Protocoles de signature et du Statut</i>	6293-6297
A. Textes officiels	—
B. Publications non officielles — Commentaires	6293-6297
3. <i>Actes législatifs des divers pays. Documents et débats parlementaires. Lois et décrets d'approbation et de publication</i>	6298-6304
3 bis. <i>Ratification des divers pays</i>	6305-6309
4. <i>Élection des juges. Juges ad hoc. Biographies des juges</i>	6310-6325
5. <i>Inauguration de la Cour</i>	—
6. <i>Préparation du Règlement. Procédure. Textes du Règlement et du Règlement révisé</i>	6326-6328
A. Documents officiels	—
B. Publications non officielles — Commentaires	6326-6328
7. <i>Compétence et extension de la compétence de la Cour. — Compétence consultative de la Cour. Conditions de vote des demandes d'avis consultatif adressées à la Cour</i>	6329-6361
A. Documents officiels	6329
B. Publications non officielles	6330-6361
8. <i>Privilèges et immunités diplomatiques des juges et des fonctionnaires du Greffe</i>	6362

INTRODUCTION

BIBLIOGRAPHIES RELATIVES A LA COUR.

(Voir E 5, pp. 294-296; E 6, pp. 350-351; E 7, p. 355; E 8, p. 337; E 9, p. 204; E 10, p. 176; E 11, p. 172; E 12, p. 238; E 13, p. 184; E 14, p. 204.)

6288. *Catalogue n° 14 (décembre 1938) [des] Publications de la Cour permanente de Justice internationale, La Haye. [Avec sommaires et extraits de la table des matières.]* Ce catalogue, périodiquement mis à jour, est envoyé gratuitement sur demande. Les prix s'entendent en florins hollandais. Leyde, Société d'éditions A. W. Sijthoff, 1938. In-8°, 41 pages.

6289. *Catalogue No. 14 (December 1938) [of the] Publications of the Permanent Court of International Justice, The Hague. [With summaries and extracts of contents.]* This catalogue, periodically completed, is sent free of cost on demand. The prices are noted in Dutch currency. Leyden, A. W. Sijthoff's Publishing Company, 1938. 8°, 41 pages.

6290. *Liste bibliographique des publications officielles et non officielles relatives à la Cour permanente de Justice internationale. Supplément 1938, contenant les numéros 6033-6287 et deux index incorporés à ceux des listes précédentes.* Dressée pour le Quatorzième Rapport annuel de la Cour par J. DOUMA. Extrait du Quatorzième Rapport annuel de la Cour. La Haye, 1938. In-8°, 72 pages.

6291. *Bibliographical list of official and unofficial publications concerning the Permanent Court of International Justice. Supplement 1938, containing numbers 6033-6287, with combined index to the preceding lists.* Prepared for the Fourteenth Annual Report of the Court by J. DOUMA. Reprinted from the Court's Fourteenth Annual Report. The Hague, 1938. 8°, 72 pages.

6292. STRUPP (KARL), *Bibliographie du droit des gens et des relations internationales.* [1933-1936.] Leyde, A. W. Sijthoff's Uitgeversmaatschappij N. V., 1938. In-8°, XVII+521 pages.

A. — AVANT-PROJETS OFFICIELS ET PRIVÉS

1. DEPUIS LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX DE LA HAYE
(1907) JUSQU'À LA GUERRE MONDIALE.

(Voir E 2, pp. 215-218 ; la note, *ibidem*, p. 215 ; E 4, p. 335 ; E 5, p. 296 ;
E 7, p. 355 ; E 8, p. 338.)

2. PENDANT LA GUERRE MONDIALE.

(Voir E 2, pp. 218-221 ; E 4, pp. 335-336 ; E 6, p. 351.)

3. LA CONFÉRENCE DE LA PAIX DE VERSAILLES. — AVANT-
PROJETS DES PUISSANCES NEUTRES. — COMITÉ CONSULTATIF
DE JURISTES.

(Voir E 2, pp. 221-228 ; E 4, pp. 336-338 ; E 5, p. 297 ; E 6, p. 351 ; E 8,
p. 338.)

B. — LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNA-
TIONALE (SA CONSTITUTION — SON ORGANISATION —
SA PROCÉDURE — SA COMPÉTENCE)I. L'ÉLABORATION DU STATUT PAR LE CONSEIL
ET PAR LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.A. — *Documents officiels.*

(Voir E 2, pp. 228-229.)

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 2, pp. 229-234 ; E 3, pp. 261-262 ; E 4, pp. 338-339 ; E 7, p. 356 ;
E 8, p. 339 ; E 11, p. 173.)

I bis. REVISION DU STATUT DE LA COUR A LA SUITE D'UNE
DÉCISION DE LA NEUVIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.A. — *Documents officiels.*

(Voir E 5, p. 298 ; E 6, pp. 352-353 ; E 7, pp. 356-357 ; E 9, p. 205 ; E 12,
pp. 239-240.)

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 5, p. 299 ; E 6, pp. 353-354 ; E 7, pp. 357-358 ; E 8, p. 339 ; E 9,
pp. 205-206 ; E 10, p. 177 ; E 12, pp. 240-241 ; E 13, p. 185.)

2. TEXTES DES PROTOCOLES DE SIGNATURE ET DU STATUT¹.A. — *Textes officiels.*

(Voir E 2, p. 234 ; E 3, p. 262 ; E 4, p. 339 ; E 6, pp. 354-355 ; E 7, p. 358 ;
E 12, p. 241 ; E 13, p. 186.)

B. — *Publications non officielles. — Commentaires.*

(Voir E 2, pp. 235-236 ; E 3, p. 263 ; E 4, p. 339 ; E 6, p. 355 ; E 8,
p. 340 ; E 10, pp. 177-178 ; E 12, p. 242 ; E 13, p. 186 ; E 14, p. 205.)

¹ Voir aussi les nos 6298, 6301.

- 6293.** *Actos internacionaes vigentes no Brasil. Colligidos, resumidos e anotados por HILDEBRANDO ACCIOLY.* 2ª edição. Rio de Janeiro, Irmãos Pongetti, 1936-1937. 2 vol. 8°. [Protocollo de assignatura relativo ao Estatuto da Côte permanente de Justiça internacional... Protocollo de revisão do Estatuto... A Disposição facultativa... Estatuto da Côte... Tomo I: pp. 250-258; tomo II: pp. 301-302.]
- 6294.** *Protocolo suscrito en Ginebra el 16 de Diciembre de 1920... Estatuto de la Corte permanente de Justicia internacional... Protocolo suscrito en Ginebra el 14 de septiembre de 1929... Modificaciones al Estatuto... Protocolo de adhesión de los Estados Unidos de América... Acta de depósito del instrumento de ratificación por Colombia... Acta de depósito de un nuevo instrumento de ratificación por Colombia de la declaración de aceptación de la disposición facultativa...* [Textes en espagnol.] (Tratados y Convenios de Colombia, Colección hecha por EDUARDO GUZMAN ESPONDA, 1919-1938, Bogota, Imprenta Nacional, 1939, pp. 666-692.)
- 6295.** *Underskrivningsprotokoll for den faste domstol for mellemfolkelig rettspleie, med den til protokollen knyttede facultative bestemmelse, samt domstolens vedtekter.* (Oversettelse.) [Textes norvégiens.] (Utvalg av Norges overenskomster med fremmede Stater, utgitt av det Juridiske Fakultet, utarbeidet av J. G. RÆDER; Oslo, Olsen, 1936; pp. 182-209.)
- 6296.** WINIARSKI (BOHDAN), *Wybór źródeł do nauki Prawa Międzynarodowego.* [Textes choisis pour servir à l'étude du droit international. En polonais.] Warszawa, 1938. [Contient le texte polonais du Statut de la Cour.]
- 6297.** *Współczesna Europa Polityczna. Zbiór umów międzynarodowych 1919-1939.* Opracowali i komentarzami opatrzyli WŁADYSŁAW KULSKI [i] MICHAŁ POTULICKI. [L'Europe politique contemporaine. Recueil des traités internationaux, 1919-1939. En polonais.] Warszawa-Kraków, Księgarnia Powszechna, 1939. In-8°, XIV + 610 pages. [Texte polonais du Statut de la Cour, pp. 119-135.]

3. ACTES LÉGISLATIFS DES DIVERS PAYS. — DOCUMENTS
ET DÉBATS PARLEMENTAIRES. — LOIS ET DÉCRETS
D'APPROBATION ET DE PUBLICATION.

(Voir E 2, pp. 237-262; E 3, pp. 263-272; E 4, pp. 340-344; E 5, pp. 299-301; E 6, pp. 355-368; E 7, pp. 358-367; E 8, pp. 340-346; E 9, pp. 206-208; E 10, pp. 178-179; E 11, pp. 174-178; E 12, pp. 242-244; E 13, pp. 186-189; E 14, p. 206.)

CUBA.

- 6298.** *Protocolo relativo a la Revisión del Estatuto del Tribunal permanente de Justicia internacional.* — *Estatuto del Tribunal permanente de Justicia internacional.* [Por tanto: mando que se publique y se le dé entero cumplimiento....] [Publication des textes du Protocole et du Statut en traductions espagnoles.] (Gaceta oficial, Año XXXIV, Tomo VI, Edición extraordinario N° 206, 1936, 19 de Junio, pp. 2-10.)

FINLANDE. — FINLAND.

- 6299.** *Asetus Pysyvän kansainvälisen tuomioistuimen perussäännön 36 artiklan 2 momenttiin perustuvan, Suomen hallituksen "valinnainen määräys" nimisessä asiakirjassa antaman sitoumuksen voimassaoloajan pidentämisestä.* Annettu Helsingissä 8 päivänä toukokuuta 1937. — *Valinnainen määräys.* [Textes finnois et français.] (Suomen Asetuskokoelma 1937, N:o 210, pp. 479-480.)

GRANDE-BRETAGNE. — GREAT BRITAIN.

- 6300.** *Parliamentary Debates—House of Commons. June 15th, 1938: Membership of P. C. I. J.* (Official Report, Vol. 337, col. 195.) Nov. 24th, 1938: *Countries bound by the Optional Clause.* (Official Report, Vol. 341, col.

1970-1971.) March 1st and 6th, 1939 : *Cases submitted since Jan. 1st, 1931.* (Official Report, Vol. 341, col. 1230-1231, 1760.)

IRAK. — 'IRAQ.

- 6301.** *Law No. 9 of 1938 for the acceptance by 'Iraq of the Statute of the Permanent Court of International Justice and of the compulsory jurisdiction of the said Court.* Annexure 1 : *Protocol of signature of the Statute with the text of this Statute.* Annexure 2 : *Revision of the Statute Protocol. Accession of the United States....* ('Iraq Government Gazette, No. 18, 1938, May 1st, pp. 251-252, 261-281.)

LETTONIE. — LATVIA.

- 6302.** *Likums par Deklarāciju par Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas obligātoriskās jurisdikcijas atzišanu.* [Textes français et letton.] (Likumu un Ministru kabineta noteikumu krājums, 1935. gads, pp. 18-19.) *Pazīnojums.* (*Ibidem*, p. 115.)

NORVÈGE. — NORWAY.

- 6303.** 1936. 26 juni. *Skrivelse fra Utenriksdepartementet Utenriksminister* [H.] KOHT *har under 19 mai 1936, i henhold til bemyndigelse gitt ved kongelig resolusjon av 15 mai 1936, utferdiget en erklæring hvorved Norge fornyer sin tilslutning til den fakultative bestemmelse i undertegningsprotokollen av 16 desember 1920....* (Norsk Lovtidende, 2^{en} avdeling, 1936, p. 400.)

PARAGUAY¹.

- 6304.** *Decreto N° 6172 por el cual se retira la adhesión del Paraguay a la jurisdicción obligatoria establecida por el Estatuto de la Corte permanente de Justicia internacional.* Asunción, Abril 26 de 1938. [Texte espagnol et traduction française.] (Journal officiel [de la] S. d. N., XIX^{me} année, n° 7, 1938, juillet, pp. 650-651.) *Idem* [Spanish text and English translation.] (Official Journal [of the] L. of N., 19th year, No. 7, 1938, July, pp. 650-651.)

3 bis. RATIFICATION DES DIVERS PAYS.

(Voir E 7, pp. 367-368 ; E 8, pp. 346-347 ; E 9, pp. 208-209 ; E 10, p. 179 ; E 11, pp. 178-179 ; E 12, p. 244 ; E 13, p. 189 ; E 14, pp. 206-207.)

- 6305.** *Ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations : Dix-neuvième liste.* (Annexe au Rapport sur l'œuvre de la Société pour l'année 1937/38.) Genève, le 1^{er} sept. 1938. N° officiel : A 6 (a). 1938. Annexe I. (V.) Série de publications de la S. d. N., V : Questions juridiques. 1938. V. 4. In-f°, 138 pages. [C. P. J. I., chap. I et XXII, pp. 9-15, 69-70.]
- 6306.** *Ratification of agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations : Nineteenth list.* (Annex to the Report on the work of the League for the year 1937/38.) Geneva, September 1st, 1938. Official No. : A. 6 (a). 1938. Annex I. (V.) Series of L. of N. publications, V : Legal. 1938. V. 4. F°, 139 pages. [P. C. I. J., Chapters I and XXII, pp. 9-15, 70-71.]
- 6307.** *État actuel des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XIX^{me} année, n° 12, 1938, déc., pp. 1123, 1124 ; *ibidem*, XX^{me} année, nos 3-4, 1939, mars-avril, p. 199.) [Cette liste forme un supplément à la liste complète des signatures et ratifications publiée dans le document A. 6. (a), 1938, annexe I (V).]

¹ Voir les nos 6330-6343 de cette liste.

- 6308.** *Present situation as regards agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations.* (Official Journal [of the] L. of N., 19th year, No. 12, 1938, Dec., pp. 1123, 1124; *ibidem*, 20th year, Nos. 3-4, 1939, March-April, p. 199.) [This list forms a supplement to the complete list of signatures and ratifications published in document A. 6. (a), 1938, Annex I (V).]
- 6309.** *Förklaringar avgivna i enlighet med den s.k. fakultativa klausulen i stadgan för den fasta mellanfolkliga domstolen (art. 36, andra stycket).* Följande stater voro den 1 januari 1938 bundna av den fakultativa klausulen: [Textes français ou anglais avec traductions en suédois.] (Sveriges Överenskommelser med främmande makter, 1938, N:o 7-8, pp. 39-56.)
- 4. ÉLECTION DES JUGES. — JUGES « AD HOC ». — BIOGRAPHIES DES JUGES.**
- (Voir E 2, pp. 262-263; E 3, pp. 272-273; E 4, p. 344; E 5, pp. 301-303; E 6, pp. 368-369; E 7, pp. 368-370; E 8, p. 347; E 9, p. 209; E 10, pp. 179-180; E 11, pp. 179-181; E 12, pp. 244-251; E 13, pp. 189-196; E 14, pp. 207-209.)
- 6310.** *Société des Nations. Cour permanente de Justice internationale : Élection pour pourvoir le siège devenu vacant par suite du décès de M. ÅKE HAMMARSKJÖLD. Note du Président de l'Assemblée sur la procédure à suivre dans l'élection.* Genève, le 12 sept. 1938. A. 29. 1938. V. In-f°, 1 page.
- 6311.** *League of Nations. Permanent Court of International Justice : Election to the vacancy created by the death of M. ÅKE HAMMARSKJÖLD. Note by the President of the Assembly on the procedure to be followed in the election.* Geneva, Sept. 12th, 1938. A. 29. 1938. V. F°, 1 page.
- 6312.** *Société des Nations. Cour permanente de Justice internationale : Élection pour pourvoir le siège devenu vacant par suite du décès de M. ÅKE HAMMARSKJÖLD. Liste des candidats désignés par les groupes nationaux.* Genève, le 8 sept. 1938. A. 28. 1938. V. In-f°, 7 pages.
- 6313.** *League of Nations. Permanent Court of International Justice : Election to the vacancy created by the death of M. ÅKE HAMMARSKJÖLD. List of candidates nominated by the national groups.* Geneva, Sept. 8th, 1938. A. 28. 1938. V. F°, 7 pages.
- 6314.** *Assemblée de la Société des Nations. 19^{me} Session ordinaire, tenue à Genève du 12 au 30 sept. 1938. 10^{me} séance plénière, tenue le 26 sept. 1938. 36. Cour permanente de Justice internationale : Élection d'un juge au siège devenu vacant par suite du décès de M. ÅKE HAMMARSKJÖLD. [Le Président déclare M. RAFAEL WALDEMAR ERICH élu juge à la Cour....] (Actes de la 19^{me} Session ordinaire de l'Assemblée, Séances plénières, Compte rendu des débats : Journal officiel [de la] S. d. N., Supplément spécial n° 183, pp. 92-93.)*
- 6315.** *Assembly of the League of Nations. 19th Ordinary Session, held at Geneva from Sept. 12th to Sept. 30th, 1938. 10th meeting, held on Sept. 26th, 1938. 36. Permanent Court of International Justice : Election of a Judge to fill the vacancy created by the death of M. ÅKE HAMMARSKJÖLD. [The President declares M. RAFAEL WALDEMAR ERICH elected a Judge of the Court....] (Records of the 19th Ordinary Session of the Assembly, Plenary Meetings, Text of the Debates : Official Journal [of the] L. of N., Special Supplement No 183, pp. 92-93.)*
- 6316.** *Conseil de la Société des Nations. 103^{me} Session, tenue à Genève du 26 au 30 sept. 1938. 1^{ère} séance (secrète), tenue le 26 sept. 1938. 4086. Cour permanente de Justice internationale : Élection d'un juge en vue de pourvoir le siège devenu vacant par suite du décès de M. ÅKE HAMMARSKJÖLD. [... le Conseil élit M. RAFAEL WALDEMAR ERICH juge à la Cour....] (Journal officiel [de la] S. d. N., XIX^{me} année, n° 11, 1938, nov., p. 868.)*

- 6317.** *Council of the League of Nations. 103rd Session, held at Geneva from Sept. 26th to Sept. 30th, 1938. 1st meeting (secret) held on Sept. 26th, 1938* 4086. *Permanent Court of International Justice: Election of a Judge to fill the vacancy created by the death of M. ÅKE HAMMARSKJÖLD [... the Council elected M. RAFAEL WALDEMAR ERICH to be a judge of the Court...]* (Official Journal [of the] L. of N., 19th year, No. 11, 1938, Nov., p. 868.)
- 6318.** *Société des Nations. Cour permanente de Justice internationale: Élection des Membres de la Cour permanente pour la période du 1^{er} janvier 1940 au 31 décembre 1948. Liste des candidats désignés par les groupes nationaux.* Genève, Société des Nations, le 1^{er} juin 1939. C. 167. M. 98. 1939. V. In-f°, 13 pages.
- 6319.** *League of Nations. Permanent Court of International Justice: Election of the Members of the Court for the period January 1st, 1940, to December 31st, 1948. List of candidates nominated by the national groups.* Geneva, League of Nations, June 1st, 1939. C. 167. M. 98. 1939. V. 1°, 13 pages.
-
- 6320.** WEHBERG (HANS), *Zur 10. Wiederkehr des Todestages von ANDRÉ WEISS.* (Die Friedens-Warte, 38. Jahrgang, Nr. 5, 1938, pp. 248-249.)
- 6321.** [ALTAMIRA Y CREVEA (RAFAËL), *L'amour et l'accomplissement du devoir: ÅKE HAMMARSKJÖLD †.* (Revue mexicaine "Hoy", 1937).]
- 6322.** HAWKIN (R. C.), JOHN BASSETT MOORE *and International Arbitration.* (The Arbitration Journal, Vol. 2, No. 3, 1938, July, pp. 263-265.)
- 6323.** B., *Minister RAFAEL ERICH valgt til Dommer i den Faste Domstol for Mellemfolkelig Retspleje.* (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 9, Fasc. 3, 1938, pp. 203-205.)
- 6324.** B., RAFAEL WALDEMAR ERICH *élu Membre de la Cour permanente de Justice internationale.* (Nordisk Tidsskrift for International Ret: Acta Scandinavica juris gentium, Vol. 9, Fasc. 3, 1938, pp. 93-94.)
- 6325.** WEHBERG (HANS), RAFAEL WALDEMAR ERICH *Richter am Weltgerichtshof.* (Die Friedens-Warte, XXXIX. Jahrgang, 1939, Nr. 1/2, pp. 64-65.)

5. INAUGURATION DE LA COUR.

(Voir E 2, pp. 263-264; E 3, p. 273.)

6. PRÉPARATION DU RÈGLEMENT. — PROCÉDURE. — TEXTES DU RÈGLEMENT ET DU RÈGLEMENT RÉVISÉ.

(Voir E 2, pp. 264-265; E 3, pp. 273-274; E 4, pp. 344-345; E 5, pp. 303-304; E 6, p. 370; E 7, p. 371; E 8, p. 348; E 9, p. 209; E 10, p. 180; E 11, pp. 181-182; E 12, p. 252; E 13, pp. 196-197; E 14, p. 210.)

A. — *Documents officiels.*

B. — *Publications non officielles. — Commentaires.*

- 6326.** KUČERA (BOHUMIL), *Základní problémy mezinárodního soudního procesu.* [Problèmes fondamentaux de la procédure judiciaire internationale. En tchèque.] Praha, "Orbis", 1938. In-8°, X+337 pages. [C. P. J. I., pp. 21, 40, 78, 170, 194, 198.]
- 6327.** RUPP (HANS), *Staatsvertreter vor Internationalen Schiedsgerichten.* Inaugural-Dissertation.... Friedrich-Wilhelms-Universität, Berlin, 1933. Berlin, Triltsch & Huther, 1938. 8°, 127 pages. [C. P. J. I., *passim.*]

- 6328.** SANDIFER (DURWARD V.), *Evidence before international tribunals*. Chicago, Ill., The Foundation Press, 1939. 8°, XII+443 pages. [P. C. I. J., *passim*: See Index under the heading Permanent Court of International Justice, pp. 432-434.]

7. COMPÉTENCE ET EXTENSION DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR.
— COMPÉTENCE CONSULTATIVE DE LA COUR. — CONDITIONS DE
VOTE DES DEMANDES D'AVIS CONSULTATIF ADRESSÉES A LA COUR.

A. — *Documents officiels.*

(Voir E 2, p. 265; E 3, p. 274; E 4, p. 345; E 5, p. 304; E 6, p. 371; E 8, p. 349; E 10, p. 181; E 11, p. 182; E 12, pp. 253-254; E 13, pp. 197-198; E 14, pp. 210-211.)

- 6329.** *Septième Addendum à la quatrième édition de la Collection des Textes régissant la compétence de la Cour.* (Publications de la Cour, Série D, n° 6.) [Extrait du Quatorzième Rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale (Série E, n° 14).] — *Seventh Addendum to the fourth edition of the Collection of Texts governing the jurisdiction of the Court.* (Publications of the Court, Series D., No. 6.) [Extract from the Fourteenth Annual Report of the Permanent Court of International Justice (Series E., No. 14).] Leyde, Sijthoff, 1938. In-8°, 86 pages.

- 6330.** *Cour permanente de Justice internationale: Disposition facultative reconnaissant la juridiction de la Cour telle qu'elle est décrite à l'article 36 du Statut (Genève, le 16 déc. 1920). Communication du Gouvernement du Paraguay annonçant le retrait de sa déclaration d'acceptation reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la C. P. J. I. Note du Secrétaire général, le 20 juin 1938. I. Lettre, en date du 27 mai 1938, de l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Paraguay en France au Secrétaire général. Annexe: Decreto N° 6172 por el cual se retira la adhesión del Paraguay a la jurisdicción obligatoria establecida por el Estatuto de la Corte permanente de Justicia internacional. Asunción, Abril 26 de 1938. Traduction: Décret n° 6172 aux termes duquel le Paraguay retire son adhésion à la juridiction obligatoire établie par le Statut de la C. P. J. I. II. Lettre, en date du 13 juin 1938, du Secrétaire général à l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Paraguay en France, le 13 juin 1938. C. 208. M. 114. 1938. V. (Journal officiel [de la] Société des Nations, XIX^{me} année, n° 7, 1938, juillet, pp. 650-652.)*

- 6331.** DISPOSITION FACULTATIVE.... RETRAIT PAR LE PARAGUAY DE SA DÉCLARATION D'ADHÉSION....: *Communication du Gouvernement de la Bolivie à ce sujet (le 29 juin 1938). Réponse, en date du 7 juillet 1938, du Secrétaire général.... C. 223. M. 125. 1938. V. (Journal officiel [de la] S. d. N., XIX^{me} année, nos 8-9, 1938, août-sept., pp. 686-687.)*

- 6332.** *Idem: Communication du Gouvernement de la Belgique.... (le 2 juillet 1938). Réponse, en date du 7 juillet 1938, du Secrétaire général.... C. 224. M. 126. 1938. V. (Journal officiel [de la] S. d. N., XIX^{me} année, nos 8-9, 1938, août-sept., p. 687.)*

- 6333.** *Idem: Communication du Gouvernement du Brésil.... (le 12 juillet 1938). Réponse, en date du 8 août 1938, du Secrétaire général.... C. 243. M. 142. 1938. V. (Journal officiel [de la] S. d. N., XIX^{me} année, n° 12, 1938, déc., pp. 1180-1181.)*

- 6334.** *Idem: Communication du Gouvernement de la Suède.... (le 23 août 1938). Réponse, en date du 26 août 1938, du Secrétaire général.... C. 275. M. 166. 1938. V. (Journal officiel [de la] S. d. N., XIX^{me} année, n° 12, 1938, déc., p. 1181.)*

- 6335.** *Idem* : *Communication du Gouvernement de la Tchécoslovaquie...* (le 29 août 1938). *Réponse, en date du 1^{er} sept. 1938, du Secrétaire général...* C. 281. M. 170. 1938. V. (Journal officiel [de la] S. d. N., XIX^{me} année, n^o 12, 1938, déc., p. 1182.)
- 6336.** *Idem* : *Communication du Gouvernement néerlandais...* (le 30 janv. 1939). *Réponse, en date du 1^{er} février 1939, du Secrétaire général...* C. 67. M. 29. 1939. V. (Journal officiel [de la] S. d. N., XX^{me} année, nos 3-4, 1939, mars-avril, pp. 235-236.)
- 6337.** *Permanent Court of International Justice: Optional Clause recognising the Court's jurisdiction, as described in Article 36 of the Statute (Geneva, Dec. 16th, 1920). Communication from the Government of Paraguay announcing the withdrawal of its declaration recognising as compulsory the jurisdiction of the P. C. I. J. Note by the Secretary-General, June 20th, 1938. I. Letter, dated May 27th, 1938, from the Envoy extraordinary and Minister plenipotentiary of Paraguay in France to the Secretary-General. May 27th, 1938. Annex: Decreto N^o 6172 por el cual se retira la adhesión del Paraguay a la jurisdicción obligatoria establecida por el Estatuto de la Corte permanente de Justicia internacional. Asunción. Abril 26 de 1938. Translation: Decree No. 6172, by which Paraguay withdraws her acceptance of the Compulsory Jurisdiction provided for by the Statute of the P. C. I. J. II. Letter, dated June 13th, 1938, from the Secretary-General to the Envoy extraordinary and Minister plenipotentiary of Paraguay in France, June 13th, 1938. (Official Journal [of the] League of Nations, 19th year, No. 7, 1938, July, pp. 650-652).*
- 6338.** *OPTIONAL CLAUSE... WITHDRAWAL BY PARAGUAY OF ITS DECLARATION... Communication from the Government of Bolivia relating to...* (June 29th, 1938). *Reply, dated July 7th, 1938, from the Secretary-General...* C. 223. M. 125. 1938. V. (Official Journal [of the] L. of N., 19th year, Nos. 8-9. 1938, Aug.-Sept., pp. 686-687.)
- 6339.** *Idem* : *Communication from the Government of Belgium...* (July 2nd, 1938). *Reply, dated July 7th, 1938, from the Secretary-General...* C. 224. M. 126. 1938. V. (Official Journal [of the] L. of N., 19th year, Nos. 8-9. 1938, Aug.-Sept., p. 687.)
- 6340.** *Idem* : *Communication from the Government of Brazil...* (July 12th, 1938). *Reply, dated August 8th, 1938, from the Secretary-General...* C. 243. M. 142. 1938. V. (Official Journal [of the] L. of N., 19th year, No. 12, Dec., pp. 1180-1181.)
- 6341.** *Idem* : *Communication from the Government of Sweden...* (August 23rd, 1938.) *Reply, dated August 26th, 1938, from the Secretary-General...* C. 275. M. 166. 1938. V. (Official Journal [of the] L. of N., 19th year, No. 12, 1938, Dec., p. 1181.)
- 6342.** *Idem* : *Communication from the Government of Czechoslovakia...* (August 29th, 1938). *Reply, dated Sept. 1st, 1938, from the Secretary-General...* C. 281. M. 170. 1938. V. (Official Journal [of the] L. of N., 19th year, No. 12, 1938, Dec., p. 1182.)
- 6343.** *Idem* : *Communication from the Netherlands Government...* (Jan. 30th, 1939). *Reply, dated Feb. 1st, 1939, from the Secretary-General...* C. 67. M. 29. 1939. V. (Official Journal [of the] L. of N., 20th year, Nos. 3-4, 1939, March-April, pp. 235-236.)

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 2, pp. 265-266 ; E 3, pp. 274-276 ; E 4, pp. 345-347 ; E 5, pp. 305-306 ; E 6, pp. 371-373 ; E 7, pp. 372-373 ; E 8, pp. 349-352 ; E 9, pp. 209-211 ; E 10, pp. 181-184 ; E 11, pp. 182-184 ; E 12, pp. 254-257 ; E 13, pp. 198-200 ; E 14, pp. 211-212.)

- 6344.** LIENAU (ROBERT ALBRECHT), *Stellung und Befugnisse des Präsidenten des Ständigen Internationalen Gerichtshofes*. Dissertation, Kiel, 1938. Berlin, Deutsche Zentraldruckerei, 1938. 8°, 147 pages.
-
- 6345.** KUNERALP (ZEKI KEMAL), *Die Konkurrenz internationaler Schiedsgerichtsbarkeiten*. Bern (Haupt), 1938. 8°, VI+78 pages.
- 6346.** TÉNÉKIDÈS (C. G.), *Les actes compromissaires concurrents*. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 63^{me} année, 1936, pp. 719-740.)
- 6347.** THÉVENAZ (HENRI), *Les compromis d'arbitrage devant la Cour permanente de Justice internationale*. Neuchâtel, Delachaux & Niestlé, S. A., 1938. In-8°, 110 pages.
-
- 6348.** TABATA (S.), *The State and Individuals as the "Adressat" of International Law*. [In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVIII, No. 5, 1939, May.)
-
- 6349.** JENKS (C. WILFRED), *The interpretation and application of municipal law by the Permanent Court of International Justice*. (The British Year Book of International Law, 1938, 19th year of issue, pp. 67-103.)
- 6350.** KOPELMANAS (L.), *Essai d'une théorie des sources formelles du droit international*. (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, XII^{me} année, t. XXI, n° 1, 1938, janv.-févr.-mars, pp. 101-150.)
- 6351.** LAUTERPACHT (H.), *Règles générales du droit de la paix*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, La Haye, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1937 : IV = t. 62 de la collection, pp. 99-419.) [Art. 38^o du Statut de la C. P. J. I.]
- 6352.** PETRASCHKE (KARL), *System der Philosophie des Staates und des Völkerrechts*. Zürich-Leipzig, Verlag für Recht und Gesellschaft, 1938. 8°, VII+664 pages. [Die „allgemeinen Rechtsgrundsätze“ des Völkerrechts, pp. 514-525.]
-
- 6353.** FACHIRI (ALEXANDER P.), *Repudiation of the Optional Clause*. (The British Year Book of International Law, XX, 1939, pp. 52-58.)
- 6354.** VERZIJJ (J. H. W.), *De facultatieve clausule in de praktijk der internationale rechtspraak*. I. (Nederlandsch Juristenblad, 13e jaargang, Afl. 30, 1938, 10 Sept., pp. 691-695.) *Idem*, II. (*Ibidem*, Afl. 31, 17 Sept., pp. 719-729.)
-
- 6355.** MUNRO (HECTOR), *The international equity tribunal*. I. (The New Commonwealth, No. 11, Vol. 6, 1938, August, pp. 207-208.) *Idem*, II. (*Ibidem*, No. 12, Vol. 6, 1938, Sept., pp. 229-230.) *Idem*, III. (*Ibidem*, No. 1, Vol. 7, pp. 13-14.) [Equity in the Permanent Court, p. 14.]
-
- 6356.** YOKOTA (K.), *On the conception of legal disputes*. [In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVIII, No. 1, 1939, Jan.)

- 6357.** YOKOTA (K.), *On the conception of legal disputes.* [In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVIII, No. 2, 1939, Feb.)
- 6358.** YOKOTA (K.), *On the conception of legal disputes.* [In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVIII, No. 3, 1939, March.)
- 6359.** YOKOTA (K.), *On the conception of legal disputes.* [In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVIII, No. 4, 1939, April.)
- 6360.** YOKOTA (K.), *On the conception of legal disputes.* [In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVIII, No. 5, 1939, May.)

-
- 6361.** HAMMARSKJÖLD (Å.), *Revision de l'article 30 de la Convention de Genève.* (Revue internationale de la Croix-Rouge, 1938, pp. 428-442.)

8. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE.

(Voir E 2, p. 350 [n° 1292]; E 3, p. 316 [n° 1847]; E 4, p. 347; E 5, p. 306; E 6, p. 373; E 7, pp. 373-374; E 8, p. 351; E 9, p. 211; E 10, p. 184; E 11, p. 184; E 12, pp. 257-258; E 13, pp. 200-201.)

- 6362.** GENET (RAOUL), *L'extension des privilèges et immunités diplomatiques.* (Archives diplomatiques et consulaires, 1938, 10 oct., pp. 375-380.) [C. P. J. I., pp. 379-380.]

9. ORGANISATION DU GREFFE DE LA COUR.

(Voir E 7, p. 374; E 12, p. 258.)

10. LOCAUX DE LA COUR DANS LE PALAIS DE LA PAIX.

(Voir E 9, pp. 211-212; E 10, p. 185; E 11, pp. 184-185.)

- 6363.** *Het Vredespaleis 25 jaar.* (Pro Pace, officiëel orgaan van den R.K. Vredesbond in Nederland, 10^e jaargang, Nr. 5, 1938, Sept., pp. 82-87.)
-

C. — L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE ET CONSULTATIVE DE LA COUR

I. ACTES ET DOCUMENTS RELATIFS AUX ARRÊTS ET AUX AVIS.

(Voir E 2, pp. 266-268 ; E 3, pp. 276-277 ; E 4, p. 348 ; E 5, p. 307 ; E 6, pp. 374-375 ; E 7, pp. 375-376 ; E 8, pp. 351-352 ; E 9, pp. 212-213 ; E 10, pp. 185-186 ; E 11, pp. 185-186 ; E 12, pp. 258-259 ; E 13, p. 202 ; E 14, p. 213.)

[Publications de la] Cour permanente de Justice internationale. Série C. Plaidoiries, Exposés oraux et Documents. Nos 83-86. — [Publications of the] Permanent Court of International Justice. Series C. Pleadings, Oral Statements and Documents. Nos. 83-86. Leyde, Sijthoff, 1938-1939. In-8°. [Continuation.]

6364. Année judiciaire 1937. N° 83. *Affaire Borchgrave. Arrêt du 6 novembre 1937.* (Série A/B, fasc. n° 72.) — Judicial Year 1937. No. 83. *The Borchgrave case. Judgment of November 6th, 1937.* (Series A./B., Fasc. No. 72.)

6365. Années judiciaires 1936-1938. N° 84. *Phosphates du Maroc. Arrêt du 14 juin 1938.* (Série A/B, fasc. n° 74.) *Requête. — Pièces de la procédure écrite. —* Judicial Years 1936-1938. No. 84. *Phosphates in Morocco. Judgment of June 14th, 1938.* (Series A./B., Fasc. No. 74.) *Application.—Documents of the written proceedings.*

6366. Années judiciaires 1936-1938. N° 85. *Phosphates du Maroc. Arrêt du 14 juin 1938.* (Série A/B, fasc. n° 74.) *Procès-verbaux.— Plaidoiries.— Documents déposés.— Correspondance. — Table et index. —* Judicial Years 1936-1938. No. 85. *Phosphates in Morocco. Judgment of June 14th, 1938.* (Series A./B., Fasc. No. 74.) *Minutes.—Pleadings.—Documents filed.—Correspondence.—Contents and index.*

6367. Années judiciaires 1938-1939. N° 86. *Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. Ordonnance du 30 juin 1938. Arrêt du 28 février 1939.* (Série A/B, fasc. nos 75 et 76.) — Judicial Years 1938-1939. No. 86. *The Panevezys-Saldutiskis Railway case. Order of June 30th, 1938. Judgment of February 28th, 1939.* (Series A./B., Fasc. Nos. 75 and 76.)

2. TEXTES DES ARRÊTS ET DES AVIS.

A. — Textes officiels.

(Voir E 2, pp. 269-270 ; E 3, p. 277 ; E 4, p. 349 ; E 5, pp. 308-309 ; E 6, p. 375 ; E 7, p. 376 ; E 8, pp. 352-353 ; E 9, pp. 213-215 ; E 10, p. 187 ; E 11, p. 186 ; E 12, p. 259 ; E 13, pp. 202-203 ; E 14, p. 213.)

[Publications de la] Cour permanente de Justice internationale. Série A/B. Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs. Fascicules nos 76-78. — [Publications of the] Permanent Court of International Justice. Series A./B. Judgments, Orders and Advisory Opinions. Fascicules Nos. 76-78. Leyde, Sijthoff, 1939. In-8°. [Continuation.]

6368. Fasc. n° 76. *Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. Arrêt du 28 février 1939.* 1939. *Judgment of February 28th, 1939.* Fasc. No. 76. *The Panevezys-Saldutiskis Railway case.*

6369. Fasc. n° 77. *Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie. (Exception préliminaire.) Arrêt du 4 avril 1939.* 1939. *Judgment of April 4th, 1939.* Fasc. No. 77. *The Electricity Company of Sofia and Bulgaria. (Preliminary objection.)*

- 6370.** Fasc. n° 78. *Société commerciale de Belgique. Arrêt du 15 juin 1939.* 1939. *Judgment of June 15th, 1939.* Fasc. No. 78. *The "Société commerciale de Belgique"*.

B. — *Publications non officielles (in extenso ou en résumé).*

(Voir E 2, pp. 270-278; E 3, pp. 278-279; E 4, pp. 350-353; E 5, pp. 309-310; E 6, pp. 376-379; E 7, pp. 376-378; E 8, pp. 353-357; E 9, pp. 215-217; E 10, pp. 187-189; E 11, pp. 186-189; E 12, pp. 259-261; E 13, pp. 203-204; E 14, pp. 213-215.)

- 6371.** *World Court reports. A collection of the Judgments, Orders and Opinions of the Permanent Court of International Justice.* Edited by MANLEY O. HUDSON, with the collaboration of RUTH E. BACON. Vol. III: 1932-1935. Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1938. 8°, XVI + 549 pages.

- 6372.** *Giurisprudenza internazionale. Corte permanente di Giustizia internazionale, 6 Aprile 1935.* [*Éccl'es minoritaires en Albanie. Avis consultatif du 6 avril 1935. Texte français.*] (*Rivista di Diritto internazionale, Anno XXX, Fasc. I-II, 1938, pp. 142-155.*)

- 6373.** *Giurisprudenza internazionale. Corte permanente di Giustizia internazionale, 4 Dicembre 1935.* [*Compatibilité de certains décrets-lois dantzikois avec la Constitution de la Ville libre. Avis consultatif du 4 déc. 1935. Texte français.*] (*Rivista di Diritto internazionale, Anno XXX, Fasc. III-IV, 1938, pp. 427-443.*)

- 6374.** FACHIRI (ALEXANDER P.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice.* [I:] *Judgment delivered June 28, 1937. Diversion of water from the Meuse.* [II:] *Judgment delivered October 8, 1937. Lighthouses in Crete and Samos.* [III:] *Judgment delivered November 6, 1937. The Borchgrave case.* (*The British Year Book of International Law, 1938, 19th year of issue, pp. 231-235.*)

- 6375.** *Cour permanente de Justice internationale. Arrêt du 8 oct. 1937. Affaire des phares en Crète et à Samos.* (*La Documentation internationale politique, juridique et économique, nos 45-46, 5^{me} année, 1938, mars-avril, pp. 46-48.*)

- 6376.** *Cour permanente de Justice internationale. Ordonnance du 30 avril 1938. Affaire Borchgrave. (Désistement.) Arrêt du 14 juin 1938. Phosphates du Maroc. (Exceptions préliminaires.)* [Textes.] (*La Documentation internationale politique, juridique et économique, nos 51-52, 5^{me} année, 1938, sept.-oct., pp. 106-110.*)

- 6377.** *Jurisprudence internationale. Cour permanente de Justice internationale. Ordonnance du 30 avril 1938: Affaire Borchgrave. (Désistement.) Arrêt du 14 juin 1938. Affaire des phosphates du Maroc. (Exceptions préliminaires.)* (*Revue internationale française du Droit des gens, 3^{me} année, t. V, n° 5, 1938, mai-15 juin, pp. 354-358.*)

- 6378.** *Cour permanente de Justice internationale. Ordonnance du 30 juin 1938: Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. (Exceptions préliminaires.)* (*La Documentation internationale politique, juridique et économique, 6^{me} année, nos 57-58, 1939, mars-avril, pp. 36-37.*)

3. ÉTUDES SUR LES ARRÊTS ET LES AVIS.

(Voir E 2, pp. 294-302; E 3, pp. 281-285; E 4, pp. 354-360; E 5, pp. 311-316; E 6, pp. 380-386; E 7, pp. 379-384; E 8, pp. 360-369; E 9, pp. 220-227; E 10, pp. 194-204; E 11, pp. 189-194; E 12, pp. 261-268; E 13, pp. 204-209; E 14, pp. 215-218.)

6379. *Annual Digest of public international law cases. Being a selection from the decisions of international and national courts and tribunals given during the years 1931 and 1932.* Edited by H. LAUTERPACHT. London, etc., Butterworth & Co., 1938. 8°, XLV+464 pages. [P. C. I. J., pp. 21-31, 47, 95-105, 209-213, 234, 283, 284, 322, 362-368, 383-385, 403, 406, 410-413, 427-433.]

6379 a. GENET (RAOUL), *Précis de Jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale.* Accompagné des textes concernant la Cour et de tables. 2^{me} édition, recomplétée. [Paris, 1939.] In-8°, XV+310 pages.

6380. GOODRICH (LELAND M.), *The nature of the advisory opinions of the Permanent Court of International Justice.* (The American Journal of International Law, Vol. 32, No. 4, 1938, Oct., pp. 738-758.)

6381. HOSTIE (J.), *Les affaires de communication devant la Cour permanente de Justice internationale.* [Suite.] (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, XII^{me} année, t. XXII, n° 3, 1938, juillet-août-sept., pp. 105-156.)

6382. JENKS (C. WILFRED), *The authority in English Courts of Decisions of the Permanent Court of International Justice.* (The British Year Book of International Law, XX, 1939, pp. 1-36.)

6383. KAUFMANN (HANS), *Die Gutachten des Ständigen Internationalen Gerichtshofes als Mittel zwischenstaatlicher Streitschlichtung.* Dissertation.... Juristische Fakultät der Universität Basel. Institut für Internationales Recht und Internationale Beziehungen, Schriftenreihe, Heft 1. Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1939. 8°, 239 pages.

6384. LA PRADELLE (A. DE [GEOUFFRE DE]), *Les grands cas de la jurisprudence internationale.* Cours professé à la Faculté de droit de Paris. (Doctorat. Droit des gens, déc. 1937 — mai 1938.) Paris, Les Éditions internationales, 1938. In-8°.

6385. NEGULESCO (DÉMÈTRE), *La jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale. Six conférences à l'Institut des Hautes Études internationales de la Faculté de droit de Paris, avril 1939.*

6385 a. WITENBERG (J. C.), *L'activité de la Cour permanente de Justice internationale en 1937-1938.* (Journal du Droit international, 1939, n° 2, pp. 337-359.)

6386. VÁLI (FERENC), *Az Állandó Nemzetközi Biróság. Az agrár alap.* [La Cour permanente de Justice internationale. Le Fonds agraire. En hongrois.] (Külügyi Szemle, 1938, XV, évf. 3 sz., pp. 380-381.)

6387. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice.* [Series A./B., Nos. 66, 68: *The Pajzs, Csáky, Esterházy case. Order of May 23rd, 1936. Judgment of Dec. 16th, 1936.* In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVII, No. 8, 1938 Oct.)

6388. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., Nos. 67, 69: *The Losinger & Co. case. Order of June 27th, 1936. Order of Dec. 14th, 1936.* In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVII, 1938, No. 9, Nov.)
-
6389. TELDERS (B. M.), *L'Affaire des prises d'eau à la Meuse*. (Grotius, *Annuaire international pour 1938*, pp. 100-103.)
6390. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., No. 70: *Diversion of water from the Meuse. Judgment of June 28th, 1937.* In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVII, No. 10, 1938, Dec.)
-
6391. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., No. 71: *Lighthouses in Crete and Samos. Judgment of Oct. 8th, 1937.* In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVIII, No. 1, 1939, Jan.)
-
6392. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., No. 72: *The Borchgrave case. (Preliminary objections.) Judgment of Nov. 6th, 1937.* In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVIII, No. 2, 1939, Feb.)
-
6393. *L'Affaire des phosphates marocains devant la Cour de La Haye*. (Afrique française, *Renseignements coloniaux*, n° 6 bis, 1938, juin, pp. 137-144.)
6394. FACHIRI (ALEXANDER P.), *Judgment of the Permanent Court of International Justice, delivered June 14, 1938. Phosphates in Morocco*. (The British Year Book of International Law, XX, 1939, pp. 142-145.)
6395. RENÉ-LECLERC (C.), *Le conflit franco-italien à propos des phosphates marocains devant la Cour de La Haye*. (*Correspondance d'Orient*, 31: 370-372, 1938, août.)
6396. SCH[MITZ] [ERNST], *Urteil des Ständigen Internationalen Gerichtshofes vom 14. Juni 1938 in dem italienisch-französischen Streit über die Phosphatvorkommen in Französisch-Marokko*. (*Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, Band VIII, Nr. 4, 1938, Dez., pp. 749-759.)
6397. YOKOTA (K.), *Judgments of the Permanent Court of International Justice*. [Series A./B., No. 74: *The Phosphates in Morocco case. (Preliminary objections.) Judgment of June 14th, 1938.* In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXXVIII, No. 5, 1939, May.)
-
6398. VERZIJL, (J. H. W.), *De Baltische Spoorwegkwesitie. I.* (Nederlandsch Juristenblad, 14e jaargang, Afl. 16, 1939, 22 April, pp. 331-338.) *Idem*, II. (*Ibidem*, Afl. 17, 1939, 29 April, pp. 347-358.)

4. SUITES DES ARRÊTS ET DES AVIS.

(Voir E 2, pp. 278-294; E 3, pp. 279-281; E 4, pp. 353-354; E 5, pp. 310-311; E 7, pp. 378-379; E 8, pp. 357-360; E 9, pp. 217-220; E 10, pp. 189-194; E 11, pp. 195-196; E 12, pp. 268-271; E 13, pp. 209-210; E 14, pp. 218-219.)

COMPÉTENCE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE ENTRE GALATZ ET BRAÏLA. (Avis consultatif de la C. P. J. I. du 8 déc. 1927. Publications de la Cour, Série B, n° 14.)

- 6399.** *Arrangement relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission européenne du Danube (Sinaïa, le 18 août 1938) entre la France, le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord, et la Roumanie.* (Texte: La Documentation internationale politique, juridique et économique, 6^{me} année, nos 59-60, 1939, mai-juin, pp. 60-63.)
- 6400.** *Accord signé à Bucarest, le 1^{er} mars 1939, relatif à l'entrée de l'Allemagne dans la Commission européenne du Danube et à l'adhésion de l'Allemagne et de l'Italie à l'arrangement signé à Sinaïa le 18 août 1938.* (Texte: La Documentation internationale politique, juridique et économique, 6^{me} année, nos 59-60, 1939, mai-juin, pp. 63-64.)
- [Ratifiés par tous les États signataires. Entrés en vigueur le 13 mai 1939. (Reichsgesetzblatt, 1939, Teil II, Nr. 21, 20. Mai, p. 766. Textes français et allemand de l'Accord de Bucarest et de l'Arrangement de Sinaïa : Ibidem, pp. 766-778.)]

AFFAIRE DES ZONES FRANCHES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX. (Arrêt de la C. P. J. I. du 7 juin 1932. Publications de la Cour, Série A/B, n° 46.)

- 6401.** *Commission permanente franco-suisse des zones franches. Procès-verbaux de l'année 1935.* Avec cartes. Paris, Imprimerie nationale, 1936. In-4°, 226 pages.
- 6402.** *Commission permanente franco-suisse des zones franches. Procès-verbaux de l'année 1936.* Avec carte hors texte. Paris, Imprimerie nationale, 1937. In-4°, 290 pages.
- 6403.** *Réponse du Conseil d'État, du 4 mai 1938, à l'interpellation de M. NICOLE du 9 avril 1938 sur la situation économique du canton, du commerce en particulier et sur les effets des zones franches sur la situation économique.* (Mémoire des séances du Grand Conseil de Genève, 1938, t. I, pp. 392-400.)
- 6404.** *La question des Zones.* [Réponse de M. PICOT, Président du Conseil d'État de Genève, à une interpellation de M. NICOLE.] (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, XII^{me} année, t. XXII, n° 3, 1938, juillet-août-sept., pp. 206-208.)
- 6405.** *Rapport de la Chambre de commerce et de l'Association des intérêts de Genève au Conseil d'État sur les mesures propres à redresser la situation économique du Canton de Genève.* Genève, 1939. In-8°. [Régime des zones franches, pp. 5-6, 24.]
- 6406.** *Soixante-quatorzième Rapport annuel de la Chambre de commerce de Genève.* Exercice 1938. Genève, 1939. In-8°. [Zones franches, pp. 8-9.]

- 6407.** HERTZ (WILHELM G.), *Les « fondements » de la nullité dans la justice internationale.* (Revue internationale de la théorie du droit, année XII, 1938, n° 4, pp. 327-336.)

D. — GÉNÉRALITÉS

I. SOURCES OFFICIELLES.

(Voir E 2, pp. 303-305; E 3, pp. 285-286; E 4, pp. 360-362; E 5, pp. 316-318; E 6, pp. 386-388; E 7, pp. 384-385; E 8, pp. 369-371; E 9, pp. 227-229; E 10, pp. 204-205; E 11, pp. 196-198; E 12, pp. 272-274; E 13, pp. 211-212; E 14, p. 220.)

6408. *Journal officiel [de la] Société des Nations [et] Suppléments spéciaux.* 1938-1939. [Voir l'Index sous « Cour permanente de Justice internationale ».]

6409. *Official Journal [of the] League of Nations [and] Special Supplements.* 1938-1939. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]

6410. *Société des Nations. Actes [et Documents] de la Dix-Neuvième Assemblée,* 1938. Genève, 1938. [Voir l'Index sous « Cour permanente de Justice internationale ».]

6411. *League of Nations. Records [and Documents] of the Nineteenth Assembly,* 1938. Geneva, 1938. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]

6412. *Procès-verbaux des Sessions du Conseil de la Société des Nations,* 1938-1939. [Voir l'Index sous « Cour permanente de Justice internationale ».]

6413. *Minutes of the sessions of the Council of the League of Nations,* 1938-1939. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]

6414. *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations,* 1938-1939. [Il existe des éditions française, anglaise et espagnole de ce Résumé.]

6415. *Monthly Summary of the League of Nations,* 1938-1939. [Published in English, French and Spanish.]

6416. *Quinzième Rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale.* (15 juin 1938 — 15 juin 1939.) Leyde, Sijthoff, 1939. In-8°. (Publications de la Cour, Série E, n° 15.)

6417. *Fifteenth Annual Report of the Permanent Court of International Justice* (June 15th, 1938—June 15th, 1939.) Leyden, Sijthoff, 1939. 8°. (Publications of the Court, Series E., No. 15.)

6418. *Société des Nations. Rapport sur l'œuvre de la Société,* 1937/38. 2^{me} partie. Genève, le 5 sept. 1938. N° officiel: A. 6 (a). 1938. Série des publications de la S. d. N. Questions générales. 1938. 5. In-8°, 92 pages. [C. P. J. I., pp. 71-92.]

6419. *League of Nations. Report on the work of the League,* 1937/38. Part II. Geneva, Sept. 5th, 1938. Official No. : A. 6 (a). 1938. Series of L. of N. Publications. General. 1938. 5. 8°, 92 pages. [P. C. I. J., pp. 71-92.]

6420. *Verslag van de Negentiende Zitting van de Vergadering van den Volkenbond te Genève, 12-30 September 1938.* Overgelegd door den Minister van Buitenlandsche Zaken aan de beide Kamers van de Staten-Generaal. Nov. 1938. 's-Gravenhage, Landsdrukkerij, 1938. In-f°, 33 pages. [Hoofdstuk V: Internationale Rechtspraak, p. 8.]

2. MONOGRAPHIES SUR LA COUR EN GÉNÉRAL.

A. — *Ouvrages de fond et brochures.*

- (Voir E 2, pp. 305-306; E 3, p. 286; E 4, pp. 362-363; E 5, pp. 318-319; E 6, pp. 388-389; E 7, p. 386; E 8, pp. 371-372; E 9, p. 229; E 10, p. 205; E 11, p. 198; E 12, pp. 274-275; E 13, pp. 212-213; E 14, p. 221.)
- 6421.** BRUNS (VIKTOR), *La Cour permanente de Justice internationale, son organisation et sa procédure.* (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, La Haye, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1937: IV = t. 62 de la collection, pp. 551-670.)
- 6422.** HAMMARSKJÖLD (Å.), *Jurisdiction internationale.* Précédé d'une étude sur l'auteur par MAX HUBER. Leiden, Sijthoff, 1938. In-8°, 846 pages.
- 6423.** HUDSON (MANLEY O.), *The World Court, 1921-1938. A handbook of the Permanent Court of International Justice.* 5th edition, revised and brought up to date (March 1, 1938). Boston, World Peace Foundation, 1938. 8°, IX+345 pages.
- 6424.** NORDON (CHARLES L.), *The World Court for International Justice and Safety. A new technique for the prevention of war.* London, Walter Judd Ltd., 1939. 8°, 63 pages.
- 6425.** PENNISI DI SANTA MARGHERITA (PASQUALE), *La giustizia internazionale nel sistema della Società delle Nazioni.* Acireale (tip. Galatea, Sardella), 1933. 8°. IV+327 pages.
- 6426.** *The Permanent Court of International Justice at The Hague.* [Introductory note by the Registrar of the Court: J. LÓPEZ OLIVÁN.] [First edition.] Issued by the Registry of the Court. Leiden, Netherlands, A. W. Sijthoff's Publishing Co., 1939. 8°, 138 pages. [With numerous illustrations.]
- 6427.** *El Tribunal permanente de Justicia internacional.* [Nota del Secretario general del Tribunal: J. LÓPEZ OLIVÁN.] [Primera edición.] Publicado por la Secretaría del Tribunal. Leiden (Holanda), Editorial A. W. Sijthoff, 1939. In-8°, 150 pages. [Avec de nombreuses illustrations.]

B. — *Études générales publiées dans les revues.*

- (Voir E 2, pp. 306-313; E 3, pp. 287-291; E 4, pp. 363-366; E 5, pp. 319-322; E 6, pp. 389-392; E 7, pp. 386-388; E 8, pp. 372-375; E 9, pp. 229-231; E 10, pp. 205-207; E 11, pp. 198-199; E 12, pp. 275-277; E 13, pp. 213-214; E 14, pp. 221-222.)
- 6428.** BERLIA (GEORGES), *L'institution juridictionnelle en droit des gens.* (Premier Congrès d'études internationales, Paris, 30 sept. — 7 oct. 1937, organisé par l'Association des Études internationales... = Publications de l'Institut des Hautes Études internationales de l'Université de Paris, I, Paris, Les Éditions internationales, 1938, pp. 341-349.)
- 6429.** CAMPBELL (LAURENCE R.), *A Court of World law.* (The Rotarian, Vol. LIV, No. 3, 1939, March, p. 40.)
- 6430.** HEALD (STEPHEN A.), *The Permanent Court of International Justice.* (Britannica book of the year, 1938, published by the Encyclopædia Britannica Co., London, 1938, p. 515.)
- 6431.** HUDSON (MANLEY O.), *The seventeenth year of the Permanent Court of International Justice.* (The American Journal of International Law, Vol. 33, No. 1, 1939, Jan., pp. 1-11.)
- 6432.** [JØRSTAD (J.)], *Den Faste Domstol for Mellemfølkelig Rettspleje.* [Faits et informations.] (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 9, Fasc. 3, 1938, pp. 252-253.)

6433. L[EVISSE] (L.), *Het Internationaal Gerechtshof te 's-Gravenhage*. (Graficus, 23^e jaargang, N° 8, 1939, 13 Juni, p. 11.)
6434. [LOEFF (L.)], *Het Wereldgerechtshof*. (Haagsche Courant, N° 17287, 1939, 15 Juni, 5^e blad, p. 1. Voir aussi le n° du 27 mai 1939.)
6435. OLIVÁN (J. LÓPEZ), [Compte rendu de l'ouvrage de M.] Å. HAMMARSKJÖLD : *Jurisdiction internationale*. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 65^{me} année, 1938, n° 4, pp. 921-922 ; *Idem* : Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, XII^{me} année, t. XXII, n° 3, 1938, juillet-août-sept., p. 352.)
6436. OLIVÁN (J. LÓPEZ), *Een belangrijke posthume uitgave van publicaties van Å. HAMMARSKJÖLD*. (De Volkenbond, 14^e jaargang, N° 2, 1938, Nov., p. 80.)
6437. RAALTE (E. VAN), *Het Internationaal Gerechtshof in woord en beeld*. (De Nieuwe Rotterdamsche Courant, 1939, 4 Juni.)
6438. REUT-NICOLUSSI (EDUARD), *Schwierigkeiten der zwischenstaatlichen Rechtsprechung und ihre Überwindung*. (Zeitschrift für öffentliches Recht, Band XIX, Heft 2, 1939, 20. Mai, pp. 316-339.)
-
6439. *La Cour permanente de Justice internationale*. I : M. ÅKE HAMMARSKJÖLD †. II : *L'année judiciaire 1937*. III : *Tableau des arrêts, ordonnances et avis*. IV : *Composition de la Cour*. V : *La juridiction obligatoire de la Cour*. VI : *Publications de la Cour*. (Grotius, Annuaire international pour l'année 1938, pp. 181-192.)
6440. *La Cour permanente de Justice internationale*. I : *L'année judiciaire 1938*. II : *Tableau des arrêts, ordonnances et avis*. III : *Composition de la Cour*. IV : *La juridiction obligatoire de la Cour*. V : *Publications de la Cour*. VI : *Une importante œuvre posthume de Å. HAMMARSKJÖLD †*. (Grotius, Annuaire international pour l'année 1939, pp. 222-229.)
6441. *Cour permanente de Justice internationale*. [*Faits et informations*.] (Revue internationale française du Droit des gens, 3^{me} année, t. V, n° 5, 1938, mai-15 juin, p. 332.)
6442. *Cour permanente de Justice internationale*. [*Faits et informations*.] (Revue internationale française du Droit des gens, 3^{me} année, t. VI, 1938, pp. 141, 289, 378.)
6443. *Cour permanente de Justice internationale*. [*Faits et informations*.] (Revue de Droit international, de Sciences diplomatiques et politiques fondée et publiée par ANTOINE SOTTILE, 16^{me} année, n° 2, 1938, avril-juin, pp. 122-127.)
6444. *Cour permanente de Justice internationale*. [*Faits et informations*.] (Revue de Droit international, de Sciences diplomatiques et politiques, fondée et publiée par ANTOINE SOTTILE, 16^{me} année, n° 3, 1938, juillet-sept., pp. 197-198.)
6445. *Cour permanente de Justice internationale*. [*Faits et informations*.] (Revue de Droit international, de Sciences diplomatiques et politiques, fondée et publiée par ANTOINE SOTTILE, 16^{me} année, n° 4, 1938, oct-déc., p. 280.)
-

E. — OUVRAGES CONTENANT DES CHAPITRES RELATIFS
A LA COUR

I. OUVRAGES SUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

(Voir E 2, pp. 313-318; E 3, pp. 291-295; E 4, pp. 366-369; E 5, pp. 322-325; E 6, pp. 392-395; E 7, pp. 388-391; E 8, pp. 376-378; E 9, pp. 231-234; E 10, pp. 207-209; E 11, pp. 199-201; E 12, pp. 277-280; E 13, p. 215; E 14, pp. 223-224.)

- 6446.** *Annuaire de la Société des Nations*. 1938. 8^{me} année. Préparé sous la direction de GEORGES OTTLIK. Genève, Éditions de l'Annuaire de la Société des Nations, S. A., 1938. In-8°, XII+609 pages. [C. P. J. I., pp. 7, 34, 82, 84, 178-184, 241-244, 298-308, 386-387.]
- 6447.** ARMINJON (P.), *Le bilan de la Société des Nations*. (Revue politique et parlementaire, n° 526, 45^{me} année, 1938, 10 sept., pp. 429-449.) [C. P. J. I., pp. 437-438.]
- 6448.** BAXENDALE (ARTHUR S.), *Geneva or The Hague? A plan for ensuring effective economic action against international aggression*. Preface by A. S. COMYNS CARR. London, W. H. Smith & Sons, 1939. 8°, 20 pages.
- 6449.** BLEIBER (FRITZ), *Der Völkerbund. Die Entstehung der Völkerbundsatzung*. (Handbuch des Völkerrechts, Band 4, Abt. 1.) Stuttgart, W. Kohlhammer, 1939. In-8°, XV+189 pages. [Art. XIV, pp. 107-112.]
- 6450.** HAMBRO (EDVARD), *Norge og Folkeforbundet*. Oslo, J. G. Tanum, 1938. 8°, 140 pages. [C. P. J. I., p. 25.]
- 6451.** JONES (S. SHEPARD), *The Scandinavian States and the League of Nations*. Princeton, Princeton University Press—New York, American Scandinavian Foundation, 1939. 8°, XV+298 pages. [P. C. I. J., pp. 21-22, 28, 38, 46, 57, 61, 79, 105, 171-183, 194, 196, 202, 209, 212, 256, 266.]
- 6452.** Kelsen (H.), *Revision juridico-technique des articles 12 à 15 du Statut de la Société des Nations*. Traduit par GEORGES DUNAND. (Revue générale de Droit international public, 45^{me} année, n° 4, 1938, juillet-août, pp. 393-435.) *Idem.* (Fin.) (*Ibidem*, n° 5, 1938, sept.-oct., pp. 521-566.) [C. P. J. I., *passim*.]
- 6453.** KLUYVER (C. A.), *De financiën van den Volkenbond*. (De Opbouw, 21^{ste} jaargang, Nr. 5, 1938. Sept., pp. 166-172.)
- 6454.** LE BRUN KERIS (Georges), *Les projets de réforme de la Société des Nations et le développement du pacte*. Paris, A. Pedone, 1939. In-8°, VIII+536 pages. [Développement des procédures pacifiques, pp. 31-103.]
- 6455.** *La Société des Nations. Ses fins, ses moyens, son œuvre*. Édition révisée. Genève, Secrétariat de la Société des Nations, 1938. In-8°, 223 pages. [C. P. J. I., pp. 184-194, 213-217.]
- 6456.** *The Aims, Methods and Activity of the League of Nations*. Revised edition. Geneva, Secretariat of the League of Nations, 1938. 8°, 221 pages. [P. C. I. J., pp. 17, 29, 30, 34, 38, 47-50, 55-57, 122, 174-183, 202-207.]
- 6457.** *La Société des Nations en 1938*. Genève, Section d'information [du] Secrétariat de la Société des Nations, 1939. In-8°, 214 pages. [Chapitre II: C. P. J. I., pp. 38-44.]
- 6458.** *The League from year to year*. (1938.) Geneva, Information Section [of the] League of Nations, 1939. 8°, 214 pages. [Chapter II: P. C. I. J., pp. 41-53.]

- 6459.** VERKERK (ELIAS PIETER), *Toelatingseischen voor lidmaatschap van den Volkenbond*. Proefschrift, Amsterdam. 's-Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1939. 8°, X+192 pages.
- 6460.** VERZIJL (J. H. W.), *Internationaal Gerechtshof en Volkenbond. Bezwaren tegen het voorstel om beide instellingen van elkander los te maken*. (Het Vaderland, 1939, 17 Mei, Avondblad B, p. 1.)
- 6461.** ZAHARIADE (ZAHARIE), *Le statut financier des services publics internationaux*. Paris, F. Loviton & C^{ie}, 1938. In-8°, 181 pages. [Les services publics internationaux gérés par la Société des Nations, pp. 93-172.]
- 6462.** ZIMMERN (ALFRED), *The League of Nations and the rule of law*, 1918-1935. [Second edition, revised.] London, Macmillan and Co., 1939. 8°, XIII+542 pages. [P. C. I. J., pp. 116, 280, 354, 364ⁿ, 387, 388, 422, 434.]

2. OUVRAGES SUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

(Voir E 2, pp. 318-319; E 3, pp. 295-296; E 4, p. 369; E 5, p. 326; E 6, pp. 395-396; E 7, p. 391; E 9, p. 234; E 10, p. 209; E 11, p. 201; E 12, p. 280; E 14, p. 224.)

3. LA COUR DANS LES MANUELS RÉCENTS DU DROIT DES GENS. — CODIFICATION DU DROIT DES GENS.

(Voir E 2, pp. 319-323; E 3, pp. 296-299; E 4, pp. 369-374; E 5, pp. 326-329; E 6, pp. 396-399; E 7, pp. 391-393; E 8, pp. 378-381; E 9, pp. 234-236; E 10, pp. 209-212; E 11, pp. 201-203; E 12, pp. 280-284; E 13, pp. 216-217; E 14, pp. 224-225.)

- 6463.** BALLADORE PALLIERI (G.), *Diritto internazionale pubblico*. 2^a edizione riveduta. Milano, A. Giuffré, 1938. In-8°, XVII+548 pages. [C. P. J. I., pp. 161, 272, 323.]
- 6464.** BOURQUIN (MAURICE), *Stabilité et mouvement dans l'ordre juridique international*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, La Haye, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1938 : II = t. 64 de la collection, pp. 347-477.) [C. P. J. I., pp. 369, 406, 419, 460.]
- 6465.** BUSTAMANTE Y SIRVEN (ANTONIO SANCHEZ DE), *Derecho internacional publico*. 2^a edición. T. I. Habaña, Carasa y Cia., 1938. In-8°, 598 pages. [C. P. J. I., pp. 78-79, 172-173, 533-556.]
- 6466.** BUSTAMANTE Y SIRVEN (A. S. DE), *Droit international public*. T. V. Traduction par PAUL GOULET. Paris, Recueil Sirey, 1939. In-8°, 662 pages.
- 6467.** DIENA (GIULIO), *Diritto internazionale*. Parte I: *Diritto internazionale pubblico*. 4^a edizione interamente rifatta e aggiornata. Milano, Albrighi, Segati e C., 1939. 8°, VIII+768 pages.
- 6468.** FREEMAN (ALWYN V.), *The international responsibility of States for denial of justice*. London, Longmans Green & Co, 1939. 8°, XIX+758 pages.
- 6469.** GIESE (FRIEDRICH) und EBERHARD MENZEL, *Vom deutschen Völkerrechtsdenken der Gegenwart*. (Frankfurter Rechtswissenschaftliche Handlungen, Nr. 9.) Frankfurt am Main, Breidenstein, 1938. 8°, 165 pages. [C. P. J. I., pp. 110-112.]
- 6470.** GIHL (TORSTEN), *Internationell Lagstiftning. Förändringar i internationell Rätt och i internationella Rättslägen*. (Skrifter utgivna av Svenska Institutet för internationell Rätt vid Universitetet i Uppsala (Harry Ax:son Johnson-Institutet) — Publications de l'Institut suédois du Droit international, Nr 5.) Uppsala, 1938. 8°. VI+158 pages. [C. P. J. I., *passim*.]

- 6471.** GOELLNER (A.), *Pré-caducité, caducité et désuétude en matière de droit international public. Essai juridique.* Paris, A. Rousseau, 1939. In-8°, 246 pages.
- 6472.** GUENÉNA (SAMÍ), [*Traité de droit international public.* En langue arabe. 1^{ère} édition, Le Caire, 1933. 860 pages. *Idem*, 2^{me} édition, Le Caire, 1938.]
- 6473.** GÜNZER (KARLFRIEDRICH), *Die Grundrechte des Völkerrechts.* Würzburg, Tritsch, 1938. 8°, IX+194 pages.
- 6474.** JENNINGS (R. Y.), *Judicial legislation in international law.* (Kentucky Law Journal, Vol. XXVI, pp. 112-127.)
- 6475.** LE FUR (LOUIS), *Précis de Droit international public.* 4^{me} édition. (Petits précis Dalloz.) Paris, Dalloz, 1939. In-8°, VI+658 pages. [C. P. J. I., *passim*.]
- 6476.** LIPARTITI (CIRO), *La estensione in generalità e in obbligatorietà delle consuetudini internazionali.* I. (Archivio giuridico "Filippo Serafini", Vol. CXXI, Fasc. 1, 1939, Gennaio, pp. 87-101.) [C. P. J. I., pp. 99-101.]
- 6477.** LIPARTITI (CIRO), *La estensione in generalità e in obbligatorietà delle consuetudini internazionali (continuazione e fine).* (Archivio giuridico "Filippo Serafini", Vol. CXXI, Fasc. 2, 1939, Aprile, pp. 200-224.)
- 6478.** MCNAIR (ARNOLD DUNCAN), *The law of treaties. British practice and opinions.* Oxford, Clarendon Press, 1938. In-8°, XXX+578 pages. [P. C. I. J., pp. 128, 369; British practice before—, pp. 265-268.]
- 6479.** *Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international [La Haye] établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale.* [Suite.] Tomes 62, 63 et 64 de la collection = 1937: IV; 1938: I, II. Paris, Recueil Sirey. [1938-1939.] In-8°. [C. P. J. I., *passim*. Voir l'Index à la fin de chaque volume.]
- 6480.** ROCCO (FRANCESCO), *Sistema di diritto internazionale.* Napoli, Jovene, 1938. In-8°, IV+241 pages. [C. P. J. I., *passim*.]
- 6481.** TEDESCHI (PAUL), *Recherches sur la formation et le développement de l'obligation en droit international public.* Paris, Édouard Duchemin, L. Chauny et L. Quinsac, 1939. In-8°, 519 pages. [C. P. J. I., pp. 231-300.]
- 6482.** WALZ (G. A.), *Inflation im Völkerrecht der Nachkriegszeit.* (Zeitschrift für Völkerrecht, Beiheft zu Band XXIII.) Berlin, Duncker & Humblot, 1939. 8°, VI+77 pages.
- 6483.** WILLIAMS (JOHN FISCHER), *Aspects of modern international law. An essay.* London, etc., Oxford University Press, 1939. 8°, VIII+117 pages. [P. C. I. J., pp. 18, 23, 33, 37, 43, 46, 50, 55.]

4. SOLUTION PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX.

A. — En général.

- (Voir E 2, pp. 323-325; E 3, pp. 299-300; E 4, p. 374; E 5, pp. 329-330; E 6, p. 399; E 7, pp. 393-394; E 8, p. 381; E 9, p. 236; E 10, pp. 212-213; E 11, pp. 203-204; E 12, p. 284; E 14, p. 226.)
- 6484.** MONTAGNE (RÉMY), *Évolution de la conciliation internationale.* (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, XII^{me} année, t. XXII, n° 3, 1938, juillet-août-sept., pp. 50-104.)
- 6485.** SCHINDLER (DIETRICH), *Die Schiedsgerichtsbarkeit seit 1914. Entwicklung und heutiger Stand.* (Handbuch des Völkerrechts. Begründet von FRITZ STIER-SOMLO, neu herausgegeben und mitbearbeitet von G. A. WALZ, 5. Band: 3. Abt.) Stuttgart, Kohlhammer, 1938. In-8°, XVI+212 pages. [C. P. J. I., *passim*.]

B. — *Arbitrage et Justice.*

(Voir E 2, pp. 325-326; E 3, pp. 300-301; E 4, pp. 374-375; E 5, pp. 330-331; E 6, pp. 400-401; E 7, p. 394; E 8, pp. 381-382; E 9, pp. 236-237; E 10, p. 213; E 11, p. 204; E 12, pp. 284-285; E 13, p. 218; E 14, p. 226.)

6486. VERZIJL (J. H. W.), *De Permanente Hoven van Arbitrage en van Internationale Justitie.* (Officieel Gedenkboek 40-jarig regeeringsjubileum H. M. Koningin Wilhelmina, pp. 208-216.)

C. — *Le Protocole de Genève.*

(Voir E 2, pp. 326-328; E 3, p. 301; E 4, p. 375; E 6, p. 401; E 10, p. 213; E 12, p. 285.)

D. — *Les Accords de Locarno.*

(Voir E 2, p. 328; E 3, p. 302; E 4, p. 375; E 5, p. 331; E 7, p. 394; E 9, p. 237; E 12, p. 285; E 13, pp. 218-219.)

E. — *L'Acte général d'arbitrage adopté par la IX^{me} Assemblée de la Société des Nations.*

(Voir E 5, pp. 332-333; E 6, p. 401; E 7, p. 395; E 8, pp. 382-383; E 9, p. 237; E 10, pp. 213-214; E 12, pp. 285-286; E 14, p. 227.)

F. — *Le Pacte Kellogg.*

(Voir E 5, p. 333; E 6, p. 402; E 7, p. 395; E 10, p. 214; E 11, p. 205; E 12, p. 286.)

5. RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS. — POLITIQUE. — DIPLOMATIE.

(Voir E 2, pp. 329-330; E 3, p. 302; E 4, p. 376; E 5, p. 333; E 6, p. 402; E 7, pp. 395-396; E 8, pp. 383-384; E 9, p. 238; E 10, p. 214; E 11, p. 205; E 12, p. 286; E 13, p. 219; E 14, p. 227.)

6487. GATHORNE-HARDY (G. M.), *A short history of international affairs.* 1920 to 1938. Being the edition of 1934 revised and enlarged. The Royal Institute of International Affairs. Oxford University Press—London, Humphrey Milford, 1938. 8°, X+488 pages. [P. C. I. J., pp. 179, 192, 193, 197-213, 257, 339, 341, 417, 419.]

6488. HASLUCK (E. L.), *Foreign Affairs, 1919-1937.* Cambridge, University Press, 1938. 8°, XVII+348 pages. [Hague Court, pp. 319-321.]

6489. *Le problème des changements pacifiques dans les relations internationales. Procédures, matières premières, population, colonies, X^{me} Session de la Conférence permanente des hautes études internationales, Paris, 28 juin — 3 juillet 1937.* Paris, Institut international de Coopération intellectuelle, Société des Nations, 1938. In-8°, 707 pages. [C. P. J. I., pp. 109, 176, 227, 254, 548, 551, 558, 590.]

6490. VERZIJL (J. H. W.), *Na den storm. Rede uitgesproken bij de aanvaarding van het ambt van Hoogleraar aan de Universiteit van Amsterdam op 17 October 1938.* Amsterdam, Paris, 1938. 8°, 31 pages. [C. P. J. I., pp. 24-25.]

6. PACIFISME. — DÉSARMEMENT. — INTERNATIONALISME.

(Voir E 2, pp. 330-331; E 3, pp. 302-303; E 4, pp. 376-377; E 5, p. 334; E 6, p. 403; E 7, p. 396; E 8, pp. 384-385; E 9, p. 238; E 10, p. 215; E 11, p. 206; E 12, p. 287; E 13, pp. 219-220; E 14, p. 227.)

7. HISTOIRE. — ENCYCLOPÉDIES. — JOURNAUX. — ANNUAIRES.

(Voir E 2, pp. 321-322; E 3, p. 303; E 4, p. 378; E 5, p. 334; E 6, pp. 403-404; E 7, pp. 396-397; E 8, p. 386; E 9, pp. 238-239; E 10, p. 215; E 11, p. 206; E 12, p. 287; E 13, p. 220; E 14, p. 228.)

6491. *Carnegie Endowment for international peace. Year book*, 1938. Washington, published by the Endowment, 1938. 8°, 235 pages. [P. C. I. J., pp. 19, 133.]

6492. *Dictionnaire diplomatique*. Publié sous la direction de A.-F. FRANGULIS. Supplément (forme le tome III de l'ouvrage). Paris, Académie diplomatique internationale, 1937. In-8°. [Voir sous Cour permanente de Justice internationale.]

6493. *The New International Year Book. A compendium of the world's progress for the year 1937*. Editor: FRANK H. VIZETELLY. Associate editors: RONALD S. KAIN, PHILIP COAN, CHARLES E. FUNK and HELEN READY BIRD. New York and London, Funk & Wagnalls Co., 1938. 8°, XIV+801 pages. [World Court, pp. 789-791.]

6494. *The New International Year Book. A compendium of the world's progress for the year 1938*. Editors: FRANK H. VIZETELLY [and] CHARLES EARLE FUNK. Associate editors: RONALD S. KAIN, PHILIP COAN [and] HELEN READY BIRD. New York and London, Funk & Wagnalls Co., 1939. 8°, XII+799 pages. [World Court, pp. 788-790.]

F. — QUESTIONS SPÉCIALES

I. LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA COUR.

(Voir E 2, pp. 332-348; E 3, pp. 303-314; E 4, pp. 378-381; E 5, pp. 335-342; E 6, pp. 404-411; E 7, pp. 397-401; E 8, pp. 386-393; E 9, pp. 239-243; E 10, pp. 215-218; E 11, pp. 206-210; E 12, pp. 288-290; E 13, pp. 221-222; E 14, p. 229.)

6495. *American foreign policy. Formulation and practice. Selected readings compiled by WILSON LEON GODSHALL.* Ann Arbor, Michigan, Edwards brothers, 1937. In-8°, XXIX+553 pages. [Mimeographed.] [P. C. I. J., pp. 396-400.]

6496. JESSUP (PHILIP C.), ELIHU ROOT. Illustrated. New York, Dodd Mead & Co., 1938. 2 vols. 8°. [World Court, Vol. II: pp. 79, 273, 411, 416, 418-444, 473.]

6497. *League of Nations, International Labour Organisation and the United States. An annual account by a group of Americans in Geneva.* (Geneva Studies, Vol. X: No. 1, March 1939. Geneva Research Centre, Geneva, 1939. 8°, 66 pages.) [P. C. I. J., pp. 47-48.]

6498. SEARS (LOUIS MARTIN), *A history of American foreign relations.* 3rd edition, revised and enlarged. New York, Thomas Y. Crowell Co., 1939. 8°, XIV+728 pages. [World Court, pp. 576-578, 581, 597-598, 609.]

2. LA GRANDE-BRETAGNE ET LA CLAUSE FACULTATIVE.

(Voir E 2, p. 349; E 3, p. 314; E 4, pp. 381-382; E 5, p. 342; E 6, pp. 411-413; E 7, p. 401; E 8, p. 393; E 9, p. 243; E 11, p. 210; E 12, p. 290; E 13, p. 222; E 14, p. 229.)

6499. MAEMECKE (ROBERT), *Die rechtliche Stellung der britischen Dominien beim Abschluss internationaler Verträge. Ein Beitrag zur Untersuchung der Rechtsprobleme der Britischen Staatengesellschaft.* (Abhandlungen der Rechts- und Staatswissenschaftlichen Fakultät der Universität Göttingen, 25. Heft.) Leipzig, A. Deichert, 1938. 8°, XV+199 pages. [Die Vorgänge bei der Unterzeichnung des Zeichnungsprotokolls zur Fakultativklausel, pp. 173-175.]

3. UNE COUR PERMANENTE DE JUSTICE CRIMINELLE INTERNATIONALE.

(Voir E 2, pp. 349-350; E 3, pp. 314-315; E 4, p. 382; E 5, p. 343; E 6, p. 413; E 8, p. 393; E 10, p. 218; E 11, pp. 210-211; E 12, p. 290; E 13, pp. 222-223; E 14, pp. 229-230.)

6500. *Société des Nations. Actes de la Conférence internationale pour la Répression du Terrorisme [tenue à] Genève, du 1^{er} au 16 novembre 1937.* N° officiel: C. 94. M. 47. 1938. V. Série de Publications de la S. d. N. V. Questions juridiques. 1938. V. 3. Genève, le 1^{er} juin 1938. In-f°, 219 pages. [C. P. J. I., pp. 53, 68, 124, 172-173.]

6501. *League of Nations. Proceedings of the International Conference on the Repression of Terrorism [held at] Geneva, November 1st to 16th, 1937.* Official No.: C. 94. M. 47. 1938. V. Series of L. of N. Publications, V. Legal. 1938. V. 3. Geneva, June 1st, 1938. F°, 218 pages. [P. C. I. J., pp. 53, 68, 124, 172-173.]

- 6502.** CALOYANNI (MÉGALOS A.), *Deux conventions: Prévention et répression du terrorisme — Création d'une Cour pénale internationale.* (Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé, 2^{me} année, n° 3, 1938, juillet-sept., pp. 403-420.)
- 6503.** *The Convention for the creation of an International Criminal Court.* (The British Year Book of International Law, 1938, 19th year of issue, pp. 216-217.)
- 6504.** HUDSON (MANLEY O.), *The proposed International Criminal Court.* (The American Journal of International Law, Vol. 32, No. 3, 1938, July, pp. 549-554.)
- 6505.** PELLA (V. V.), *La répression du terrorisme et la création d'une Cour internationale.* [I.] (Nouvelle Revue de Droit international privé, 5^{me} année, t. V, n° 4, 1938, oct.-nov.-déc., pp. 785-810.)
- 6506.** PODESTA-COSTA (LUIS A.), *Contra el terrorismo internacional.* (La Nación, 1937, 30 déc.)
- 6507.** SCHELVEN (C. M. E. VAN), *Het verdrag nopens bestrijding van terrorisme.* Proefschrift... Vrije Universiteit, Amsterdam. Utrecht, P. den Boer, 1938. 8°, X+96 pages.
- 6508.** SOTTILE (ANTOINE), *Le terrorisme international.* [Cours professé en 1938 à l'] Académie de Droit international [La Haye], établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale. Paris, Recueil Sirey, 1939. In-8°, 98 pages. (Extrait du Recueil des Cours.) [C. P. J. I., pp. 80-82, etc.]

4. LE DIFFÉREND ROUMANO-HONGROIS.

(Voir E 4, pp. 383-385 ; E 5, p. 344.)

5. DIVERS.

- (Voir E 2, pp. 350-351 ; E 3, p. 316 ; E 4, p. 386 ; E 5, p. 344 ; E 6, p. 413 ; E 7, pp. 401-402 ; E 8, p. 394 ; E 9, pp. 243-245 ; E 10, pp. 219-220 ; E 11, pp. 211-212 ; E 12, pp. 291-292 ; E 13, p. 223 ; E 14, p. 230.)
- 6509.** REYDELLET (RENÉ), *La protection des minorités. État du problème. Ses possibilités d'évolution.* Paris, Librairie technique et économique, 1938. In-8°, 106 pages. [Le recours à la C. P. J. I., pp. 89-97.]

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS
ET DES NOMS CITÉS

DE LA LISTE BIBLIOGRAPHIQUE ¹

(Les numéros indiqués sont ceux qui précèdent les titres
des publications et non ceux des pages.)

- AALL (A.) **9** : 4320. **10** : 4626.
 ABENDROTH (W.) **13** : 6029.
 ABRAHAM (G.) **4** : 2100.
 ACCIOLY (H.) **10** : 4747. **11** : 5077. **15** :
 6293.
 ACHORN (E.) **12** : 5677.
 ADAMS (R. G.) **2** : 1082.
 ADATCI (M.) **5** : 2365, 2366. **8** : 3790. **9** :
 4090. **10** : 4778. **11** : 4886-4896, 4903-
 4904. **12** : 5246-5249, 5304-5309, 5312,
 5380, 5557, 5559.
 ADELSWÄRD (Th.) **12** : 5563.
 ADSHEAD **4** : 1879. **5** : 2295. **6** : 2700, 2702,
 2705, 2706.
 AGUESSE (L.) **7** : 3319.
 AIREY (W.) **10** : 4706.
 AJTAY (G.) **4** : 2153. **10** : 4730.
 AKAGI (R. H.) **12** : 5729.
 AKHAVI (A. A.) **13** : 5953.
 AKZIN (B.) **4** : 2122.
 ALEXANDER **12** : 5230.
 ALEXANDER (F.) **5** : 2513.
 ALEXANDER (H. G.) **2** : 858. **3** : 1586, 1646.
 ALLEN (E. W.) **8** : 3825.
 ALLEN (J.) **2** : 376.
 ALOISI (Baron) **11** : 4903-4904. **12** : 5209-
 5210, 5316-5319, 5345-5346, 5486-5491.
13 : 5772, 5773.
 ALT (A.) **10** : 4579.
 ALTAMIRA Y CREVEA (R.) **2** : 136, 137,
 143, 913. **3** : 1550. **4** : 1946, 2074.
5 : 2321. **6** : 2826. **8** : 3634, 3834. **9** :
 4090. **10** : 4504. **12** : 5540. **13** : 5859.
15 : 6321.
 ALTEN (E.) **10** : 4627.
- ALTOMARE (G.) **6** : 2945.
 ALVAR (M. F.) **12** : 5594.
 ALVAREZ (A.) **3** : 1641. **4** : 2246. **6** : 2973,
 2974, 2980. **7** : 3441, 3442. **8** : 3803,
 3868. **9** : 4302. **10** : 4778.
 AMERY (L. S.) **2** : 607, 608, 622, 623.
4 : 1889.
 ANCEL (J.) **8** : 3741.
 ANDERSEN (H.) **7** : 3413.
 ANDERSON (Ch. P.) **2** : 273. **8** : 3708.
 ANDERSON (H. W.) **2** : 844.
 ANDRASSY (G.) **14** : 6220.
 ANDRASSY (J.) **7** : 3424. **14** : 6273.
 ANDRÉ (F.) **9** : 4410.
 ANDREÆ (J. P. FOCKEMA) : voir
 FOCKEMA ANDREÆ (J. P.).
 ANDRÉ-PRUDHOMME **4** : 2231, 2246. **6** :
 2857, 2858.
 ANEMA **2** : 387. **6** : 2758. **9** : 4071.
 ANGEL (N.) **5** : 2605.
 ANGYALL (P.) **10** : 4657.
 ANSCHÜTZ (G.) **2** : 1036. **9** : 4410.
 ANTOKOLETZ (D.) **2** : 781, 949. **3** : 1574,
 1580, 1594. **5** : 2494.
 ANTONELLI (E.) **2** : 931.
 ANTONESCU **13** : 5829-5830.
 ANTONESCU (M.) **6** : 2671, 2996.
 ANTONIADÉ **5** : 2363, 2364. **9** : 4105, 4106.
 ANYSAS (M.) **10** : 4598. **13** : 5893.
 ANZILOTTI (D.) **4** : 1897, 1898, 1905,
 1919, 2138. **5** : 2345, 2504, 2519. **6** :
 2782-2784, 2822, 2824, 2826, 2930,
 2969. **7** : 3247. **8** : 3634, 3645, 3730.
9 : 4090. **10** : 4442, 4504, 4625. **11** : 4941.
12 : 5859, 5860, 5864, 5905, 5965.

¹ Le présent Index, de même que l'Index des matières qui figure à la page 191, est cumulatif, en ce sens qu'il se rapporte aux bibliographies des Second à Quatorzième Rapports annuels (Série E, nos 2 à 14), aussi bien qu'à celle du présent volume (pages 140-154).

Les chiffres **gras** qui précèdent les numéros des titres renvoient au volume correspondant de la Série E (**2** : Série E, n° 2 ; **3** : Série E, n° 3, etc.). Aucun renvoi n'a été fait à la Bibliographie du Premier Rapport annuel, étant donné qu'elle a été incorporée dans celle du Second Rapport.

- AOKI (S.) **13** : 5886.
 APPLETON (J.) **4** : 2246.
 APPONYI (A.) **10** : 4719, 4833.
 ARGENTIER (C.) **7** : 3432.
 ARMINJON (P.) **9** : 4312. **15** : 6447.
 ARMSTRONG (H. F.) **9** : 4006.
 ARNOLD-FORSTER (W.) **3** : 1647. **4** : 2213.
5 : 2647.
 ARNSKOV (L. Th.) **2** : 903.
 ASBECK (F. M. van) **2** : 782. **3** : 1765.
12 : 5292.
 ASCARELLI (R.) **6** : 2859.
 ASCHER (A.) **6** : 2997.
 ASHER (P. F.) **12** : 5672.
 ASHURST (H. F.) **3** : 1348.
 ASLANI **12** : 5490-5493.
 ASSELIN (H.) **2** : 628.
 ASTOR **5** : 2296. **6** : 2738 *bis*.
 ASTRAUO **7** : 3334. **8** : 3696. **10** : 4605.
 ATWOOD (J. H.) **3** : 1702.
 AUBAIN (L.) **10** : 4480.
 AUBURTIN (A.) **11** : 4926.
 AUER (P. de) **2** : 1296.
 AUFRICHT (H.) **12** : 5366.
 AUSTIN **8** : 3963. **9** : 4389.
 AVILA LIMA (Lobo d'—) **9** : 4015.
 AVRAMOFF (D.) **9** : 4059.
 AYLES **2** : 356 *a*.

B. 4 : 2023. **15** : 6323-6324.
 B. (L.) **5** : 2559.
 B. (T. R.) **11** : 5140.
 BABIŃSKI (L.) **4** : 2155.
 BAČKIS (S. A.) **9** : 4265.
 BACKLUND (S.) **13** : 5955.
 BACON (R.) **2** : 1038. **6** : 3074.
 BACON (R. E.) **15** : 6371.
 BAETZGEN **10** : 4654.
 BAILEY **11** : 4861, 4863.
 BAILEY (L. W.) **8** : 3557.
 BAKER (N. D.) **6** : 2910. **7** : 3382. **10** :
 4782.
 BAKER (P. J. N.) **2** : 824, 842, 1018,
 1272, 1273. **3** : 1595, 1766. **4** : 1861.
5 : 2560. **6** : 2739.
 BAKER (Ph.) **5** : 2279.
 BAKER (R. S.) **2** : 73.
 BAKKER-VAN BOSSE (C.) **4** : 2022. **12** :
 5250, 5251.
 BALASKO (A.) **14** : 6189.
 BALCH (Th. W.) **2** : 68, 69, 976, 981.
 BALDONI (C.) **3** : 1812. **5** : 2606. **14** : 6222.
 BALDWIN (E. F.) **2** : 843.
 BALDWIN (J.) **10** : 4525.
 BALDWIN (S.) **2** : 356 *b*, 622. **5** : 2296.
6 : 2738 *bis*. **7** : 3181. **11** : 5061.
 BALDWIN (S. E.) **2** : 67.
 BALFOUR OF BURLEIGH **5** : 2296.
 BALL (A. M.) **3** : 1724.
 BALL (M.) **13** : 5890.

 BALLADORE PALLIERI (G.) : voir PALLIERI
 (G. B.).
 BALOGH (A.) **12** : 5536.
 « BALTICUS » **2** : 708.
 BALUTIS (B. K.) **9** : 4182.
 BALZ (H. R.) **10** : 4481.
 BANCROFT (E. A.) **3** : 1531.
 BARANDON (P.) **9** : 4290, 4291.
 BARANYAI (Z.) **10** : 4821.
 BARBOSA (RUY) **4** : 1899, 1900.
 BARBOSA CARNEIRO (J. A.) **2** : 884, 895.
 BARBOUR **9** : 4382. **10** : 4812.
 BARCLAY (Th.) **2** : 52.
 BARDA (M.) **7** : 3247.
 BARKLEY **8** : 3993. **11** : 4866.
 BARNARD (W. E.) **6** : 2754.
 BARRA (F. L. DE LA) **6** : 3131. **10** : 4464.
 BARTHÉLEMY (J.) **2** : 350, 351. **7** : 3404
 BARTIN (E.) **4** : 2232, 2246. **5** : 2312.
 BARTLETT (V.) **9** : 4241.
 BASDEVANT (J.) **3** : 1404, 1444. **4** : 2109,
 2246. **12** : 5430. **14** : 6109.
 BASDEVANT (S.) **7** : 3269.
 BASSETT (J. S.) **4** : 2101.
 BASTID (P.) **5** : 2520. **8** : 3563, 3565,
 3566. **12** : 5292.
 BATTLE **5** : 2606 *a*.
 BATY (T.) **7** : 3434.
 BATY (Th.) **5** : 2368.
 BAUER (Ch. C.) **8** : 3556.
 BAUMGARTEN **8** : 3093.
 BAUMGARTEN (F.) **7** : 3253. **9** : 4405.
 BAUMGARTEN (N.) **10** : 4450, 4548.
 BAXENDALE (A. S.) **15** : 6448.
 BEALE (J. H.) **12** : 5371.
 BEALES (A. C. F.) **7** : 3139.
 BEAMISH **6** : 2730.
 BEAUBIEN (C. P.) **6** : 2704.
 BEAUCHAMP **3** : 1364. **6** : 2742. **7** : 3195.
 BECK **10** : 4521, 4522. **12** : 5498, 5499.
 BECK (J. M.) **6** : 2911.
 BECKER (A.) **9** : 4242.
 BECKER (K.) **11** : 4978.
 BECKETT (W. E.) **4** : 1981. **6** : 2837.
7 : 3314. **8** : 3667. **9** : 4121. **12** : 5407.
 BEELAERTS VAN BLOKLAND **4** : 1919.
6 : 2756, 2758. **9** : 4071.
 BEER **3** : 1453.
 BEER (Max) **8** : 3854. **9** : 4292.
 BÉGUIN (E.) **9** : 4173.
 BEHRENS (E. B.) **5** : 2491.
 BEICHMANN (F. V. N.) **2** : 54. **14** : 6080.
 BÉIQUE **6** : 2704.
 BEITER (A. F.) **10** : 4804.
 BEKE (A.) **4** : 2045.
 BÉLAND (H. S.) **3** : 1334, 1336. **6** : 2703,
 2704.
 BELAUNDE (V. A.) **8** : 3933.
 BELCOURT (N. A.) **4** : 1880. **6** : 2704.

- BELLOT (H. H. L.) **2**: 141, 145, 146, 664, 944, 1279, 1283. **3**: 1823.
 BELLQUIST (E. C.) **12**: 5665.
 BELMONT (A. E.) **8**: 3891. **9**: 4349.
 BEMIS (S. F.) **13**: 6003.
 BENEDIKT **13**: 5768.
 BENEŠ (E.) **5**: 2540. **9**: 4274. **10**: 4778.
 BENITO (E. de) **3**: 1824.
 BENNETT (R. B.) **6**: 2706-2707.
 BENOIST (Ch.) **2**: 430.
 BENTLAY (M. L.) **2**: 1195.
 BENTLEY (R. E.) **8**: 3971.
 BENTSCHOFF (Chr.) **2**: 255.
 BENTWICH (N.) **5**: 2370. **6**: 2841. **7**: 3530. **13**: 5986.
 BÉRARD (V.) **8**: 3804.
 BERBER (F.) **11**: 5078.
 BERDAHL (C. A.) **9**: 4350.
 BERGE (G. W.) **4**: 1982.
 BERGE (W.) **7**: 3435.
 BERGER (E.) **7**: 3431.
 BERGMANN (F.) **12**: 5723.
 BERKELEY **2**: 356 a, 534.
 BERLIA (G.) **14**: 6105, 6264. **15**: 6428.
 BERLIN (K.) **12**: 5442. **13**: 5895.
 BERNHOFT (H. A.) **8**: 3802. **10**: 4778.
 BERNOUD (A.) **12**: 5480. **13**: 5917.
 BERNSTEIN (H.) **2**: 1054.
 BERNSTORFF (J. H. von) **12**: 5252.
 BERNUS (P.) **6**: 2866. **9**: 4162.
 BEROLZHEIMER (F.) **2**: 1036.
 BERRIEN (L.) **9**: 4351.
 BERTHÉLÉMY (H.) **3**: 1415. **4**: 2246.
 BERTIE OF THAME (Viscount) **7**: 3195.
 BESSON (A.) **3**: 1441.
 BETHLEN (S.) **14**: 6287.
 BEUCKER ANDRÆ (W. C.) **6**: 3113.
 BEUMER **6**: 2756.
 BEUS (J. G. de) **11**: 5185. **12**: 5454.
 BEUVE-MÉRY (M.) **3**: 1397.
 BEVERIDGE (A. J.) **2**: 1096.
 BEVILAQUA (C.) **2**: 96, 111, 112.
 BIANCHERI **10**: 4521, 4522.
 BIBIÉ (M.) **6**: 2721. **8**: 3564.
 BIDAU (E. L.) **4**: 2110.
 BIKKAL (D.) **10**: 4783.
 BILFINGER (C.) **8**: 3709, 3710. **14**: 6236.
 BILSEL (C.) **12**: 5423. **13**: 5966.
 BINET (H. T. P.) **7**: 3270.
 BING (F.) **8**: 3725. **9**: 4189.
 BINGHAM **2**: 327.
 BINTER (R.) **5**: 2484.
 BIOUX (J.) **11**: 5195.
 BIRD (H. R.) **13**: 6002. **15**: 6493-6494.
 BIRKÁS (G.) **6**: 3128.
 BIRKENHEAD (F. E. SMITH, Earl of) **3**: 1635.
 BISE (E.) **2**: 59.
 BISHOP (C. M.) **7**: 3454.
 BITTER (F. W.) **8**: 3896.
 BJORGBJERG **2**: 261.
 BLACK **2**: 302.
 BLAGOYEVITCH (D. O.) **8**: 3797.
 BLAGOYEVITCH (V. O.) **8**: 3797.
 BLAINE **4**: 1883.
 BLAKESLEE (G. H.) **2**: 1083. **8**: 3933.
 BLANCK Y MENOCAL (G. de) **7**: 3147.
 BLANCO (C.) **7**: 3526, 3527. **9**: 4324.
 BLANTON (Th. L.) **8**: 3902.
 BLEASE **2**: 291, 319, 320, 322, 323, 325, 326, 329. **3**: 1353. **5**: 2607.
 BLEIBER (F.) **15**: 6449.
 BLISS (T. H.) **2**: 73. **4**: 1860.
 BLOCISZEWSKI (J.) **2**: 441. **3**: 1641. **7**: 3442.
 BLÜHDORN (R.) **10**: 4760.
 BLUM (H.) **11**: 4975.
 BLYMYER (W. H.) **2**: 1097.
 BOCOCK (W. H.) **12**: 5682.
 BODKIN (M. M.) **3**: 1300.
 BOECKEL (F. B.) **4**: 2174. **5**: 2548. **6**: 3012. **7**: 3469. **12**: 5533.
 BÖHL **2**: 398, 399.
 BÖHMERT (V.) **7**: 3347. **8**: 3766, 3850. **9**: 4157, 4183, 4286. **12**: 5429.
 BÖLCSEY (R.) **7**: 3414. **8**: 3845.
 BÖTTCHER **9**: 4098.
 BOGAEVSKI (P.) **4**: 2111.
 BOK (E. W.) **2**: 1049, 1161, 1196. **7**: 3389, 3486, 3488, 3498, 3501, 3514, 3520.
 BOK (W. C.) **7**: 3498. **8**: 3711.
 BOLLES (S.) **3**: 1767.
 BOLLI **2**: 398, 399.
 BOMLI (P. E. J.) **5**: 2374.
 BONCOUR (P.) **10**: 4521, 4522.
 BONDE (A.) **2**: 950.
 BONFILS (H.) **2**: 962.
 BONNECASE (J.) **5**: 2313.
 BONVALOT (G.) **2**: 697.
 BORAH (W. E.) **2**: 312, 314, 319, 322, 325, 327, 329, 1098, 1105, 1122, 1179, 1214. **3**: 1353, 1517, 1538, 1748, 1749, 1755. **4**: 1883, 1886. **5**: 2608. **6**: 3063, 3088. **7**: 3499. **8**: 3557. **11**: 4851, 4853, 4855, 4856, 4861, 4863, 4866. **12**: 5706. **13**: 6004, 6005.
 BORCHARD (E. M.) **2**: 147, 689, 783, 813, 814, 1143, 1162, 1163. **3**: 1539. **6**: 3106, 3130. **8**: 3712. **9**: 4262, 4352. **10**: 4464, 4827, 4828. **12**: 5335-5336, 5618.
 BORCHARD (M.) **13**: 5842.
 BORDEN (Robert) **5**: 2279.
 BOREL (A.) **12**: 5484.
 BOREL (E.) **2**: 1099. **4**: 1911, 1914, 1915. **5**: 2521. **6**: 2796, 2797. **12**: 5350, 5362, 5380. **14**: 6107, 6117 a.
 BORNESCHIER (H.) **3**: 1507.
 BOSCH (J. F. M.) **5**: 2505.
 BOSCO (G.) **9**: 4321.
 BOSE (S.) **11**: 5121.

- BOSTOCK (H.) **6** : 2704.
 BOUGENOT (A.) **6** : 3007.
 BOULTER (V. M.) **4** : 2187. **6** : 3021
7 : 3476. **9** : 4341. **10** : 4788. **11** : 5120.
14 : 6268.
 BOURASSA **6** : 2705.
 BOURGEOIS (L.) **2** : 98, 102, 113, 885,
 1055. **3** : 1572.
 BOURNE JR. (J.) **2** : 275, 322, 1231, 1232.
5 : 1551.
 BOURQUIN (M.) **2** : 148. **7** : 3481. **8** :
 3860. **15** : 6464.
 BOUSCHARAIN (P.) **9** : 4336.
 BOUTANT (C. A.) **12** : 5727.
 BOVET (E.) **6** : 2961. **9** : 4147.
 BOWER (G.) **4** : 2194.
 BOWERMAN (G. F.) **3** : 1532.
 BOWMAN (E. H.) **6** : 3076.
 BOYDEN (R. W.) **6** : 2772.
 BOYE (Th.) **9** : 4305.
 BOZON (R.) **11** : 4979.
 BRADLEY (Ph.) **12** : 5673.
 BRAILSFORD (H. N.) **6** : 3114.
 BRAMSNAES **2** : 261 a.
 BRANDES **2** : 261 a.
 BRATTON (S. G.) **4** : 2064. **8** : 3930.
 BREGMAN (A.) **9** : 4275.
 BRENDT (W.) **7** : 3450.
 BRENT (Bishop) **3** : 1692, 1736.
 BRENT (C. H.) **3** : 1725.
 BREUKELMANN (J. B.) **2** : 221.
 BREWER (J. W.) **8** : 3889.
 BRIAND (A.) **2** : 347. **4** : 1983. **7** : 3304,
 3305.
 BRIANT **4** : 1889.
 BRIDGMAN (R. L.) **4** : 1849.
 BRIE (S.) **13** : 6029.
 BRIÈRE (Y. de la) **4** : 2175, 2246. **10** :
 4464.
 BRIERLY (J. L.) **2** : 982. **3** : 1648. **4** :
 1984, 2139, 2223, 2246. **7** : 3459. **8** :
 3713, 3714. **10** : 4464. **12** : 5635. **14** :
 6110.
 BRIGGS (H. W.) **4** : 1977. **14** : 6237.
 BRIGHT (C. J.) **5** : 2502.
 BRILLARD (A.) **3** : 1621.
 BRODE (H.) **4** : 2148. **5** : 2509.
 BRØGGER (A. W.) **10** : 4628, 4629. **12** :
 5443.
 BROOKHART (S. W.) **2** : 321.
 BROUSSARD **8** : 3970. **9** : 4380.
 BROWN **10** : 4810.
 BROWN (A. L.) **3** : 1504. **4** : 2196. **5** :
 2379.
 BROWN (Ph. M.) **2** : 983, 997, 998, 999,
 1033, 1233. **3** : 1768. **4** : 2181. **5** : 2578.
8 : 3715.
 BRUCCOLERI (A.) **7** : 3383. **12** : 5586.
 BRUCE **2** : 314, 315, 321. **4** : 1886.
 BRUCE (H.) **4** : 1848.
 BRUCE (S. M.) **3** : 1330, 1331, 1822..
 BRÜCK (O.) **10** : 4748. **12** : 5644.
 BRÜGGER **2** : 398, 399.
 BRÜEL (E.) **13** : 5764, 5881.
 BRUM (B.) **4** : 1893.
 BRUNET (R.) **2** : 904.
 BRUNS (C.) **9** : 4303.
 BRUNS (C. G.) **9** : 4395.
 BRUNS (G.) **4** : 2025. **6** : 2841, 2842, 2969,
 2970, 2979.
 BRUNS (V.) **7** : 3308. **8** : 3594, 3714. **10** :
 4675, 4749. **11** : 4889, 4960, 5079.
12 : 5326, 5349. **15** : 6421.
 BRYAN (W. J.) **2** : 10, 11.
 BRYCE (J.) **2** : 66, 1031.
 BRYN—JONES (D.) **14** : 6076.
 BUCKMASTER **5** : 2296.
 BUDAY DE CSIKMO (K.) **7** : 3379.
 BUELL (R. L.) **2** : 637, 1034. **3** : 1405.
6 : 3015. **8** : 3940. **11** : 5141. **12** : 5666.
 BÜLOW (B. W. von) **2** : 886.
 BUIGAS (M.) **6** : 2940.
 BULKLEY **11** : 4855.
 BULLARD (A.) **2** : 1164.
 BULLOCK **6** : 2724.
 BUNN (C.) **6** : 2912.
 BURCKHARDT (C. J.) **11** : 4898.
 BURCKHARDT (W.) **6** : 2867, 2868.
 BURDICK (Ch. K.) **8** : 3556.
 BURKE (Th.) **2** : 1101.
 BURLINGHAM (Ch. C.) **13** : 5769.
 BURNHAM **6** : 2956.
 BURTON **2** : 299, 305.
 BURTON (H. R.) **7** : 3395, 3464.
 BURTON (Th. E.) **4** : 1852.
 BURY (P.) **13** : 6031.
 BUSSMANN (O.) **3** : 1649.
 BUSTAMANTE Y SIRVEN (A. S. de) **2** : 444,
 445, 764, 765, 773, 774, 775, 776,
 892. **5** : 2609. **6** : 2823. **7** : 3225-3229,
 3419. **8** : 3634. **9** : 4313. **10** : 4440,
 4504. **11** : 5080-5081, 5093. **12** : 5636.
13 : 5967. **14** : 6085, 6252. **15** : 6465-
 6466.
 BUTLER (G.) **2** : 905. **4** : 2164. **5** : 2474.
 BUTLER (N. M.) **2** : 731, 1089, 1102.
3 : 1354, 1822. **4** : 1860, 2201. **8** : 3975
9 : 4417. **10** : 4700. **14** : 6265.
 BUTTER **7** : 3192.
 BUXTON **5** : 2296.
 BUZA (L.) **12** : 5614.
C **14** : 6047.
 C. (S. D.) **3** : 1762.
 CABALLERO DE BEDOYA (R. V.) **9** : 4042,
 4043. **10** : 4778.
 CACHIN (M.) **6** : 2721.
 CACLAMANOS **2** : 594, 595.
 CAHAN (C. H.) **6** : 2705.
 CAHILL **3** : 1334.

- CALHOUN (H.) **11** : 5123.
 CALL (A. D.) **3** : 1679.
 CALOYANNI (M. A.) **2** : 1284. **3** : 1825, 1826, 1827. **4** : 2224, 2228. **5** : 2649-2652, 2655. **6** : 2676, 2826, 3125. **7** : 3148. **8** : 3806. **9** : 4236. **12** : 5711, 5712. **14** : 6090, 6254. **15** : 6502.
 CAMPBELL (L. R.) **15** : 6429.
 CANNON (L.) **2** : 256. **3** : 1336.
 CANONNE (G.) **6** : 2852.
 CANSACCHI (G. P.) **6** : 3126.
 CANTÉ (F.) **14** : 6085, 6238.
 CAPDEQUI (J. M. O.) **5** : 2321.
 CAPITANT (H.) **4** : 2233, 2246.
 CAPPER **2** : 1214. **7** : 3480, 3487. **8** : 3928, 3964. **9** : 4379. **11** : 4847.
 CARAWAY **9** : 4381.
 CARENA (A.) **6** : 2944.
 CAREY (Ch. H.) **2** : 1103.
 CARNEGIE (D.) **4** : 2215.
 CARNIER (H.) **8** : 3545.
 CARNOVALE (L.) **3** : 1726.
 CARR (A. S. C.) **15** : 6448.
 CARR (E. H.) **13** : 5996.
 CARROLL (M. J.) **8** : 3539.
 CARSON (Lord) **7** : 3195.
 CARTER (B. B.) **5** : 2510.
 CARTER (W. HORSFALL) **13** : 5983.
 CARTON DE WIART **2** : 240, 245.
 CASGRAIN **6** : 2704.
 CASSIDY (L. C.) **8** : 3716.
 CASSIN (R.) **4** : 2246. **5** : 2285, 2544. **6** : 2677, 2678, 2679.
 CASTBERG (F.) **2** : 447. **3** : 1581, 1592, 1651. **8** : 3602, 3603. **9** : 4094. **10** : 4466, 4467. **11** : 5082. **14** : 6240.
 CASTLE JR. (W. R.) **2** : 1197.
 CASULLI (A.) **9** : 4276.
 CATCHINGS (B.) **3** : 1737.
 CATELLANI (E.) **6** : 2945, 3134. **10** : 4740.
 CATT (C. Ch.) **2** : 1220. **3** : 1727. **6** : 3035.
 CAVAGLIERI (A.) **4** : 2246. **11** : 5083.
 CAVARÉ (L.) **8** : 3680. **9** : 4149. **10** : 4630. **12** : 5444, 5616. **14** : 6241.
 CAVE **2** : 145. **3** : 1364.
 CAVENDISH-BENTINCK (H.) **5** : 2296.
 CECIL OF CHELWOOD (R.) **2** : 566, 567, 622, 905. **3** : 1364. **4** : 1860, 1889, 2092, 2156. **5** : 2279, 2296, 2474, 2522. **6** : 2740, 2741, 2956, 3106. **8** : 3662, 3663, 3664, 3665. **10** : 4724.
 CEGLA (W. W.) **12** : 5367.
 CEMIL BEY (D.) **10** : 4575, 4580, 4707, 4731, 4732.
 CERETTI (C.) **6** : 2991.
 CHALANDAR (A. de) **6** : 2956.
 CHAMBERLAIN (A.) **2** : 356 b, 607, 608, 619, 620, 623, 1275. **3** : 1363. **4** : 1889, 2232, 2243. **5** : 2296, 2425-2428, 2523. **6** : 2733, 2738, 2738 bis, 2900, 2901. **7** : 3181, 3191. **12** : 5233.
 CHANG (CHÜN-CH'Ï) **10** : 4722.
 CHANG (YI-TING) **10** : 4750.
 CHARLES (Garfield) **2** : 9.
 CHARLESTON (S. J.) **14** : 6244.
 CHARLTON (M.) **5** : 2291.
 CHARRÈRE **2** : 616.
 CHARTERIS (A. H.) **2** : 1104. **3** : 1301, 1518.
 CHATEAU (J.) **2** : 627.
 CHATTERJÉE (A.) **6** : 2956.
 CHEN (C. C.) **12** : 5603.
 CHEN (H. T.) **12** : 5683.
 CHENG (YU-LIOU) **10** : 4712.
 CHENG TIEN-HSI **13** : 5806, 5808, 5809.
 CHEYNEY (A. S.) **9** : 4297.
 CHIANG (KËN-YUAN) **10** : 4713.
 CHILD (R. W.) **3** : 1769. **6** : 2913.
 CHKLAVER (G.) **4** : 1874. **10** : 4764.
 CHOU (Wei) **9** : 4266.
 CHOW (K.-S.) **9** : 4237. **10** : 4424, 4451, 4708, 4733. **12** : 5537.
 CHOW (S. R.) **3** : 1508. **4** : 2061, 2176. **10** : 4424, 4451, 4708, 4733.
 CHOW TUNG-LIH **13** : 5939.
 CIMMERMANN (M. A.) **3** : 1552 ; voir aussi ZIMMERMANN.
 CLAD (C.) **5** : 2524.
 CLARK (E.) **9** : 4417.
 CLARK (J. R.) **2** : 977.
 CLARKE (J. H.) **2** : 1086, 1158, 1208, 1220, 1223. **3** : 1734, 1738. **8** : 3807. **11** : 5122.
 CLUNET (É.) **6** : 2833, 2858. **7** : 3247.
 CLYNES **2** : 356 a.
 CLYNES (J. R.) **11** : 5183.
 COAN (Ph.) **13** : 6002. **15** : 6493-6494.
 COATES (J. G.) **6** : 2754.
 COBBETT (P.) **2** : 944. **7** : 3315.
 COCKS **7** : 3181.
 COCKSHUTT **3** : 1336.
 COHALAN (D. F.) **3** : 1704.
 COHN (G.) **2** : 906. **3** : 1302. **10** : 4631. **14** : 6048-6049.
 COLBY (E.) **3** : 1734. **6** : 3036. **8** : 3958.
 COLBY (F. M.) **2** : 1059, 1060.
 COLEGROVE (K.) **3** : 1771.
 COLETTE (Jean) **8** : 3666.
 CONDLIFFE (J. B.) **4** : 2168.
 CONNALLY **8** : 3987. **11** : 4854, 4855, 4863, 4864.
 CONSTANTINOFF (J.) **5** : 2506.
 CONTZESCO **10** : 4513.
 CONWELL-EVANS (T. P.) **6** : 2946.
 COOK (J.) **3** : 1329.
 COOKE (W. H.) **8** : 3897.
 COOLIDGE **2** : 1073, 1074, 1189. **3** : 1696, 1732, 1740. **5** : 2561, 2593.
 COOPER (R. M.) **11** : 5124.

- COPELAND (R. S.) **4**: 1881, 1886. **6**: 2934. **8**: 3915, 3929.
CORBETT (P. E.) **5**: 2547. **8**: 3933.
CORRADO (U.) **9**: 4244.
CORWIN (E. S.) **2**: 151.
CORY (H. M.) **9**: 4325.
COSENTINI (F.) **2**: 97. **12**: 5617. **14**: 6242.
COSTIGAN **9**: 4354. **11**: 4865.
COT (P.) **6**: 3098. **9**: 4059.
COUDENHOVEN-KALERGI (R. N.) **11**: 5142.
COUDERT (F. R.) **4**: 2130. **6**: 3131. **8**: 3556. **9**: 4353. **10**: 4790.
COUGHLIN **11**: 5143.
COUGHLIN (C. E.) **13**: 6007.
COULON (L.) **2**: 639.
COURTIN (R.) **2**: 928.
COVA (N. de la) **3**: 1398.
COYAJEE (J. C.) **11**: 5056.
CRABITÉS (P.) **7**: 3388, 3399.
CRANBORNE **12**: 5231, 5234.
CRAWFORD (W. H.) **3**: 1708.
CRECRAFT (E. W.) **12**: 5618.
CROCKER (C.) **2**: 1108.
CROFT (H.) **6**: 2735.
CROOKSHANK **6**: 2735.
CROSBY (O. T.) **2**: 4. **4**: 1854. **8**: 3809. **9**: 4418.
CROSS **12**: 5700.
CROSS (S. T.) **10**: 4426, 4444.
CROWDY (R.) **6**: 2956.
CRUCHAGA (M.) **2**: 951.
CRUDU (V.) **10**: 4734.
CRUSEN (G.) **4**: 1974. **8**: 3767. **12**: 5467.
CRUSTIANSKY (L.) **4**: 1978.
CSIKY (J.) **11**: 4918. **12**: 5356.
CUMMINGS (H.) **11**: 5127.
CURTIS (W. J.) **2**: 787.
CUSHENDUN **4**: 1889. **5**: 2296, 2429.
CYBICHOWSKI (Z.) **4**: 2112.
D. (D. E.) **3**: 1308.
D. (E. D.) **3**: 1533.
DĀNIKER (A.) **3**: 1519.
DAHL (F.) **8**: 3590.
DAHLSTRÖM (J. I.) **12**: 5674.
DALIÉTOS (A.) **2**: 688.
DALTON (H.) **3**: 1435. **4**: 2169. **6**: 2722, 2724-2726, 2730, 2731, 2738 bis, 2739. **7**: 3183, 3184, 3193. **8**: 3579, 3580.
DANDURAND (R.) **4**: 1880. **6**: 2703.
DANGERFIELD (R. J.) **7**: 3482.
DARBY (W. E.) **2**: 1 (note).
DARRAS (A.) **6**: 2846, 2932, 3001.
DASCOVICI (N.) **10**: 4734.
DAUVERGNE (C.) **2**: 446.
DAVIES (A.) **11**: 5144.
DAVIES (D.) **7**: 3470.
DAVIES (Lord) **10**: 4430. **11**: 4876. **12**: 5229.
DAVIES (Rhys) **9**: 4030.
DAVIES (W. W.) **5**: 2550.
DAVIS **11**: 4863, 4865.
DAVIS (J.) **2**: 1178.
DAVIS (J. W.) **2**: 788, 1109. **5**: 2279. **7**: 3389. **8**: 3717, 3718, 3719, 3941. **9**: 4354.
DAVIS (K. W.) **11**: 5198.
DAVISON (W.) **6**: 2727.
DAVY (G.) **2**: 984.
DAWSON (W. H.) **6**: 3017. **9**: 4184.
DAY (E. C.) **4**: 2113.
DAY (G. M.) **4**: 1885.
DEÁK (F.) **4**: 1920, 2234. **5**: 2341. **7**: 3435.
DEAN (V. M.) **6**: 2920. **7**: 3149.
DÉCENCIÈRE-FERRANDIÈRE (A.) **6**: 2992. **10**: 4701.
DEHOUSSE (F.) **12**: 5408. **13**: 5915.
DELAHAYE (D.) **2**: 540.
DELANO (F. A.) **5**: 2525.
DELHORBE (F.) **2**: 167.
DEMBINSKI **2**: 389.
DEMERS **3**: 1336.
DEMEUR (P.) **8**: 3682.
DEMEY (J.) **5**: 2381.
DEMIASHKEVICH (M.) **11**: 5113.
DENCKER (K.) **10**: 4468.
DENEEN (Ch. S.) **6**: 2921. **7**: 3390.
DENNIS (W. C.) **9**: 4355.
DEREVITZKY (P.) **9**: 4122.
DERYNG (A.) **7**: 3254. **14**: 6145.
DESCAMPS (E. E. F.) **4**: 1865, 2246. **5**: 2545. **6**: 3008. **8**: 3858.
DESRIOUX (J.) **13**: 5824.
DETH (A. van) **4**: 1967.
DEVAUX (J.) **11**: 5084.
DEVEDJI (A. E.) **6**: 2850.
DEVOGEL (L.) **8**: 3614. **9**: 4045. **10**: 4729. **14**: 6149.
DE VOGUÉ **2**: 533.
DEWEY (J.) **4**: 2179.
DIAMANDESCO (J.) **12**: 5637.
DICKERSON (O. N.) **5**: 2562.
DICKINSON (E. D.) **2**: 1090. **3**: 1534. **8**: 3556.
DICKINSON (W.) **8**: 3903.
DIENA (G.) **2**: 168, 169, 985. **4**: 2246. **7**: 3436. **10**: 4735. **12**: 5380. **15**: 6467.
DILL **2**: 319. **6**: 3077. **7**: 3480, 3503. **8**: 3763.
DILL (C. C.) **8**: 3930, 3976. **9**: 4369.
DJOUROVITCH (D.) **4**: 2166.
DJUVARA (M.) **2**: 1043.
DOBIE (A. M.) **8**: 3556.
DOHERTY (C. J.) **2**: 256. **3**: 1334-1338.
DOLENC (M.) **14**: 6171.
DOLESCHALL (A.) **10**: 4817.

- DONAHEY (V.) **11** : 5145.
DONATI (D.) **8** : 3610. **14** : 6222.
DONKER CURTIUS (F.) **11** : 5094.
DONNEDIEU DE VABRES (H.) **2** : 1282.
3 : 1828. **4** : 1988, 1989, 2227, 2246.
14 : 6283-6284.
DONNELL (F. C.) **7** : 3391. **11** : 5125.
DOR (L.) **4** : 1990.
DOTREMONT (S.) **6** : 2999.
DOUGLAS (J. J.) **2** : 309.
DOUMA (J.) **5** : 2271-2276. **6** : 2667-2668.
7 : 3137-3138. **8** : 3542-3543. **9** : 4008-4009. **10** : 4422-4423. **11** : 4839-4840.
12 : 5203-5204. **13** : 5733-5734. **14** : 6035-6036, 6065. **15** : 6290-6291.
DOVE **7** : 3392.
DRAEGER **8** : 3677.
DRECHSEL (M.) **3** : 1616.
DRESSELHUYTS (H. C.) **2** : 100.
DREYFUS **8** : 3634. **10** : 4504.
DREZGA (T.) **7** : 3380.
DRIELSMAN (A. J. HANKES) **12** : 5296.
DROST (H.) **12** : 5368.
DRUCKER (G.) **10** : 4695.
DRUMMOND (E.) **6** : 2956, 3066. **7** : 3416, 3423. **9** : 4267. **10** : 4722.
DUCHOSAL (E.) **8** : 3840. **9** : 4268.
DUCMANS (K.) **8** : 3847.
DUFF-COOPER (A.) **2** : 623.
DUFFUS (R. L.) **5** : 2581-2583, 2611.
DUGDALE (E.) **4** : 2235.
DUGGANN (E.) **2** : 875.
DUGUIT (L.) **4** : 2246.
DULLES (J. F.) **2** : 847.
DUMAS (J.) **5** : 2314. **6** : 2922. **10** : 4748.
12 : 5713.
DUMBAULD (E.) **8** : 3592.
DUNAN (M.) **8** : 3720.
DUNAND (G.) **15** : 6452.
DUNN (F. S.) **14** : 6255.
DUPONT (E.) **8** : 3870.
DU PREZ (W. A.) **2** : 638.
DUPUIS (Ch.) **4** : 1914, 2236. **6** : 3000.
7 : 3261.
DUPUY (W. A.) **3** : 1450.
DUSEK (C.) **2** : 406.
DUWEL (C. L. TORLEY) **11** : 4897.
DYER (C. H. A.) **2** : 1236.
E. **5** : 2380.
EAGLETON (C.) **4** : 2140. **6** : 3038. **9** : 4331.
EBERING (E.) **9** : 4410.
EBERS (J.) **9** : 4410.
ECKHARDT (P.) **2** : 927.
ECKHARDT-KUTTIG **7** : 3431.
EDDY (C. B.) **9** : 4143.
EDDY (G. S.) **3** : 1680.
EDEN (R. A.) **2** : 622. **6** : 2723, 2738 *bis*, 2739. **9** : 4029, 4031. **12** : 5232, 5236, 5498, 5499. **14** : 6267.
EDGE **2** : 1214.
EDMUNDS (S. E.) **2** : 952. **9** : 4303.
EDORNÉVAL **2** : 357.
ÉFRÉMOFF (J.) **8** : 3995. **9** : 4304. **11** : 5099.
EGAWA (H.) **12** : 5714.
EGBERT (L.) **2** : 1088.
EHRlich (L.) **4** : 2123. **6** : 2826, 2826 *bis*, 2856.
EISEMAN (R. C.) **13** : 6008.
EKSTRAND **12** : 5293, 5294.
ELBE (J. von) **6** : 2842.
ELES (G. T.) **11** : 5067.
ELIOT (Ch. W.) **2** : 32.
ELLINGWOOD (A. R.) **2** : 448.
ELLIOTT (Ch. B.) **2** : 1166.
ELST JR. (H. B. van der) **14** : 6050.
EMBDEN (van) **2** : 381. **9** : 4071.
EMMRICH (K. G.) **3** : 1511.
ENCKELL **2** : 542, 544.
ENDO (G.) **4** : 2114.
ENEMY (Brooks) **11** : 5118.
ENGEL **10** : 4540, 4541.
ENGEL (S.) **12** : 5357. **13** : 5836.
ENGELSDOERFER (A.) **11** : 5043. **12** : 5409.
ENGLIS (K.) **12** : 5417.
ENRIQUES (G.) **8** : 3604. **9** : 4045.
EÖTTEVÉNYI (O.) **11** : 4993.
EPPSTEIN (J.) **6** : 2956. **12** : 5619.
EPPSTEIN (L.) **2** : 667, 673, 817.
ERIC (M.) **8** : 3687.
ERDSTEIN (D.) **9** : 4396.
ERICH (R. W.) **2** : 334, 548, 549, 656, 919, 1011. **3** : 1697. **4** : 1914. **5** : 2444. **6** : 2794, 2795. **8** : 3619. **12** : 5253. **14** : 6051-6052. **15** : 6314-6317, 6322-6325.
ERLER (G. H. J.) **7** : 3533.
ERRERA (P.) **2** : 675.
ERZBERGER (M.) **2** : 60.
ESAT (Mahmut) : voir MAHMUT ESAT.
ESCH (J. J.) **7** : 3504.
ESPONDA (E. GUZMAN) **15** : 6294.
ESSEN (J. J. F. van) **4** : 1921.
ESTOUP (M.) **12** : 5384.
ETHEM Bey **10** : 4581, 4736.
EUSCHEN (K.) **11** : 5194.
EUSTATHIADÈS (C. Th.) **13** : 6024. **14** : 6243.
EYMA (Jean) **5** : 2278.
EYQUEM (D.) **2** : 170.
EYSINGA (W. J. M. van) **3** : 1596. **6** : 2680.
7 : 3236. **9** : 4090. **10** : 4504. **11** : 4941. **12** : 5254. **13** : 5763, 5859, 5983. **14** : 6046, 6053-6054.
F. (P. M.) **4** : 1899.
FABIAN COMMITTEE **2** : 43, 44, 65.
FABRE-LUCE (A.) **2** : 1012.

- FACHIRI (A. P.) **2** : 772. **3** : 1472. **4** : 1979, 2141. **6** : 2839. **7** : 3297, 3303, 3484. **9** : 4016, 4124, 4150, 4233. **10** : 4507, 4633. **11** : 4947. **13** : 5741, 5862. **14** : 6133. **15** : 6353, 6374, 6394.
- FAIRMAN (Ch.) **11** : 4962.
- FAISNE (R.) **2** : 1016.
- FALIKMANN (B.) **8** : 3882.
- FALUHELYI (F.) **10** : 4776, 4777. **12** : 5638.
- FANSHAWE (M.) **2** : 907. **3** : 1502. **6** : 2908, 2947, 2956. **11** : 5044.
- FARAG (W. M.) **3** : 1503.
- FARAGGI (M.) **12** : 5661.
- FARBMAN (M.) **4** : 2184. **5** : 2551. **6** : 3022.
- FASSBENDER (K.) **10** : 4751.
- FAUCHILLE (P.) **2** : 962.
- FAULKNER (H. U.) **14** : 6274.
- FAUNCE (W. H. P.) **2** : 1239.
- FEDOZZI (P.) **4** : 2246. **6** : 3134. **8** : 3859. **10** : 4460, 4752.
- FEHLINGER (H.) **2** : 932, 933.
- FEIG (J.) **7** : 3431. **9** : 4203.
- FEINBERG (N.) **7** : 3255, 3255 *bis*. **8** : 3605. **9** : 4046, 4397. **13** : 6030. **14** : 6146.
- FELLER (A. H.) **7** : 3308. **8** : 3593. **11** : 5337.
- FENWICK (Ch. G.) **2** : 23, 171, 945, 978, 1111. **11** : 5085. **12** : 5538, 5616. **13** : 5987. **14** : 6269.
- FERNALD **2** : 320, 327, 329.
- FERNANDES (R.) **3** : 1813, 1814.
- FERRARIS (M.) **12** : 5586.
- FERRERO (M.) **9** : 4164.
- FERRIS **2** : 320.
- FESS (S. D.) **2** : 1167. **4** : 1883.
- FETTAH (Suleiman Bey) **2** : 626.
- FIELD (N. H.) **4** : 2157.
- FIELDING (W. S.) **2** : 256. **3** : 1334.
- FIENNES (C.) **2** : 908, 909, 1271.
- FINCH (G. A.) **2** : 1112, 1168. **12** : 5369. **14** : 6111.
- FINKELSTEIN (M.) **9** : 4151.
- FINLAY (R. B.) **4** : 1946. **6** : 2778, 2782, 2822, 2823, 2825, 2826, 2826 *bis*. **7** : 3245.
- FINNEY **2** : 356 a.
- FISCHER (J.) **7** : 3350. **9** : 4125, 4204.
- FISH **2** : 295, 298, 301.
- FISHER (H. A. L.) **2** : 356 b, 1058. **3** : 1684. **9** : 4415.
- FISHER (I.) **2** : 1048. **3** : 1728.
- FITZGERALD (D.) **3** : 1366.
- FLACHBARTH (E.) **14** : 6287.
- FLACK (H. E.) **2** : 106.
- FLEINER (F.) **3** : 1640. **14** : 6260.
- FLEISCHMANN (M.) **2** : 954. **6** : 2976. **13** : 6029.
- FLEMING (D. F.) **6** : 3078. **8** : 3977.
- FLETCHER **4** : 1883. **8** : 3979. **11** : 4856. **12** : 5233.
- FLEURY (L.) **9** : 4406.
- FLINT (H. J.) **2** : 1240.
- FLORESCO (J. T.) **5** : 2391.
- FLOWERS (M.) **3** : 1554.
- FOA (E.) **6** : 3115.
- FOCKEMA ANDRÆ (J. P.) **11** : 4907.
- FODOR (A.) **4** : 2079. **10** : 4709.
- FÖRSTER (R. von) **14** : 6256.
- FOIGNET (R.) **2** : 940, 963. **5** : 2507. **8** : 3870.
- FONTAIN **4** : 2102.
- FONTENAY (Vte de) **10** : 4778.
- FORSTER (H. W.) **3** : 1328.
- FORTUIN (H.) **2** : 654. **12** : 5645.
- FOSDICK **12** : 5700.
- FOSDICK (H. E.) **2** : 1047.
- FOSDICK (R. B.) **3** : 1774. **8** : 3904.
- FOSTER (G.) **4** : 1880. **6** : 2703.
- FOX (A. J.) **5** : 2563.
- FRANCE (J. I.) **9** : 4356.
- FRANÇOIS (J. P. A.) **7** : 3443. **11** : 4886. **14** : 6055.
- FRANCOZ (P.) **9** : 4165. **11** : 4980, 5019, 5020. **12** : 5435.
- FRANQUEVILLE (B. de) **4** : 1964. **8** : 3791.
- FRANGULIS (A.-F.) **8** : 3811. **10** : 4778. **12** : 5639. **15** : 6492.
- FRANK (H.) **11** : 5053. **14** : 6236.
- FRANKFURTER (F.) **2** : 660. **13** : 5770.
- FRASER (P.) **6** : 2754.
- FRASHERI **12** : 5486-5489.
- FRAZIER **2** : 321, 327.
- FREEMAN (A. V.) **15** : 6468.
- FREI (P. H.) **5** : 2342.
- FREYTAGH LORINGHOVEN (A. von) **3** : 1599, 1835, 1836. **4** : 2054. **11** : 5070. **12** : 5658. **13** : 5813.
- FRICKE-LEMOINE (E.) **13** : 5940.
- FRIED (A. H.) **2** : 1 (note).
- FRIEDE (M.) **11** : 5024.
- FRIEDE (W.) **8** : 3594. **11** : 4950. **12** : 5620. **13** : 5911. **14** : 6136, 6144.
- FRIEDMANN (W.) **12** : 5722.
- FRIERSON (W.) **2** : 1113.
- FRIERSON (W. L.) **9** : 4345.
- FROMAGEOT (H.) **10** : 4504.
- FRUCHTMAN (J.) **8** : 3905.
- FRUIN (Th. A.) **12** : 5300 a.
- FRY (C. B.) **2** : 887.
- FUCHS (W.) **4** : 2019.
- FÜLSTER (H.) **4** : 2142.
- FUGLSANG (W.) **10** : 4634.
- FUNK (Ch. E.) **13** : 6002. **15** : 6493-6494.
- FURUGAKI (T.) **2** : 888.
- FUSCO (G. S.) **13** : 5969.
- GADSKESSEN **2** : 261 a.
- GAINER (J. H.) **2** : 1241.
- GAJZAGO (L.) **12** : 5380.
- GAL (L.) **10** : 4618, 4619.
- GALLI (P.) **11** : 5095.

- « GALLUS » 6 : 3009. 7 : 3460, 3463. 8 : 3895.
 GANNETT (L. S.) 2 : 1199.
 GARDNER (J. C.) 9 : 4251. 12 : 5621.
 GARFIELD (J. B.) 9 : 4372.
 GARFIELD (W.) 2 : 1000.
 GARLAND 6 : 2705.
 GARNER (J. W.) 2 : 818, 953, 1019. 3 : 1775. 4 : 2207. 5 : 2286. 6 : 2798. 8 : 3620, 3812, 3861. 10 : 4635. 12 : 5539. 5687. 13 : 5804.
 GARNETT (J. C. Maxwell) 9 : 4288.
 GARNETT (M.) 7 : 3427.
 GARNIER (P.) 4 : 1965.
 GARNIER-COIGNET (J.) 7 : 3455.
 GAROFALO (M. R.) 3 : 1829.
 GARVIN (J. L.) 2 : 70.
 GASCON Y MARIN (J.) 9 : 4061.
 GATHORNE-HARDY (G. M.) 11 : 5119. 15 : 6487.
 GAUDARD 2 : 396, 397.
 GAVRILOVIĆ (S.) 9 : 4278.
 GAYDA (V.) 8 : 3722.
 GEARY 6 : 2705.
 GEDYE (G. E. R.) 8 : 3723.
 GEIB 7 : 3431.
 GEISMAR (R.) 8 : 3697.
 GEISSLER (R.) 9 : 4127.
 GEMMA (S.) 2 : 941. 4 : 2246.
 GENET (R.) 6 : 2860. 7 : 3465. 9 : 4062. 10 : 4482, 4549. 11 : 4994. 12 : 5381, 5398. 13 : 5818, 5865, 5949-5952, 5984. 14 : 6091-6092, 6137. 15 : 6362, 6379 a.
 GENEVOIS (Un) 6 : 2879.
 GÉNY (F.) 12 : 5374. 13 : 5842, 5845, 5846, 5848, 5849.
 GEÓCZE (B.) 8 : 3606, 3724. 9 : 4047. 10 : 4550, 4551, 4572, 4589, 4592, 4593, 4765.
 GEORGE (W. H.) 4 : 2200.
 GÉRARD 10 : 4542, 4543.
 GERBER (H.) 8 : 3669.
 GEROULD (J. T.) 3 : 1776. 5 : 2613.
 GIANNI (G.) 7 : 3444.
 GIANNINI (A.) 3 : 1633.
 GIBBERD (K.) 10 : 4721.
 GIBLIN (J. V.) 3 : 1504. 4 : 2196.
 GIDEL (G.) 2 : 727. 3 : 1476, 1477, 1478. 5 : 2504. 7 : 3269. 8 : 3683. 12 : 5255, 5430.
 GIESE (F.) 5 : 2484, 2524. 6 : 2997. 7 : 3265. 8 : 3597. 9 : 4064, 4136. 13 : 6029. 15 : 6469.
 GIHL (T.) 8 : 3862. 14 : 6244, 6257-6258. 15 : 6470.
 GILLET 2 : 328. 4 : 1886, 1887, 1888. 5 : 2583, 2584, 2599. 6 : 2926, 3082, 3084. 7 : 3487, 3488.
 GIRAUD (E.) 6 : 3001.
 GJELSVIK (N.) 12 : 5445.
 GLASGOW (G.) 5 : 2373, 2392. 6 : 3042. 9 : 4186.
 GLASS 4 : 1886.
 GLASSER 2 : 539, 540.
 GLEISPACH (W.) 10 : 4818. 12 : 5468. 13 : 5901.
 GLOSE (F.) 5 : 2372.
 GODART (J.) 9 : 4411.
 GODDARD (A. C.) 7 : 3505.
 GODSHALL (W. L.) 15 : 6495.
 GODYEVATZ (A.) 10 : 4552, 4553. 12 : 5351, 5410-5412, 5431, 5605, 5646.
 GOELLNER (A.) 15 : 6471.
 GÖPPERT (O.) 14 : 6225.
 GOETZ (J. H.) 5 : 2495.
 GOMPERS (S.) 2 : 1114.
 GONSIOROWSKI (M.) 3 : 1603. 10 : 4774.
 GOOCH (G. P.) 5 : 2510. 10 : 4796.
 GOODRICH (L. M.) 15 : 6380.
 GORE 11 : 4851, 4856, 4858, 4866.
 GORGÉ (C.) 3 : 1652.
 GORRESIO (V.) 10 : 4729.
 GOSNELL (C. B.) 5 : 2446.
 GOSSWEILER (Ch. H.) 2 : 975.
 GOTHEIN 3 : 1575.
 GOTTSCHALK (E.) 3 : 1837.
 GOUET (Y.) 8 : 3871.
 GOULÉ (P.) 2 : 775. 6 : 2846, 3001. 11 : 5081. 13 : 5967.
 GOVARE (J. P.) 5 : 2315.
 GRAEFF (De) 11 : 4886. 12 : 5293, 5294.
 GRAHAM (G.) 6 : 2902.
 GRAHAM (F. P.) 14 : 6227.
 GRAHAM (G. P.) 6 : 2704.
 GRALINSKI (Z.) 2 : 987.
 GRAM (G.) 2 : 56.
 GRAMAIN (P.) 10 : 4829.
 GRAMSCH (W.) 10 : 4452.
 GRANDI (D.) 9 : 4287.
 GRANFELT (H.) 12 : 5565.
 GRAPIN (P.) 11 : 4919.
 GRÁTZ (G.) 4 : 2115.
 GRAY (J. H.) 6 : 3013.
 GREEN (A.) 3 : 1310.
 GREEN (R. D.) 4 : 2066.
 GREEN (W.) 3 : 1571.
 GREENE (R. D.) 5 : 2565. 9 : 4252.
 GREGORY (Ch. N.) 2 : 642.
 GREISER 12 : 5498, 5499.
 GRETSCHAMINOV (Georg von) 12 : 5349.
 GREY (F. T.) 7 : 3315.
 GREY OF FALLODON 6 : 2956.
 GRIFFITHS (A. E.) 4 : 2189.
 GRIGAUT (M.) 4 : 2103.
 GRIMANELLI (G.) 13 : 5942.
 GRIMM 12 : 5469.
 GROB (F.) 9 : 4293.
 GROOM (L. E.) 2 : 231. 3 : 1327.
 GROSS (L.) 9 : 4187.

- GROTTE (M. de la) **3** : 1473. **5** : 2404. **6** : 2880.
- GRUNEWALD (E.) **3** : 1661.
- GRZYBOWSKI (K.) **14** : 6112.
- GUENÉNA (S.) **15** : 6472.
- GÜNZER (K.) **15** : 6473.
- GÜRKE (N.) **11** : 5096. **12** : 5640.
- GUERREAU (M.) **2** : 929.
- GUERRERO (J. G.) **8** : 3814. **10** : 4504. 4778. **13** : 5815, 5820.
- GUERRIERO (L.) **6** : 2945.
- GUGGENHEIM (P.) **2** : 665, 690, 700, 709 713, 721, 736. **3** : 1483, 1484. **7** : 3248. **9** : 4041, 4279. **10** : 4554. **12** : 5256, 5257.
- GULICK (S. L.) **8** : 3942. **10** : 4791.
- GUP (S. M.) **2** : 1242.
- GUTHRIE (H.) **6** : 2705. **7** : 3506.
- GUTHRIE (W. D.) **3** : 1582. **5** : 2305.
- GUTIERREZ-PONCE (I.) **8** : 3883.
- GUYNAT (André-Marie) **7** : 3249.
- GUZMAN ESPONDA (E.) : voir ESPONDA (E. GUZMAN).
- H.** (L.) **4** : 1993.
- HAASE (B.) **2** : 580.
- HABICHT (M.) **8** : 3876. **11** : 4924-4925, 4928.
- HACHENBURG (M.) **8** : 3725. **9** : 4189.
- HADLEY (H. S.) **2** : 848.
- HAEMMERLE (J.) **12** : 5413.
- HÄRLE (E.) **7** : 3257. **8** : 3607. **9** : 4048. **10** : 4469, 4478. **11** : 4963. **12** : 5370, 5414. **13** : 5867. **14** : 6147, 6183.
- HAGERUP (F.) **9** : 4305.
- HAILSHAM **6** : 2741.
- HAJN (A.) **10** : 4822.
- HAJNAL (H.) **5** : 2393. **6** : 2843. **10** : 4592.
- HALDANE **4** : 2217. **5** : 2296.
- HALE **11** : 4848.
- HALE (W. B.) **8** : 3556.
- HALL (A. B.) **5** : 2410.
- HALL (J.) **14** : 6172.
- HALL (W. E.) **2** : 946.
- HALLIER (J.) **9** : 4190. **10** : 4620.
- HALPHON (R. S.) **3** : 1576.
- HAMACHER (P.) **6** : 2853.
- HAMBRO (C. J.) **12** : 5667.
- HAMBRO (E.) **13** : 5916. **14** : 6226. **15** : 6450.
- HAMBURGER (R. C. S.) **2** : 655.
- HAMILTON **6** : 2726. **7** : 3183.
- HAMMARSKJÖLD (Å.) **2** : 138, 139, 439, 635, 896. **3** : 1394, 1567, 1845. **4** : 1904, 1912, 1913, 1914, 2046, 2047, 2048, 2067. **5** : 2287. **6** : 2821, 2837, 2982, 2982 bis. **7** : 3400. **8** : 3634, 3667, 3790. **9** : 4257-4259. **10** : 4555, 4556. **11** : 4886, 4899, 4905, 4916, 4929, 5045. **12** : 5246, 5247, 5258, 5295, 5350, 5358, 5365, 5380, 5353, 5540, 5541, 5604. **13** : 5806, 5808, 5809, 5811, 5851, 5804. **14** : 6048-6075, 6081-6084, 6118, 6238. **15** : 6310-6317, 6321, 6361, 6422, 6435-6436, 6439-6440.
- HAMMARSKJÖLD (Hj. L.) **11** : 4891, 4892.
- HAMMERICH (K. F.) **9** : 4326.
- HAMMERLE (H.) **11** : 4964.
- HAMMOND (J. H.) **2** : 172.
- HANCOCK (W. K.) **13** : 6022.
- HANNON **9** : 4029.
- HANSSON (M.) **10** : 4682.
- HARD (W.) **2** : 1115, 1243, 1254. **3** : 1541.
- HARDER (H. A.) **5** : 2406, 2585. **6** : 3079.
- HARDER (Hans) **7** : 3151.
- HARDING (W. G.) **2** : 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1105, 1138, 1139, 1140, 1149, 1152, 1158, 1189. **3** : 1705, 1715, 1732, 1740.
- HARLEY (J. E.) **2** : 876. **3** : 1520, 1627. **7** : 3471. **11** : 5117.
- HARMS (B.) **5** : 2529, 2661.
- HARRELD **2** : 324.
- HARRIMAN (E. A.) **2** : 1081, 1169. **3** : 1535, 1778.
- HARRIS (H. W.) **2** : 643, 910. **5** : 2288, 2458. **6** : 2949.
- HARRIS (J.) **2** : 328, 356 a.
- HARRISON **2** : 325.
- HART (H. L.) **10** : 4784.
- HARTLEY (H. L.) **5** : 2566.
- HARVEY (J. L.) **4** : 2130.
- HASLUCK (E. L.) **15** : 6488.
- HASPER (R.) **2** : 773.
- HASSELBLATT (W.) **11** : 5012.
- HASTINGS **11** : 4866.
- HATCH **11** : 4863.
- HATSCHEK (J.) **2** : 942, 967. **3** : 1628, 1629. **7** : 3437.
- HATVANY (A.) **2** : 980, 1080.
- HAYER (W.) **14** : 6168.
- HAWKIN (R. C.) **15** : 6322.
- HAYDAY **10** : 4540-4543.
- HEALD (S. A.) **15** : 6430.
- HEALY (Th. H.) **13** : 6011.
- HEBERT **10** : 4813.
- HECKER (G.) **8** : 3686.
- HEDDAYA (MOHAMED ABD EL SALAM) **11** : 4930.
- HEDGES (R. Y.) **11** : 5114.
- HEFLIN **2** : 323, 324, 328.
- HEGEL **3** : 1643.
- HEGLER (A.) **8** : 3669.
- HEILBORN (P.) **4** : 2116.
- HEIM (R.) **12** : 5436.
- HELD (H. J.) **4** : 1939, 2068, 2167. **5** : 2661.
- HELIARD (M.) **9** : 4191.
- HELLBERG **3** : 1372.
- HELLMAN (F. S.) **8** : 3527-3528. **9** : 4007. **10** : 4419. **11** : 4836. **12** : 5200. **13** : 5730. **14** : 6033.

- HEMMER GUDME (P. de) **8**: 3906.
 HENDERSON (A.) **6**: 2723, 2727, 2729, 2732-2734, 2736, 2737, 2738 *bis*, 2903, 2956. **7**: 3181, 3182, 3185-3191, 3306-3307, 3372-3373. **8**: 3587, 3907. **11**: 5183.
 HENKEL (H.) **12**: 5469 *a*.
 HENKIN (A.) **12**: 5675.
 HENNESSY (J.) **8**: 3815.
 HENRY (Noël) **4**: 1991.
 HENSE (A.) **8**: 3608.
 HEPBURN (W.) **7**: 3523.
 HERBATSCHKE (H.) **13**: 5943.
 HERBERT (S.) **9**: 4295.
 HERBST **12**: 5293.
 HERGEL (H.) **7**: 3401.
 HERMANN-OTAVSKÝ (K.) **11**: 4941. **13**: 5771.
 HERRE (P.) **2**: 1037.
 HERSHEY (A. E.) **2**: 865.
 HERSHEY (A. S.) **4**: 1857, 2124. **5**: 2526.
 HERTZ (W. G.) **15**: 6407.
 HERTZOG (J. B. M.) **6**: 2691.
 HERVEY (J. G.) **8**: 3943.
 HESSE (F.) **3**: 1460, 1461.
 HESSLÉN (G.) **12**: 5566.
 HETTE (J. Gr. P.) **11**: 5099.
 HEYDTE (F. A. von der) **10**: 4470.
 HEYKING (A. de) **3**: 1847. **4**: 2256.
 HEYL (F. W.) **6**: 2881.
 HEYMANN (H.) **4**: 1909.
 HEYNE (F.) **12**: 5724.
 HIGGINS (A. P.) **2**: 946. **4**: 2246. **5**: 2496. **6**: 3118.
 HIITONEN (E.) **5**: 2492.
 HILL (D. H.) **3**: 1779.
 HILL (D. J.) **2**: 173, 272, 1046, 1171, 1172, 1244, 1245. **3**: 1505, 1583.
 HILL (J. Ph.) **3**: 1351.
 HILL (M. J.) **6**: 2808.
 HILL (N. L.) **6**: 3119. **8**: 3588, 3621. **10**: 4453. **11**: 4909, 5015.
 HINCKLEY (F. E.) **3**: 1387.
 HINDMARSCH (A. E.) **10**: 4785.
 HIRSCH (K.) **9**: 4063.
 HIS (E.) **4**: 2237, 2246.
 HISGEN (H.-H.) **14**: 6173.
 HITCHCOCK (G. M.) **2**: 73. **3**: 1555.
 HJELLE (L.) **10**: 4636.
 HOBSON (J. A.) **2**: 1001.
 HOBZA (A.) **4**: 1914. **8**: 3552.
 HODGES (Ch.) **3**: 1667. **5**: 2320. **8**: 3898.
 HOEK (K. van) **11**: 4901. **14**: 6077.
 HOFFER (H. P.) **7**: 3335.
 HOFFMANN (C. E.) **11**: 4875.
 HOFFMANN (K.) **3**: 1468.
 HOFFMANN (P.) **8**: 3726.
 HOFMANN (D. J.) **12**: 5359.
 HOLD-FERNECK (A.) **8**: 3872.
 HOLDSWORTH (W.) **12**: 5722.
 HOLLAND (H. E.) **6**: 2754.
 HOLLAND (Th. E.) **10**: 4753.
 HOLLIS (W.) **11**: 4965.
 HOLM (S.) **12**: 5567.
 HOLMBÄCK (A.) **6**: 2882, 2883.
 HOLSTEIN **2**: 260, 261.
 HOLT (H.) **11**: 5148. **12**: 5700.
 HOLZAMANN (H.) **8**: 3688.
 HONINCTHUN (T. M. A. d'—) **12**: 5535.
 HOOPER (Ch. A.) **7**: 3321.
 HOOPER (F. H.) **11**: 5046.
 HOOVER (H.) **2**: 1116, 1149, 1152, 1158. **5**: 2614. **6**: 3040, 3065, 3074, 3080, 3094. **7**: 3512. **8**: 3921, 3937.
 HOPKINSON (A.) **4**: 2237.
 HORA (V.) **10**: 4454.
 HORAK (A.) **10**: 4569.
 HÖRTER (R.) **9**: 4128.
 HORVATH (J.) **4**: 2080.
 HOSTIE (J.) **5**: 2527. **9**: 4306. **10**: 4557, 4558. **12**: 5622. **13**: 5868. **15**: 6381.
 HOTTÉLIER (A.) **13**: 5917.
 HOUDEK (F.) **10**: 4570.
 HOUGHTON (N. D.) **13**: 6012.
 HOULARD (M.) **14**: 6245.
 HOUSE **2**: 73. **4**: 1860. **5**: 2279, 2280.
 HOUSE (E. M.) **2**: 1158. **6**: 3020.
 HOUSTON (H. S.) **2**: 419.
 HOWALD (O.) **12**: 5484.
 HOWALDT (H.) **3**: 1442.
 HOWARD (E.) **2**: 844.
 HOWARD-BURY **7**: 3187.
 HOWARD-ELLIS (C.) **5**: 2477.
 HOWLAND (Ch. P.) **5**: 2586. **6**: 3016. **9**: 4333-4334.
 HÖIJER (O.) **2**: 920, 988. **4**: 2143. **6**: 2869, 2993. **7**: 3261. **14**: 6056.
 HOYLE (J. M.) **7**: 3507.
 HSIA (CH'I-FENG) **10**: 4711.
 HSIA (Chu) **9**: 4270.
 HSIANG (L. R.) **12**: 5688.
 HSIAO (CHIN-FANG) **9**: 4038-4039.
 HU (YU-CHIH) **10**: 4677.
 HUANG (TING-YOUNG) **13**: 5970.
 HUBER (M.) **2**: 849, 850, 851. **3**: 1654. **4**: 1897, 1914, 2071, 2125. **6**: 2822, 2826 *bis*, 2983. **8**: 3634. **10**: 4441. **11**: 4893-4894, 4898-4900, 4916. **12**: 5259, 5350, 5380. **14**: 6057-6059. **15**: 6422.
 HUBERT (L. L.) **4**: 1992. **6**: 2870.
 HUDSON (M. O.) **2**: 636, 660, 661, 676, 679, 686, 687, 694, 695, 698, 704, 711, 712, 714, 731, 732-734, 740, 789, 790, 826-828, 911, 1079, 1085, 1091-1093, 1117-1123, 1143, 1163, 1174-1176, 1200-1203, 1220, 1223, 1246, 1247, 1291. **3**: 1474, 1480, 1536, 1780, 1781. **4**: 2026, 2027, 2049, 2144, 2178. **5**: 2394, 2407-2409, 2459, 2488, 2587. **6**: 2799, 2884-2886, 2924, 2972. **7**:

- 3152, 3153, 3230-3234, 3250, 3258, 3309-3311, 3393, 3402, 3435. **8** : 3556, 3595, 3694, 3727, 3728, 3792, 3793, 3816, 3817, 3831, 3832, 3864, 3908, 3931. **9** : 4017, 4210, 4253, 4260, 4261, 4346, 4357-4360, 4398. **10** : 4439, 4455, 4559, 4607, 4637, 4678, 4702, 4761, 4796, 4805, 4806. **11** : 4943, 4966-4967, 5041, 5046-5048, 5086, 5102, 5126, 5127, 5149-5152, 5174. **12** : 5213, 5326-5328, 5371, 5535, 5538, 5539, 5542, 5543, 5663, 5684. **13** : 5804-5810, 5812, 5821, 5864, 5869, 5968. **14** : 6060, 6061, 6093, 6148. **15** : 6371, 6423, 6431, 6504.
- HUGHES (C. E.) **2** : 844, 1052, 1105, 1124-1126, 1143, 1149, 1152, 1158. **3** : 1521, 1522, 1556, 1716, 1729, 1739, 1782. **4** : 2130, 2197. **5** : 2303-2311, 2588, 2589, 2615. **6** : 2772, 2774, 2779, 2785, 2925-2927, 3043. **7** : 3251, 3403. **8** : 3596.
- HUGHES (W. M.) **3** : 1328.
- HUGUENIN (H.) **9** : 4166.
- HULL (W. E.) **3** : 1349.
- HULL (W. I.) **2** : 57, 1177. **3** : 1730. **4** : 1850, 1853.
- HURST (C. J. B.) **2** : 73, 898. **4** : 1860. **5** : 2279. **6** : 2778, 2837, 2908, 2956. **8** : 3634, 3667, 3818. **9** : 4090. **10** : 4439, 4504, 4793. **11** : 4886. **12** : 5293, 5294, 5300 a, 5303. **13** : 5815, 5859, 5860.
- HUTCHESON (A. E.) **11** : 5049.
- HUTCHINSON (R.) **2** : 622.
- HYDE (Ch. Ch.) **2** : 936. **5** : 2308. **6** : 2779, 2800. **10** : 4625, 4638, 4639. **12** : 5460.
- HYDE (H. E.) **7** : 3472.
- I. (V. R.) **11** : 4920.
- ICHIMATA (M.) **10** : 4766.
- IHLEN **10** : 4635, 4651.
- IMBERG (K. E.) **4** : 2069. **8** : 3833. **12** : 5544. **13** : 5870.
- IMPERIALI **2** : 526, 527, 530, 531. **12** : 5586.
- IMPEY (L.) **4** : 2020.
- INNES (K. E.) **6** : 2907. **9** : 4316.
- « INNOXIUS » **6** : 3044.
- IRFAN Bey **10** : 4582.
- IRK (A.) **4** : 2088, 2117, 2126. **10** : 4737.
- IRVINGTON (N. J.) **9** : 4382.
- IRWIN (W. H.) **3** : 1710.
- ISHII (K.) **12** : 5668.
- ITO (N.) **8** : 3998.
- IWATA (K.) **2** : 791.
- IZDEBSKI (Z.) **13** : 5837.
- IZUMI (T.) **4** : 2081, 2118. **12** : 5606.
- JACOB-LODER (J. M. 's-) **12** : 5300 a.
- JACOBS (S.) **2** : 256. **3** : 1334, 1336.
- JACKSON (J.) **9** : 4283. **10** : 4724. **11** : 5061.
- JACKSON (S.) **10** : 4754.
- JACOBY (SIDNEY B.) **12** : 5352, 5363.
- JACQUES-LOURBET **9** : 4327.
- JACK (E.) **6** : 2669. **9** : 4280. **12** : 5260.
- JAEGER (W. H. E.) **14** : 6239.
- JAGOW (K.) **2** : 1037.
- JAHRRREISZ (H.) **8** : 3697.
- JAKABFFY (I.) **12** : 5438.
- JAMES (E. L.) **8** : 3934.
- JANASZ (G. de) **10** : 4426, 4444. **11** : 5050.
- JANULAITIS (A.) **7** : 3445.
- JÁRMAI (G.) **10** : 4594.
- JAŠČENKA (A.) **7** : 3445.
- JASPAR **2** : 241, 246.
- JASPAR (E. J. E. M. H.) **13** : 5840.
- JEANNERET (J. S.) **12** : 5662.
- JELF (E. A.) **2** : 1006.
- JELLINEK (G.) **2** : 1036.
- JEN (Ch.) **12** : 5647.
- JENKINS (E. A.) **11** : 5183.
- JENKINS (Th.) **8** : 3983.
- JENKS (C. Wilfred) **13** : 5871. **14** : 6106, 6149. **15** : 6349, 6382.
- JENKS (E.) **8** : 3591.
- JENNINGS (R. Y.) **15** : 6474.
- JESSUP (Ph. C.) **3** : 1783. **4** : 2208. **5** : 2432, 2567, 2616. **6** : 2681, 2773, 3045-3047, 3081. **7** : 3508, 3509. **8** : 3729, 3935, 3944, 3945, 3958, 3984. **9** : 4262, 4369. **11** : 5153. **12** : 5424, 5689. **15** : 6496.
- JÈZE (G.) **3** : 1404. **4** : 2246. **7** : 3333.
- JOACHIM (V.) **6** : 2839 bis.
- JOEKES (A. M.) **2** : 385, 629.
- JOERNS (G.) **2** : 1249.
- JOHNSEN (J. E.) **2** : 769. **3** : 1506.
- JOHNSON **2** : 323, 327. **8** : 3981. **11** : 4850, 4853, 4854, 4860, 4861, 4864, 4865, 4866.
- JOHNSON (A.) **10** : 4702. **12** : 5673.
- JOHNSON (C. O.) **12** : 5706.
- JOHNSON (H.) **2** : 1127. **9** : 4349, 4351.
- JOHNSON (H. W.) **7** : 3489. **8** : 3936, 3946.
- JOHNSON (L. J.) **8** : 3829.
- JOHNSON (T.) **3** : 1366.
- JOHNSON (W. F.) **2** : 1128.
- JOHNSTON (W. H.) **9** : 4292.
- JOKL (M.) **12** : 5415. **13** : 5903. **14** : 6177.
- JONES **8** : 3718.
- JONES (F. L.) **2** : 1204.
- JONES (R.) **4** : 2092.
- JONES (R. L.) **10** : 4797.
- JONES (S. S.) **15** : 6451.
- JONG VAN BEEK EN DONK (B. de) **2** : 428. **4** : 2289. **6** : 2871, 3135.
- JORDAN (C.) **6** : 2781, 3134.
- JORSTAD (J.) **8** : 3909. **12** : 5470, 5545-5547. **13** : 5944. **14** : 6062-6063, 6207. **15** : 6432.
- JOUHAUX **10** : 4542, 4543.
- JOUVENEL (H. de) **3** : 1537. **6** : 3135. **8** : 3573.

- JOUVET (R.) **11** : 5021.
 JOVANOVIC (J.) **8** : 3674.
 JOXE (L.) **7** : 3336, 3404. **8** : 3730, 3770.
9 : 4192.
 JUDD (C. D.) **14** : 6208.
 JUDET (E.) **8** : 3698.
 JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (Léon)
3 : 1415.
 JUNCKERSTORFF (K.) **6** : 2847. **7** : 3534.
- KAASIK (N.) 9** : 4126.
 KAECKENBEECK (G.) **14** : 6246.
 KAESTNER (P. J.) **2** : 663.
 KAHN (H.) **3** : 1587.
 KAIN (R. S.) **13** : 6002. **15** : 6493-6494.
 KAISER **6** : 2705.
 KALBERLAH **10** : 4471.
 KALIJARVI (Th.) **2** : 657.
 KALLAB (J.) **3** : 1830. **10** : 4738.
 KAMIKAWA (H.) **13** : 5831.
 KANE (A. E.) **12** : 5360.
 KARNEBEEK (H. A. van) **2** : 113, 381,
 385, 387. **12** : 5297.
 KASAMA (A.) **5** : 2395.
 KASTL (L.) **7** : 3531.
 KATZ (E.) **2** : 99.
 KAUFFMANN (S.) **9** : 4064.
 KAUFMANN **2** : 566, 567.
 KAUFMANN (E.) **2** : 666. **4** : 2238. **9** : 4328.
13 : 5843.
 KAUFMANN (H.) **15** : 6383.
 KAUFMANN (P.) **3** : 1674.
 KAVOLIS (M.) **9** : 4238.
 KEAN **9** : 4385.
 KEEN (F. N.) **2** : 793, 820, 889, 996,
8 : 3910. **11** : 5058.
 KEETON (G. W.) **5** : 2401.
 KEITH (A. B.) **2** : 718. **5** : 2511. **6** : 3121.
9 : 4394. **11** : 5184. **12** : 5710. **14** : 6266,
 6278.
 KELCHNER (W. H.) **8** : 3841.
 KELLER (von) **10** : 4521, 4522.
 KELLOGG (F. B.) **2** : 844, 1228, 1258.
3 : 1737. **5** : 2568, 2590, 2612, 2635,
 2637, 2638, 2642. **6** : 3082. **7** : 3259,
 3405. **8** : 3609, 3613, 3634, 3922. **9** :
 4090. **11** : 4901. **12** : 5310, 5314-5321,
 5324-5325, 5559. **13** : 5790, 5791-5793.
14 : 6076-6079.
 KELLOR (F.) **2** : 980, 1078, 1080.
 KELLY (M. C.) **2** : 1205.
 KELSEN (H.) **9** : 4307. **10** : 4477, 4703.
15 : 6452.
 KEMIL Bey : voir CEMIL Bey.
 KEMPF (J.) **3** : 1655.
 KEN (T. R.) **12** : 5690.
 KENWORTHY (J. M.) **2** : 623. **6** : 2738 *bis*.
 KERSHAW (R. N.) **5** : 2488.
 KERTÉSZ (I.) **10** : 4446, 4696.
 KESJAKOV (B.) **4** : 2170.
- KESSIAKOFF (V.) **7** : 3466.
 KEYES (F. P.) **5** : 2618.
 KIBUCHI (I.) **2** : 1129.
 KIDD (G.) **11** : 5059. **12** : 5577.
 KIERSKI (K.) **9** : 4399.
 KIKUCHI (Y.) **4** : 2190.
 KING **2** : 277, 279, 280, 283, 325. **4** : 1883.
9 : 4386. **11** : 4855, 4863.
 KING (M.) **3** : 1334. **5** : 2293.
 KING (W. L. MACKENZIE) **6** : 2701, 2702,
 2705-2707.
 KING-HALL (St.) **9** : 4283. **10** : 4724. **11** :
 5061. **12** : 5679.
 KINGSBURY (H. T.) **8** : 3944.
 KIPPES (J.) **6** : 2836.
 KIRCHHOFF (H.) **8** : 3911.
 KIRK (W. W. van) **6** : 3018.
 KIRKPATRICK (H. P.) **12** : 5578.
 KISCH (I.) **13** : 6027.
 KITCHELT (F. L.) **8** : 3948.
 KLEIN (P.) **2** : 669. **8** : 3686.
 KLEINTJES (Ph.) **12** : 5623. **13** : 5835, 5971.
 KLEYNTJES (J.) **7** : 3415.
 KLINGHARDT (K.) **3** : 1462, 1463.
 KLÜPFEL (J.) **7** : 3337.
 KLUIC (S.) **8** : 3673.
 KLUYVER (C. A.) **2** : 174, 870. **3** : 1784.
5 : 2333. **9** : 4361. **10** : 4807. **12** : 5595.
15 : 6453.
 KNIGHT **6** : 2738 *bis*.
 KNOLL (G.) **8** : 3546.
 KNORR (W.) **2** : 852.
 KNOX (P. C.) **2** : 5.
 KNUBBEN (R.) **5** : 2405.
 KNUDSON (J. I.) **14** : 6227.
 KOEHLER (L. von) **8** : 3669.
 KOHDE (O. H.) **3** : 1406.
 KOHLRAUSCH (E.) **13** : 5982.
 KOHN (F. G.) **3** : 1588.
 KOHT (H.) **15** : 6303.
 KOMARNICKI **13** : 5829-5830.
 KONSUL **2** : 710.
 KONYA (E.) **11** : 5087.
 KOPELMANAS (L.) **12** : 5372. **13** : 5904,
 5905, 5972. **14** : 6247. **15** : 6350.
 KOROWICZ (M. S.) **9** : 4049, 4159. **12** :
 5476.
 KOSTERS (J.) **6** : 2801. **10** : 4464. **12** :
 5298, 5299, 5300 *a*.
 KOUDELKA (J.) **10** : 4772.
 KRAGH **2** : 261 *a*.
 KRAUS (H.) **2** : 669. **3** : 1785, 1844. **5** :
 2331. **6** : 3131. **8** : 3686, 3901. **10** :
 4409.
 KRĀMAR (J.) **4** : 1968.
 KRIEG (F.) **4** : 2016. **6** : 2844, 2845.
 KRIGE (C. J.) **6** : 2691.
 KRIVICKAS (D.) **14** : 6206, 6209.
 KROELL (J.) **9** : 4050. **10** : 4456.
 KRUSCH (W.) **14** : 6094.

- KUČERA (B.) **7** : 3381, 3535. **9** : 4018-4019, 4298-4299, 4330, 4337. **10** : 4425. **11** : 4968, 5103, 5128. **12** : 5416, 5417, 5573, 5669. **13** : 5771, 5941. **15** : 6326.
- KÜNTZEL (W.) **12** : 5373.
- KUHN (A. K.) **4** : 2015. **6** : 2873. **7** : 3316. **9** : 4160, 4167, 4400. **10** : 4584.
- KULSKI (L.) **4** : 2152.
- KULSKI (W.) **15** : 6297.
- KUNCKEL (E. E.) **9** : 4410.
- KUNERALP (Z. K.) **15** : 6345.
- KUNSTENAAR (J.) **9** : 4281.
- KUNZ (J. L.) **3** : 1422, 1479. **4** : 2239. **6** : 2975. **7** : 3357. **8** : 3732, 3733.
- KURZ (N.) **9** : 4294.
- KUTTIG (E.) **2** : 927. **7** : 3431.
- L. (R.)** **11** : 5013. **12** : 5472.
- LABARTHE (J.) **9** : 4290.
- LACOUR-GAYET (J.) **4** : 2158.
- LADAS (S. P.) **8** : 3676.
- LA FOLLETTE **2** : 325. **11** : 4870.
- LA FONTAINE (H.) **2** : 20, 48, 111, 112, 241, 246. **4** : 2246. **12** : 5292.
- LAGEMANS (E. G.) **2** : 221.
- LAIDONER **2** : 605, 606.
- LAKATOS (J.) **11** : 4879.
- LAKE **9** : 4383.
- LAMB (B. P.) **7** : 3490.
- LAMBEL (R.) **9** : 4175.
- LAMBERT (E.) **3** : 1604, 1620.
- LAMEIRE (J.) **7** : 3338.
- LAMINGTON **2** : 622.
- LAMMASCH (H.) **2** : 56, 63.
- LAMY (P.) **3** : 1815.
- LANDON (F.) **13** : 6013.
- LANGDON (W. R.) **12** : 5668.
- LANGÉ (Chr. L.) **2** : I (n.), 10, 34. **4** : 2159. **12** : 5261.
- LANGER (W. L.) **9** : 4006.
- LANGERMAN (F. E.) **9** : 4415.
- LANGSAM (W. C.) **14** : 6270.
- LANSCHOT (van) **9** : 4071.
- LANUX (P. de) **11** : 5155.
- LAPE (E. E.) **2** : 1049. **3** : 1786. **4** : 2199. **6** : 3049. **8** : 3912.
- LAPIE (P. O.) **12** : 5716.
- LAPINTE (E.) **5** : 2295. **6** : 2705, 2706.
- LA PRADELLE (A. de Geouffre de) **2** : 175, 176, 644, 794. **3** : 1625, 1632, 1642. **4** : 1860, 1900, 1912, 1915, 1950, 1994, 1995, 2162, 2237. **5** : 2375, 2447, 2591. **6** : 2684, 2686, 2687, 2782, 2804, 2831, 2846, 2862, 2932, 2984, 3001, 3057. **7** : 3262, 3292, 3294, 3438, 3453. **8** : 3618, 3637, 3642, 3651, 3755, 3827, 3895, 3995. **9** : 4043, 4091, 4092, 4302. **10** : 4465, 4510, 4557, 4563, 4769. **11** : 4923, 4948, 4992, 5002, 5016, 5107, 5187-5190. **12** : 5247, 5248, 5408, 5425, 5435, 5437, 5630, 5712, 5715, 5717. **13** : 5761, 5765, 5864, 5868, 5888, 5915, 5956. **14** : 6056, 6064, 6108, 6156, 6264. **15** : 6350, 6381, 6384, 6404, 6435, 6484.
- LAPRADELLE (Paul de) **5** : 2497.
- LARNAUDE (F.) **2** : 871. **3** : 1577. **4** : 1860.
- LA ROCHEBROCHARD (G. de) **10** : 4595.
- LASALA LIANAS (M. de) **2** : 829.
- LAS CASES (De) **2** : 345, 346.
- LASKI (H. J.) **2** : 1040. **5** : 2491. **10** : 4779.
- LATANÉ (J. H.) **8** : 3544. **11** : 5129.
- LA TERZA (P.) **3** : 1633.
- LATEY (W.) **2** : 177, 178, 645, 795.
- LATHAM (J. G.) **5** : 2291.
- LATHAM (R. T. E.) **13** : 6022.
- LAUR (E.) **12** : 5484.
- LAUTERPACHT (H.) **3** : 1636. **6** : 2837, 3002, 3122. **7** : 3154, 3260. **8** : 3667, 3884. **9** : 4123. **10** : 4559 a, 4755. **11** : 4969, 5003. **12** : 5405, 5406, 5455, 5626. **14** : 6249. **15** : 6351, 6379.
- LAUZANNE (S.) **2** : 890. **7** : 3456.
- LAVAL **12** : 5711.
- LAVIN (P. F.) **10** : 4440.
- LAWRENCE (T. J.) **2** : 947. **3** : 1692. **14** : 6248.
- LAYTON (W.) **9** : 4416.
- LEARNED (H. B.) **5** : 2591. **6** : 3032.
- LEBLANC (J.) **4** : 2107.
- LE BRUN KERIS (G.) **15** : 6454.
- LECHARTIER (G.) **2** : 1251, 1252.
- LEDERMANN (W.) **11** : 4910.
- LEEMANS (V.) **8** : 3735.
- LE FUR (L.) **3** : 1415, 1464. **4** : 1874, 1914, 2028, 2127, 2240, 2246. **5** : 2375, 6 : 3003. **7** : 3446. **8** : 3699, 3819. **9** : 4289, 4314. **10** : 4464, 4764. **11** : 5062, 5090, 5186. **12** : 5374. **13** : 5844, 5872, 5973. **15** : 6475.
- LEGGETT **10** : 4542, 4543.
- LÉGIA (L.) **14** : 6178.
- LEHMAN (I.) **8** : 3556.
- LEISEN (H. van) **12** : 5574.
- LEISEWITZ (G.) **10** : 4621.
- LEMANSKY (J.) **8** : 3820. **10** : 4823.
- LEMIEUX (R.) **2** : 256. **3** : 1334, 1336.
- LEMON (M.) **8** : 3556.
- LÉMONON (E.) **2** : 796.
- LENARD (A.) **4** : 2246.
- LENROOT **2** : 278, 311, 313, 314, 323, 324, 325, 1214. **4** : 2130.
- LEROY (M.) **8** : 3855.
- LESKA (Ch.) **12** : 5574.
- LESSING (H. W.) **8** : 3668.
- LEVERMORE (Ch. H.) **2** : 877, 878, 891, 899, 1178.
- LEVINSON (S. O.) **2** : 1253. **6** : 3052, 3053. **11** : 5156.
- LÉVIS-MIREPOIX (E. de) **10** : 4576.
- LEVISSON (L.) **15** : 6433.

- LEVITT (A.) **5** : 2653.
 LEVY (E.) **5** : 2448.
 LEVY (P.-M.-G.) **14** : 6179.
 LEVY (R.) **10** : 4656. **12** : 5461, 5473.
 LÉVY-ÜLLMANN (H.) **11** : 4983.
 LEWENHAUPT (S.) **8** : 3554, 3599.
 LEWINSKY (H.) **4** : 1974.
 LEWIS (D. J.) **4** : 1882. **10** : 4792, 4809.
11 : 4846, 4855, 4864, 4866.
 LEYRAT (P. de) **6** : 2984.
 LHOMME (J.) **8** : 3736.
 L'HUILLIER (J.) **11** : 4982, 5022.
 LI (Tzu SHAU) **9** : 4040.
 LIAS (A. G.) **6** : 2929.
 LIBBY (F. J.) **2** : 1206. **3** : 1678, 1740.
4 : 2180. **7** : 3510. **8** : 3914. **11** : 5157.
 LIEN (A. J.) **3** : 1787.
 LIENAU (R.) **9** : 4060.
 LIENAU (R. B.) **15** : 6344.
 LIEPMANN (M.) **2** : 1288.
 LIMBURG (J.) **4** : 1891, 2237, 2246. **5** :
 2338. **10** : 4770. **12** : 5214, 5262, 5659
 LIN (HSI-CHIEN) **9** : 4240.
 LINDHAGEN (C.) **13** : 5988.
 LINDLEY (M. F.) **2** : 964.
 LINDSAY (R.) **2** : 626.
 LINDSEY (E. S.) **8** : 3794.
 LING (H. N.) **12** : 5548.
 LINGEMANN (H.) **9** : 4234.
 LINTHICUM (J. Ch.) **9** : 4362-4363.
 LIPARTITI (C.) **15** : 6476-6477.
 LIPPMANN (W.) **2** : 1254. **11** : 5158-5159.
 LISSITZYN (O. J.) **13** : 5974.
 LISZT (F. von) **2** : 954. **6** : 2976.
 LITVINOFF **12** : 5498, 5499. **13** : 5829,
 5830.
 LIU (S. H.) **12** : 5691.
 LLOYD GEORGE (D.) **6** : 2738 *bis*.
 LOCKER-LAMPSON (G.) **3** : 1363, 1435.
4 : 1889. **6** : 2728, 2732, 2733, 2737,
 2738 *bis*.
 LODER (B. C. J.) **2** : 53, 55, 180, 181,
 182, 183, 184, 425, 426, 427, 830,
 831, 995, 996. **4** : 1946, 2076. **5** : 2316
 2320 *a*. **6** : 2780, 2826, 2985, 3123, 3131.
7 : 3236. **8** : 3834. **10** : 4704, 4809 *a*.
11 : 4897. **12** : 5292, 5295-5302.
 LODGE (H. C.) **2** : 271, 273, 281, 1084,
 1105, 1178, 1180, 1181. **3** : 1709.
 LOEFF (L.) **14** : 6065. **15** : 6434.
 LÖFGREN (E.) **3** : 1677.
 LÖKEN (H.) **2** : 45.
 LÆNING (O.) **2** : 705, 706. **3** : 1457.
 LÆWENFELD (E.) **2** : 853, 921. **3** : 1542.
 LOGAN **11** : 4855, 4857, 4861, 4865, 4866.
 LOHMAN (DE SAVORNIN) **9** : 4071.
 LOISEAU (Ch.) **9** : 4168, 4169.
 LONERGAN (A.) **11** : 4859.
 LONG **11** : 4853, 4854, 4855, 4865, 4866.
- LÓPEZ OLIVÁN (J.) : voir OLIVÁN (J.
 LÓPEZ).
 LORCH (F. B.) **10** : 4775.
 LORENZ (H.) **6** : 2930. **13** : 5859.
 LOTHIAN (Marquess of) **11** : 4877.
 LOTSCHERT (H.) **7** : 3430.
 LOUCHEUR **2** : 73.
 LOUDON **2** : 546, 547, 548, 549.
 LOUTER (J. de) **3** : 1836. **8** : 3738.
 LOWELL (A. L.) **2** : 1085. **3** : 1692. **4** :
 1855.
 LUBOMIRSKI (S.) **5** : 2399. **3** : 3550. **9** :
 4146.
 LUGARD **6** : 2956.
 LUNDSTEDT (A. V.) **2** : 1051.
 LUNDSTEDT (A. W.) **4** : 2104.
 LUNDSTEDT (V.) **13** : 5975.
 LUNG (C. Y.) **12** : 5692.
 LUNT (A. E.) **3** : 1681.
 LUSENA (A.) **9** : 4145.
 LYNCH (F.) **2** : 1085.
 LYON-CAEN (Ch.) **2** : 108. **4** : 2246.
 LYRA (H.) **6** : 2994.
 LYSÉN (A.) **3** : 1605. **5** : 2545 *a*. **6** : 2666,
 3023. **8** : 3835. **11** : 4932. **14** : 6034.
- M.** (J. B.) **10** : 4560.
 M. (J. E. G. de) **2** : 1274.
 MA (CHIH-CHEN) **9** : 4239. **12** : 5648.
 MAASS (W.) **7** : 3320.
 MACARTNEY (C. A.) **4** : 2186.
 MACCOBY (S.) **4** : 2164.
 MACDONALD (J. G.) **2** : 1182, 1256. **3** :
 1788. **5** : 2569.
 MACDONALD (J. R.) **2** : 623. **5** : 2648.
6 : 2728, 2735, 2738 *bis*. **7** : 3180.
 MACDONALD (R.) **2** : 1255. **4** : 1889.
 MACDONOGH (G.) **7** : 3483.
 MACÉLROY (R.) **3** : 1684, 1789.
 MACFADDEEN (L. T.) **6** : 2933.
 MACFARLAND (H. B. F.) **2** : 30.
 MACGILLIGAN (P.) **6** : 2749.
 MACGREGOR **2** : 296, 297, 300.
 MACGUIRE (O. R.) **3** : 1682.
 MACKELLAR **2** : 327.
 MACKENZIE (D. D.) **2** : 256. **3** : 1336,
 1337.
 MACKENZIE (N.) **10** : 4683.
 MACKINLEY **2** : 323. **3** : 1346.
 MACLEAN **2** : 1214.
 MACMULLEN (L. W.) **7** : 3467.
 MACMURRAY (O. K.) **8** : 3556. **11** : 4967.
 MACNAIR (A. D.) **3** : 1403, 1631. **5** : 2498.
6 : 2837. **11** : 4974. **15** : 6478.
 MACNAIR (H. F.) **2** : 1131. **8** : 3667, 3900.
 MACNARY **8** : 3946.
 MACNEILL **2** : 534.
 MACPHAIL (A. C.) **6** : 2702.
 MADARIAGA (S. de) **5** : 2549. **12** : 5486-
 5493, 5498-5499, 5594.

- MAEMECKE (R.) **15** : 6499.
 MAGALHAES (B. de) **4** : 2246.
 MAGNUS (J.) **6** : 2930.
 MAGRUDER (F. A.) **11** : 5115.
 MAGYARY (G. von) **2** : 854, 879. **3** : 1513.
4 : 2077, 2241. **7** : 3261, 3262. **10** :
 4684, 4685, 4714, 4833.
 MAHAIM (E.) **2** : 631. **12** : 5329, 5456,
 5604, 5622.
 MAHMUT ESAT **7** : 3442.
 MAIM (N.) **8** : 3856.
 MAITER (D.) **7** : 3298.
 MAKOWSKI (J.) **4** : 2119, 2160, 2161.
8 : 3885. **9** : 4051, 4129, 4300, 4412.
 MAKTOS (T. J.) **7** : 3435.
 MALAUZAT (A.) **2** : 33.
 MALCOLM (Neil L.) **2** : 1022. **8** : 3918.
 MALEZIEUX DU HAMEL (A. de) **9** : 4284.
 MALKIN (W.) **13** : 5829-5830.
 MALLO (J.) **8** : 3996.
 MANDELSLOH (ASCHE von) **10** : 4443.
 MANDELSTAM (A. N.) **2** : 1298. **4** : 2089.
5 : 2375. **7** : 3536. **11** : 5110, 5111.
 MANDER **6** : 2722, 2731, 2736. **7** : 3180-
 3182, 3184-3186, 3188-3190. **8** : 3579,
 3580, 3581. **9** : 4031. **12** : 5231, 5234.
 MANDERE (H. Ch. G. J. van der) **2** :
 100, 646, 658, 678, 763, 797. **7** : 3418.
12 : 5583.
 MANN (E. A.) **5** : 2292.
 MANNING (C. A. W.) **7** : 3437. **9** : 4152,
 4392.
 MANOLACHE (C.) **11** : 5087.
 MANTÉCON (J. M.) **7** : 3457.
 MANTON (M. T.) **2** : 1183.
 MANTOUX (P.) **2** : 900. **11** : 5114.
 MARBURG (E.) **3** : 1471. **4** : 2128, 2242.
 MARBURG (Th.) **2** : 39, 106. **3** : 1790.
8 : 3544.
 MARCANTONATO (L. G.) **13** : 5888.
 MARCHANT **6** : 2756.
 MARÈS (A.) **2** : 979.
 MARIOTTE (P.) **2** : 922. **4** : 2209. **7** : 3492.
 MARKOVITCH (J. Y.) **14** : 6190.
 MARKOVITCH (L. J.) **9** : 4052.
 MARKS VON WÜRTEMBERG (E.) **3** : 1558.
12 : 5607, 5642.
 MARKUS **2** : 616.
 MARQUIS (H.) **3** : 1620.
 MARTENS (G. F. de) **2** : 8, 16, 218, 435.
4 : 1916. **6** : 2788.
 MARTIN (C. E.) **11** : 5130.
 MARTIN (Ch. E.) **4** : 2070, 2200. **8** : 3978.
 MARTIN (F.) **10** : 4798.
 MARTIN (G. C.) **6** : 2931.
 MARTIN (P. E.) **12** : 5485.
 MARTIN (W.) **6** : 2961. **7** : 3339. **10** : 4608.
 MARTINEZ FRAGA (P.) **5** : 2317.
 MAS (F.) **5** : 2383.
 MASON (J. B.) **9** : 4158.
- MASSART (E.) **6** : 2951. **7** : 3351. **8** : 3695.
 MASSIGLI **9** : 4117, 4118. **11** : 4887-4888.
12 : 5498, 5499.
 MATHEWS (J. M.) **5** : 2592.
 MATHEWS (R. E.) **8** : 3739.
 MATSCHKE (H.) **13** : 5873.
 MATSUBARA (K.) **3** : 1816. **4** : 2120.
 MATSUSHITA (M.) **6** : 2952.
 MAUPAS (J.) **14** : 6156.
 MAURER **8** : 3656, 3657.
 MAURRAS (Ch.) **4** : 2000.
 MAVAUT **10** : 4542, 4543.
 MAZURIER **2** : 538, 539, 540.
 MEAD (E. D.) **3** : 1791. **7** : 3493.
 MÉGEVAND (G.) **12** : 5480. **13** : 5917.
 MEIER-BENNECKENSTEIN (P.) **11** : 5079.
 MEIEROVICS **2** : 548, 549.
 MEITANI (G.) **9** : 4301. **13** : 5841.
 MEITANI (R.) **13** : 5841.
 MELLO-FRANCO **2** : 554, 555, 566, 567,
 574-577.
 MENDELS **9** : 4071.
 MENDELSSOHN-BARTHOLDY (A.) **6** : 2874.
 MENEMENLIZADE ETEM **12** : 5608.
 MENGELE (F.) **4** : 2094. **10** : 4715.
 MENNEVÉE (R.) **14** : 0185.
 MENTHON (F. de) **3** : 1664.
 MENZEL (E.) **15** : 6469.
 MERCIER (A.) **6** : 3131.
 MERIGGI (L.) **6** : 2802. **11** : 4921.
 MERMILLOD **9** : 4164.
 MERTENS **10** : 4540-4543.
 MERVE (N. J. van der) **6** : 2691.
 MESBAH ZADEH (M.) **12** : 5596.
 METCALF (J. H.) **2** : 315, 316. **6** : 3084.
 METHNER **13** : 5906.
 METZNER (H.) **13** : 5897.
 MEULEMANS (J.) **8** : 3650.
 MEULEN (J. ter) **2** : 1 (note). **5** : 2271,
 2274, 2277 (note). **6** : 2666. **12** : 5263.
14 : 6034.
 MEURS (H. J. van) **6** : 2953.
 MEURS (J. H. van) **6** : 2953.
 MEUVRET (J.) **12** : 5439.
 MEYER (C. L. W.) **3** : 1665. **7** : 3494. **8** :
 3635. **9** : 4263. **11** : 4961.
 MICHELIS **10** : 4540, 4541.
 MICHENER (E.) **6** : 2703.
 MIDDLETON (Earl of) **7** : 3195.
 MIKOFF **9** : 4117, 4118.
 MIKUSZEWSKI (W.) **12** : 5361.
 MILENKOVITCH (V. M.) **3** : 1675.
 MILHOLLAND (V.) **3** : 1742, 1792.
 MILITCH (M.) **5** : 2487. **6** : 2954.
 MILLER **2** : 73.
 MILLER (D. H.) **2** : 1020, 1132. **3** : 1793.
4 : 1860. **5** : 2279.
 MILLER (R. W.) **10** : 4697.
 MILLIOT (L.) **7** : 3319.
 MILLIS **2** : 1214.

- MILLS (O. L.) **2** : 1133, 1143, 1185.
 « MINIMUS » **8** : 3740.
 MIRAL (D.) **6** : 2976.
 MIRKINE-GUETZÉVITCH (B.) **8** : 3741.
10 : 4622. **11** : 4983.
 MIRKOVITCH (L.) **4** : 1972.
 MIROLUB **5** : 2399.
 MITCHELL-THOMPSON (W.) **6** : 2725, 2732.
 MOCH (M.) **9** : 4411.
 MÖLLER (A.) **2** : 955. **8** : 3865, 3866. **10** : 4756. **11** : 5097. **14** : 6228.
 MOELWYN-HUGHES (R.) **3** : 1635.
 MOHARRAM (M.) **5** : 2433.
 MOLARES (J. QUERO) **10** : 4735.
 MOLENGRAAFF (W. L. P. A.) **2** : 798.
 MOLONY (W. O'SULLIVAN) **11** : 5191.
 MOLOFF **7** : 3304, 3305.
 MOLTESEN **2** : 260-262.
 MOLTKE **2** : 262, 263.
 MONTAGNE (R.) **15** : 6484.
 MONTMORENCY (J. E. G. de) **4** : 2246.
 MOON (P. T.) **3** : 1402, 1451, 1794.
 MOORE **2** : 294, 314.
 MOORE (J. B.) **2** : 799, 800, 801, 834, 948, 1152. **3** : 1387, 1524. **4** : 1901, 1946. **5** : 2298-2303, 2443, 2445. **6** : 2823, 2826, 3106. **8** : 3800. **13** : 5976. **15** : 6322.
 MOORE (R. W.) **3** : 1354.
 MORAWSKI **2** : 576, 577.
 MORELLET (J.) **2** : 140, 1134. **3** : 1481, 1482. **6** : 2932.
 MORELLI (G.) **8** : 3610. **14** : 6259.
 MORENO (E. G.) **7** : 3419.
 MOREUX (R.) **4** : 2001.
 MOREY (W. C.) **2** : 1046.
 MORGAN (C. C.) **3** : 1593.
 MORGAN (L. P.) **12** : 5693.
 MORGAN (R.) **8** : 3821.
 MORGENTHAU (H.) **5** : 2460.
 MORI (T.) **2** : 1002.
 MORIN-PONS (F.) **8** : 3703.
 MORINAUD **2** : 537, 537 a.
 MORISHIMA (M.) **4** : 2191.
 MORLEY (F.) **7** : 3340. **9** : 4285.
 MORPHY **3** : 1336.
 MORRISON (C. C.) **4** : 2179. **5** : 2570.
 MORROW (I. F. D.) **13** : 5874.
 MORTON (Ch.) **4** : 1922.
 MOSER (Ernö) **2** : 361.
 MOSER (H.) **14** : 6210.
 MOSES **2** : 272, 275, 321, 322, 325-329, 1214, 1232. **10** : 4800.
 MOSKOV (A.) **13** : 6028.
 MOSLER **14** : 6282.
 MOSTON (G. E.) **6** : 3085.
 MOTTA **2** : 396-399.
 MOTZA (J.) **11** : 5057.
 MOULLINS (C.) **3** : 1656.
 MOUTET (M.) **3** : 1607.
 MOWAT (R. B.) **9** : 4332.
 MOWER (E. C.) **8** : 3899.
 MOWINCKEL (J. L.) **10** : 4641.
 MÜLLER (A.) **5** : 2479.
 MÜLLER (K. E.) **3** : 1458.
 MÜLLER (P.) **8** : 3837.
 MÜNCH (F.) **8** : 3867.
 MUIR (R.) **4** : 2184.
 MULDER (A.) **2** : 989. **3** : 1630.
 MULDER (A. C. J.) **10** : 4830.
 MULLER (H. M.) **8** : 3795.
 MULLETT (A. J.) **3** : 1331.
 MUNCH (P.) **2** : 260, 261, 262, 901. **7** : 3412. **12** : 5292. **13** : 5778-5781.
 MUNIR BEY **2** : 594, 595. **12** : 5330.
 MUNRO (H.) **15** : 6355.
 MURRAY (G.) **2** : 889, 1276. **5** : 2546, 2648. **6** : 2956. **11** : 5072.
 MURRAY (J. E.) **11** : 4869.
 MURRAY (C. de B.) **11** : 5104.
 MUSSO (G. D.) **11** : 5105.
 MUÛLS (F.) **3** : 1408. **7** : 3461. **12** : 5456.
 MYERS (D. P.) **8** : 3877, 3913. **12** : 5584.
 MYERS Jr. (S. D.) **14** : 6208.
 MYERS (W. S.) **3** : 1743. **7** : 3420.
 NAGAOKA (H.) **12** : 5310-5312. **13** : 5860, 5864.
 NAGEL (Ch.) **2** : 778.
 NAGY (I.) **10** : 4739.
 NAMITKIEWICZ (J.) **2** : 735.
 NANSEN (F.) **7** : 3413.
 NASH (Ph. C.) **6** : 3085.
 NASMYTH (G. W.) **2** : 35, 36.
 NATANSON (W.) **13** : 6014.
 NATHAN (M.) **2** : 956.
 NATHAN (R.) **8** : 3742.
 NEARING (Scott) **3** : 1568.
 NEGULESCO (D.) **2** : 1043. **3** : 1475. **5** : 2447, 2619. **6** : 2804, 2826, 2826 bis. **7** : 3263. **8** : 3634, 3822. **9** : 4401. **10** : 4504, 4778. **13** : 5838, 5839, 5860. **14** : 6102-6103. **15** : 6385.
 NEGULESCO (P.) **13** : 5977.
 NELLEN (E.) **5** : 2533.
 NEUMANN (R.) **14** : 6191.
 NEUFWANG (O.) **2** : 1050.
 NEWTON **4** : 1889.
 NIBOYET (J.-P.) **5** : 2390. **6** : 2781, 2846, 2861, 2932, 3001, 3133. **11** : 5192.
 NICHOLSON **3** : 1336. **9** : 4407.
 NICOLE **14** : 6187. **15** : 6403-6404.
 NICOLESCO (M.) **6** : 2960.
 NIELSEN (F. K.) **8** : 3878.
 NIEMEYER (H. G.) **8** : 3597.
 NIEMEYER (Th.) **2** : 79. **3** : 1597. **4** : 2246.
 NIKEIUS (J. I. D.) **12** : 5674.
 NIKITOVITCH (T. M.) **4** : 1970.
 NIPPOLD (O.) **4** : 1856, 1857. **10** : 4464.
 NISOT (J.) **4** : 2105.

- NITOBÉ (I.) **2** : 872.
 NOGUEIRA (J.) **4** : 1868, 1869.
 NOLDE (B.) **6** : 3134. **8** : 3743, 3744.
 NORDON (Ch. L.) **15** : 6424.
 NORMAN **10** : 4540, 4541.
 NORRIS **4** : 1886. **11** : 4853, 4863, 4864, 4866, 4873.
 NOVACOVITCH (M.) **8** : 3634, 3672, 3684, 3689. **12** : 5452. **14** : 6169, 6211.
 NOVKOVIČ (B.) **8** : 3589, 3886. **12** : 5215, 5625, 5675.
 NURI (Bülent) **10** : 4427.
 NUSSBAUM (A.) **10** : 4585.
 NYE (G. P.) **2** : 293, 326. **6** : 2913, 2937. **9** : 4356, 4387.
 NYHOLM (D. G.) **2** : 64, 901. **4** : 1946. **6** : 2826, 2826 bis. **9** : 3590, 3634.
 NYITRAY (A.) **4** : 2257.

 « **O** » **6** : 2938. **10** : 4561, 4562. **11** : 4841. **12** : 5462.
 OCHOTA (J.) **9** : 4196.
 O'CONNELL (T. J.) **6** : 2749.
 OCTAVIO (R.) **6** : 2967.
 ODA (Y.) **2** : 802, 821. **4** : 2050, 2056. **6** : 2823. **7** : 4306. **13** : 5735, 5832, 5875, 6032.
 OEHLER (H.) **9** : 4170.
 OERI (A.) **6** : 2961.
 OERSTED **10** : 4540, 4541.
 OGDON (M.) **13** : 5852.
 OHLANDER (L. W.) **4** : 2210.
 OHSAWA (A.) **7** : 3317, 3318. **13** : 5989.
 OHYAMA (U.) **6** : 3054.
 O'KELLY (S. T.) **6** : 2749.
 OLECHOWSKI (G.) **4** : 2051.
 OLIVÁN (J. LÓPEZ) **10** : 4525. **13** : 5965. **14** : 6066. **15** : 6426-6427, 6435-6436.
 OLIVART (R. DE DALMAN Y —) **4** : 2129
 OLIVER (C. R.) **8** : 3971.
 OLIVI (A.) **10** : 4740.
 OLIVI (L.) **10** : 4740.
 O'MAHONEY **11** : 4860.
 ONCKEN (O.) **12** : 5353.
 O'NEILL (James M.) **8** : 3800
 OPPENHEIM (L.) **2** : 934. **3** : 1631. **4** : 1858. **5** : 2498. **12** : 5626. **14** : 6249.
 ORTEGA-NÚÑEZ **2** : 616.
 ORÚÉ Y ARREGUI (J. R. de) **2** : 913, 938 a. **3** : 1606, 1637. **8** : 3857. **10** : 4762.
 O'RYAN (J. F.) **8** : 3958. **11** : 4857, 5161.
 OSUSKY (S.) **3** : 1795, 1796.
 OSZVALD (G.) **12** : 5725.
 OTAVSKÝ : voir HERMANN-OTAVSKÝ.
 OTLIK (G.) **4** : 2091. **5** : 2473. **6** : 2943. **7** : 3411. **8** : 3844. **13** : 5954. **14** : 6221. **15** : 6446.
 OTTOLENGHI (G.) **14** : 6250.
 OUDINOT (M.) **4** : 2258.
 OVERMAN **2** : 318, 319, 326.

 « **PACIFICUS** » **2** : 880.
 PAGE (K.) **2** : 1047, 1087. **3** : 1680.
 PAGE (W. H.) **12** : 5699.
 PAINE (P. M.) **6** : 3087.
 PALENCIA **10** : 4540, 4541.
 PALLIERI (G. BALLADORE) **5** : 2335. **6** : 2998. **8** : 3601. **14** : 6235. **15** : 6463.
 PALLIS (A.) **9** : 4144.
 PALMER (G. E. H.) **11** : 5184.
 PAN (Y. K.) **12** : 5694.
 PANNUZIO (S.) **2** : 873.
 PARK (M. W.) **3** : 1560.
 PARKER (E. B.) **2** : 1187.
 PARMOOR **2** : 570, 571, 574, 575, 622. **3** : 1364. **4** : 1889. **5** : 2296, 2648. **6** : 2741, 2742. **7** : 3195.
 PASCHING (W.) **12** : 5375.
 PASQUAZI (I.) **12** : 5627.
 PAUL-BONCOUR (J.) **8** : 3824.
 PAULSEN (P. I.) **14** : 6080.
 PEASLEE (A. J.) **3** : 1514. **8** : 3825.
 PELLA (V. V.) **2** : 1285, 1286, 1287. **3** : 1831. **5** : 2654-2656. **8** : 3996. **15** : 6505.
 PELTZER **2** : 241, 246.
 PENFIELD (W. S.) **4** : 2201.
 PENG (S.) **12** : 5606.
 PENNISI DI SANTA MARGHERITA (P.) **15** : 6425.
 PEPPER (G. W.) **2** : 274, 284, 306, 313, 322, 325, 329, 832, 1105, 1137, 1143, 1214. **3** : 1525. **6** : 2933, 3056, 3088. **7** : 3495.
 PERASSI (T.) **2** : 1259. **3** : 1618. **5** : 2493. **8** : 3611. **13** : 5736.
 PERCY (E.) **4** : 1860. **5** : 2279. **11** : 5119.
 PEREZ-GUERRERO (M.) **12** : 5597.
 PERGIER (Ch.) **4** : 2181.
 PÉRIGORD (P.) **3** : 1617.
 PERKINS (D.) **6** : 3019.
 PERRY **6** : 2738 bis.
 PERRY JR. (J. de Wolf) **2** : 1260.
 PEŠKA (Z.) **10** : 4457.
 PESSÔA (E.) **2** : 423, 424, 855. **3** : 1843. **6** : 2823. **8** : 3634.
 PETERS (H.) **13** : 5982.
 PETERSEN (N.) **3** : 1657.
 PETRASCHER (K.) **15** : 6352.
 PETROFF (Th.) **12** : 5726.
 PEURSEM (J. H. van) **7** : 3421, 3428.
 PHELAN (E. J.) **9** : 4393. **11** : 5152.
 PHELPS (E. M.) **2** : 835.
 PHILIPSE (A. H.) **5** : 2434, 2480. **6** : 2771. **9** : 4171, 4317. **10** : 4799.
 PHILLIMORE **2** : 73. **4** : 1860.
 PHILLIMORE (Cap.) **2** : 562, 563, 564, 565.
 PHILLIMORE (Lord) **2** : 185. **4** : 1889, 2220. **5** : 2296.
 PHILLIMORE (R.) **2** : 803, 1280.
 PHILLIMORE (W. G. F.) **2** : 125, 126.
 PIC (P.) **3** : 1614. **4** : 2246.

- PICARD (M.) **2**: 648. **4**: 2243, 2246.
 PICOT (A.) **12**: 5480. **13**: 5917. **15**: 6404.
 PICTET (P.) **7**: 3341. **8**: 3701. **9**: 4172.
10: 4611. **13**: 5980.
 PIGGOTT (F.) **4**: 2221.
 PILLET (A.) **6**: 2781, 3003, 3133.
 PILOTTI **3**: 1690.
 PINEGGER (P.) **11**: 5023.
 PINHEIRO (N.) **2**: 833.
 PINKHAM (H. W.) **3**: 1817.
 PINON (R.) **8**: 3745.
 PIQUENARD **10**: 4540, 4541.
 PITTMANN **11**: 4804.
 PITTMAN (KEY) **8**: 3983, 3984. **10**: 4811.
 PLÀ (José) **3**: 1598.
 PLATTEN **2**: 396, 397.
 PLESCH (A.) **12**: 5427. **14**: 6127.
 PLESSNER (W.) **10**: 4428.
 PODESTA-COSTA (L. A.) **15**: 6506.
 POHL (H.) **2**: 938. **7**: 3531. **10**: 4820.
 POINCARÉ (R.) **2**: 537 a.
 POITOU-DUPLESSY **2**: 537 a.
 POLÁK (M.) **7**: 3352.
 POLGÁR (I.) **4**: 2052. **6**: 2803. **10**: 4458,
 4686, 4705. **11**: 5007, 5009, 5051, 5196.
12: 5249.
 POLITIS (N.) **2**: 770, 867, 1013. **3**: 1404,
 1561, 1638, 1639, 1832. **4**: 1911, 1912,
 1914, 1915, 1950, 2162, 2244, 2246.
5: 2499, 2503, 2534, 2535, 2591. **6**:
 2674, 2675, 2684, 2686, 2687, 2782,
 2831, 2984, 3026, 3027, 3057. **7**: 3262,
 3292, 3294, 3304, 3305. **8**: 3796, 3797,
 3826. **9**: 4117, 4118. **12**: 5264, 5350,
 5609. **13**: 5845.
 POLLAK (W.) **3**: 1385.
 POLLOCK (E.) **2**: 186.
 POLLOCK (F.) **2**: 101, 874, 881. **3**: 1562.
 POLNOR (O.) **4**: 2082.
 PONS (L.) **14**: 6113.
 PONSONBY **2**: 356 a. **4**: 1889. **6**: 2732.
 POPE **11**: 4855, 4866.
 POPOVIĆ (D.) **12**: 5568, 5649.
 POPOVICI (J. J.) **10**: 4734.
 POPOVITCH (G.) **5**: 2449. **7**: 3409, 3429.
14: 6159.
 PORTAIL (R.) **5**: 2382, 2383.
 POSADA (A.) **2**: 914.
 POSEGA (K.) **7**: 3271.
 POTTER (P. B.) **2**: 1032. **4**: 2171, 2172.
8: 3817. **11**: 5063, 5116.
 POTULICKI (M.) **15**: 6297.
 POULLET (P.) **10**: 4778. **12**: 5380.
 POWER **3**: 1336. **6**: 2729
 POWNALL **2**: 356 a.
 PRAAG (L. G. van) **3**: 1666.
 PRATT (H. M.) **11**: 5097.
 PREUSS (L.) **8**: 3622.
 PRICE (B.) **5**: 2580. **8**: 3950.
 PRICE (C.) **3**: 1799. **9**: 4252, 4366.
 PRICE (H.) **2**: 357.
 PROCOPÉ (E.) **2**: 334, 550, 551.
 PRUDHOMME (André) **4**: 2231, 2246.
6: 2857, 2858.
 PRŽIĆ (I. A.) **8**: 3685, 3690. **10**: 4824,
12: 5216, 5338, 5304, 5422, 5432,
 5433-5434, 5437, 5440, 5447, 5450,
 5453, 5610, 5628. **14**: 6161, 6170, 6174.
 PUCCIO (G.) **5**: 2624.
 PUECH (J. L.) **12**: 5650.
 PUENTE (J. I.) **4**: 2145.
 PUGH (R. C.) **8**: 3746.
 QUABBE (G.) **5**: 2462.
 QUÉRO I MOLARES (J.) **12**: 5549.
 QUIDDE (L.) **3**: 1818. **12**: 5265.
 QUIGLEY (H. S.) **3**: 1676.
 QUIÑONES DE LEÓN **2**: 582, 583, 584,
 585, 586, 587, 592, 593, 597, 598, 601,
 602.
 RAAFAT (W.) **7**: 3473.
 RAALTE (E. van) **2**: 1211. **3**: 1487.
4: 2078. **6**: 2683, 2776, 2805. **7**: 3239,
 3240. **8**: 3747, 3748, 3836. **9**: 4255.
14: 6067. **15**: 6437.
 RABEL **6**: 2826 bis. **10**: 4472. **12**: 5300,
 5587.
 RABOURS (de) **2**: 396, 397.
 RADA (E.) **3**: 1440.
 RADLER **12**: 5463.
 RADOÏKOVITCH (M. M.) **6**: 2962.
 RADOVANOVITCH (V. M.) **9**: 4139.
 RADULESCO (P.) **2**: 973.
 RÆDER (J. G.) **15**: 6295.
 RÆSTAD (A.) **4**: 2162. **6**: 2684, 2751,
 3057. **9**: 4054, 4211. **10**: 4473, 4474,
 4643. **11**: 4927. **12**: 5378.
 RALLI (G.) **10**: 4459.
 RALSTON (J. H.) **2**: 804. **3**: 1395, 1619,
 1620, 1658. **5**: 2527 a. **8**: 3879. **13**:
 5822.
 RAMSTRÖM (E.) **13**: 5962.
 RANJITSINHJI **2**: 887.
 RANKIN (E. R.) **5**: 2435.
 RAPPARD (W. E.) **2**: 1035, 1044. **5**: 2488.
6: 3020. **8**: 3848.
 RASMUSSEN (G.) **3**: 1686.
 RASMUSSEN (H.) **2**: 262.
 RASMUSSEN (L.) **2**: 260.
 RAUBAL (S.) **4**: 1969.
 RAUCHHAUPT (F. W. von) **13**: 5978.
 RAULIN (G. de) **5**: 2384.
 RAUSCHNING **10**: 4520, 4521.
 RAVARD (R.) **5**: 2396.
 RAY (J.) **6**: 2963. **8**: 3849. **9**: 4174.
10: 4725, 4832. **11**: 4970, 5163. **12**:
 5475, 5588.
 RAY (M.) **2**: 730.
 RAYNALDY **2**: 537 a.

- READ (E. F.) **2** : 776, 957. **4** : 2131. **12** : 5611.
 READ (H. E.) **2** : 856.
 REBBE (W.) **9** : 4136.
 REDLICH (J.) **13** : 5768-5770.
 REDLICH (M. D.) **4** : 2147. **5** : 2500.
 REDLICH (M. D. A. R. von) **14** : 6252.
 REDSLOB (R.) **2** : 649. **3** : 1412. **4** : 2095, 2246. **10** : 4644, 4645, 4757. **13** : 5980.
 REED **2** : 292, 319, 323-329. **3** : 1350, 1755. **4** : 1883, 1886. **8** : 3980, 3990.
 REED (J. A.) **3** : 1345. **6** : 2934, 2935.
 REEVES (J. S.) **2** : 844.
 REID (H. D.) **9** : 4309.
 REID (J. D.) **3** : 1338.
 REIFF (H.) **3** : 1683.
 REINER (J.) **2** : 1294.
 REINHARDT (W.) **2** : 1142.
 REISLER (S.) **6** : 2806.
 REISS (J.) **12** : 5428.
 RELIQUET (J.) **8** : 3997.
 REMER **6** : 2734.
 REMLINGER (E.) **14** : 6150.
 RÉMOND (P.) **3** : 1607.
 RENAULT (M.) **7** : 3468.
 RENÉ-LECLERC (C.) **15** : 6395.
 RESIT Bey (A.) **10** : 4741, 4742.
 REUT-NICOLUSSI (E.) **15** : 6438.
 REUTERSKJÖLD (C. A. de) **3** : 1372. **5** : 2337, 2501. **6** : 2835. **12** : 5266, 5612.
 REVEL (G.) **8** : 3612. **10** : 4564.
 REY (F.) **4** : 1923. **5** : 2343. **12** : 5380.
 REYDELLET (R.) **15** : 6509.
 REYNALD **2** : 347.
 REYNIER (Col. de) **7** : 3304, 3305.
 REYNOLDS **11** : 4860, 4863, 4867, 5168.
 RHEINSTROM (H.) **14** : 6157.
 RHOADS Jr. (G. E.) **12** : 5599.
 RHODE (H.) **7** : 3431.
 RICE Jr. (W. G.) **2** : 836.
 RICHARDS (H. E.) **2** : 443.
 RICHES (C. A.) **10** : 4577.
 RIEDINGER **3** : 1668.
 RILEY (F. K.) **8** : 3800.
 RIPERT (G.) **4** : 2247. **5** : 2385. **10** : 4475.
 RIPS (S. J.) **4** : 2071.
 RITCHIE (H.) **8** : 3900.
 RITZMANN (F.) **3** : 1615.
 RIVERA (P.) **3** : 1622.
 RIVERO GARCIA (Carlos) **3** : 1608.
 ROBB (J. D.) **2** : 773.
 ROBERTS (O. J.) **6** : 3040.
 ROBINSON (H. M.) **3** : 1617.
 ROBINSON (J.) **9** : 4055. **10** : 4623. **13** : 5907.
 ROBINSON (J. T.) **2** : 308, 319, 325, 327, 328. **3** : 1353. **4** : 1882, 1888, 2192. **8** : 3962. **9** : 4368. **11** : 4844, 4849, 4851, 4853, 4854-4856, 4860, 4861, 4863, 4864-4866, 5164.
 ROBINSON (N. T. N.) **11** : 5165.
 ROBINZONAS (J.) : voir ROBINSON (J.).
 ROCCO (F.) **15** : 6480.
 ROCCO DI TORREPADULA (F.) **14** : 6114.
 ROCHAT **12** : 5479.
 ROCHEBROCHARD (G. de La) : voir LA ROCHEBROCHARD (G. de).
 ROCHER (M. L.) **10** : 4779.
 ROCHOLL (E.) **2** : 671.
 RODD (R.) **6** : 2739. **7** : 3193.
 RODDES (J.) **6** : 2848.
 RODEN (A. A.) **8** : 3613.
 RODHE (A. E.) **12** : 5550.
 RODRIGUEZ Y VON SOBOTKER (H.) **3** : 1470. **6** : 2838. **7** : 3140.
 RÖMER'IS (M.) **12** : 5441. **13** : 5894.
 RÖPKE (W.) **12** : 5267.
 ROGER (N.) **9** : 4175.
 ROGERS (J. G.) **8** : 3952. **12** : 5551.
 ROGERS (L.) **2** : 1263. **8** : 3749. **11** : 5166.
 ROGERS (W.) **11** : 4858.
 ROHAN (Karl Anton Prinz von —) **8** : 3750.
 ROLIN (A.) **4** : 2246.
 ROLIN (H. A.) **4** : 2163. **5** : 2541. **6** : 2796. **7** : 3451. **11** : 5339. **13** : 6028.
 ROLIN-JAEQUEMYS (E.) **9** : 4090. **10** : 4504. **11** : 4941. **12** : 5292. **13** : 5764-5767, 5780, 5781, 5800-5803. **14** : 6047, 6072, 6217.
 ROLLAND (H.) **7** : 3458. **9** : 4329.
 ROMANO (S.) **10** : 4752.
 ROMMKE (P.) **9** : 4153.
 ROOSEVELT (F. D.) **11** : 4845, 5160. **12** : 5696. **13** : 6009.
 ROOSEVELT (Mrs.) **11** : 5168.
 ROOT (E.) **2** : 118, 120, 189, 190, 191, 822, 969, 1038, 1105, 1149, 1152, 1158. **3** : 1314, 1354, 1526, 1543, 1563. **4** : 2065, 2202. **5** : 2279, 2611, 2615, 2616, 2627-2635, 2646. **6** : 3038, 3041, 3045, 3047, 3056, 3061, 3066, 3067, 3069, 3095. **7** : 3514. **8** : 3557, 3921, 3954. **9** : 4365. **10** : 4793. **15** : 6496.
 ROSENBERG (J. N.) **2** : 1212, 1213, 1264. **3** : 1745.
 ROSENRETER **6** : 2863.
 ROSTWOROWSKI **6** : 2824, 2825, 3134. **9** : 4090. **10** : 4504. **13** : 5823, 5860.
 ROTH (A.) **12** : 5718.
 ROTH (Heinz) **7** : 3531.
 ROTHHOLZ (W.) **13** : 5876, 5877.
 ROUCEK (J. S.) **6** : 2786.
 ROUGIER (A.) **2** : 192, 193.
 ROUSCHDY BEY **2** : 607, 608, 626.
 ROUSSEAU (Ch.) **3** : 1609. **5** : 2481. **7** : 3264. **8** : 3874. **12** : 5457, 5660.
 ROUX (J. A.) **4** : 2225.
 ROWAN-ROBINSON (H.) **12** : 5600.
 ROWELL **3** : 1336.

- ROWELL (C. H.) **3** : 1544.
 ROWELL (N. W.) **2** : 194, 256. **10** : 4698.
 ROXBURGH (R. F.) **2** : 934.
 ROYEN (J. H. van) **5** : 2322.
 ROYEN (R. D. van) **11** : 5071.
 ROZEMOND (S.) **7** : 3422.
 RUDINSKY (J.) **9** : 4413.
 RUEGGER (P.) **2** : 805, 806. **5** : 2290, 2514.
14 : 6068.
 RÜHLAND (C.) **2** : 703. **3** : 1597. **9** : 4286.
11 : 4941. **13** : 5859.
 RÜHLMAN (P.) **6** : 2847.
 RUFFIN (H.) **2** : 807.
 RUIZ MORENO (I.) **11** : 5089.
 RUKSER (U.) **2** : 581.
 RUNCIMAN (W.) **2** : 622. **6** : 2738 bis.
 RUNDSTEIN (S.) **6** : 3132. **10** : 4460. **11** :
 5106.
 RUPP (H.) **15** : 6327.
 RUSHDI Bey : voir ROUSCHDY Bey.
 RUSSELL **6** : 2742. **11** : 4851, 4854, 4855,
 4863, 4865, 4866, 4867.
 RUSSELL (F. M.) **12** : 5671.
 RÜSTÜ ARAS **12** : 5486, 5487, 5498, 5499.
 RUTENBERG (G.) **9** : 4197. **11** : 4976. **14** :
 6163-6164.
 RUTGERS (V. H.) **12** : 5268.
 RUYSSSEN (Th.) **2** : 1265.
 RUZÉ (R.) **2** : 650. **4** : 2002.
 RYNNE (M.) **6** : 3127.

S. (S.) **14** : 6069-6070.
 SA (MENG-WU) **9** : 4271.
 SABA (J. S.) **8** : 3671.
 SABANIN (A.) **4** : 2003.
 SACHET **2** : 329.
 SAGONE (G.) **5** : 2658.
 SAINT-BRICE **2** : 716.
 SAINT-HUGON (P. de) **2** : 990.
 SAINT-SEINE (A. de) **7** : 3452.
 SAITO (T.) **13** : 5833.
 SAKAMOTO (M.) **3** : 1401.
 SALABAN (K.) **3** : 1666.
 SALANDER (G. A.) **8** : 3751.
 SALANDRA (A.) **2** : 542, 543, 544, 545. **4** :
 2246. **6** : 2784. **12** : 5586.
 SALDAÑA (Q.) **2** : 1281. **3** : 1833, 1834.
4 : 2246. **8** : 3996.
 SALIS (L. R. von) **6** : 2867.
 SALISBURY **5** : 2296. **6** : 2740, 2741, 2742.
7 : 3195.
 SALMONSEN **3** : 1686.
 SALVIOLI (G.) **2** : 737, 837, 838. **4** : 1963,
 2004, 2246. **5** : 2336, 2436. **8** : 3614.
10 : 4464. **11** : 5075. **14** : 6192.
 SANDIFER (D. V.) **15** : 6328.
 SANDIFORD (R.) **2** : 868. **4** : 2005, 2017.
 SANGER (S.) **2** : 210.
 SANSARICQ (A. C.) **2** : 357.
 SARTORIUS (C.) **2** : 938. **8** : 3669.

 SASTRY (K. R. R.) **12** : 5589. **14** : 6212.
 SATOW (E.) **8** : 3900.
 SAUSER-HALL (G.) **14** : 6160.
 SAVAGE (M. J.) **6** : 2754.
 SAVEEDRA LAMAS (C.) **5** : 2528.
 SAWADA (KEN) **2** : 893. **4** : 2083, 2084,
 2173.
 SCAVENIUS (H.) **2** : 260, 261, 261 a, 264.
 SCELLE (G.) **2** : 102, 195. **6** : 2955, 2965.
8 : 3919. **9** : 4310. **10** : 4624, 4726.
11 : 5076. **12** : 5269. **13** : 5846. **14** : 6262.
 SCERNI (M.) **9** : 4056. **14** : 6095.
 SCHAEFFER (C.) **4** : 2148. **5** : 2509.
 SCHÄTZEL (W.) **5** : 2339, 2529.
 SCHALL **10** : 4808. **11** : 4854, 4866.
 SCHANZER (C.) **2** : 915. **9** : 4318.
 SCHELLBERG (W.) **7** : 3430.
 SCHELTEMA (E.) **9** : 4212.
 SCHELVEN (C. M. E. van) **15** : 6507.
 SCHENK Graf von STAUFFENBERG (B.) :
 voir STAUFFENBERG (B. Schenk Graf
 von —).
 SCHIFFER **2** : 839. **3** : 1527, 1584.
 SCHINDLER (D.) **3** : 1409, 1640. **6** : 3004.
9 : 4137. **10** : 4775. **14** : 6260. **15** : 6485.
 SCHLEUTER (W.) **3** : 1840.
 SCHLOCHAUER (H. J.) **10** : 4476.
 SCHMID **2** : 396, 397.
 SCHMID (J. J. von) **3** : 1443.
 SCHMID (K.) **6** : 2969. **8** : 3669. **14** : 6261.
 SCHMIDT (A.) **9** : 4138.
 SCHMIDT (Fr.) **7** : 3272.
 SCHMIDT (Fr. A.) **9** : 4319.
 SCHMIDT (R.) **8** : 3697.
 SCHMIDT (W.) **5** : 2403.
 SCHMITZ (E.) **7** : 3308. **11** : 4960, 5053.
15 : 6396.
 SCHNABEL (F. G.) **8** : 3915.
 SCHNEIDER (Chr.) **3** : 1578.
 SCHOENBORN (W.) **13** : 5859.
 SCHÖPFER **2** : 398, 399.
 SCHOETENSACK (A.) **8** : 3669.
 SCHOLZ (W.) **14** : 6158.
 SCHOOMAKER (N. M.) **3** : 1733.
 SCHOTTHÖFER **6** : 2936.
 SCHOU (P.) **3** : 1579, 1600. **11** : 5064.
 SCHREIBER (O.) **6** : 2855.
 SCHRIEKE (B. J. O.) **11** : 5197.
 SCHROEDER (K. L.) **4** : 1975.
 SCHÜCKING (W.) **2** : 62, 902, 974, 1014.
4 : 2246, 2248. **6** : 2821, 2822, 2826 bis,
 2855. **7** : 3241. **8** : 3616, 3634, 3850.
9 : 4090, 4286. **10** : 4469, 4504. **11** :
 4900, 4928, 4941. **12** : 5250-5294, 5318-
 5321, 5545, 5558. **13** : 5761-5763, 5790-
 5793, 5859. **14** : 6046.
 SCHÜRCH **10** : 4542, 4543.
 SCHULÉ (D.) **11** : 5193.
 SCHUMACHER **6** : 2694.
 SCHUMAN (F. L.) **10** : 4780. **13** : 5997.

- SCHUURMAN (W. H. A. Elink) **2** : 1293.
3 : 1846. **10** : 4834.
SCHUYLER **9** : 4384.
SCHWARZ (W.) **9** : 4280.
SCHWARZENBERGER (G.) **11** : 5052.
SCHWEINITZ (H. U. von) **9** : 4402.
SCIALOJA (V.) **3** : 1438, 1439. **4** : 1919.
9 : 4287. **12** : 5586.
SCOTT (J. B.) **2** : 2, 3, 11, 12, 13, 15.
21, 31, 40, 47, 50, 61, 104, 108, 119.
127, 196-200, 414, 808, 844, 935, 1003,
1004, 1038, 1144. **3** : 1315, 1569, 1685,
1756. **4** : 1862, 1863, 2132, 2133, 2149.
5 : 2530. **9** : 4309. **10** : 4771. **11** : 4943.
12 : 5270. **13** : 5703. **14** : 6239.
SCROGGS (W. O.) **12** : 5698.
SEARS (L. M.) **4** : 2203. **12** : 5697, 5707.
15 : 6498.
SEASONGOOD (M.) **8** : 3556.
SEAVEY (W. A.) **8** : 3556. **13** : 5968.
SEBILLEAU (P.) **13** : 6031.
SECRETAN (J.) **5** : 2344. **12** : 5382.
SÉFÉRIADÈS (S. P.) **6** : 2851, 3131. **12** :
5376, 5719. **13** : 5859. **14** : 6286.
SEGAL (S.) **9** : 4408.
SEIPEL (I.) **6** : 2956.
SELDEN (Ch. A.) **3** : 1528, 1529.
SELIGMAN (E. R. A.) **10** : 4702.
SEMPER (M.) **14** : 6231.
SERBESCO (S.) **4** : 2018. **5** : 2396 a.
SERENI (A. P.) **10** : 4573.
SEVENSMA (T. P.) **8** : 3539.
SEYMOUR (Charles) **5** : 2280.
SPORZA (C.) **10** : 4459.
SHAFROTH (J. F.) **4** : 1854.
SHAW (A.) **12** : 5699.
SHEPARDSON (W. H.) **12** : 5698.
SHEPPARD (M.) **2** : 1146.
SHERMAN (A.) **11** : 5171.
SHERMAN (S. S.) **4** : 2092.
SHIBUSAWA (S.) **13** : 5990.
SHIELDS (J. K.) **2** : 1147.
SHIMAMOTO (H.) **4** : 2057, 2058.
SHIPSTEAD **2** : 290, 327, 329, 1214. **4** :
1883. **6** : 2937.
SHORT (D.) **11** : 4874.
SHORTRIDGE **4** : 1885, 1887. **7** : 3506.
SHOTWELL (J. T.) **2** : 1208. **5** : 2546.
7 : 3497. **11** : 5073, 5152, 5172. **12** :
5680. **13** : 5998, 5999.
SHUSTER (G. N.) **12** : 5397.
SIBERT (M.) **2** : 923, 991, 1028. **4** : 2246,
2249.
SIEBENEICHEN (A.) **2** : 707.
SIESSE (G.) **4** : 2006.
SIEVEKING (A.) **5** : 2320 a.
SIEVEKING (L. M.) **13** : 5874.
SILVA (PEREIRA DA) **8** : 3551. **12** : 5592.
SIMON (J.) **5** : 2515. **9** : 4030. **10** : 4520,
4521. **11** : 4887-4888.
SIMONDS (F. H.) **2** : 1266. **8** : 3581. **11**
5118. **12** : 5699.
SIMONS (W.) **2** : 809, 857. **6** : 3005. **7** :
3448. **8** : 3616. **12** : 5350.
« SIMPLEX » **14** : 6166.
SIMS **12** : 5700.
SINCLAIR **3** : 1336.
SINNER (P.) **5** : 2516.
SITZLER (F.) **7** : 3431.
SIVORI (J. B.) **6** : 2941.
SKASHEIM (A.) **10** : 4646.
SKEI (J.) **10** : 4647.
SKIBOWSKI (F.) **5** : 2376.
SKRZYNSKI (A.) **2** : 574, 575, 590.
SLADE (W. A.) **5** : 2264, 2264 a. **6** : 2662.
SLAYDEN (J. L.) **2** : 58.
SLOOTEN AZN. (G. van) **6** : 2688.
SLOSSON (P. W.) **12** : 5680.
SMEDAL (G.) **11** : 4995-4996. **12** : 5448.
13 : 5896.
SMITH **2** : 327. **6** : 2947.
SMITH (H. A.) **2** : 105, 201.
SMITH (L. W.) **9** : 4366.
SMITH (N. Ch.) **9** : 4288.
SMITH (O. M.) **11** : 4997.
SMITH (R.) **3** : 1363. **5** : 1889.
SMOOT **2** : 325.
SMUTS (J. C.) **2** : 73. **4** : 1860. **5** : 2279.
SNOW (F.) **11** : 5174.
SNOWDEN (Ph.) **5** : 2648. **7** : 3181.
SOBOLEWSKI (T.) **4** : 1976. **8** : 4003.
SOCKMAN (R. W.) **12** : 5672.
SÖDERBLOM (S.) **10** : 4525. **12** : 5569,
5651.
SOPRONIE (G.) **8** : 3999. **14** : 6100.
SOKAL **8** : 3656, 3657.
SOLMS-BRAUNFELS (F. Prinz zu) **11** :
4973.
SOMERVILLE (D. G.) **2** : 356 a. **8** : 3578.
SOTTILE (A.) **2** : 1015. **3** : 1426, 1429,
1697, 1772. **4** : 1952, 2246, 2250. **5** :
2443, 2445, 2452, 2455. **6** : 2914, 2918,
2923. **7** : 3253, 3384-3386, 3529. **8** :
3641, 3652, 3810. **9** : 4247-4249. **10** :
4511, 4693, 4694. **11** : 4914, 4956.
12 : 5554, 5556, 5559, 5560. **13** : 5948.
14 : 6218. **15** : 6443-6445, 6508.
SOUBBOTITCH (J. V.) **3** : 1545.
SOULE (C. C.) **5** : 2502.
SOUZA DANTAS **2** : 556-563, 568-573.
SPENCER (J. H.) **14** : 6253.
SPENDER (H. F.) **4** : 2184.
SPERL (H.) **9** : 4154.
SPIEGEL (L.) **2** : 681, 682.
SPIETHOFF (A.) **13** : 5982.
SPIROPULOS (J.) **2** : 738. **3** : 1411, 1597.
4 : 1910. **6** : 2988. **9** : 4315. **12** : 5271.
SPOHN (K.) **11** : 4985.
SPÜHLER (E.) **12** : 5272.
SQUIRES (E. E.) **7** : 3407.

- STACKELBERG (J. von) **6**: 2942.
 STAËL VON HOLSTEIN (L.) **2**: 202. **9**: 4199. **12**: 5449.
 STAUFFENBERG (B. Schenk Graf von —) **7**: 3308. **9**: 4264. **10**: 4426, 4444. **11**: 4917, 4949, 4954, 4960, 5053, 5100, 5175. **12**: 5217, 5218, 5477. **13**: 5814.
 STAUNTING (Th.) **7**: 3413.
 STEBBINS (L. A.) **10**: 4793.
 STEEGMAN (J.) **4**: 2087.
 STEELE (Th. M.) **2**: 1215, 1216.
 STEELE (W. S.) **11**: 5131.
 STEFFENS (H. von) **9**: 4176.
 STEICHELE (A.) **5**: 2463.
 STEIDL **12**: 5464.
 STEIN (O.) **2**: 930.
 STEINBACH (P. A.) **8**: 4000.
 STEINER (H. A.) **13**: 5878.
 STEINITZ (H.) **11**: 4906.
 STEIWER **11**: 4853, 4864, 4866.
 STELLINGA (J. R.) **7**: 3440.
 STENUIT (R.) **8**: 4002.
 STEPHENS **2**: 329.
 STEPHENS (H. D.) **3**: 1347.
 STERNBERGER-MILLER (E.) **13**: 6000.
 STERNDALE (W. P.) **3**: 1515.
 STICKNEY (E. P.) **8**: 3897.
 STIEGER **6**: 2807, 3006.
 STIER-SOMLO (F.) **6**: 2975, 3129. **15**: 6485.
 STIMSON (H.) **6**: 3039, 3065, 3094. **7**: 3500, 3512. **12**: 5329, 5700.
 STINSON (J. W.) **2**: 840, 970, 1217, 1218.
 STOCKTON (R.) **9**: 4338.
 STOJANOV (T.) **4**: 2085.
 STONE (J.) **9**: 4403. **10**: 4578.
 STONE (W. T.) **7**: 3516. **8**: 3989.
 STOWELL (E. C.) **7**: 3449.
 STOYANOVSKI (J.) **5**: 2371.
 STOYOKOVITCH (S.) **4**: 1971. **8**: 3798.
 STRASBURGER (H.) **13**: 5908.
 STRAUB (P.) **12**: 5383.
 STRAWN (S. H.) **14**: 6078.
 STREIT (C. K.) **6**: 3066. **13**: 5810.
 STREIT (G.) **5**: 2402.
 STRENG (von) **2**: 396, 397.
 STRISOWER (L.) **6**: 3134.
 STRONG (Ch. H.) **8**: 3556.
 STRUB (W.) **3**: 1610.
 STRUPP (K.) **2**: 217, 653, 672, 771, 937, 939, 959, 960, 965, 967, 1029, 1036, 1041. **3**: 1530, 1633, 1641. **4**: 1973, 2150, 2151, 2246. **5**: 2332, 2484, 2524. **6**: 2997. **7**: 3265, 3441, 3442. **8**: 3553, 3597, 3615, 3616. **9**: 4064, 4136, 4311. **10**: 4469, 4649, 4650. **11**: 4922. **12**: 5350, 5380. **14**: 6262. **15**: 6292.
 STRUYCKEN (A. A. H.) **2**: 203, 924.
 STUDIOSUS (Sv.) **8**: 3675.
 STURZO (L.) **5**: 2510.
 STURMAN (P. H.) **3**: 1564, 1841.
 SUAREZ (J. L.) **6**: 2941.
 SUBOTIC (I. V.) **8**: 3547.
 SUGIMURA (Y.) **6**: 2995.
 SUKIENNICKI (W.) **3**: 1642. **6**: 2977.
 SUMMER (Lord) **2**: 146.
 SUN (Ch.) **12**: 5575.
 SURET (L.) **2**: 44.
 SUTTNER (BERTHA von) **12**: 5279.
 SWANSON **2**: 276, 282, 285-287, 307, 308, 310, 326, 327, 1230. **3**: 1347. **4**: 1883. **5**: 2437. **6**: 3067, 3068.
 SWANWICK (H. M.) **2**: 715, 858.
 SWEETSER (A.) **3**: 1573, 1585, 1590. **6**: 2964.
 SZCZERBINSKA (M.) **11**: 5055.
 SZENT-ISTVANY (B. de) **7**: 3266. **10**: 4445, 4688, 4794.
 TABATA (S.) **15**: 6348.
 TACHI (S.) **4**: 2059. **11**: 4895.
 TAFT (W. H.) **2**: 27, 37, 106. **3**: 1751. **4**: 1855.
 TAHSIN (H.) **13**: 5981.
 TAI (P. L.) **12**: 5701.
 TAKETOMI **11**: 4886.
 TAMMES (A.) **14**: 6270.
 TAN (Y. S.) **12**: 5609.
 TAOKA (R.) **13**: 5847.
 TAPPEN (O.) **12**: 5652.
 TARACOUZIO (T. A.) **11**: 5199.
 TA-T'UNG **9**: 4347.
 TAUBE (M. de) **4**: 2246.
 TAUBER (L.) **4**: 2072.
 TAVERNE (B. M.) **13**: 5909.
 TCHÉOU-WEI (S.) **2**: 59.
 TEDESCHI (P.) **15**: 6481.
 TEGHZE (G.) **10**: 4743.
 TELDERS (B. M.) **3**: 1643. **11**: 5010. **15**: 6389.
 TEMPERLEY (A. C.) **14**: 6267.
 TEMPERLEY (H. W. V.) **2**: 882, 1056.
 TÉNÉKIDÈS (C. G.) **2**: 699. **3**: 1399. **6**: 2787, 2864. **8**: 3692, 3887, 4004. **10**: 4461, 4831. **11**: 5017. **15**: 6346.
 TENG (K. S.) **12**: 5611.
 TENG (Y. S.) **12**: 5666.
 TEODOROFF (T. P.) **13**: 5892.
 TEYSSAIRE (J.) **4**: 2202.
 THAYER (E. P.) **8**: 3557.
 THÉVENAZ (H.) **15**: 6347.
 THIEME (H. W.) **3**: 1659.
 THILLY (E.) **6**: 2846.
 THOMAS **11**: 4853, 4860, 4863, 4866.
 THOMAS (A.) **2**: 632, 633. **3**: 1616. **6**: 2956, 2965. **7**: 3306, 3307, 3431-3433.
 THOMAS (C. R.) **5**: 2572.
 THOMAS (D. Y.) **4**: 1888. **8**: 3916.
 THOMAS (H. C.) **2**: 917. **4**: 2097.
 THOMAS (N.) **11**: 5182. **12**: 5700.

- THOMSON (Ch. J.) **3** : 1352.
 THURTLÉ **6** : 2733.
 TIBAL (A.) **8** : 3741.
 TIBBAUT **2** : 240, 245.
 TICHAUER (Th.) **2** : 925.
 TIETZ (W.) **3** : 1660.
 TINKHAM (G. H.) **4** : 1884. **9** : 4372.
 TITÉANO (E.) **2** : 918.
 TITTONI (T.) **12** : 5586.
 TITULESCO (N.) **10** : 4778.
 TOBIN (H. J.) **10** : 4758.
 TOFFIN (J.-I.) **14** : 6096.
 TOMCSÁNYI (De) **13** : 5864.
 TOMSA (B.) **7** : 3330.
 TOMŠIĆ (I.) **8** : 3868.
 TORLEY DUWEL (C. L.) : voir DUWEL (C. L. TORLEY).
 TORREPADULA (F. ROCCO DI) : voir ROCCO DI TORREPADULA (F.).
 TORRES (A.) **8** : 3917.
 TORRIENTE Y PERAZA (C. de la) **2** : 421, 422, 883, 892. **3** : 1591.
 TOSCANO (M.) **8** : 4001.
 TOURGOUD Bey (Demir) **9** : 4133.
 TOWNER (H. M.) **2** : 1150.
 TOWNSEND **10** : 4816. **11** : 4872.
 TOYNBEE (A. J.) **2** : 1057, 1058. **4** : 2185. **5** : 2554. **6** : 3021. **7** : 3476. **9** : 4431. **10** : 4788. **11** : 5120. **14** : 6268.
 TRABUE (C. C.) **9** : 4373.
 TRAMMELL **3** : 1353. **11** : 4868.
 TRAVERS (M.) **2** : 691, 859, 860, 1281. **5** : 2386.
 TRČKA (V.) **3** : 1570. **4** : 2007. **10** : 4574.
 TRELLES (C. B.) **8** : 3960.
 TRÉMAUD (H.) **7** : 3342, 3343. **9** : 4177.
 TRENHOLME (L. J.) **3** : 1546.
 TREVELYAN **4** : 1889.
 TRIAS DE BES (J. M.) **3** : 1637. **6** : 3134. **10** : 4735.
 TRIEPEL (H.) **2** : 218, 435. **4** : 1916. **6** : 2788.
 TROMP (P.) **11** : 5197.
 TROTABAS (L.) **4** : 2013, 2233, 2246.
 TRYGGER (E.) **3** : 1372. **14** : 6119.
 TRYON (J. L.) **2** : 14, 29.
 TSENG (Y. H.) **12** : 5613.
 TSIANG (C. H.) **12** : 5702.
 TSURUMI (Y.) **8** : 3933.
 TUCKEY (E. N.) **6** : 3091.
 TÜRCKE (von) **14** : 6151.
 TUMEDEI (C.) **2** : 651.
 TUSKA (B.) **2** : 692. **3** : 1400.
 TUTTLE (F. G.) **7** : 3474.
 TYSON **2** : 326.
 UDINA (M.) **5** : 2482.
 UECKER (E.) **8** : 3691.
 ULLEIN (A.) **10** : 4744.
 ULLMANN (F.) **10** : 4462.
 ULRICKSEN (H. F.) **2** : 262.
 UNDÉN (Ö.) **2** : 603, 604, 607, 608, 609, 610, 617, 841. **4** : 2251. **6** : 3134. **10** : 4525. **12** : 5354, 5570, 5642. **13** : 5829, 5830. **14** : 6071, 6119.
 UNDERWOOD **2** : 329.
 UNRUH (F. O. von) **3** : 1611.
 URRUTIA (F. J.) **4** : 2134. **5** : 2503. **7** : 3414. **8** : 3845. **10** : 4504, 4679.
 USTERI **2** : 398, 399.
 V. (V.) **4** : 2060.
 VABRE (A.) **2** : 931.
 VACCARI (P.) **6** : 2944.
 VADASZ (E.) **4** : 2230.
 VADASZ (I.) **10** : 4819.
 VALAYER (P.) **6** : 2876, 2877. **8** : 3703, 3704. **10** : 4616.
 VÁLI (F. A.) **8** : 3754. **9** : 4155. **10** : 4658, 4660, 4759. **11** : 5004, 5004a. **12** : 5451. **13** : 5912, 5913. **14** : 6180, 6213-6215. **15** : 6386.
 VALLINDAS (P.) **9** : 4409.
 VALLOTTON (J.) **4** : 2252. **5** : 2397. **11** : 4972.
 VALSONOK (R.) **14** : 6167.
 VANCE (W. R.) **2** : 38, 51. **6** : 2972.
 VANDENBERG **6** : 3083. **11** : 4849, 4853, 4854, 4855, 4864. **13** : 6004.
 VAN DE WATER (F. F.) **3** : 1529.
 VAN KIRK (W. W.) **11** : 5132.
 VANSELOW (E.) **8** : 3869.
 VASCONCELLOS (de) **12** : 5498, 5499.
 VAYO (Alvarez del) **13** : 5829, 5830.
 VELÁZQUEZ (G.) **4** : 2255.
 VELHAGEN (A.) **9** : 4156.
 VELSEN (von) **4** : 2008. **5** : 2854.
 VENTURINI (G.) **14** : 6097.
 VERA (J. L. de) **2** : 109.
 VERDROSS (A. von) **2** : 943. **3** : 1643a. **4** : 2135, 2253. **10** : 4464, 4465, 4477. **11** : 4923, 4928. **12** : 5274, 5377, 5458. **13** : 5848, 5982. **14** : 6115-6116.
 VERGARA DONOSO (G.) **5** : 2640. **6** : 3037.
 VERKERK (E. P.) **15** : 6459.
 VEROSTA (S. E.) **8** : 3755.
 VERYKIOS (P. A.) **11** : 5090.
 VERZIJJL (J. H. W.) **2** : 209, 215, 216, 722, 739. **3** : 1452, 1488. **4** : 2009, 2010, 2011. **6** : 2989. **7** : 3267, 3344, 3346, 3353-3355. **8** : 3756, 3757, 3758, 3764, 3765, 3768, 3769, 3771, 3851. **9** : 4057, 4200, 4201, 4205, 4213, 4214, 4215. **10** : 4478, 4586, 4651, 4655, 4661, 4662. **11** : 4908, 5011, 5014, 5065. **12** : 5219, 5228, 5301, 5478, 5552, 5630. **13** : 5914. **14** : 6098, 6152, 6181, 6182, 6285. **15** : 6354, 6398, 6460, 6486, 6490.
 VIDAL Y SAURA (G.) **2** : 961.
 VILLEGAS **4** : 1961, 1962.

- VINACKE (H. M.) **10** : 4781.
 VINEUIL (P. de) **2** : 652, 674, 683, 684, 693, 1021. **7** : 3312, 3313.
 VINK (J. C. H. H. de) **13** : 5964.
 VISSCHER (Ch. de) **2** : 1039. **3** : 1634. **4** : 2165, 2246. **5** : 2465, 2531. **6** : 2843, 2978. **10** : 4479, 4699. **12** : 5275, 5350, 5631. **13** : 5766, 5840, 5945, 5946. **14** : 6072, 6086-6087.
 VISSCHER (F. de) **2** : 1030. **4** : 2136. **6** : 3134.
 VIZETELLY (F. H.) **12** : 5681. **13** : 6002. **14** : 6272. **15** : 6493-6494.
 VLADAR (E.) **10** : 4716.
 VLUGT (W. van der) **2** : 659.
 VOGT **11** : 4941.
 VOLCKMANN (E.) **2** : 69.
 VOLLENHOVEN (C. van) **2** : 24, 420, 870, 1042, 1292. **8** : 3875. **11** : 5091. **13** : 5983.
 VOSS (F.) **9** : 4178.
 VREELAND JR. (H.) **10** : 4814.
 VULCAN (C.) **8** : 3888.
- W.** (J. H.) **3** : 1317.
 W. (M. S.) **5** : 2610.
 WADE (H. T.) **2** : 1060, 1061. **3** : 1687. **4** : 2188. **5** : 2552. **7** : 3477.
 WAGNER **8** : 3956, 3973, 3974, 3986, 3988.
 WAGNER (R.) **4** : 1974.
 WAHL (A.) **4** : 2246.
 WAINHOUSE (D. W.) **11** : 5129.
 WAISZ **2** : 235.
 WALCOTT **8** : 3941.
 WALDECKER (L.) **8** : 3852.
 WALDKIRCH (E. von) **2** : 966, 1045. **6** : 2878.
 WALDRON (R. T.) **11** : 4862.
 WALDSTEIN (Ch.) **4** : 1859.
 WALKER (Th. A.) **10** : 4753.
 WALKER (W. L.) **10** : 4753.
 WALLENGREN (S.) **12** : 5656.
 WALLER (B. C.) **2** : 1053.
 WALP (P. K.) **8** : 3853.
 WALSH (Th. J.) **2** : 312, 313, 314, 317, 319, 322, 325, 327, 329, 1214. **4** : 2204. **5** : 2641. **6** : 3052, 3090. **9** : 4374. **10** : 4815.
 WALTER (H.) **13** : 5890.
 WALTHER (H.) **5** : 2387.
 WALZ (G. A.) **14** : 6225. **15** : 6482, 6485.
 WAMBAUGH (S.) **3** : 1449.
 WANG (C. D.) **12** : 5220.
 WANG (C. T.) **12** : 5355.
 WANG (TSUNG-TAN) **9** : 4023.
 WANG CHUNG-HUI **2** : 992. **3** : 1388. **9** : 4040, 4090. **10** : 4689. **11** : 4941. **12** : 5331-5332. **13** : 5772-5775, 5790, 5791, 5794, 5795.
- WARD (J.) **6** : 2754.
 WARE (E. E.) **14** : 6277.
 « WARGANEUS » **10** : 4483, 4484.
 WARREN (Ch.) **9** : 4375.
 WARSCHAUER (E.) **9** : 4142.
 WATRIN (G.) **6** : 2865. **8** : 3827. **9** : 4289. **11** : 5107.
 WATSON **2** : 327. **3** : 1353. **4** : 1883.
 WEBER (P.) **9** : 4179, 4216.
 WEBER (H. von) **10** : 4820.
 WEBSTER (C. K.) **3** : 1613. **9** : 4295.
 WECK (N. de) **10** : 4601.
 WECKS (H.) **8** : 3706.
 WEGNER (A.) **2** : 1288. **12** : 5641.
 WEHBERG (H.) **2** : 22, 23, 25, 46, 77, 103, 110, 431, 670, 861, 902, 926, 1005, 1017, 1041, 1155, 1277. **3** : 1407, 1445, 1486, 1516, 1601, 1672, 1673. **4** : 1898, 1914, 2024, 2222. **5** : 2318, 2319, 2489, 2643. **6** : 2849, 3014. **7** : 3241, 3356. **8** : 3759, 3850. **10** : 4469, 4656. **11** : 4896, 4900. **12** : 5276-5278, 5302, 5350, 5632. **13** : 5767, 5811, 5812, 5891. **14** : 6079, 6087-6088. **15** : 6320, 6325.
 WEHRER (A.) **9** : 4414.
 WEHSER (R.) **9** : 4180.
 WEIDENMANN (A.) **8** : 3678.
 WEISS **14** : 6143.
 WEISS (A.) **2** : 920. **3** : 1572. **4** : 1946. **5** : 2312-2318. **6** : 2781, 2849. **8** : 3591. **15** : 6320.
 WEISZ (U.) **10** : 4771.
 WELLIVER (J. C.) **2** : 862.
 WELLS (J. H.) **2** : 696.
 WENINGER (L. V.) **3** : 1644. **10** : 4565, 4690, 4691, 4745.
 WENZEL (M.) **7** : 3531. **10** : 4820.
 WERNER (A. R.) **13** : 5880.
 WERTHEIMER (L.) **3** : 1318.
 WERTHEIMER (M. S.) **9** : 4202.
 WESELOWSKI (C.) **12** : 5720.
 WEST (R. L.) **4** : 2172.
 WESTARP (K. Fr. V. von) **9** : 4296.
 WESTSTRATE (C.) **8** : 4005.
 WEYR (F.) **12** : 5417.
 WHEATON (H.) **5** : 2511.
 WHEELER **6** : 3076. **8** : 3972. **11** : 4851, 4861, 4866, 4869.
 WHEELER (E. P.) **2** : 41.
 WHEELER-BENNETT JR. (J. W.) **2** : 779, 780, 1022. **3** : 1502. **6** : 2908. **7** : 3483, 3517. **8** : 3918, 3991. **9** : 4415, 4416.
 WHELEN (F. L.) **11** : 5072.
 WHITAKER (J. L.) **3** : 1548.
 WHITE **10** : 4803. **11** : 4855, 4864.
 WHITE (T. R.) **2** : 42, 844. **8** : 3944.
 WHITNEY (E. L.) **4** : 1852.
 WHITTON (J. B.) **2** : 728. **4** : 2205. **8** : 3889. **11** : 5092.
 WHITTUCK (E. A.) **2** : 205.

- WIART (C. de) **4** : 2225.
 WICKERSHAM (G. W.) **2** : 972, 1193, 1220, 1223. **3** : 1571, 1692, 1734. **4** : 2062, 2177, 2234. **7** : 3394. **9** : 4376.
 WICKERSHAM (W.) **2** : 971.
 WICKSELL (A.) **12** : 5571, 5572.
 WIGMORE (J. H.) **2** : 1290. **3** : 1807, 1808. **4** : 2211. **7** : 3235, 3242. **8** : 3992.
 WILCOX (F. O.) **12** : 5221, 5633.
 WILDE (C. de) **12** : 5721.
 WILDE (J. C. de) **10** : 4617.
 WILFLEY (L. R.) **3** : 1809.
 WILHELM (K.) **10** : 4587.
 WILLIAMS **2** : 317, 319, 326, 327, 329.
 WILLIAMS (B.) **4** : 2098.
 WILLIAMS (B. H.) **13** : 6020.
 WILLIAMS (J. F.) **4** : 2090. **5** : 2388-2389, 2512, 2538, 2539. **6** : 2837, 3071. **7** : 3252, 3268, 3500, 3525. **8** : 3667, 3760, 3890. **9** : 4123. **11** : 5005, 5066, 5112. **12** : 5350, 5405. **15** : 6483.
 WILLIAMS (R.) **2** : 894.
 WILLIS **2** : 289, 314. **5** : 2562.
 WILLISTON (S.) **12** : 5371.
 WILLOUGHBY (W. B.) **4** : 1880.
 WILSON (A.) **9** : 4390. **10** : 4802.
 WILSON (C.) **6** : 2738 *bis*.
 WILSON (F.) **4** : 1861.
 WILSON (F. G.) **11** : 5074.
 WILSON (G. G.) **4** : 2137. **12** : 5634.
 WILSON (H. H.) **9** : 4377-4378.
 WILSON (R. R.) **5** : 2532. **7** : 3435. **8** : 3891.
 WILSON (W.) **2** : 73. **4** : 1855, 1860. **5** : 2279.
 WINFIELD (P. H.) **2** : 947. **14** : 6248.
 WINIARSKI (B.) **5** : 2518. **13** : 5837. **15** : 6296.
 WINKLER (P.) **4** : 1966.
 WINTER (A. A.) **3** : 1719.
 WINTGENS (H.) **6** : 3129.
 WITENBERG (J. C.) **4** : 2259. **13** : 5824, 5825. **14** : 6153. **15** : 6385 *a*.
 WLASSICS (J.) **2** : 668, 685, 1299. **10** : 4773, 4786, 4821, 4825.
 WOESTE **2** : 239, 244.
 WOLF (D. E.) **7** : 3518.
 WOLF (F. C. de) **10** : 4463.
 WOLFF (K.) **8** : 3617.
 WOLGAST (E.) **2** : 669. **3** : 1446. **6** : 2883. **9** : 4217. **10** : 4652, 4653. **11** : 4998. **12** : 5420. **14** : 6154.
 WOLTER (W.) **13** : 5910.
 WOOD (Bryce) **7** : 3519.
 WOOD (Kingsley) **6** : 2737.
 WOODBURY (G.) **2** : 1143, 1157.
 WOODSWORTH **4** : 1879. **5** : 2293, 2294. **6** : 2701, 2702, 2705.
 WOOLF (L. S.) **2** : 43, 44.
 WOOLF (S. J.) **5** : 2311.
 WOOLSEY (L. H.) **3** : 1485, 1669.
 WRIGHT (C. M.) **3** : 1721.
 WRIGHT (H.) **11** : 4861.
 WRIGHT (H. F.) **2** : 812.
 WRIGHT (Q.) **3** : 1465, 1820. **4** : 2206. **7** : 3532. **8** : 3933.
 WRZOZ (C.) **11** : 5055.
 WU (CHAO-HUANG) **9** : 4335.
 WU (PIN-CHIN) **9** : 4272.
 WUNDRAM (H. G.) **9** : 4058.
 WYKMAN (P.) **12** : 5643.
 YAMADA (S.) **2** : 432. **12** : 5312. **13** : 5887, 5947.
 YAMANA (M.) **4** : 2121.
 YANG (T. S.) **12** : 5418.
 YANGUAS (J. de) **4** : 2246.
 YATE (Ch.) **3** : 1466.
 YEH (C. F.) **12** : 5666.
 YEPES (J. M.) **12** : 5592.
 YOKOTA (K.) **2** : 1160. **5** : 2367, 2369. **6** : 2840. **7** : 3322, 3324-3327, 3329, 3331, 3332, 3345. **8** : 3670. **9** : 4130-4132, 4134-4135, 4140-4141. **10** : 4583, 4588, 4590, 4591, 4597, 4599, 4600, 4602. **11** : 4977, 4984, 4986, 4987, 4989, 4990, 4999, 5000, 5006, 5007. **12** : 5459, 5465. **13** : 5834, 5850, 5879, 5882, 5884, 5885, 6021. **14** : 6175. **15** : 6356-6360, 6387-6388, 6390-6392, 6397.
 YOKOYAMA (M.) **11** : 4887-4888.
 YOSHIZAWA **8** : 3656, 3657.
 YOTIS (Ch.) **3** : 1448.
 YOUNG (E. H.) **2** : 623.
 YOUNG (G.) **8** : 3933.
 YOUNG (R.) **4** : 1889.
 YOYANOVITCH **8** : 3634.
 ZAHARIADE (Z.) **15** : 6461.
 ZAJACZKOWSKI (J. C.) **11** : 4931.
 ZALESKI **5** : 2363, 2364. **8** : 3660, 3661. **9** : 4404.
 ZALESKI (W. J.) **10** : 4826.
 ZANTEN (H. van) **4** : 2108. **6** : 2990. **11** : 5098.
 ZARRAS (J.) **14** : 6234.
 ZASZTOWT-SUKIENICKA (H.) **6** : 2966.
 ZAUNIUS **8** : 3660, 3661.
 ZAYAS Y ALFONSO (A.) **6** : 2708.
 ZELLE (A.) **8** : 3896.
 ZEYDEL (E. H.) **2** : 1099.
 ZIEHM **8** : 3662, 3663.
 ZIMMERMANN (M. A.) **2** : 946 *a*. **10** : 4717, 4746; voir aussi CIMMERMANN.
 ZIMMERN (A.) **12** : 5593. **15** : 6462.
 ZORN (Ph.) **2** : 869, 1023. **3** : 1670, 1842.
 ZUKERMAN (W.) **2** : 1297.
 ZULUETA **8** : 3660, 3661.
 ZUNDELEWICZ (L.) **12** : 5419.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES
DE LA LISTE BIBLIOGRAPHIQUE ¹

(Les numéros indiqués sont ceux qui précèdent les titres
des publications et non ceux des pages.)

ABRÉVIATIONS :

Av.-proj. Avant-projet.
Doc. Documents.
Législ. Législatif(s).
Offic. Officiel(s).
O. I. T. Organisation internationale
du Travail.
Ordonn. Ordonnances.
Parlem. Parlementaire(s).
Publ. Publications.
S. d. N. Société des Nations.

Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie. (Avis n° 19.) Actes et Doc. **8** : 3623. Texte **7** : 3290. **8** : 3638. **9** : 4090. Suites **8** : 3656-3657. Études sur l'Avis **7** : 3355-3356. **8** : 3705-3707. **9** : 4124, 4147. **10** : 4591.
Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. (Avis du 11 déc. 1931.) Actes et Doc. **8** : 3626. Texte **8** : 3630, 3648-3649, 3652. **9** : 4090. **12** : 5391. Suites **8** : 3662-3663. **9** : 4112-4114. **10** : 4518-4523. Études sur l'Avis **8** : 3765. **9** : 4124. **10** : 4600-4601.
Accord gréco-turc du 1er déc. 1926, voir Interprétation de l'—.
Accords de La Haye et de Paris **7** : 3253. **10** : 4450.

Accords de Locarno **2** : 1024-1030. **3** : 1674-1676. **4** : 2167. **5** : 2533. **7** : 3458. **9** : 4329. **12** : 5657-5660. **13** : 5991-5995.
Acquisition de la nationalité polonaise (Avis n° 7.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 480-484, 490. **6** : 2822. Suites **2** : 566-579. Études sur l'Avis **2** : 695 et suiv., 739.
Acte général d'arbitrage adopté par la IX^{me} Assemblée de la S. d. N. **5** : 2534-2543. **6** : 3008-3009. **7** : 3459-3462. **8** : 3892-3895. **9** : 4330. **10** : 4774-4775. **12** : 5661-5662. **14** : 6264. **15** : 6345-6347.
Actes et Doc. relatifs aux Arrêts et aux Avis **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3623-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938. **12** : 5385-5387. **13** : 5853-5855. **14** : 6120-6121. **15** : 6364-6367.
Actes législatifs des divers pays **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216. **8** : 3555-3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4429-4434. **11** : 4842-4881. **12** : 5229-5241. **13** : 5742-5756. **14** : 6038-6041. **15** : 6298-6304.
Activité judiciaire et consultative de la Cour **2** : 451-740. **3** : 1413-1488. **4** : 1924-2028. **5** : 2346-2410. **6** :

¹ Le présent Index, de même que l'Index des noms d'auteurs et des noms cités qui figure à la page 165, est cumulatif, en ce sens qu'il se rapporte aux bibliographies des Second à Quatorzième Rapports annuels (Série E, nos 2 à 14), aussi bien qu'à celle du présent volume (pages 140-164).

Les chiffres **gras** qui précèdent les numéros des titres renvoient au volume correspondant de la Série E (**2** : Série E, n° 2 ; **3** : Série E, n° 3, etc.). Aucun renvoi n'a été fait à la Bibliographie du Premier Rapport annuel, étant donné qu'elle a été incorporée dans celle du Second Rapport.

- 2809-2886. **7** : 3279-3357. **8** : 3623-3771. **9** : 4071-4218. **10** : 4486-4662. **11** : 4933-5025. **12** : 5385-5501. **13** : 5853-5920. **14** : 6120-6192. **15** : 6364-6407.
- Adalci, Décès de M. M.* — **11** : 4886-4896. **12** : 5246-5249.
- Administration du prince von Pless, voir Pless.*
- Afrique du Sud, Actes légis., Débats parlem.* **6** : 2691.
- Agriculture, voir Compétence de l'O. I. T.*
- Albanie, voir Écoles minoritaires en Albanie.*
- Allemagne (L'—) et la Cour* **3** : 1839-1842. **4** : 2254. **5** : 2660-2661. **11** : 5194. Voir aussi **14** : 6088.
- Allemagne, Av.-proj. allemand de Cour* **2** : 75. **7**, **8**, **111-112**. **6** : 2669. **8** : 3545-3546. Actes légis. **3** : 1326. **4** : 1876-1877. **7** : 3160-3163.
- Amendements au Statut de la Cour, voir Statut (Revision du—).*
- Anatolie (Côtes d'—), voir Délimitation.*
- Angleterre, voir Grande-Bretagne.*
- Annuaire* **2** : 1055-1063. **3** : 1686-1687. **4** : 2184-2188. **5** : 2551-2554. **6** : 3021-3025. **7** : 3475-3477. **8** : 3919-3921. **9** : 4339. 4341. **10** : 4787-4788. **11** : 5120. **12** : 5678, 5681. **13** : 6001-6002. **14** : 6271-6272. **15** : 6446, 6491, 6493-6494.
- Appel contre une sentence du T. A. M. hongaro-tchécoslovaque, voir Université Peter Pázmány.*
- Appels contre certains jugements du T. A. M. hongaro-tchécoslovaque, Actes et Doc.* **10** : 4493. (Ordonn. du 12 mai 1933.) Texte **9** : 4087. **11** : 4941.
- Apponyi et la Cour* **10** : 4833.
- Arbitrage, Traités d'—* **2** : 9, 10, 11, 34, 993-994. **14** : 6263. **15** : 6346-6347. Voir aussi *Acte général d'arbitrage.*
- Arbitrage et justice, Ouvrages où il est question de la Cour* **2** : 995-1006. **3** : 1661-1670. **4** : 2154-2165. **5** : 2519-2532. **6** : 2996-3006. **7** : 3453-3457. **8** : 3880-3891. **9** : 4320-4328. **10** : 4767-4771. **11** : 5101-5108. **12** : 5647-5652. **13** : 5984-5990. **14** : 6263. **15** : 6485-6486. Voir aussi **14** : 6189-6192. **15** : 6345-6347.
- Argentine (L'—) et la Cour* **12** : 5728. Actes légis. **13** : 5742.
- Arrêts, Actes et Doc. relatifs aux —* **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3623-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938. **12** : 5385-5387. **13** : 5853-5855. **14** : 6120-6121. **15** : 6364-6367.
- Arrêts, Textes* **2** : 456-525. **3** : 1416-1433. **4** : 1930-1960. **5** : 2350-2362. **6** : 2818-2834. **7** : 3287-3303. **8** : 3628-3655. **9** : 4078-4104. **10** : 4498-4511. **11** : 4939-4959. **12** : 5388-5404. **13** : 5856-5866. **14** : 6122-6144. **15** : 6368-6378.
- Arrêts, Suites* **10** : 4515-4517, 4524-4537, 4544-4547. **11** : 5015-5025. **12** : 5479-5501. **13** : 5916-5920. **14** : 6186-6192. **15** : 6401-6407.
- Arrêts, Études sur les —* **2** : 627, 740. **3** : 1441-1488. **4** : 1963-2028. **5** : 2367-2410. **6** : 2835-2886. **7** : 3308-3357. **8** : 3666-3771. **9** : 4121-4218. **10** : 4548-4662. **11** : 4960-5014. **12** : 5405-5478. **13** : 5867-5915. **14** : 6145-6185. **15** : 6379-6398.
- Articles de revues sur la Cour en général* **2** : 142-210, 781-869. **3** : 1300-1318, 1507-1571. **4** : 2054-2078. **5** : 2437-2465. **6** : 2910-2939. **7** : 3382-3408. **8** : 3796-3836. **9** : 4236-4264. **10** : 4680-4705. **11** : 5042-5055. **12** : 5536-5562. **13** : 5942-5952. **14** : 6207-6219. **15** : 6428-6445.
- Australie, Actes légis., Doc. et Débats parlem.* **2** : 231. **3** : 1327-1331. **5** : 2291-2292. **8** : 3892.
- Autriche, Actes légis.* **2** : 232-237. **4** : 1878. **6** : 2692-2694. **13** : 5743. Av.-proj. autrichien de Cour **2** : 80, 111-112.
- Avant-projets de Cour (offic. et privés)* **2** : 1-127. **4** : 1848-1866. **5** : 2277-2280. **6** : 2669-2671. **7** : 3139. **8** : 3544-3546. **11** : 4841.
- Avis consultatifs, Actes et Doc.* **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3626-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938. **12** : 5385-5387.
- Avis consultatifs, Textes* **2** : 456-525. **3** : 1416-1433. **4** : 1930-1960. **5** : 2350-2362. **6** : 2818-2834. **7** : 3287-3303. **8** : 3628-3655. **9** : 4078-4104. **10** : 4498-4511. **11** : 4939-4959. **12** : 5388-5404. **13** : 5856-5866. **14** : 6128. **15** : 6371-6373.
- Avis consultatifs, Suites* **2** : 526-626. **3** : 1434-1440. **4** : 1961-1962. **5** : 2363-2366. **7** : 3304-3307. **8** : 3655 a-3665. **9** : 4105-4120. **10** : 4512-4547. **11** : 5015-5025. **12** : 5479-5501. **15** : 6399-6400.
- Avis consultatifs, Études sur les —* **2** : 627-740. **3** : 1441-1488. **4** : 1963-2028. **5** : 2367-2410. **6** : 2835-2886. **7** : 3308-3357. **8** : 3666-3771. **9** : 4121-4218.

- 10** : 4548-4662. **11** : 4916, 4960-5014. **12** : 5405-5478. **13** : 5867-5915. **14** : 6145-6185. **15** : 6379-6398.
- Avis consultatifs (Conditions de vote des demandes d'—)*, voir *Compétence de la Cour*.
- Beichmann, Décès de M. F. V. N. —*
14 : 6080.
- Belgique, Actes légis.* **2** : 238-253. **3** : 1332-1333. **6** : 2695.
- Belgique, voir Traité sino-belge.*
- Bibliographies relatives à la Cour*
5 : 2260-2276. **6** : 2662-2668. **7** : 3136-3138. **8** : 3537-3543. **9** : 4006-4009. **10** : 4419-4423. **11** : 4836-4840. **12** : 5200-5204. **13** : 5730-5734. **14** : 6033-6036. **15** : 6288-6292.
- Biographies des Juges* **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **4** : 1897-1901. **5** : 2298-2321. **6** : 2778-2782. **7** : 3221-3245. **8** : 3590-3591. **9** : 4038-4040. **10** : 4439-4440. **11** : 4886-4901. **12** : 5246-5303. **13** : 5761-5771, 5802-5815. **14** : 6046-6080, 6085-6088. **15** : 6320-6325, 6439-6440.
- Borchgrave (Affaire —)*. (Arrêt du 6 nov. 1937 et Ordonnance du 30 avril 1938.) Actes et Doc. **15** : 6364. Textes **14** : 6123-6124, 6144. **15** : 6374, 6376, 6377. Études sur l'affaire **14** : 6183. **15** : 6392.
- Boycottage* **9** : 4417.
- « *Boz-Kourt* », voir « *Lotus* ».
- Brésil, Actes légis.* **2** : 254. **6** : 2696-2699. **13** : 5744. **14** : 6038. Voir aussi **10** : 4515. **15** : 6293. Le — et la Cour **3** : 1843.
- Brochures sur la Cour en général* **2** : 763-780. **3** : 1502-1506. **4** : 2045-2053. **5** : 2432-2436. **6** : 2907-2909. **7** : 3377-3381. **8** : 3796-3836. **9** : 4233-4235. **10** : 4675-4679. **12** : 5533-5534. **13** : 5939-5941. **15** : 6421-6427.
- Bryan, Traités —* **2** : 10, 11.
- Bulgarie, Actes légis.* **2** : 255. Voir aussi « *Communautés* ».
- Canada, Actes légis., Doc. et Débats parlem.* **2** : 256-257. **3** : 1334-1339. **4** : 1879-1880. **5** : 2293-2295. **6** : 2700-2707. **7** : 3462. **8** : 3893.
- Canada (Le) et la Cour* **13** : 6031.
- Canal de Kiel, voir « Wimbledon »* (Affaire du vapeur —).
- Candidats (Listes des —)* **7** : 3221-3224. **13** : 5800-5803. **14** : 6083-6084. **15** : 6312-6313, 6318-6319.
- Caphandaris-Molloff (Accord —)*, voir *Interprétation de l'Accord gréco-bul-gare*.
- Carélie orientale, voir Statut de la —.*
- Castellorizo (Ile de —)*, voir *Délimitation*.
- Chemin de fer, voir Trafic ferroviaire.*
- Voir aussi *Panevezys-Saldutiskis*.
- Chili, Actes légis.* **7** : 3164. **11** : 4842.
- Chine, « Hague Court for China »* **2** : 1295. Publ. offic. **3** : 1340. **9** : 4024.
- Chine, voir Traité sino-belge.*
- Chinn, Affaire Oscar —*. Accord entre la Belgique et la Grande-Bretagne **11** : 4912. Arrêt du 12 déc. 1934. Actes et Doc. **11** : 4938. Texte. **11** : 4939, 4952-4956. **12** : 5393, 5394. **14** : 6131. Études sur l'Arrêt **11** : 5009-5011. **12** : 5455-5459. **14** : 6169.
- Chorzów, Affaires relatives à l'usine de —*. Actes et Doc. **4** : 1924, 1929. **5** : 2349. **6** : 2810. Textes **3** : 1417. **4** : 1932-1933, 1948-1956. **5** : 2351, 2356, 2359, 2360. **6** : 2826, 2826 bis, 2827. Ordonn. **5** : 2352. **6** : 2826. **8** : 3634. Études sur les Arrêts **3** : 1479. **4** : 1963-1964, 2026. **6** : 2840. **7** : 3326.
- Chorzów, Affaires relatives à l'usine de —*, voir aussi *Intérêts allemands en Haute-Silésie*.
- Clause facultative, La — et la Grande-Bretagne* **2** : 356 a-b, 1271-1278. **3** : 1821-1822. **4** : 2213-2222. **5** : 2647-2648. **6** : 3098-3124. **7** : 3180-3182, 3186, 3191, 3194, 3195, 3521-3525, **8** : 3994-3994 a. **9** : 4392-4394. **11** : 5183-5184. **12** : 5710. **13** : 6022-6023. **14** : 6278-6279. **15** : 6499.
- Clause facultative, La — et le Paraguay* **15** : 6304, 6330-6343, 6353.
- Clause facultative, voir aussi Actes légis., Compétence de la Cour, Doc. et Débats parlem., Lois et Décrets d'approbation et de publication.*
- Codification du Droit des gens* **2** : 934-972 a. **3** : 1618-1645. **4** : 2109-2151. **5** : 2493-2512. **6** : 2907-2990. **7** : 3434-3449. **8** : 3858-3875. **9** : 4298-4315. **10** : 4731-4764. **11** : 5075-5098. **12** : 5605-5641. **13** : 5965-5983. **14** : 6235-6253. **15** : 6463-6483.
- Colombie, Actes légis.* **7** : 3165. Voir aussi **15** : 6294.
- Colons d'origine allemande (Certaines questions touchant les —) dans les territoires cédés par l'Allemagne à la Pologne. (Avis n° 6.) Actes et Doc.* **2** : 451. Texte **2** : 457, 477-491. **6** : 2822. Suites **2** : 554-565. Études sur l'Avis **2** : 662 et suiv., 739. **10** : 4568-4569.
- Comité consultatif de juristes pour l'institution de la Cour (La Haye, 1920)* **2** : 72-127. **4** : 1862-1865.

- Comité de juristes chargé de l'étude du Statut* (Genève, 1929) **5** : 2281-2289. **6** : 2672-2688.
- Commission européenne du Danube*, voir *Compétence de la —*.
- Commission internationale de l'Oder*, voir *Juridiction territoriale de la —*.
- « *Communautés* » gréco-bulgares (Question des —). (Avis n° 17.) Actes et Doc. **7** : 3279. Texte **7** : 3287, 3293, 3303. **8** : 3634. Suites **7** : 3304-3305. **8** : 3655 a. Études sur l'Avis **7** : 3309, 3310, 3312, 3313, 3346. **8** : 3676, 3692, 3694. **10** : 4588. **12** : 5422, 5429.
- Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie*. (Exception préliminaire.) (Arrêt du 4 avril 1939.) Texte **15** : 6369.
- Compatibilité de certains décrets-lois dantziškois avec la Constitution de la Ville libre*. (Avis du 4 déc. 1935.) Actes et Doc. **12** : 5386. Texte **12** : 5388, 5400-5404. **13** : 5862. **15** : 6373. Suites **12** : 5498-5501. Études sur l'Avis **12** : 5467-5478. **13** : 5901-5910. **14** : 6171-6175.
- Compétence de l'O. I. T. pour la réglementation internationale des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture*. (Avis n° 2.) Actes et Doc. **2** : 451, 453. Texte **2** : 457-468, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 530-533. Études sur l'Avis **2** : 627 et suiv., 739. **4** : 1965. **6** : 2835. **9** : 4123. **13** : 5871. **14** : 6149.
- Compétence de l'O. I. T. pour l'examen de propositions tendant à organiser et à développer les moyens de production agricole, et l'examen de toutes autres questions de même nature*. (Avis n° 3.) Actes et Doc. **2** : 451, 454-455. Texte **2** : 457-468, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 530-533. Études sur l'Avis **2** : 627 et suiv., 739. **4** : 1965. **9** : 4123. **13** : 5871. **14** : 6149.
- Compétence de l'O. I. T. pour réglementer accessoirement le travail personnel du patron*. (Avis n° 13.) Actes et Doc. **3** : 1413-1415. Texte **2** : 457. **3** : 1418, 1424, 1425. **6** : 2825. Suites **3** : 1481-1484. **4** : 1965, 1979. **6** : 2835. Études sur l'Avis **9** : 4135. **13** : 5871. **14** : 6149.
- Compétence de la Commission européenne du Danube*. (Avis n° 14.) Actes et Doc. **4** : 1927-1928. Texte **3** : 1429, 1433. **4** : 1936, 1949, 1952, 1957. **5** : 2356. **6** : 2826. Suites **5** : 2363-2364. **9** : 4105-4111. **10** : 4512, 4513. **15** : 6399-6400. Études sur l'Avis **4** : 2016-2019. **5** : 2391-2398. **6** : 2843-2846. **9** : 4139-4140. **11** : 4973. **13** : 5888.
- Compétence des tribunaux de Dantzig (réclamations pécuniaires des fonctionnaires ferroviaires dantziškois)*. (Avis n° 15.) Actes et Doc. **5** : 2346. Texte **4** : 1937, 1953. **5** : 2361. **6** : 2826 bis. Suites **4** : 1961-1962. Études sur l'Avis **4** : 2028. **5** : 2403. **9** : 4141.
- Compétence et extension de la compétence de la Cour* **2** : 440-450. **3** : 1396-1412. **4** : 1906-1917. **5** : 2326-2339. **6** : 2789-2807. **7** : 3253-3268. **8** : 3600-3620. **9** : 4042-4060. **10** : 4447-4479. **11** : 4911-4928. **12** : 5349-5379. **13** : 5826-5850. **14** : 6099-6119. **15** : 6329-6361.
- Concessions Mavrommatis*, voir *Mavrommatis*.
- Conditions de vote des demandes d'avis consultatif adressées à la Cour*, voir sous *Compétence de la Cour*.
- Conférence de la Paix de La Haye* (1907) **2** : 1-34. **4** : 1848-1852. **8** : 3544.
- Conférence de la Paix (de Versailles)* **2** : 72-127. **4** : 1860-1866. **5** : 2279-2280. **6** : 2670-2671. **8** : 3545-3546.
- Conférence internationale du Travail*, voir *Désignation du délégué néerlandais*.
- Congo belge*, voir *Chinn* (Affaire Oscar —).
- Constitution de la Cour* **2** : 128-450. **3** : 1300-1412. **4** : 1867-1923. **5** : 2281-2345. **6** : 2672-2808. **7** : 3140-3278. **8** : 3547-3622. **9** : 4010-4071. **10** : 4424-4485. **11** : 4842-4932. **12** : 5205-5384. **13** : 5735-5852. **14** : 6037-6119. **15** : 6293-6363.
- Convention de Genève de 1929* **14** : 6118. **15** : 6361.
- Cour centrale de droit international privé*, voir *Tribunal de droit international privé*.
- Cour de Justice arbitrale* **2** : 1, 2, 5, 13, 33, 42. **5** : 2277.
- Cour de Justice centro-américaine* **2** : 16, 17, 111-112. **5** : 2278.
- Cour internationale des Prises* **2** : 1, 5, 6, 7, 8.
- Cour permanente de Justice criminelle internationale* **2** : 1279-1289. **3** : 1823-1838. **4** : 2223-2230. **5** : 2649-2658. **6** : 3125. **8** : 3995-3997. **10** : 4817-4820. **11** : 5185-5186. **12** : 5711-5713. **13** : 6024-6026. **14** : 6280-6285. **15** : 6500-6508.
- Cour permanente de Justice internationale*. Sa constitution, son organisation, sa procédure, sa compétence **2** : 128-450. **3** : 1300-1412. **4** : 1867-

1923. **5**: 2281-2345. **6**: 2672-2808. **7**: 3140-3278. **8**: 3547-3622. **9**: 4010-4071. **10**: 4424-4485. **11**: 4841-4932. **12**: 5205-5384. **13**: 5735-5852. **14**: 6037-6119. **15**: 6293-6363. Son activité judiciaire et consultative (actes et doc., etc.) **2**: 451-740. **3**: 1413-1488. **4**: 1924-2028. **5**: 2346-2410. **6**: 2809-2886. **7**: 3279-3357. **8**: 3623-3771. **9**: 4072-4218. **10**: 4486-4662. **11**: 4933-5025. **12**: 5385-5501. **13**: 5853-5920. **14**: 6120-6192. **15**: 6364-6407. Généralités sur la — **2**: 741-869. **3**: 1489-1571. **4**: 2029-2078. **5**: 2411-2465. **6**: 2887-2939. **7**: 3358-3408. **8**: 3772-3836. **9**: 4219-4264. **10**: 4663-4795. **11**: 5026-5055. **12**: 5502-5562. **13**: 5921-5952. **14**: 6193-6219. **15**: 6408-6445. Ouvrages contenant des chapitres sur la — **2**: 870-1063. **3**: 1572-1687. **4**: 2079-2188. **5**: 2466-2554. **6**: 2940-3025. **7**: 3409-3477. **8**: 3837-3921. **9**: 4265-4341. **10**: 4706-4788. **11**: 5056-5120. **12**: 5563-5681. **13**: 5953-6002. **14**: 6220-6272. **15**: 6446-6494. Questions spéciales relatives à la — **2**: 1064-1299. **3**: 1688-1847. **4**: 2189-2259. **5**: 2555-2661. **6**: 3026-3135. **7**: 3478-3526. **8**: 3922-4005. **9**: 4342-4418. **10**: 4789-4835. **11**: 5121-5199. **12**: 5682-5729. **13**: 6003-6032. **14**: 6273-6287. **15**: 6495-6509. Bibliographies **5**: 2260-2276. **6**: 2662-2668. **7**: 3136-3138. **8**: 3537-3543. **9**: 4006-4009. **10**: 4419-4423. **11**: 4836-4840. **12**: 5200-5204. **13**: 5730-5734. **14**: 6033-6036. **15**: 6288-6292.

Cour suprême des États-Unis d'Amérique **2**: 37, 38, 68, 69, 141.

Crète, voir *Phares*.

Csáky, voir *Pajzs, Csáky, Esterházy* (Affaire —).

Cuba, Actes législatifs. **6**: 2708. **15**: 6298.

Cuba et la Cour **7**: 3526-3529. **8**: 3550. **9**: 4017.

Danemark, Actes législatifs. **2**: 258-264. **3**: 1341-1343. **8**: 3555. **14**: 6039. Av.-proj. danois **2**: 81, 84, 88, 91, 111-112. S. d. N. (Publ. offic. danoises) **7**: 3374-3375. Le Danemark et la Cour **15**: 6451.

Dantzig (Ville libre de —) et *O. I. T.* (Avis n° 18.) Actes et Doc. **7**: 3280. **8**: 3627. Texte **7**: 3288, 3290 bis, 3293-3296, 3303. **8**: 3634. Suites **7**: 3306-3307. Études sur l'Avis **7**: 3309, 3310, 3312, 3313, 3347-3354. **8**: 3693-3695. **10**: 4589, 4590.

Dantzig, Droit de la Ville libre d'ester devant la Cour **9**: 4412.

Dantzig, voir *Service postal polonais* à —; *Compétence des tribunaux de —*; *Accès et stationnement des navires de guerre polonais*; *Traitement des nationaux polonais*; *Compatibilité de certains décrets-lois dantziens avec la Constitution de la Ville libre*.

Danube, voir *Compétence de la Commission européenne du —*.

Débats parlem. des divers pays **2**: 231-406. **3**: 1326-1383. **4**: 1876-1896. **5**: 2291-2297. **6**: 2691-2766. **7**: 3160-3216, 3462. **8**: 3555-3583. **9**: 4029-4031. **10**: 4429-4430. **11**: 4843-4879. **12**: 5229-5241. **15**: 6300.

Décrets d'approbation et de publication des divers pays **2**: 231-406. **3**: 1326-1383. **4**: 1876-1896. **5**: 2291-2297. **6**: 2691-2766. **7**: 3160-3216. **8**: 3555-3583. **9**: 4024-4032. **10**: 4431-4434. **11**: 4842, 4878-4881. **12**: 5237-5241. **13**: 5742-5756. **14**: 6038-6041. **15**: 6298-6304.

Décrets de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc (zone française). (Avis n° 4.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 469-474, 491, 498. **6**: 2822. Suites **2**: 534-541. Études sur l'Avis **2**: 639 et suiv., 739. **4**: 1963-1964, 1966, 1967. **5**: 2368. **7**: 3319. **8**: 3671. **13**: 5880.

Délimitation des eaux territoriales entre l'île de Castellorizo et les côtes d'Anatolie. (Affaire retirée ultérieurement.) (Ordonn. du 26 janv. 1933.) Actes et Doc. **9**: 4077. Texte **9**: 4082, 4104. **11**: 4941. **12**: 5392.

Désarmement **8**: 3902-3918.

Descente sur les lieux **14**: 6093.

Désignation du délégué ouvrier néerlandais à la 3^{me} Session de la Conférence internationale du Travail. (Avis n° 1.) Actes et Doc. **2**: 451-452. Texte **2**: 457-468, 498. **6**: 2822. Suites **2**: 526-529. Études sur l'Avis **2**: 629 et suiv., 739. **9**: 4123. **13**: 5871. **14**: 6149.

Désistement, voir sous les noms des affaires.

Différend roumano-hongrois **4**: 2231-2253. **5**: 2659.

Différends internationaux (en général), Ouvrages sur la solution des — **2**: 973-994. **3**: 1646-1660. **4**: 2152-3153. **5**: 2513-2518. **6**: 2991-2995. **7**: 3450-3452. **8**: 3876-3879. **9**: 4316-4319. **10**: 4765-4766. **11**: 5099-5100. **12**: 5642-5643. **14**: 6254-6262. **15**: 6484-6485.

- Différends internationaux* (Caractères des —) **11**: 4917, 5106-5107. **12**: 5353. **14**: 6254, 6257-6258. **15**: 6356-6360.
- Diplomatie*, Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 1036-1046. **4**: 2168-2173. **7**: 3464-3468. **8**: 3896-3901. **9**: 4331-4335. **10**: 4778-4781. **11**: 5113-5117. **12**: 5665-5671. **15**: 6492.
- Dissidence* **14**: 6096.
- Divers* **2**: 1290-1299. **3**: 1839-1847. **4**: 2254-2259. **5**: 2660-2661. **6**: 3126-3135. **7**: 3526-3536. **8**: 3998-4005. **9**: 4395-4418. **10**: 4821-4835. **11**: 5187-5199. **12**: 5714-5729. **13**: 6027-6032. **14**: 6286-6287. **15**: 6509.
- Documents parlementaires des divers pays* **2**: 231-406. **3**: 1326-1383. **4**: 1876-1896. **5**: 2291-2297. **6**: 2691-2766. **7**: 3160-3216, 3462. **8**: 3555-3583. **9**: 4024-4032. **10**: 4429-4430. **11**: 4843-4881. **12**: 5229-5241.
- Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis* **2**: 451-455. **3**: 1413-1415. **4**: 1924-1929. **5**: 2346-2349. **6**: 2809-2817. **7**: 3270-3286. **8**: 3623-3627. **9**: 4072-4077. **10**: 4486-4497. **11**: 4933-4938. **12**: 5385-5387. **13**: 5853-5855. **14**: 6120-6121. **15**: 6364-6367.
- Domages de guerre suisses, Affaire des — devant le Conseil de la S. d. N.* **11**: 5187-5188. Voir aussi les procès-verbaux du Conseil (**11**: 5030-5031).
- Douanes*, voir *Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche*.
- Droit applicable par la Cour*, voir *Compétence de la Cour*.
- Droit des gens*, Manuels du —, où il est question de la Cour **2**: 934-972. **3**: 1618-1645. **4**: 2109-2151. **5**: 2493-2512. **6**: 2967-2990. **7**: 3380, 3434-3449. **8**: 3858-3875. **9**: 4298-4315. **10**: 4731-4764. **11**: 5075-5098. **12**: 5605-5641. **13**: 5965-5983. **14**: 6235-6253. **15**: 6463-6483.
- Droit des gens, Sources du —*, voir *Compétence de la Cour*.
- Droit international privé* **6**: 3130-3134. **8**: 4003-4004. **9**: 4405-4409. **10**: 4555, 4828-4831. **11**: 5191-5193. **12**: 5714-5721. **13**: 6027. Voir aussi *Tribunal international de droit privé*.
- Droit pénal international* **2**: 1279-1289. **3**: 1823-1838. **4**: 2223-2230. **5**: 2649-2658. **6**: 3125. **8**: 3995-3997. **10**: 4817-4820. **11**: 5185-5186. **12**: 5711-5713. **13**: 6024-6026. **14**: 6280-6285. **15**: 6500-6508.
- Échange des populations grecques et turques* (Convention VI de Lausanne). (Avis n° 10.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 510, 512, 513, 514. **6**: 2824. Suites **2**: 594-596. Études sur l'Avis **2**: 698 et suiv., 739. **4**: 1963-1964, 1973. **5**: 2402. **6**: 2850-2851. **8**: 3676, 3686. **9**: 4131, 4143-4144. **10**: 4574. Voir aussi *Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1er déc. 1926*.
- Écoles minoritaires en Albanie* (Avis du 6 avril 1935.) Actes et Doc. **12**: 5385. Texte **11**: 4940, 4956-4959. **12**: 5395-5399. **13**: 5860, 5862. **15**: 6372. Suites **12**: 5486-5497. Études sur l'Avis **11**: 5012-5014. **12**: 5429, 5460-5466. **13**: 5897-5900. **14**: 6170.
- Écoles minoritaires*, voir *Minorités (Droits de —) en Haute-Silésie*.
- Élection des Juges* **2**: 407-424. **3**: 1384-1388. **5**: 2298-2321. **6**: 2767-2777. **7**: 3221-3244. **9**: 4038-4040. **11**: 4902-4904. **12**: 5304-5313, 5318-5332. **13**: 5772-5815. **14**: 6081-6084. **15**: 6310-6319.
- Électricité (Compagnie d'—) de Sofia et de Bulgarie*, voir *Compagnie d'Électricité*.
- Emprunts fédéraux brésiliens émis en France*. (Arrêt n° 15.) Actes et Doc. **6**: 2812. Texte **6**: 2818, 2827, 2832, 2833. **7**: 3297. **8**: 3634. **10**: 4506. Suites **10**: 4515-4517. Études sur l'Arrêt **6**: 2857-2865. **7**: 3332-3333. **8**: 3694. **9**: 4145. **10**: 4584-4587. **11**: 4974. **12**: 5427, 5428. **13**: 5889. **14**: 6160.
- Emprunts serbes émis en France*. (Arrêt n° 14.) Actes et Doc. **6**: 2811. Texte **6**: 2818, 2827, 2829, 2832-2833. **7**: 3292, 3297. **8**: 3634. **10**: 4505. **14**: 6127. Suites **10**: 4514. Études sur l'Arrêt **6**: 2857-2865. **7**: 3332-3333. **8**: 3687-3690, 3694. **9**: 4145. **10**: 4584-4587. **11**: 4974. **12**: 5427, 5428. **14**: 6159, 6160.
- Encyclopédies* **2**: 1062. **3**: 1686. **6**: 3023. **9**: 4340.
- Équité (Compétence en —)*, voir sous *Compétence*.
- Équité (Idée d'un tribunal international d'—)* **12**: 5722. **13**: 5986. **15**: 6355.
- Espagne*, Actes légis. **3**: 1344. **7**: 3166.
- Esterházy*, voir *Pajzs, Csáky, Esterházy (Affaire —)*.
- Estonie*, Actes légis. **2**: 265-269. **7**: 3167-3179.
- États-Unis d'Amérique*, Les — et la Cour **2**: 1064-1270. **3**: 1365, 1688-1820. **4**: 2189-2212. **5**: 2555-2646.

- 6** : 2672-2673, 3026-3097. **7** : 3478-3520. **8** : 3556-3557, 3922-3993. **9** : 4342-4391. **10** : 4789-4816. **11** : 5121-5182. **12** : 5682-5709. **13** : 6003-6021. **14** : 6273-6277. **15** : 6495-6498. Actes législat. **2** : 270-329. **3** : 1345-1354. **4** : 1881-1888. **7** : 3478. **8** : 3556-3557. **9** : 4025-4027. **10** : 4429. **11** : 4843-4875. Cour suprême des — **2** : 37, 38, 68, 69, 141. Traités d'arbitrage (de 1911) **2** : 9. Traités Bryan **2** : 10, 11. Voir aussi *Pacte Kellogg*.
- États-Unis d'Amérique*, Les — et la Cour, voir aussi *Actes législatifs des divers pays, Documents et Débats parlementaires, Lois et Décrets d'approbation et de publication*.
- Exceptions préliminaires* **14** : 6098. Voir aussi sous les noms des affaires.
- Exposés oraux*, voir *Actes et Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis*.
- Expulsion du Patriarcat œcuménique*. (Requête retirée ultérieurement.) Actes et Doc. **2** : 451.
- Extension de la compétence*, voir *Compétence*.
- Exterritorialité* **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931. **12** : 5380-5383. **13** : 5351-5852. **15** : 6362.
- Fabian, Comité* — **2** : 43, 44, 65.
- Finlande*, Actes législat. **2** : 330-342. **3** : 1355-1362. **6** : 2709-2720. **14** : 6040. **15** : 6299. Proposition finlandaise (Instance de recours) **6** : 2791-2792, 2794-2795. **8** : 3618-3620.
- Fonctionnaires du Greffe*, voir *Greffe de la Cour*.
- France*, Actes législat. **2** : 343-354. **6** : 2721. **8** : 3558-3577. **9** : 4028. **13** : 5745. Voir aussi **10** : 4524-4533. Représentation du Gouv^t français devant la Cour **9** : 4028. Jurisprudence française et la Cour **11** : 5195.
- Frontière albanaise*, voir *Saint-Naoum*.
- Frontière entre la Turquie et l'Irak*. Art. 3, par. 2, du *Traité de Lausanne*. (Avis n° 12.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 518-523. **3** : 1420. **6** : 2824. Suites **2** : 603-626. **3** : 1435-1437. Études sur l'Avis **2** : 714 et suiv., 739. **3** : 1459-1469, 1472. **4** : 1963-1964, 1977-1978. **5** : 2374-2375. **6** : 2842. **7** : 3321. **9** : 4133, 4134. **10** : 4575-4578.
- Généralités* **2** : 741-869. **3** : 1489-1571. **4** : 2029-2078. **5** : 2411-2465. **6** : 2887-2939. **7** : 3358-3408. **8** : 3772-3836. **9** : 4219-4264. **10** : 4663-4705. **11** : 5026-5055. **12** : 5502-5562. **13** : 5921-5952. **14** : 6193-6219. **15** : 6408-6445.
- Genève et La Haye* **3** : 1845. **6** : 3135. **15** : 6448, 6460.
- Genève*, voir *Protocole de —*.
- Gex (Pays de —)*, voir *Zones franches*.
- Grande-Bretagne*, La — et la Clause facultative **2** : 356 a-b, 1271-1278. **3** : 1821-1822. **4** : 2213-2222. **5** : 2647-2648. **6** : 3098-3124. **7** : 3180-3195, 3521-3525. **8** : 3995-3997. **9** : 4392-4394. **11** : 5183-5184. **12** : 5710. **13** : 6022-6023. **14** : 6278-6279. **15** : 6499. Conseil privé (Comité judiciaire du —) comparé à la Cour **10** : 4832. Doc. et Débats parlem. **2** : 355-356 b. **3** : 1363-1365. **4** : 1889. **5** : 2296, 2423-2429. **6** : 2722-2748. **7** : 3180-3195. **8** : 3578-3581. **9** : 4029-4031. **10** : 4430. **11** : 4876-4877. **12** : 5229-5236. **15** : 6300. Jurisprudence anglaise et la Cour **15** : 6382. S. d. N. (Publ. offic. britanniques) **4** : 2040. **5** : 2423-2429. **6** : 2899-2903. **7** : 3370-3373.
- Grèce*, voir « *Communautés* », et *Échange*.
- Greffe de la Cour* (Organisation du —) **7** : 3273-3278. **12** : 5384. Privilèges et immunités diplomatiques des fonctionnaires du — **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931. **12** : 5380-5383. **13** : 5851-5852. **15** : 6362.
- Groënland* (Statut juridique du Groënland oriental). (Arrêt du 5 avril 1933.) Actes et Doc. **10** : 4486-4492, 4495-4497. Texte **9** : 4084, 4104. **10** : 4507, 4509, 4510. **11** : 4941. **12** : 5392. **13** : 5861. **14** : 6129. Suites **10** : 4544-4547. Études sur l'Arrêt **9** : 4206-4213, 4215-4216, 4218. **10** : 4626-4653. **11** : 4991-5000. **12** : 5442-5449. **13** : 5895-5896. **14** : 6168.
- Groënland* (Statut juridique du territoire du sud-est du —). (*Ordonn. des 2 et 3 août 1932*.) Actes et Doc. **10** : 4494. Texte **9** : 4079. **10** : 4504, 4507. **12** : 5392. Études sur les Ordonnances **9** : 4214, 4217. **11** : 4999. (*Ordonn. du 11 mai 1933*.) Texte **9** : 4086. **11** : 4941. Études sur l'Ordonnance **11** : 4999.
- Grotius et la Cour* **2** : 1294.
- Guerre mondiale*, Av.-proj. parus pendant la — **2** : 35-71. **4** : 1853-1859. **6** : 2669.

- Haïti*, Actes légis. **2**: 357-358. **7**: 3196-3198.
- Hammar skjöld, Décès de M. Å.* — **14**: 6048-6075. **15**: 6321, 6439-6440.
- Haute-Savoie*, voir *Zones franches de la —*.
- Haute-Silésie*, voir *Intérêts allemands en —*.
- Haye (La —)* **3**: 1846. **10**: 4834.
- Haye (La —) et Genève* **3**: 1845. **6**: 3135. **15**: 6448, 6460. Voir aussi *Accords de La Haye, et Conférence de la Paix*.
- Histoire*, Manuels d'— contenant des chapitres relatifs à la Cour **2**: 1055-1063. **3**: 1687. **4**: 2184-2188. **5**: 2551-2554. **6**: 3021-3025. **7**: 3475-3477. **11**: 5119-5120. **12**: 5677-5680. **14**: 6270, 6272.
- Hongrie*, Actes légis. **2**: 359-362. **11**: 4878-4880. **13**: 5746. La Hongrie et la Cour **11**: 5196. Voir aussi *Différend roumano-hongrois*.
- Immunités diplomatiques* **2**: 1292. **3**: 1847. **4**: 1918-1923. **5**: 2340-2345. **6**: 2808. **7**: 3269-3272. **8**: 3621-3622. **9**: 4061-4064. **10**: 4480-4484. **11**: 4929-4931. **12**: 5380-5383. **13**: 5851-5852. **15**: 6362.
- Inauguration de la Cour* **2**: 425-432. **3**: 1389-1391.
- Indes néerlandaises*, Actes légis. **13**: 5750. Doc. offic. **6**: 2905. Voir aussi **11**: 5197.
- Intérêts allemands en Haute-Silésie*, Affaire relative à certains —. (Arrêt n° 6.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 456, 515, 516, 518, 523, 525. **6**: 2824. Études sur l'Arrêt **2**: 713 et suiv., 739. **3**: 1472. **5**: 2373. **13**: 5884.
- Intérêts allemands en Haute-Silésie*, Affaire relative à certains —. (Fond.) (Arrêt n° 7.) Actes et Doc. **3**: 1413. Texte **2**: 456. **3**: 1421, 1423. **6**: 2825. Études sur l'Arrêt **2**: 735 et suiv. **3**: 1476-1478. **4**: 1976, 1979. **5**: 2373. **13**: 5884. Voir aussi *Chorzów*.
- Internationalisme* **2**: 1047-1054. **3**: 1678-1685. **4**: 2174-2183. **5**: 2548-2550. **6**: 3017-3020. **7**: 3469-3474. **8**: 3902-3918. **9**: 4336-4338. **10**: 4782-4786.
- Interprétation de l'Accord gréco-bulgare du 9 déc. 1927 (Accord Caphandaris-Moloff)*. (Avis du 8 mars 1932.) Actes et Doc. **9**: 4073. Texte **8**: 3632, 3653. **10**: 4504. **12**: 5391. Suites **9**: 4117-4118. Études sur l'Avis **8**: 3769. **9**: 4124, 4160. **11**: 4977. **12**: 5434. **13**: 5892.
- Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1er déc. 1926 (Protocole final, art. IV)*. (Avis n° 16.) Actes et Doc. **5**: 2348. Texte **5**: 2353, 2359. **6**: 2826 bis. Suites **5**: 2365-2366. Études sur l'Avis **10**: 4583.
- Interprétation de la Convention de 1919 concernant le travail de nuit des femmes*. (Avis du 15 nov. 1932.) Actes et Doc. **9**: 4076. Texte **9**: 4081, 4088-4089, 4102-4103. **10**: 4504, 4507. **12**: 5391. Suites **9**: 4119-4120. **10**: 4538-4543. Études sur l'Avis **9**: 4203-4205. **10**: 4625. **11**: 4988-4989. **13**: 5871. **14**: 6149.
- Interprétation du Statut du Territoire de Memel*. (Arrêts des 24 juin et 11 août 1932.) Actes et Doc. **9**: 4075. **12**: 5387. Texte **9**: 4078, 4080, 4094-4101. **10**: 4504, 4507. **12**: 5387, 5391, 5392. Études sur les Arrêts **9**: 4181-4202. **10**: 4619-4624. **11**: 4985-4987. **12**: 5438-5441. **13**: 5893-5894. **14**: 6165-6167. Voir aussi **9**: 4029-4030.
- Irak*, Actes légis. **15**: 6301. Voir aussi *Frontière entre la Turquie et l'—*.
- Irlande*, Actes légis., Doc. et Débats parlem. **3**: 1366. **6**: 2749. **7**: 3199-3201. Voir aussi **6**: 3127. **8**: 3894.
- Italie*, Actes légis. **7**: 3202. **8**: 3582.
- Japon*, Actes légis. **4**: 1890. *Le Japon et la Cour* **12**: 5729. **13**: 6032.
- Jaworzina (Javorina) (Affaire de —)*. (Avis n° 8.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 492-498. **3**: 1419. **6**: 2822. Suites **2**: 582-591. Études sur l'Avis **2**: 681 et suiv., 739. **4**: 1963-1964, 1968-1969. **5**: 2375. **6**: 2839 bis. **8**: 3673. **10**: 4570-4571.
- Journaux* **2**: 1063. **6**: 3024.
- Jugements déclaratoires* **14**: 6090.
- Juges*, Biographies des — **2**: 407-424. **3**: 1384-1388. **4**: 1897-1901. **5**: 2298-2321. **6**: 2778-2782. **7**: 3221-3245. **8**: 3590-3591. **9**: 4038-4040. **10**: 4439-4442. **11**: 4886-4901. **12**: 5246-5303. **13**: 5761-5771, 5802-5812, 5815. **14**: 6046-6080, 6085-6087. **15**: 6320-6325. Élection des — **2**: 407-424. **3**: 1384-1388. **5**: 2298-2321. **6**: 2767-2777. **7**: 3221-3244. **8**: 3590-3591. **9**: 4038-4040. **11**: 4902-4904. **12**: 5304-5313, 5318-5332. **13**: 5772-5815. **14**: 6081-6084. **15**: 6310-6319. Privilèges et immunités diplomatiques des — **2**: 1292. **3**: 1847. **4**: 1918-1923. **5**: 2340-2345. **6**: 2808. **7**: 3269-3272. **8**: 3621-3622. **9**: 4061-4064. **10**: 4480-4484. **11**: 4929-4931.

- 12**: 5380-5383. **13**: 5851-5852. **15**: 6362.
Juges ad hoc **8**: 3588-3589. **10**: 4443.
13: 5771.
Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. (Arrêt n° 16.)
 Doc. **6**: 2817. Texte **6**: 2820, 2832, 2834. **7**: 3291, 3297. **8**: 3634, 3636.
 Études sur l'Arrêt **7**: 3345. **8**: 3691, 3694. **9**: 4146.
Juristes, voir Comité[s] de —.
Justice, voir Arbitrage et —.
- Kellogg, Décès de M. F. B. —* **14**: 6076-6079. Voir aussi *Pacte Kellogg.*
- Landwarów-Kaisiadorys, voir Trafic ferroviaire, etc.*
Législation, voir Actes législatifs.
Lettonie, Actes législatifs. **2**: 363-364. **7**: 3203-3205. **15**: 6302.
Lithuanie, Actes législatifs. **10**: 4431-4432.
Litispendance, Exception de — **6**: 2787.
Locarno, voir Accords de —.
Locaux de la Cour dans le Palais de la Paix **9**: 4065-4071. **10**: 4485. **11**: 4932. **15**: 6363.
Loder, Décès de M. B. C. J. — **12**: 5295-5302.
Lois d'approbation et de publication des divers pays **2**: 231-406. **3**: 1326-1383. **4**: 1876-1896. **5**: 2291-2297. **6**: 2691-2766. **7**: 3160-3216. **8**: 3555-3583. **9**: 4024-4032. **10**: 4431-4434. **11**: 4842, 4878-4881. **12**: 5237-5241. **13**: 5742-5756. **14**: 6038-6041. **15**: 6298-6304.
Losinger & Cie, S. A., Affaire —. (*Exception préliminaire.*) (Ordonnances des 27 juin et 14 déc. 1936.) Actes et Doc. **13**: 5853. Textes **12**: 5390. **13**: 5857, 5866. Études sur l'affaire **15**: 6388.
 « *Lotus* », *Affaire du —.* (Arrêt n° 9.) Actes et Doc. **4**: 1925. **7**: 3286. Texte **4**: 1930, 1940-1952. **5**: 2356. **6**: 2826. **7**: 3286. Études sur l'Arrêt **3**: 1488. **4**: 1981-2014. **5**: 2377-2390. **6**: 2852-2854. **7**: 3323-3324. **8**: 3679-3685. **9**: 4136-4138. **10**: 4557, 4579-4582. **12**: 5423-5426. **13**: 5886-5887.
Luxembourg, Actes législatifs. **2**: 365. **6**: 2750. **7**: 3206. Voir aussi **9**: 4414.
- Mandats (Les — et la Cour)* **7**: 3255 bis, 3530-3532. **9**: 4411. **12**: 5727. **13**: 6029-6030. **14**: 6146.
Maroc, voir Décrets de nationalité. Voir aussi Phosphates.
- Mavrommatis, Affaire des Concessions — en Palestine.* (Arrêt n° 2.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 456, 499-507, 513. **6**: 2823. Études sur l'Arrêt **2**: 689 et suiv., 739. **5**: 2369. **10**: 4557, 4573. **13**: 5882.
Mavrommatis, Affaire des Concessions —. (Arrêt n° 5.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 456, 499-507, 511, 513. **6**: 2824. Études sur l'Arrêt **2**: 689 et suiv. **10**: 4557, 4573. **13**: 5882.
Mavrommatis, Affaire des Concessions — (réadaptation). (*Compétence.*) (Arrêt n° 10.) Actes et Doc. **4**: 1926. Texte **4**: 1931. **5**: 2356. **6**: 2826. Études sur l'Arrêt **4**: 2013, 2015. **5**: 2370, 2371. **10**: 4557, 4572, 4573. **13**: 5882.
Membres de la Cour, voir Juges.
Memel, voir Interprétation du Statut du Territoire de —.
Mesures conservatoires **7**: 3248. **8**: 3592, 3597. **9**: 4041. **11**: 4905-4906. **14**: 6097. Voir aussi les ordonnances dans la collection des Arrêts et Avis.
Meuse (Affaire des prises d'eau à la —). (Arrêt du 28 juin 1937.) Actes et Doc. **14**: 6120. Texte **13**: 5858. **14**: 6134-6142. **15**: 6374. Études sur l'Arrêt **14**: 6176-6181. **15**: 6389-6390.
Minorité allemande, voir Réforme agraire polonaise.
Minorités **2**: 1297-1299. **3**: 1844. **4**: 2256-2257. **6**: 2786, 3128-3129. **7**: 3255, 3533-3536. **8**: 3605, 3998-4001. **9**: 4395-4404. **10**: 4821-4826. **12**: 5379, 5723-5726. **13**: 6028. **14**: 6146, 6151, 6287. **15**: 6509.
Minorités en Albanie, voir Écoles minoritaires en Albanie.
Minorités (Droits de —) en Haute-Silésie. (Arrêt n° 12.) Actes et Doc. **5**: 2347. Texte **4**: 1935, 1960. **5**: 2357, 2358, 2362. **6**: 2826 bis. Études sur l'Arrêt **4**: 2022-2025. **5**: 2399, 2400. **6**: 2847-2849. **7**: 3329, 3330. **9**: 4142.
Minorités en Haute-Silésie, voir aussi Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie.
Monastère de Saint-Naoum, voir Saint-Naoum.
Monographies sur la Cour en général **2**: 763-869. **3**: 1502-1571. **4**: 2045-2078. **5**: 2432-2465. **6**: 2907-2939. **7**: 3377-3408. **8**: 3790-3836. **9**: 4233-4264. **10**: 4675-4705. **11**: 5041-5055. **12**: 5533-5562. **13**: 5939-5952. **14**: 6206-6219. **15**: 6421-6427.
Mossoul, voir Frontière entre la Turquie et l'Irak.

- Nationalité*, voir *Décrets de —*.
Nationalité polonaise, voir *Acquisition de la —*.
Nationaux polonais, voir *Traitement des —*.
Nécrologie, voir *Biographies des Juges*.
Neutres, Av.-proj. des Puissances —
2: 72-127. **4**: 1860-1866.
Norvège, Actes législat. **2**: 366-375. **6**:
 2751-2753. **13**: 5747. **15**: 6303. Voir
 aussi **10**: 4544. **15**: 6295. Av.-proj.
 norvégien **2**: 83, 84, 88, 91, 111-112.
 S. d. N., Publ. offic. norvégiennes **2**:
 754-758. **10**: 4674. **13**: 5934. La
 Norvège et la Cour **15**: 6450-6451.
Nouvelle-Zélande, Actes législat. **2**: 376-
6: 2754.
Nullité des sentences internationales **14**:
 6189-6192. **15**: 6407.
- Oder*, voir *Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'—*.
Optants hongrois, voir *Différend roumano-hongrois*.
Ordonnances, voir *Arrêts*, et aussi sous les noms des affaires.
Ordonnances (Nature juridique des —) **13**: 5876-5877.
Organisation centrale pour une paix durable **2**: 49, 55, 65, 66.
Organisation de la Cour **2**: 128-450. **3**: 1300-1412. **4**: 1867-1923. **5**: 2281-2345. **6**: 2672-2808. **7**: 3140-3278. **8**: 3547-3622. **9**: 4010-4071. **10**: 4424-4485. **11**: 4841-4932. **12**: 5205-5384. **13**: 5735-5852. **14**: 6037-6119. **15**: 6293-6363.
Organisation du Greffe de la Cour **7**: 3273-3278. **12**: 5384.
Organisation internationale du Travail, Ouvrages sur l'—, où il est question de la Cour **2**: 927-933. **3**: 1614-1617. **4**: 2107-2108. **5**: 2490-2492. **6**: 2965, 2966. **7**: 3431-3433. **9**: 4297. **10**: 4729. **11**: 5073-5074, 5126, 5152. **12**: 5603-5604. **14**: 6234. Voir aussi *Compétence de l'—*.
Oscar Chinn, *Affaire —*, voir *Chinn* (Affaire Oscar —).
Ouvrages contenant des chapitres relatifs à la Cour **2**: 870-1063. **3**: 1572-1687. **4**: 2079-2188. **5**: 2466-2554. **6**: 2940-3025. **7**: 3409-3477. **8**: 3837, 3921. **9**: 4265-4341. **10**: 4706-4788. **11**: 5056-5120. **12**: 5563-5681. **13**: 5953-6002. **14**: 6220-6272. **15**: 6446-6494.
Ouvrages de fond sur la Cour en général **2**: 763-780. **3**: 1502-1506. **4**: 2045-2078. **5**: 2432-2436. **6**: 2907-2909. **7**: 3377-3381. **8**: 3790-3795. **9**: 4233-4235. **10**: 4675-4679. **11**: 5041. **12**: 5533-5535. **13**: 5939-5941. **14**: 6206. **15**: 6421-6427.
- Pacifisme* **2**: 1047-1054. **3**: 1678-1685. **4**: 2174-2183. **5**: 2548-2550. **6**: 3017-3020. **7**: 3469-3474. **8**: 3902-3918. **9**: 4336-4338. **10**: 4778-4781. **11**: 5118. **12**: 5672-5676. **13**: 5998-6000. **14**: 6269.
Pacte Kellogg **5**: 2544-2546. **6**: 3010-3014. **7**: 3463. **10**: 4776-4777. **11**: 5109-5112, 5189. **12**: 5663-5664.
Paiement de divers emprunts serbes émis en France, voir *Emprunts*.
Paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens émis en France, voir *Emprunts*.
Pajzs, Csáky, Esterházy, Affaire —. (Ordonnance du 23 mai 1936 et Arrêt du 16 déc. 1936.) Actes et Doc. **13**: 5854-5855. Textes **12**: 5389. **13**: 5856, 5863-5866. **14**: 6132-6133. Études sur l'Arrêt **13**: 5911-5914. **15**: 6386-6387.
Palais de la Paix, voir *Locaux de la Cour dans le —*.
Panama, Loi d'approbation et de publication **5**: 2297.
Panevezys-Saldutiskis (Affaire du chemin de fer —) Actes et Doc. **15**: 6367. (Exceptions préliminaires.) (Ordonnance du 30 juin 1938.) Texte **14**: 6126. **15**: 6378. (Arrêt du 28 février 1939.) Texte **15**: 6368. Études sur l'Arrêt **15**: 6398.
Pape (Le —) et la Société des Nations **6**: 3126.
Paraguay, Actes législat. **11**: 4881. **15**: 6304.
Paraguay, Disposition facultative: Retrait de sa déclaration d'adhésion **15**: 6304, 6330-6343, 6353.
Paris, voir *Accords de La Haye et de Paris*.
Particuliers (Accès des —) à des juridictions internationales **6**: 3130-3132. **9**: 4405-4409. **10**: 4827-4831. **11**: 5193. **12**: 5714-5721. **13**: 6027. **14**: 6286. **15**: 6348.
Pays de Gex, voir *Zones franches*.
Pays-Bas, Actes législat. **2**: 377-387. **3**: 1367. **4**: 1891. **6**: 2755-2758. **7**: 3207-3208. **9**: 4067-4071. **13**: 5748-5749. Av.-proj. néerlandais de Cour **2**: 91, 111-112. S. d. N., Publ. offic. néerlandaises **2**: 750-753. **3**: 1497. **4**: 2037-2039. **5**: 2430-2431. **6**: 2904. **7**: 3376. **8**: 3789. **9**: 4231. **10**: 4673.

- 11**: 5040. **12**: 5514. **13**: 5935. **14**: 6205. **15**: 6420. Voir aussi *Indes néerlandaises*.
- Pázmány* (*Université Peter* —), voir *Université*, etc.
- Pérou*, Actes législatifs. **8**: 3583. **13**: 5751.
- Phares* (*Affaire franco-hellénique des* —). (Arrêt du 17 mars 1934.) Actes et Doc. **11**: 4937. Texte **10**: 4503, 4511. **11**: 4946, 4950-4951. **12**: 5393. **13**: 5859. Études sur l'Arrêt **10**: 4662. **11**: 5007-5008. **12**: 5452-5453.
- Phares* (*Affaire des — en Crète et à Samos*). (Arrêt du 8 oct. 1937.) Actes et Doc. **14**: 6121. Texte **14**: 6122, 6143. **15**: 6374, 6375. Études sur l'Arrêt **14**: 6182. **15**: 6391.
- Phosphates du Maroc*. (Arrêt du 14 juin 1938.) Actes et Doc. **15**: 6365-6366. Texte **14**: 6125. **15**: 6376, 6377. Études sur l'Arrêt **14**: 6184-6185. **15**: 6393-6397.
- Plaidoiries*, voir *Actes et Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis*.
- Pless* (*Affaire relative à l'administration du prince von* —). Actes et Doc. **11**: 4933. (*Exception préliminaire*.) (Ordonn. du 4 févr. 1933.) Texte **9**: 4083. **10**: 4507. **11**: 4941. **12**: 5392. (*Mesures conservatoires*.) (Ordonn. du 11 mai 1933.) Texte **9**: 4085, 4104. **11**: 4941, 4945. (*Prorogation*.) (Ordonn. du 4 juillet 1933.) Texte **10**: 4498. **11**: 4941, 4945. (*Rayée du rôle de la Cour*.) (Ordonn. du 2 déc. 1933.) Texte **10**: 4500. **11**: 4941, 4945. Études sur les Ordonn. **10**: 4654, 4655. **11**: 4990.
- Politique*, Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 1036-1046. **3**: 1677. **4**: 2168-2173. **5**: 2547. **6**: 3015-3016. **7**: 3464-3468. **8**: 3896-3901. **9**: 4331-4335. **10**: 4778-4781. **11**: 5113-5117. **12**: 5665-5671. **13**: 5996-5997. **14**: 6265-6268. **15**: 6487-6490.
- Politique*, Différends de caractère —, voir *Différends* (*Caractères des* —).
- Pologne*, Actes législatifs. **2**: 388-392. **13**: 5752. Voir aussi **15**: 6296-6297. Minorités **12**: 5723.
- Populations grecques et turques*, voir *Échange des* —.
- Portugal*, Actes législatifs. **7**: 3209-3211.
- Poste polonaise à Dantzig*, voir *Service postal*.
- Préparation du Règlement*, voir *Règlement*.
- Préparation du Statut*, voir *Statut*.
- Président de la Cour*, Élection du — **10**: 4439, 4441-4442. **13**: 5815. Pouvoirs du — **9**: 4059-4060. **15**: 6344. Preuve **14**: 6094. **15**: 6328.
- Principes généraux du droit*, voir *Compétence de la Cour*.
- Prises d'eau à la Meuse*, voir sous *Meuse*.
- Privilèges et immunités diplomatiques* **2**: 1292. **3**: 1847. **4**: 1918-1923. **5**: 2340-2345. **6**: 2808. **7**: 3269-3272. **8**: 3621-3622. **9**: 4061-4064. **10**: 4480-4484. **11**: 4929-4931. **12**: 5380-5383. **13**: 5851-5852. **15**: 6362.
- Procédure* **2**: 433-439. **3**: 1392-1395. **4**: 1902-1905. **5**: 2322-2325. **6**: 2783-2788. **7**: 3246-3252, 3454, 3455. **8**: 3592-3599. **9**: 4041. **10**: 4444-4446. **11**: 4905-4910. **12**: 5333-5339. **13**: 5816-5825. **14**: 6089-6098. **15**: 6326-6328.
- Projets*, voir *Avant-projets*.
- Protocole de Genève* **2**: 1007-1023. **3**: 1671-1673. **4**: 2166. **6**: 3007. **10**: 4772-4773. **12**: 5653-5656.
- Protocole de Vienne*, voir *Privilèges et immunités diplomatiques*.
- Protocoles de signature*, Textes des — **2**: 211-230. **3**: 1319-1325. **4**: 1872-1875. **6**: 2689. **7**: 3156-3159. **8**: 3552-3554. **12**: 5222-5228. **13**: 5737-5741. **14**: 6038, 6041. **15**: 6293-6298, 6301.
- Questions spéciales relatives à la Cour* **2**: 1064-1299. **3**: 1688-1847. **4**: 2189-2259. **5**: 2555-2661. **6**: 3026-3135. **7**: 3478-3536. **8**: 3922-4005. **9**: 4342-4418. **10**: 4789-4833. **11**: 5121-5199. **12**: 5682-5729. **13**: 6003-6032. **14**: 6273-6287. **15**: 6495-6509.
- Radiophonie* **8**: 4002.
- Rapports annuels de la Cour* **2**: 759-762. **3**: 1498-1501. **4**: 2041-2044. **5**: 2419-2422. **6**: 2895-2898. **7**: 3366-3369. **8**: 3781-3784. **9**: 4227-4230. **10**: 4671-4672. **11**: 5034-5035. **12**: 5510-5511. **13**: 5930-5931. **14**: 6201-6202. **15**: 6416-6417.
- Rapports entre les États* **2**: 1031-1035. **3**: 1677. **4**: 2168-2173. **5**: 2547. **6**: 3015-3016. **7**: 3464-3468. **8**: 3896-3901. **9**: 4131-4135. **10**: 4778-4781. **11**: 5113-5117. **12**: 5665-5671. **13**: 5996-5997. **14**: 6265-6268. **15**: 6487-6490.
- Ratification des divers pays* **7**: 3217-3220. **8**: 3584-3587. **9**: 4033-4037. **10**: 4435-4438. **11**: 4882-4885. **12**: 5242-5245. **13**: 5757-5760. **14**: 6042-6045. **15**: 6305-6309.

- Reconvention* **6**: 2783-2784. **7**: 3247. **14**: 6091.
- Recours, Instance de —* **6**: 2791-2792, 2794-2795. **8**: 3618-3620. **9**: 4042, 4043, 4054. **10**: 4458, 4460, 4461. **12**: 5362-5364.
- Redlich, Décès de M. Joseph —* **13**: 5768-5770.
- Réforme agraire en Roumanie, voir Différend roumano-hongrois.*
- Réforme (La —) agraire polonaise et la minorité allemande.* Actes et Doc. **11**: 4934. (*Mesures conservatoires.*) (Ordonn. du 29 juill. 1933.) Texte **10**: 4499. **11**: 4941, 4944. Études sur l'Ordonn. **10**: 4656. (*Rayée du rôle de la Cour.*) (Ordonn. du 2 déc. 1933.) Texte **10**: 4501. **11**: 4941.
- Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche.* (Avis du 5 sept. 1931.) Actes et Doc. **8**: 3624. Texte **8**: 3628, 3639-3647. **9**: 4090. Suites **8**: 3658-3659. Études sur l'Avis **8**: 3708-3763. **9**: 4124, 4148-4156. **10**: 4592-4597. **11**: 4975. **12**: 5429-5432. **13**: 5890-5891. **14**: 6161.
- Règlement et Règlement révisé* (Textes et Commentaires) **2**: 433-439. **3**: 1392-1395. **4**: 1902-1905. **6**: 2788. **7**: 3246-3252. **8**: 3592-3599. **10**: 4444-4446. **12**: 5333-5334. **13**: 5816-5825. **14**: 6089-6098. **15**: 6326-6328.
- Règles générales de droit, voir sous Compétence de la Cour.*
- Réparations, Questions des —* **9**: 4410, 4416.
- Revision du Règlement, voir Règlement.*
- Revision du Statut, voir Statut.*
- Rolin-Jaquemyns, Décès de M. E. —* **13**: 5764-5767. **14**: 6047, 6072.
- Roumanie, Actes législatifs.* **3**: 1368. **7**: 3212. Voir aussi *Différend roumano-hongrois.*
- Russie soviétique (La —) et la Cour* **11**: 5198-5199.
- Saint-Naoum, Affaire du Monastère de —.* (Frontière albanaise.) (Avis n° 9.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 503, 513. **6**: 2823. Suites **2**: 592-593. **3**: 1434. Études sur l'Avis **2**: 695 et suiv., 739. **4**: 1970-1972. **8**: 3674-3675. **9**: 4130. **14**: 6159.
- Saint-Siège, voir Pape (Le —) et la Société des Nations.*
- Salvador, Actes législatifs.* **7**: 3213-3214.
- Samos, voir Phares.*
- Sanctions* **9**: 4418.
- Savoie (Haute- —), voir Zones franches.*
- Scandinaves (Les pays —) et la Cour* **15**: 6451.
- Schücking, Décès de M. W. —* **12**: 5250-5294. **13**: 5761-5763. **14**: 6046.
- Service postal polonais à Dantzig.* (Avis n° 11.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 509-514, 516. **6**: 2824. Suites **2**: 597-602. Études sur l'Avis **2**: 705 et suiv., 739. **3**: 1452-1458, 1472. **4**: 1963-1964, 1974-1975. **5**: 2376. **7**: 3320. **8**: 3677-3678. **9**: 4132.
- Société commerciale de Belgique.* (Arrêt du 15 juin 1939.) Texte **15**: 6370.
- Société des Nations, Élaboration du Statut de la Cour par le Conseil et par la 1^{ère} Assemblée* **2**: 128-210. **3**: 1300-1318. **4**: 1867-1871. **7**: 3140. Revision du Statut de la Cour à la suite d'une décision de la 9^{me} Assemblée **5**: 2281-2290. **6**: 2672-2688, 2690, 2695, 2704, 2706, 2709-2721, 2748, 2750-2763. **7**: 3141-3155, 3160-3216. **8**: 3547-3551. **9**: 4010-4023. **10**: 4424-4425, 4431, 4433. **12**: 5205-5228. **13**: 5735-5756. **14**: 6037, 6038, 6041. **15**: 6293-6298, 6301. Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 870-926. **3**: 1572-1613. **4**: 2079-2106. (Voir aussi **4**: 2258.) **5**: 2466-2489. **6**: 2940-2964. **7**: 3409-3430. **8**: 3837-3857. **9**: 4265-4296. **10**: 4706-4728. **11**: 5056-5072. **12**: 5563-5602. **13**: 5953-5964. **14**: 6220-6233. **15**: 6446-6452. Texte du Pacte de la — **2**: 92, 93, 94. **4**: 1860-1861. Projets de Pacte **2**: 72-127. **4**: 1860-1861. **5**: 2279-2280. **6**: 2669-2671. **7**: 3139. **8**: 3544. Réforme du Pacte **15**: 6452, 6454. Publ. offic. de la — **2**: 741-748. **3**: 1489-1496. **4**: 2029-2036. **5**: 2411-2418. **6**: 2887-2894. **7**: 3358-3365. **8**: 3772-3779. **9**: 4219-4230. **10**: 4663-4670. **11**: 5026-5033, 5036-5039. **12**: 5502-5509, 5512, 5513. **13**: 5921-5928, 5932, 5933. **14**: 6193-6200, 6203-6204. **15**: 6408-6415, 6418-6419. Recours ouverts aux particuliers contre la — **4**: 2258.
- Solution pacifique des différends internationaux.* Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 973-1030. **3**: 1646-1676. **4**: 2152-2188. **5**: 2513-2546. **6**: 2991-3014. **7**: 3450-3463. **8**: 3876-3895. **9**: 4316-4330. **10**: 4765-4777. **11**: 5099-5112. **12**: 5642-5664. **13**: 5984-5995. **14**: 6254-6264. **15**: 6484-6486.
- Sources officielles* **2**: 741-762. **3**: 1489-1501. **4**: 2029-2044. **5**: 2411-2431.

- 6** : 2887-2906. **7** : 3358-3376. **8** : 3772-3789. **9** : 4219-4232 a. **10** : 4663-4674. **11** : 5026-5040. **12** : 5502-5562. **13** : 5921-5938. **14** : 6193-6205. **15** : 6408-6420.
- Stationnement des navires de guerre polonais*, voir *Accès des* —.
- Statut de la Cour*, Commentaires du — **10** : 4426, 4428. Élaboration du — par le Conseil et par la 1^{ère} Assemblée de la S. d. N. **2** : 128-210. **3** : 1300-1318. **4** : 1867, 1871. **7** : 3140. **8** : 3547. Interprétation **10** : 4426. Révision du — (décision de la 9^{me} Assemblée) **5** : 2281-2290. **6** : 2672-2688, 2690-2695, 2704, 2706, 2709-2721, 2748, 2750-2763. **7** : 3141-3155, 3160-3216. **8** : 3548-3551. **9** : 4010-4024, 4031. **10** : 4424-4425, 4431, 4433. **12** : 5205-5228. **13** : 5735-5736. Texte du — **2** : 211-230. **3** : 1319-1325. **4** : 1872-1875. **6** : 2689. **7** : 3156-3159. **8** : 3552-3554. **10** : 4427. **12** : 5222-5228. **13** : 5737-5741. **14** : 6037, 6038, 6041. **15** : 6293-6298, 6301.
- Statut*, voir aussi *Actes législatifs des divers pays*; *Documents et Débats parlementaires*; *Lois et décrets d'approbation et de publication*.
- Statut de la Carélie orientale*. (Avis n° 5.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 475-491. **6** : 2822. Suites **2** : 542-553. Études sur l'Avis **2** : 653 et suiv., 739. **11** : 4971.
- Statut du Territoire de Memel*, voir *Interprétation du* —.
- Statut juridique du Groënland oriental*, voir *Groënland*.
- Statut juridique du territoire du sud-est du Groënland*, voir *Groënland*.
- Suède*, Av.-proj. suédois de Cour **2** : 84, 85, 86, 87, 88, 91, 111-112. Actes législat. **2** : 393. **3** : 1369-1382. **6** : 2759-2760. **12** : 5237-5241. **14** : 6041. S. d. N., Publ. off. suédoises **12** : 5517-5532. **13** : 5936. La Suède et la Cour **15** : 6451.
- Suisse*, Actes législat. **2** : 394-404. **6** : 2761-2766; **13** : 5754-5755 : voir aussi **10** : 4535-4536. Av.-proj. suisse de Cour **2** : 89, 90, 91, 111-112. S. d. N., Doc. offic. suisses **6** : 2906. **8** : 3785-3788. **9** : 4232-4232 a. **12** : 5515-5516. **13** : 5937-5938. Voir aussi *Dommages de guerre suisses*.
- Suites des Arrêts et des Avis* **2** : 526-626. **3** : 1434-1440. **4** : 1961-1962. **5** : 2363-2366. **7** : 3304-3307. **8** : 3655 a-3665. **9** : 4105-4120. **10** : 4512-4547. **11** : 5015-5025. **12** : 5479-5501. **13** : 5916-5920. **14** : 6186-6192. **15** : 6399-6407.
- Tchécoslovaquie*, Actes législat. **2** : 405-406. **13** : 5756.
- Terrorisme*, voir *Droit pénal international*.
- Timbres de la Cour* **10** : 4835.
- Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (section de ligne Landwardów-Kaisiadorys)*. (Avis du 15 oct. 1931.) Actes et Doc. **8** : 3625. Texte **8** : 3629, 3648-3651. **9** : 4090. **12** : 5391. **14** : 6128. Suites **8** : 3660-3661. Études sur l'Avis **8** : 3764. **9** : 4124. **10** : 4598-4599. **11** : 4976. **14** : 6162-6164.
- Traité de Lausanne*, voir *Frontière entre la Turquie et l'Irak*.
- Traité de Neuilly*, art. 179, annexe, par. 4 (interprétation). (Arrêt n° 3.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 503-506, 513. **6** : 2823. Études sur l'Arrêt **2** : 694 et suiv., 739. **5** : 2372. **13** : 5883. (Arrêt n° 4, Interprétation de l'Arrêt n° 3.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 503-506, 511, 513. **6** : 2824. Études sur l'Arrêt **2** : 694 et suiv., 739. **13** : 5883.
- Traité de Trianon*, Révision du — **9** : 4413.
- Traité sino-belge, Dénonciation du* —. Ordonnances **3** : 1416, 1429-1431, 1433. **4** : 1934. **5** : 2350, 2352. **6** : 2826, 2826 bis. **8** : 3634. Actes et Doc. **6** : 2809. Articles de revues **3** : 1485-1487. **4** : 2020-2021. **5** : 2401. **6** : 2855.
- Traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig*. (Avis du 4 févr. 1932.) Actes et Doc. **9** : 4072. Texte **8** : 3631, 3653, 3654, 3655. **9** : 4091. **10** : 4504. **12** : 5391. Suites **8** : 3664-3665. **9** : 4115-4116. **10** : 4518-4523. Études sur l'Avis **8** : 3766-3768. **9** : 4124, 4157-4159. **10** : 4602. **12** : 5433. *Traité Bryan* **2** : 10, 11.
- Travail, Organisation internationale du* —, voir *Compétence de l'* —.
- Travail de nuit des femmes*, voir *Interprétation de la Convention de 1919 concernant le* —.
- Travaux préparatoires* **7** : 3252. **14** : 6253.
- Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque (Appels contre certains jugements du —)*, voir *Appels*, et aussi *Université Peter Pázmány*.
- Tribunal international de droit privé* **11** : 5189-5190. **12** : 5714-5721. **13** : 6027.
- Tunisie*, voir *Décrets de nationalité en* —.

- Unanimité des votes*, voir sous *Compétence de la Cour*.
- Union douanière austro-allemande*, voir *Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche*.
- Union interparlementaire* **2**: 18, 19, 20, 26, 34.
- Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque. Appel contre une sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque.* (Arrêt du 15 déc. 1933.) Actes et Doc. **11**: 4935-4936. Texte **10**: 4502. **11**: 4941. 4946-4949. **14**: 6133. Études sur l'Arrêt **10**: 4657-4661. **11**: 5001-5006. **12**: 5450-5451.
- Uruguay*, Actes législatifs. **4**: 1892-1896. **7**: 3215-3216. **10**: 4433-4434.
- Venezuela*, Actes législatifs. **3**: 1383. **9**: 4032.
- Wilson*, Projets du président — **2**: 73. **4**: 1860-1861. **5**: 2279-2280.
- « *Wimbledon* », *Affaire du vapeur* —. (Arrêt n° 1.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 456, 458, 486-491, 497, 498. **6**: 2822. Études sur l'Arrêt **2**: 661 et suiv., 739. **3**: 1441-1446. **5**: 2367. **8**: 3672. **9**: 4127-4129. **10**: 4557, 4567. **12**: 5420-5421. **13**: 5881. **14**: 6156-6158.
- Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.* (Ordonn. du 19 août 1929.) Actes et Doc. **6**: 2813-2816. Texte **6**: 2819, 2827, 2830-2832. **8**: 3634. Études sur l'affaire **6**: 2866-2879. **7**: 3297. *Deuxième phase* (Ordonn. du 6 déc. 1930). Actes et Doc. **7**: 3281-3285. Texte **7**: 3289, 3297, 3299-3303. **8**: 3634, 3637. Études **7**: 3309-3310, 3312, 3313, 3334-3344. **8**: 3696-3704. *Troisième phase* (Arrêt du 7 juin 1932). Actes et Doc. **9**: 4074. Texte **8**: 3633. **9**: 4092-4094. **10**: 4504, 4507, 4508. Suites **10**: 4524-4537. **11**: 5018-5025. **12**: 5481-5485. **13**: 5917-5920. **14**: 6186-6188. **15**: 6401-6406. Études sur l'Arrêt **8**: 3770-3771. **9**: 4161-4180. **10**: 4603-4617. **11**: 4978-4984. **12**: 5434-5437.

CHAPITRE X

HUITIÈME ADDENDUM
 A LA QUATRIÈME ÉDITION
 DE LA COLLECTION DES TEXTES
 RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

Contenu du chapitre.

La quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*¹, datée du 31 janvier 1932, cite tous les actes internationaux entrés en vigueur ou simplement signés qui confèrent, à un titre quelconque, une compétence à la Cour ou à son Président, et qui étaient parvenus à la connaissance du Greffe avant cette date. La *Collection* reproduit intégralement les actes qui ont pour objet le règlement pacifique des différends ; pour les autres, elle en donne les extraits pertinents.

Les premier, second, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième addenda à cette édition, qui ont paru dans le Huitième Rapport annuel (pp. 427-478), dans le Neuvième Rapport annuel (pp. 277-365), dans le Dixième Rapport annuel (pp. 253-354), dans le Onzième Rapport annuel (pp. 247-342), dans le Douzième Rapport annuel (pp. 331-422), dans le Treizième Rapport annuel (pp. 261-368) et dans le Quatorzième Rapport annuel (pp. 271-353), contiennent tous les renseignements en la matière parvenus au Greffe jusqu'au 15 juin 1938.

Ci-après sont données, à titre de « huitième addendum », les informations additionnelles obtenues du 15 juin 1938 au 15 juin 1939.

Le présent chapitre a donc pour but de mettre à jour la quatrième édition de la *Collection*, complétée par les chapitres X des Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième, Treizième et Quatorzième Rapports annuels. Comme ceux-ci, il est divisé en deux sections : la première contient les modifications et additions qu'il y a lieu d'apporter aux textes cités dans

¹ Publications de la Cour, Série D, n° 6.

ladite édition et ses addenda, du fait, entre autres, de nouvelles signatures, de ratifications, etc. ; les numéros d'ordre se réfèrent soit à la *Collection*, soit aux addenda. La seconde section contient les nouveaux actes internationaux parvenus à la connaissance du Greffe depuis qu'a paru le Quatorzième Rapport annuel. Ils sont répartis selon le système suivi pour la *Collection*. Pour la langue dans laquelle les actes sont reproduits, il a paru préférable de suivre le système appliqué dans la quatrième édition de la *Collection* (voir la préface de cette publication, p. 10).

La *Collection*, avec ses addenda, ne saurait prétendre à être absolument complète et exacte ; toutefois, elle se fonde exclusivement sur des données officielles, tant en ce qui concerne l'existence même des clauses touchant l'activité de la Cour que pour ce qui est du texte de ces clauses et de l'état des signatures et ratifications y afférentes. Ces données sont de deux espèces différentes : publications officielles soit de la Société des Nations et des organes de celle-ci, soit des divers gouvernements ; communications directes émanant de ces mêmes sources¹.

De même que les années précédentes, il a été procédé à un tirage à part du présent chapitre, afin que l'addendum puisse facilement être ajouté à la Collection. Ce tirage peut être mis à la disposition des personnes qui sont en possession de la quatrième édition de la Collection.

¹ Voir pp. 28-35 et 50-52.

SECTION I

MODIFICATIONS ET ADDITIONS AUX TEXTES CITÉS
DANS LA QUATRIÈME ÉDITION DE LA COLLECTION DES
TEXTES ET DANS LES PREMIER, SECOND, TROISIÈME,
QUATRIÈME, CINQUIÈME, SIXIÈME ET SEPTIÈME
ADDENDA A CETTE ÉDITION ¹

3. — PROTOCOLE DE SIGNATURE DU STATUT DE LA COUR.

Genève, 16 décembre 1920.

Signal. (suite) : Égypte	30 mai 1939
Irak	22 septembre 1938

5. — RÉOLUTION EN DATE DU 17 MAI 1922

par laquelle le Conseil de la Société des Nations, lors de sa Dix-Huitième Session, a réglé, en exécution de l'alinéa 2 de l'article 35 du Statut, les conditions auxquelles la Cour est ouverte aux États autres que les Membres de la Société des Nations ou ceux mentionnés à l'annexe au Pacte.

Liechtenstein ².

Par lettre en date du 22 mars 1939, enregistrée au Greffe de la Cour le 29 mars 1939, le chef du Gouvernement princier du Liechtenstein a transmis au Greffier la déclaration ci-après :

« La Principauté du Liechtenstein, représentée par son chef de Gouvernement, déclare accepter la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément au Pacte de la Société des Nations et aux termes du Statut et du Règlement de la Cour, pour tous différends nés ou à naître. La Principauté du Liechtenstein s'engage à exécuter de bonne foi les sentences rendues, et à ne pas recourir à la guerre contre tout État qui s'y conformera.

En même temps, la Principauté du Liechtenstein déclare accepter comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, la

¹ Voir E 8, pp. 429-449 ; E 9, pp. 279-301 ; E 10, pp. 255-322 ; E 11, pp. 249-274 ; E 12, pp. 331-368 ; E 13, pp. 263-293 ; E 14, pp. 273-297.

² Conformément aux prescriptions du chiffre 3 de la résolution précitée, le texte original de la Déclaration de la Principauté du Liechtenstein est conservé au Greffe de la Cour, et des exemplaires certifiés conformes en ont été transmis par les soins du Greffe à tous les Membres de la Société des Nations ou États mentionnés dans l'annexe au Pacte, aux autres États auxquels la Cour est ouverte, ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations.

jurisdiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922, pour une durée de cinq années sur tous les différends nés ou à naître, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

Le Chef du Gouvernement princier :
(Signé) VOGT. »

**8. — PROTOCOLE RELATIF A L'ADHÉSION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
AU PROTOCOLE DE SIGNATURE DU STATUT DE LA COUR.**

Genève, 14 septembre 1929.

Signat. (suite) : Égypte 30 mai 1939
Irak 22 septembre 1938

**9. — DISPOSITION FACULTATIVE
RELATIVE A L'ACCEPTATION COMME OBLIGATOIRE
DE LA JURIDICTION DE LA COUR.**

La liste ci-après donne pour chaque État signataire de la Disposition facultative la référence au volume des Publications de la Cour où se trouvent reproduites sa ou ses déclarations d'acceptation et de renouvellement. (D 6 signifie : *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, 4^{me} éd., 1932 ; E 8, E 9, E 10, E 11, E 12, E 13, E 14 et E 15 signifient : *Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième, Treizième, Quatorzième et Quinzième Rapports annuels*) :

	Volume.	Pages.		Volume.	Pages.
Union sud-africaine	D 6	46	Colombie	D 6	54
»	D 6	46	» ²	E 13	266
Albanie	»	52	» ³	E 14	275
» ¹	E 12	333	Costa-Rica	D 6	35
Allemagne	D 6	42	Danemark	»	34
» ¹	E 9	280	» ¹	»	39
Argentine	E 12	333	» ¹	E 12	335
Australie	D 6	49	Rép. dominicaine	D 6	38
Autriche	»	38	Égypte	E 15	210
» ¹	»	41	Espagne	D 6	43
» ¹	E 13	268	Estonie	»	38
Belgique	D 6	39	» ¹	»	42
Bolivie	E 13	266	» ¹	E 14	275
Bésil	D 6	37	Éthiopie	D 6	40
» ¹	E 13	267	» ¹	E 8	430
Bulgarie	D 6	36	» ¹	E 11	250
Canada	»	50	» ¹	E 11	250
Chine	»	38	Finlande	D 6	35

¹ Renouvellement.

² Rectification.

³ Nouvelle déclaration.

DISPOSITION FACULTATIVE

209

	Volume.	Pages.		Volume.	Pages.
Finlande ¹	D 6	41	Norvège ¹	E 12	335
» ¹	E 13	268	Nouvelle-		
France	D 6	45	Zélande	D 6	47
» ¹	E 12	334	Panama	»	37
Grande-			Paraguay	E 9	280
Bretagne	D 6	45		E 15	220
Grèce	»	44	Pays-Bas	D 6	35
» ¹	E 11	249	» ¹	»	40
Guatemala	D 6	41	» ¹	E 13	266
Haïti	»	37	Pérou	D 6	49
Hongrie	»	42	Pologne	»	54
» ¹	E 10	255	Portugal	»	33
Inde	D 6	48	Roumanie	»	53
Irak	E 15	210	» ¹	E 12	335
Iran	D 6	53	» ²	E 13	267
Irlande	»	44	Salvador	D 6	34
Italie	»	43	» ¹	»	51
Lettonie	»	43	Siam	»	49
» ¹	E 11	250	Suède	»	36
Libéria	D 6	36	» ¹	»	40
Liechtenstein	E 15	207	» ¹	E 12	334
Lithuanie	D 6	37	Suisse	D 6	34
» ¹	»	51	» ¹	»	39
» ¹	E 11	251	» ¹	E 13	267
Luxembourg	D 6	52	Tchécoslovaquie	D 6	47
Monaco	E 13	263	Turquie	E 12	334
Nicaragua	D 6	51	Uruguay	D 6	35
Norvège	»	36	Yougoslavie	»	51
» ¹	»	41			

¹ Renouvellement.² Rectification.

Textes des déclarations apposées à la Disposition facultative depuis le 15 juin 1938 :

Irak.

Au nom du Gouvernement de l'Irak et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une période de cinq années, à compter de la date du dépôt de l'instrument de ratification, et par la suite, jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de cette Déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, à l'exception :

1) des différends au sujet desquels les Parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

2) des différends avec les gouvernements de tous autres États arabes, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront ;

3) des différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Irak ;

4) des différends ayant trait au statut territorial de l'Irak, y compris ceux relatifs aux droits de souveraineté de l'Irak sur ses eaux et ses voies de communications ;

toutefois, le Gouvernement de l'Irak se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour permanente de Justice internationale pour tout différend soumis au Conseil ou à l'Assemblée de la Société des Nations et en cours d'examen par l'un de ces organes.

Genève, le 22 septembre 1938.

(Signé) T. SUWAIDY.

Égypte.

Au nom du Gouvernement royal égyptien et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou de tout État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, de son Statut, pour une durée de cinq années à dater du dépôt de l'instrument de ratification, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

La présente déclaration ne s'applique pas aux différends relatifs aux droits souverains de l'Égypte ou à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de sa juridiction.

Genève, 30 mai 1939.

(Signé) FAKHRY.

Tableau des États ayant souscrit à la Disposition facultative¹.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle ² .
Union sud-africaine	19 IX 29	<p>Ratification. Réciprocité. 10 ans, et par la suite jusqu'à notification de l'abrogation.</p> <p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, sauf les différends — au sujet desquels les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;</p> <p>— entre Membres de la Société des Nations qui sont également membres du Commonwealth britannique ;</p> <p>— relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Union sud-africaine.</p> <p>Faculté, pour les différends examinés par le Conseil, de suspendre sous certaines conditions la procédure judiciaire.</p>	7 IV 30
Albanie	17 IX 30	<p>Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).</p> <p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification.</p> <p>A l'exception des différends</p> <p>a) qui ont trait au statut territorial de l'Albanie ;</p> <p>b) qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Albanie ;</p> <p>c) qui, directement ou indirectement, concernent l'application de traités prévoyant un autre mode de règlement pacifique.</p>	17 IX 30

¹ Parfois la date de la signature de la Disposition facultative n'a pas été inscrite dans la déclaration. Dans ces cas, le tableau donne entre parenthèses une indication approximative fondée sur la date à laquelle la déclaration a été publiée pour la première fois dans un document officiel de la Société des Nations ; ce document est alors mentionné en note.

² La ratification n'est en effet pas exigée par le texte de la Disposition facultative.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Albanie (suite)	<i>Renouvelé</i> le 7 XI 35	Pour 5 ans (à dater du 17 septembre 1935).	
Allemagne	23 IX 27	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite ratification. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	29 II 28
	<i>Renouvelé</i> le 9 II 33	Ratification. Prorogation pour 5 ans à partir du 1 ^{er} mars 1933.	5 VII 33
Argentine	28 XII 35	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. Sauf les cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. La déclaration ne s'appliquant pas aux questions déjà réglées et à celles qui, d'après le droit international, ressortissent à la juridiction locale ou au régime constitutionnel de chaque État.	
Australie	20 IX 29	(<i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i>)	18 VIII 30
Autriche	14 III 22	Réciprocité. 5 ans.	
	<i>Renouvelé</i> le 12 I 27	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	13 III 27
	<i>Renouvelé</i> le 22 III 37	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du 13 mars 1937).	30 VI 37
Belgique	25 IX 25	Ratification. Réciprocité.	10 III 26

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Belgique (<i>suite</i>)		15 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite ratification. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Bolivie	7 VII 36	Réciprocité. 10 ans.	7 VII 36
Brésil	1 XI 21 ¹	Réciprocité. 5 ans. Sous réserve de l'acceptation de la juridiction obligatoire par deux au moins des Puissances représentées d'une façon permanente au Conseil de la Société des Nations.	
	<i>Renouvelé</i> le 26 I 37	Réciprocité. 10 ans. Exception faite des questions qui, d'après le droit international, sont de la compétence exclusive de la juridiction du Brésil ou qui dépendent du régime constitutionnel de chaque État.	26 I 37
Bulgarie	(1921) ²	Réciprocité.	12 VIII 21
Canada	20 IX 29	(<i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i>)	28 VII 30
Chine	13 V 22	Réciprocité. 5 ans.	
Colombie ³	30 X 37	Réciprocité. La déclaration ne s'applique qu'aux différends nés de faits postérieurs au 6 janvier 1932.	30 X 37
Costa-Rica	(Avant le 28 I 21) ⁴	Réciprocité.	

¹ La déclaration du Brésil est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 1^{er} novembre 1921).

² Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités de la Société des Nations*, vol. VI (1921), n° 170.

³ La déclaration du 30 octobre 1937 remplace celle qui avait été faite au nom de la Colombie le 6 janvier 1932, et qui contenait seulement la condition de réciprocité (voir E 13, pp. 266-267).

⁴ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

Le Costa-Rica a notifié, le 24 décembre 1924, au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter effet à partir du 1^{er} janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Danemark	(Avant le 28 I 21) ¹	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	13 VI 21
	<i>Renouvelé</i> le 11 XII 25	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du 13 juin 1926).	28 III 26
	<i>Renouvelé</i> le 4 VI 36	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du 13 juin 1936).	24 V 37
République dominicaine	30 IX 24	Ratification. Réciprocité.	4 II 33
Égypte	30 V 39	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous les différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. La déclaration ne s'applique pas aux différends relatifs aux droits souverains de l'Égypte ou à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de sa juridiction.	
Espagne	21 IX 28	Réciprocité. 10 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la signature au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite signature. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Estonie	2 V 23 ²	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas conve-	

pas ratifié le Protocole de signature du Statut ; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du Protocole du 16 décembre 1920 et de sa signature de la Disposition facultative est devenu caduc.

¹ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

² La déclaration de l'Estonie est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 2 mai 1923).

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Estonie (suite)		nues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 25 VI 28 ¹	Pour une période de 10 ans à partir du 2 mai 1928.	
Éthiopie	<i>Renouvelé</i> le 6 V 38 ¹	Pour une période de 10 ans à partir du 2 mai 1938.	
	12 VII 26	Réciprocité. 5 ans. Les différends futurs à propos desquels les Parties auraient convenu d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique sont exceptés.	16 VII 26
	<i>Renouvelé</i> le 15 IV 32	Prorogation pour une durée de deux années à partir du 16 juillet 1931.	
	<i>Renouvelé</i> le 18 IX 34	Prorogation pour une durée de deux années à dater du 18 septembre 1934, avec effet rétroactif pour couvrir la période comprise entre le 16 juillet 1933 et le 18 septembre 1934.	
Finlande	(1921) ²	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	6 IV 22
	<i>Renouvelé</i> le 3 III 27	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 avril 1927).	
	<i>Renouvelé</i> le 9 IV 37	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 avril 1937).	
France	19 IX 29 ³	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification ; Et qui n'auraient pu être réglés par une procédure de conciliation ou par le Conseil aux termes de l'article 15, alinéa 6, du Pacte. Sous réserve des cas où les Parties seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral.	25 IV 31

¹ Date de la lettre par laquelle le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement d'Estonie a fait connaître au Secrétaire général de la Société des Nations la prorogation de la période pour laquelle ledit Gouvernement est lié.

² Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

³ Cette déclaration remplace celle qui avait été faite au nom du Gouvernement français le 2 octobre 1924, et qui, sujette à ratification, n'avait pas été ratifiée.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
France (suite)	<i>Renouvelé</i> le 11 IV 36 ¹	Pour 5 ans à dater du 25 avril 1936.	
Grande-Bretagne	19 IX 29	(Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.)	5 II 30
Grèce	12 IX 29	Réciprocité. 5 ans. Pour toutes les catégories de différends énumérées à l'article 36 du Statut, à l'exception a) des différends ayant trait au statut territorial de la Grèce, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses ports et ses voies de communication ; b) des différends ayant directement ou indirectement trait à l'application des traités ou conventions acceptés par la Grèce et prévoyant une autre procédure.	
	<i>Renouvelé</i> le 12 IX 34	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à compter du 12 septembre 1934). Pour les catégories de différends visées à l'alinéa 2 de l'article 36 du Statut, avec les mêmes exceptions que précédemment.	19 VII 35
Guatemala	17 XII 26	Ratification. Réciprocité.	
Haïti	7 IX 21	(Sans conditions.)	
Hongrie	14 IX 28	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	13 VIII 29
	<i>Renouvelé</i> le 30 V 34	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du 13 août 1934).	9 VIII 34
Inde	19 IX 29	(Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.)	5 II 30
Irak	22 IX 38	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification), et par la suite jusqu'à notification de l'abrogation.	

¹ Cette date est celle à laquelle a été reçue à Genève une note, en date du 10 avril, de la délégation française à la Société des Nations, transmettant la déclaration de renouvellement de la France, qui est datée de Paris, le 7 avril 1936.

DISPOSITION FACULTATIVE

217

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Irak (<i>suite</i>)		<p>Pour tous les différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, sauf les différends</p> <ul style="list-style-type: none"> — au sujet desquels les Parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ; — avec les gouvernements de tous autres États arabes, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront ; — relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Irak ; — ayant trait au statut territorial de l'Irak, y compris ceux relatifs aux droits de souveraineté de l'Irak sur ses eaux et ses voies de communications. <p>Sous réserve du droit pour l'Irak de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil ou à l'Assemblée de la Société des Nations et en cours d'examen par l'un de ces organes.</p>	
Iran	2 X 30	<p>Ratification. Réciprocité. 6 ans (et à l'expiration de ce délai, jusqu'à notification d'abrogation).</p> <p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits ayant directement ou indirectement trait à l'application de traités acceptés par l'Iran et postérieurs à la ratification. Sauf les différends</p> <ul style="list-style-type: none"> a) ayant trait au statut territorial de l'Iran, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses îles et ports ; b) au sujet desquels les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ; c) relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèveraient exclusivement de la juridiction de l'Iran. 	19 IX 32

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Iran (<i>suite</i>)		Sous réserve pour l'Iran du droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations.	
Irlande ¹	14 IX 29	Ratification. Réciprocité. 20 ans.	11 VII 30
Italie	9 IX 29	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Sous réserve de tout moyen de solution prévu par une convention spéciale. Dans les cas où une solution par la voie diplomatique ou par l'action du Conseil de la Société des Nations n'interviendrait pas.	7 IX 31
Lettonie	10 IX 29 ²	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	26 II 30
	<i>Renouvelé</i> le 31 I 35	Ratification. Réciprocité. 5 ans ; à l'expiration de ce délai, la déclaration continuera à avoir ses pleins effets jusqu'à ce que notification soit donnée de son abrogation.	26 II 35

¹ Par sa lettre circulaire n° 105, le Secrétaire général de la Société des Nations a porté à la connaissance des gouvernements des Membres de la Société que le ministre des Affaires étrangères d'Irlande lui avait fait savoir, par lettre du 21 août 1926, que l'Irlande devait être comprise parmi les Membres de la Société ayant ratifié le Protocole de signature.

A la date du 12 octobre 1926, le Secrétaire général a fait connaître au Greffier de la Cour que la lettre du 21 août, visée plus haut, lui avait été remise le 26 du même mois par le représentant de l'Irlande auprès de la Société des Nations et que, depuis cette date, l'Irlande figurait dans la liste du Secrétariat comme étant liée par le Protocole de la Cour.

² Cette déclaration a remplacé celle qui avait été faite au nom du Gouvernement de Lettonie le 11 septembre 1923, et qui, sujette à ratification, n'avait pas été ratifiée.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Lettonie (<i>suite</i>)		Pour tous différends qui se seraient élevés après le 26 février 1930, date du dépôt de la ratification de la déclaration faite à Genève le 10 septembre 1929, ou qui s'élèveraient à l'avenir, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite date. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Libéria	(1921) ¹	Ratification. Réciprocité.	
Liechtenstein ²	29 III 39 ³	5 ans. Sur tous les différends nés ou à naître. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Lithuanie	5 X 21 <i>Renouvelé</i> le 14 I 30 <i>Renouvelé</i> le 12 III 35 ⁴	5 ans. 5 ans (à partir du 14 janvier 1930). Réciprocité. 5 ans (avec effet à partir du 14 janvier 1935).	16 V 22
Luxembourg	15 IX 30 ⁵	Réciprocité. 5 ans (renouvelable par tacite reconduction). Pour tous différends qui s'élèveraient après la signature au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite signature. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique.	

¹ Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

² L'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour par la Principauté du Liechtenstein est faite conformément au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922. Voir à ce sujet pp. 42-43 et 207-208.

³ Cette date est celle à laquelle a été reçue au Greffe une lettre en date du 22 mars 1939, contenant la déclaration de la Principauté du Liechtenstein.

⁴ Cette date est celle à laquelle a été reçue à Genève une lettre, en date du 8 mars 1935, contenant la déclaration de la Lithuanie.

⁵ En 1921, le Gouvernement luxembourgeois avait déjà, sous réserve de ratification, souscrit à la Disposition facultative. Toutefois, la ratification n'était pas intervenue.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Monaco ¹	26 IV 37 ²	5 ans. Pour tous les différends qui s'élèveraient après la déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette déclaration. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique.	22 IV 37
Nicaragua	24 IX 29	(Sans conditions.)	
Norvège	6 IX 21	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	3 X 21
	<i>Renouvelé</i> le 22 IX 26	Réciprocité. 10 ans (à dater du 3 octobre 1926).	
	<i>Renouvelé</i> le 29 V 36 ³	Réciprocité. 10 ans (à compter du 3 octobre 1936).	
Nouvelle-Zélande	19 IX 29	(<i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i>)	29 III 30
Panama	25 X 21	Réciprocité.	14 VI 29
Paraguay ⁴	11 V 33	(Sans conditions.)	

¹ L'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour par la Principauté de Monaco est faite conformément au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922. Voir à ce sujet E 13, pp. 56 et 263-264.

² Cette date est celle à laquelle a été reçue au Greffe une lettre en date du 22 avril 1937, contenant la déclaration de la Principauté de Monaco.

³ Cette date est celle du dépôt de la déclaration au Secrétariat de la Société des Nations; la déclaration est datée d'Oslo, le 19 mai 1936.

⁴ Le 27 mai 1938 (voir E 14, p. 50, note 2), le ministre du Paraguay en France avait, d'ordre de son Gouvernement, transmis au Secrétaire général de la Société des Nations le texte d'un décret aux termes duquel la République du Paraguay retirait sa déclaration d'acceptation reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour. Cette déclaration, qui est reproduite dans E 9 (p. 280), avait été faite purement et simplement, c'est-à-dire sans conditions, ni limitation de durée.

Le Secrétaire général a, par lettre en date du 13 juin 1938, fait savoir au ministre du Paraguay qu'en l'absence de dispositions expresses dans le Statut concernant la dénonciation des déclarations, il devait se borner à transmettre la copie de sa communication aux États parties au Protocole de signature du Statut de la Cour et aux Membres de la Société des Nations.

A la date du 15 juin 1939, les réponses suivantes avaient été reçues par le Secrétaire général (par ordre chronologique) :

le Gouvernement de *Bolivie* exprime les réserves les plus formelles sur la portée juridique du décret, et prie le Secrétaire général de porter ces réserves à la connaissance des États signataires du Statut et des Membres de la Société des Nations;

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Pays-Bas	6 VIII 21	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 2 IX 26	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 août 1926). Pour tous différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 5 VIII 36	Réciprocité. 10 ans (à partir du 6 août 1936). Pour tous différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Pérou	19 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater de la ratification). Pour tous les différends qui s'élevaient au sujet de situations et faits postérieurs à la ratification. Sauf le cas où les Parties auraient convenu soit d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral, soit de soumettre préalablement le différend au Conseil de la Société des Nations.	29 III 32

le Gouvernement de *Belgique*, en prenant acte de la dénonciation dont il s'agit, ne croit pas pouvoir se dispenser de faire toutes réserves ;

le Gouvernement du *Brsil* ne peut accueillir une telle déclaration sans réserve expresse ;

le Gouvernement de *Suède* se voit obligé de faire toutes réserves ; à son avis, il incombera à la Cour elle-même de statuer, le cas échéant, sur l'effet juridique d'une telle déclaration ;

le Gouvernement de *Tchécoslovaquie* est d'avis qu'en l'absence de toute disposition du Statut visant la dénonciation des déclarations, il y a lieu de se référer sur ce point aux règles générales du droit international concernant la terminaison des engagements internationaux ;

le Gouvernement des *Pays-Bas*, tout en ne s'opposant pas à la dénonciation, se voit obligé de faire toutes réserves pour ce qui concerne le droit des États de dénoncer les traités qui ne contiennent pas de clause à cet effet.

Les communications relatives à la déclaration du *Paraguay* ont été transmises au Greffier de la Cour par le Secrétaire général de la Société des Nations en copie certifiée conforme à toutes fins utiles.

La déclaration du Paraguay avait été faite lors du dépôt de l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Pologne	24 I 31	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. A l'exception des différends : 1° qui concerneraient les questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des États ; 2° qui s'élèveraient avec des États refusant d'établir ou de maintenir des relations diplomatiques normales avec la Pologne ; 3° qui se trouveraient directement ou indirectement en rapport avec la guerre mondiale ou la guerre polono-soviétique ; 4° qui résulteraient directement ou indirectement de stipulations du Traité signé à Riga le 18 mars 1921 ; 5° qui auraient trait aux dispositions de droit interne en rapport avec les points 3 et 4.	
Portugal	(Avant le 28 I 21) ¹	Réciprocité.	8 X 21
Roumanie	8 X 30	Ratification. A l'égard des gouvernements reconnus par la Roumanie et sous réciprocité. 5 ans. Pour les différends juridiques dérivant de situations ou faits postérieurs à la ratification. Sous réserve des matières soumises à une procédure spéciale établie ou à convenir. Sous réserve de la faculté pour la Roumanie de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations.	9 VI 31

¹ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Roumanie (<i>suite</i>)		A l'exception : a) des questions de fond ou de procédure pouvant amener directement ou indirectement la discussion de l'intégrité territoriale actuelle et des droits souverains de la Roumanie, y compris ceux sur ses ports et sur ses voies de communication ; b) les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent de la juridiction intérieure de la Roumanie.	
	<i>Renouvelé</i> le 4 VI 36	Pour 5 ans (à partir du 9 juin 1936).	
Salvador	29 VIII 30 ¹	Sauf pour les questions qui ne sauraient être soumises à l'arbitrage conformément à la constitution politique du Salvador. Sauf les différends surgis avant la signature et les réclamations d'ordre pécuniaire formées contre la nation. Réciprocité seulement à l'égard des États qui acceptent l'arbitrage dans cette forme.	29 VIII 30
Siam	20 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans. Pour tous différends au sujet desquels les Parties ne seraient pas convenues d'un autre mode de règlement pacifique.	7 V 30
Suède	16 VIII 21 <i>Renouvelé</i> le 18 III 26 <i>Renouvelé</i> le 18 IV 36	Réciprocité. 5 ans. Réciprocité. 10 ans (à dater du 16 août 1926). Réciprocité. 10 ans (à compter du 16 août 1936).	
Suisse	(Avant le 28 I 21) ² <i>Renouvelé</i> le 1 III 26	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	25 VII 21 24 VII 26

¹ La déclaration du Salvador est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 29 août 1930).

² Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Suisse (<i>suite</i>)	<i>Renouvelé</i> le 23 IX 36	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	17 IV 37
Tchécoslovaquie	19 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. Sous réserve de la faculté, pour l'une ou l'autre des Parties en litige, de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations.	
Turquie	12 III 36	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend qui s'élèverait postérieurement à la signature de la déclaration. A l'exception des différends se rapportant soit directement soit indirectement à l'application des traités ou conventions conclus par la Turquie et prévoyant un autre mode de règlement pacifique.	
Uruguay	(Avant le 28 I 21) ¹	Réciprocité.	27 IX 21
Yougoslavie	16 V 30	Ratification. A l'égard de tout gouvernement reconnu par le Royaume de Yougoslavie et sous condition de réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification. Sauf les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume de Yougoslavie. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	24 XI 30

¹ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

11. — ACTE GÉNÉRAL DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT
JUDICIAIRE ET DE RÈGLEMENT ARBITRAL.

Genève, le 26 septembre 1928.

Entrée en vigueur : 16 août 1929¹.

Royaume-Uni (réserve).

Le 13 février 1939, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères a adressé la lettre suivante au Secrétaire général de la Société des Nations :

« J'ai l'honneur, d'ordre du vicomte Halifax, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a pris en considération le fait que, conformément aux dispositions de l'article 45 (1) et (2) de l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, établi à Genève le 26 septembre 1928², la prochaine période de cinq années pendant laquelle, en l'absence de dénonciation, l'Acte restera en vigueur, commencera le 16 août prochain.

« 2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni reste fermement attaché au principe du règlement pacifique des différends internationaux, et il ne serait nullement disposé à faire usage de son droit de cesser de participer à l'Acte général à partir du mois d'août prochain. Toutefois, il rappelle que, dans le mémorandum du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, feu M. Arthur Henderson, en date du 23 février 1931, relatif à l'adhésion que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni se proposait d'apporter à l'Acte général, il était dit ce qui suit :

« « L'Acte général doit rester en vigueur pendant une période
« initiale de cinq années à dater des premières adhésions. Celles-ci
« étant entrées en vigueur en 1929, l'Acte général liera ceux qui y
« adhéreront maintenant jusqu'en 1934, date à laquelle on pourra,
« soit le prolonger dans sa forme actuelle, soit le reviser à la

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. XCIII, p. 344.

² Cet article est ainsi conçu :

« 1. Le présent Acte général aura une durée de cinq ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Il restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société et les États non Membres mentionnés à l'article 43.

4. La dénonciation pourra n'être que partielle ou consister en la notification de réserves nouvelles.

5. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes impliquées dans un différend, toutes les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de l'Acte général continueront jusqu'à leur achèvement normal. »

« lumière de l'expérience acquise et des changements survenus dans « l'opinion publique. »

« Le Gouvernement de Sa Majesté avait donc indiqué clairement, lors de son adhésion, que l'Acte général pourrait nécessiter une révision, à la lumière de l'expérience acquise.

« 3. Le moment est venu pour le Gouvernement de Sa Majesté de décider si, et, dans l'affirmative, selon quelles conditions, il est disposé à continuer à être lié par l'Acte général pour une nouvelle période de cinq ans.

« 4. En ce qui concerne le règlement des différends susceptibles de s'élever en temps de paix, le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à souscrire intégralement à l'Acte général.

« 5. Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait manquer de se rappeler également que l'Acte général, tout en ayant pour but d'assurer le règlement pacifique des différends internationaux, est, dans ses termes actuels, applicable également dans l'éventualité de différends qui se produiraient au cours d'une guerre. En particulier, il ne saurait négliger de tenir compte des changements qui se sont produits en ce qui concerne la Société des Nations et la situation de ses Membres à l'égard des obligations qui leur incombent en vertu du Pacte.

« 6. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a donc abouti à cette conclusion qu'au cas où, malheureusement, il se trouverait en guerre à un moment quelconque dans l'avenir, il ne saurait continuer à être lié par l'Acte relativement aux différends qui pourraient se produire dans ces circonstances.

« 7. Le Gouvernement de Sa Majesté serait disposé à examiner toutes propositions susceptibles de rallier l'adhésion générale, et tendant à reviser l'Acte de façon à le rendre plus conforme à la situation actuelle.

« 8. Je suis donc chargé de vous faire connaître qu'aux termes des dispositions de l'article 45 (4) et de l'article 39 de l'Acte général, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni continuera, après le 16 août 1939, à participer à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, sous la réserve qu'à partir de cette date, la participation du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au cas où, malheureusement, il se trouverait entraîné dans des hostilités, ne s'étendra pas aux différends relatifs à des événements qui viendraient à se produire au cours de la guerre. Cette réserve s'applique également à la procédure de conciliation.

« 9. Je dois ajouter que la participation du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni à l'Acte général après le 16 août 1939 continuera, comme par le passé, à être subordonnée aux réserves énoncées dans son instrument d'adhésion.

« Veuillez agréer, etc.

(Signé) GEORGE MOUNSEY. »

France (réserve).

Le 13 février 1939, le ministre des Affaires étrangères de la République française a adressé la lettre suivante au Secrétaire général de la Société des Nations :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République française, au moment où l'Acte général d'arbitrage est sur le point d'entrer dans une nouvelle période de cinq ans, conformément à l'article 45 dudit Acte, a pris en considération la situation telle qu'elle se présente pour lui à cet égard.

« Le Gouvernement de la République entend maintenir l'adhésion qu'il a donnée audit Acte. Il lui faut toutefois tenir compte de la situation nouvelle qui résulte tant de la sortie de certains États de la Société des Nations que de l'interprétation que certains Membres de la Société ont donnée de leurs obligations résultant du Pacte. D'autre part, il ne saurait perdre de vue que, selon le principe admis par les Conventions de La Haye, les États belligérants doivent, en temps de guerre, être tous soumis aux mêmes règles.

« En raison de ces considérations et me référant aux articles 39, alinéa 2, et 45, alinéa 4, dudit Acte, j'ai l'honneur de vous adresser la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la République française déclare ajouter à l'instrument d'adhésion à l'Acte général d'arbitrage déposé, en son nom, le 21 mai 1931, la réserve que désormais ladite adhésion ne s'étendra pas aux différends relatifs à des événements qui viendraient à se produire au cours d'une guerre dans laquelle il serait impliqué. »

« Veuillez agréer, etc.

(Signé) GEORGES BONNET. »

Inde (réserve).

Le 13 février 1939, le secrétaire d'État pour l'Inde a adressé la lettre suivante au Secrétaire général de la Société des Nations :

« J'ai l'honneur, d'ordre du secrétaire d'État pour l'Inde, de vous faire connaître qu'en consultation avec le Gouvernement de l'Inde et en communication avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, il a pris en considération le fait que, conformément aux dispositions de l'article 45 (1) et (2) de l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, établi à Genève le 26 septembre 1928, la prochaine période de cinq années pendant laquelle, en l'absence de dénonciation, l'Acte restera en vigueur, commencera le 16 août prochain.

« Le Gouvernement de l'Inde, se ralliant aux conclusions auxquelles est parvenu le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, et qui vous ont été communiquées par la lettre du Foreign Office en date de ce jour, a décidé qu'au cas où malheureusement l'Inde se trouverait en guerre, à un moment quelconque dans l'avenir, il ne saurait continuer à être lié par l'Acte relativement aux différends qui pourraient se produire dans ces circonstances.

« Je suis donc chargé de vous faire connaître, conformément aux dispositions de l'article 45 (4) et de l'article 39 de l'Acte général, que le Gouvernement de l'Inde continuera, après le 16 août 1939, à participer à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, sous la réserve qu'à partir de cette date, la participation de l'Inde, dans le cas où, malheureusement, elle se trouverait entraînée dans des hostilités, ne s'étendra pas aux différends

relatifs à des événements qui viendraient à se produire au cours de la guerre. Cette réserve s'applique également à la procédure de conciliation.

« Je dois ajouter que la participation du Gouvernement de l'Inde à l'Acte général, après le 16 août 1939, continuera, comme par le passé, à être subordonnée aux réserves énoncées dans son instrument d'adhésion.

« Veuillez agréer, etc.

(Signé) CECIL KISCH. »

Nouvelle-Zélande (réserve).

Le 13 février 1939, le Haut-Commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres a adressé la lettre suivante au Secrétaire général de la Société des Nations :

« Étant donné qu'aux termes de l'article 45 (1) et (2) de l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, la troisième période de cinq années pendant laquelle l'Acte sera en vigueur doit commencer le 16 août prochain, à moins que l'Acte ne soit dénoncé conformément à l'alinéa 2 de l'article 45, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de Nouvelle-Zélande a examiné la situation en vue de déterminer s'il était disposé à accepter d'être lié par l'Acte général pour une nouvelle période de cinq ans et, dans l'affirmative, dans quelles conditions. Le Gouvernement néo-zélandais est fermement attaché aux principes du règlement pacifique des différends internationaux et ne se propose pas de mettre fin à sa participation à l'Acte général. Il convient de ne pas oublier, toutefois, que l'Acte général, bien qu'il ait eu pour but d'assurer le règlement pacifique des différends entre nations, est, dans son texte actuel, également applicable dans l'éventualité de différends qui se produiraient au cours d'une guerre. En outre, les modifications qui se sont produites en ce qui concerne la Société des Nations et la situation de ses Membres à l'égard des obligations qui leur incombent en vertu du Pacte, ont une répercussion sur la situation.

« Je suis donc chargé par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande de vous faire connaître qu'à la suite de ses délibérations, il est disposé à souscrire pleinement à l'Acte général en ce qui concerne le règlement des différends susceptibles de se produire en temps de paix, mais que, dans le cas où malheureusement il se trouverait en guerre à un moment quelconque dans l'avenir, il ne saurait continuer à être lié par l'Acte relativement aux différends qui viendraient à se produire dans ces circonstances. Par conséquent, au nom de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément aux dispositions des articles 45 (4) et 39 de l'Acte général, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de Nouvelle-Zélande continuera, après le 16 août 1939, à participer à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, sous la réserve qu'à partir de cette date, la participation du Gouvernement de Nouvelle-Zélande, au cas où, malheureusement, il se trouverait entraîné dans des hostilités, ne s'étendra pas aux différends relatifs à des événements qui viendraient à se produire au cours de la guerre. Cette réserve s'applique également à la procédure de conciliation.

« Je dois ajouter que la participation du Gouvernement de Nouvelle-Zélande à l'Acte général après le 16 août 1939 continuera, comme par le passé, à être subordonnée aux réserves énoncées dans son instrument d'adhésion.

« Veuillez agréer, etc.

(Signé) W. J. JORDAN. »

Dénonciation par l'Espagne.

Le 1^{er} avril 1939, le ministre des Affaires étrangères d'Espagne a adressé la communication suivante au Secrétaire général de la Société des Nations :

« Le Gouvernement national, maintenant que la guerre a pris fin et qu'il a été reconnu comme le seul gouvernement légitime d'Espagne par la presque totalité des États signataires de l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux conclu à Genève le 26 septembre 1928, s'empresse, par la présente, de dénoncer son adhésion audit Acte et prie le Secrétariat de prendre acte de cette dénonciation et de la communiquer à tous les États signataires de cet Acte.

« Le Secrétaire général de la Société des Nations sait mieux que quiconque que, le Secrétariat et les États susmentionnés ayant par le passé refusé de recevoir toutes communications du Gouvernement national, celui-ci n'a pu faire plus tôt usage de la faculté qu'il exerce à présent en vertu de l'article 45¹ dudit Acte. »

Cette notification a été reçue au Secrétariat le 8 avril 1939 ; le Secrétaire général en a accusé réception et l'a portée à la connaissance des États signataires de l'Acte général ainsi que des autres États mentionnés à l'article 45 de l'Acte.

165. — CONVENTION PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE.

Paris, 13 octobre 1919.

Adh. (suite) : Estonie

1^{er} janvier 1938

169. — CONVENTION FIXANT L'ÂGE MINIMUM D'ADMISSION DES ENFANTS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS

votée par la Conférence du Travail.

Washington, 28 novembre 1919.

Ratif. (suite) : France

29 avril 1939

¹ Cet article est reproduit à la page 225, note 2, du présent volume.

174. — CONVENTION CONCERNANT LE PLACEMENT DES MARINS
votée par la Conférence du Travail.
 Gênes, 10 juillet 1920.

Ratif. (suite) : Danemark _____ 23 août 1938

185. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION
 DES FORMALITÉS DOUANIÈRES.
 Genève, 3 novembre 1923.

Application à la : Birmanie ¹ _____ 22 mai 1939

188. — CONVENTION RELATIVE AU TRANSFERT EN TRANSIT
 DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.
 Genève, 9 décembre 1923.

Adh. (suite) : Égypte _____ 18 octobre 1938

190. — CONVENTION RELATIVE A L'OPIUM.
 Genève, 19 février 1925.

Adh. (suite) : Haïti _____ 30 novembre 1938

194. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION
 DES MALADIES PROFESSIONNELLES
votée par la Conférence du Travail.
 Genève, 10 juin 1925.

Ratif. (suite) : Irak _____ 26 novembre 1938

198. — CONVENTION CONCERNANT LE CONTRAT D'ENGAGEMENT
 DES MARINS
votée par la Conférence du Travail.
 Genève, 24 juin 1926.

Ratif. (suite) : Canada _____ 30 juin 1938

¹ La Birmanie, qui participait en tant que partie de l'Inde à cette convention, a été séparée de l'Empire indien le 1^{er} avril 1937, son statut étant devenu depuis cette date celui d'une possession britannique d'outre-mer.

Le 22 mai 1939, le Secrétaire général de la Société des Nations a reçu du Gouvernement du Royaume-Uni la notification que la convention serait applicable à la Birmanie en tant que possession britannique d'outre-mer.

207. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION
DU FAUX-MONNAYAGE.

Genève, 20 avril 1929.

Ratif. (suite) : Roumanie 7 mars 1939
Adh. (suite) : Brésil 1^{er} juillet 1938

208. — CONVENTION CONCERNANT L'INDICATION DU POIDS
SUR LES GROS COLIS TRANSPORTÉS PAR BATEAU

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1929.

Ratif. (suite) : Canada 30 juin 1938

210. — CONVENTION CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS
RELATIVES AUX CONFLITS DE LOIS SUR LA NATIONALITÉ.

La Haye, 12 avril 1930.

Ratif. (suite) : Belgique ¹ 4 avril 1939

211. — PROTOCOLE RELATIF AUX OBLIGATIONS MILITAIRES
DANS CERTAINS CAS DE DOUBLE NATIONALITÉ.

La Haye, 12 avril 1930.

Ratif. (suite) : Belgique ¹ 4 avril 1939

213. — PROTOCOLE SPÉCIAL RELATIF A L'APATRIDIE.

La Haye, 12 avril 1930.

Ratif. (suite) : Belgique ¹ 4 avril 1939

¹ La réserve faite lors de la signature de cet acte relativement à l'exclusion du Congo belge et des territoires sous mandat de la Belgique est maintenue. D'autre part, conformément à l'article 20 de la convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité, la Belgique, en rati-
fiant cette convention, exclut les dispositions de l'article 16.

**219. — CONVENTION POUR LIMITER LA FABRICATION
ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS.**

Genève, 13 juillet 1931.

Adh. (suite) : Royaume-Uni de Grande-Bretagne, pour les colonies, protectorats ou territoires sous mandats ci-après énumérés :

La Barbade
Bermudes
Guyane britannique

Fidji

États malais

a) États malais fédérés :

Negri Sembilan

Pahang

Perak

Selangor

b) États malais non fédérés :

Kedah

Perlis, et

Brunei

Palestine (à l'exception de la Transjordanie)

Sainte-Hélène et Ascension

Transjordanie

Iles du Vent :

Grenade

Saint-Vincent

24 août 1938

**238. — CONVENTION RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE
ENTRE LE DANEMARK ET LA NORVÈGE.**

Copenhague, 27 juillet 1921.

*Abrogation*¹. Les Gouvernements danois et norvégien, en considération du fait que les deux pays sont devenus définitivement parties à la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne, se sont mis d'accord pour considérer la Convention relative à la navigation aérienne, signée à Copenhague le 27 juillet 1921 entre le Danemark et la Norvège, comme dénoncée.

¹ Enregistrée le 23 septembre 1938, à la demande du délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXIX, p. 454.

259. — CONVENTION RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE
ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE.

Stockholm, 7 novembre 1922.

Abrogation. Déclaration entre le Danemark et la Suède relative à l'abrogation de la convention susmentionnée, à l'exception de l'article 4, signée à Stockholm le 31 janvier 1939¹.

261. — CONVENTION RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE
ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE.

Stockholm, 26 mai 1923.

Abrogation. Déclaration entre la Norvège et la Suède relative à l'abrogation de la convention susmentionnée, à l'exception de l'article 4, signée à Stockholm le 31 janvier 1939².

288. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LES PAYS-BAS ET LE SIAM.

La Haye, 8 juin 1925.

Dénonciation : Siam 5 novembre 1936³

289. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE SIAM.

Londres, 14 juillet 1925.

Remplacé par le Traité de commerce et de navigation signé à Bangkok le 23 novembre 1937 (voir n° 560, p. 262).

293. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LE DANEMARK ET LE SIAM.

Copenhague, 1^{er} septembre 1925.

Remplacé par le nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Copenhague le 5 novembre 1937 (voir n° 557, p. 260).

¹ Enregistrée le 6 février 1939, à la demande du ministre des Affaires étrangères de Suède et du délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. *Société des Nations, Enregistrement des Traités*, n° 209, févr. 1939.

² Enregistrée le 6 février 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères de Suède et du délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. *Société des Nations, Enregistrement des Traités*, n° 209, févr. 1939.

³ Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 15 novembre 1937. *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXI, p. 364.

297. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE L'ITALIE ET LE SIAM.

Rome, 9 mai 1926.

Remplacé par le nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Bangkok le 3 novembre 1937¹.

301. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA NORVÈGE ET LE SIAM.

Oslo, 16 juillet 1926.

Remplacé par le nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Oslo le 15 novembre 1937 (voir n° 559, p. 261).

306. — CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LE CHILI ET LA NORVÈGE.

Oslo, 9 février 1927.

Renouvellement. Échange de notes datées le 5 août 1937 et le 26 août 1937², portant que ladite convention sera maintenue en vigueur pour une période d'une année, à partir du 9 juillet 1938, à moins qu'elle n'ait été dénoncée avec un préavis de six mois. Elle sera par la suite renouvelée par voie de tacite reconduction, chaque fois pour une période d'une année, à moins qu'elle n'ait été dénoncée avec un préavis de six mois.

320. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE SIAM.

Bangkok, 7 avril 1928.

Remplacé par le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Bangkok le 30 décembre 1937¹.

328. — CONVENTION DE COMMERCE ENTRE L'ESTONIE ET LA FRANCE.

Paris, 15 mars 1929.

Remplacée par la nouvelle Convention de commerce signée à Paris le 16 octobre 1937 (voir n° 553, p. 258).

¹ Le nouveau traité ne prévoit pas la juridiction de la Cour.

² Enregistré le 26 avril 1938 à la demande du délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXV, p. 388.

415. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE HAUT-COMMISSAIRE POUR L'AFRIQUE DU SUD ET LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE MOZAMBIQUE RÉGLANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE SWAZILAND, ETC., ET MOZAMBIQUE.

Le Cap, 13 février 1930,
et Lourenço Marques, 18 février 1930.

Remplacé par le nouvel Accord commercial signé à Lisbonne le 11 mai 1938 (voir n° 564, p. 267).

421. — CONVENTION D'ARBITRAGE ENTRE LA FRANCE ET LA YOUGOSLAVIE.

Paris, 11 novembre 1927¹.

(Ratifications échangées à Paris le 2 décembre 1927.)

Renouvellement pour une période de cinq années, à dater du 2 décembre 1937, en conséquence du renouvellement pour une telle période du Traité d'entente amicale signé à Paris le même jour (voir art. 2).

434. — CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS OCCUPÉS AU CHARGEMENT ET AU DÉCHARGEMENT DES BATEAUX CONTRE LES ACCIDENTS (REVISÉE EN 1932)

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 27 avril 1932.

Ratif. (suite) : Suède _____ 3 août 1938

435. — CONVENTION CONCERNANT L'ÂGE D'ADMISSION DES ENFANTS AUX TRAVAUX NON INDUSTRIELS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 30 avril 1932.

Ratif. (suite) : France _____ 29 avril 1939

451. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES.

Genève, 11 octobre 1933.

Adh. (suite) : Brésil _____ 24 juin 1938

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXI, p. 371, et vol. CLXXXII, p. 149.

452. — CONVENTION POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF.

Genève, 11 octobre 1933.

Adh. (suite) : Brésil 8 juin 1939
Estonie ¹ 2 septembre 1938

481. — CONVENTION CONCERNANT LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES VERRERIES A VITRES AUTOMATIQUES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1934.

Ratif. (suite) : Irlande 15 mai 1939
Tchécoslovaquie 19 septembre 1938

484. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX.

Genève, 20 février 1935.

Ratif. (suite) : Pologne 3 janvier 1939

485. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSIT DES ANIMAUX, DES VIANDES ET DES AUTRES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE.

Genève, 20 février 1935.

Entrée en vigueur : 6 décembre 1938 ².

Ratif. (suite) : Bulgarie 7 septembre 1938

486. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE (AUTRES QUE LES VIANDES, LES PRÉPARATIONS DE VIANDE, LES PRODUITS ANIMAUX FRAIS, LE LAIT ET LES DÉRIVÉS DU LAIT).

Genève, 20 février 1935.

Entrée en vigueur : 6 décembre 1938 ³.

Ratif. (suite) : Bulgarie 7 septembre 1938

¹ En procédant au dépôt de l'instrument d'adhésion, le délégué permanent p. i. de l'Estonie a fait la déclaration suivante :

« Je déclare que l'Estonie se réserve le droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère. »

² Soit, aux termes de l'article 21, alinéa 1, de la convention, quatre-vingt-dix jours après le dépôt de la cinquième ratification, dépôt survenu le 7 septembre 1938 (Bulgarie).

³ Soit, aux termes de l'article 15, alinéa 1, de la convention, quatre-vingt-dix jours après le dépôt de la cinquième ratification, dépôt survenu le 7 septembre 1938 (Bulgarie).

498. — CONVENTION CONCERNANT L'EMPLOI DES FEMMES
AUX TRAVAUX SOUTERRAINS DANS LES MINES DE TOUTES CATÉGORIES
votee par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1935.

Ratif. (suite) : Brésil _____ 22 septembre 1938
Hongrie _____ 19 décembre 1938

501. — CONVENTION CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT
D'UN RÉGIME INTERNATIONAL DE CONSERVATION DES DROITS
DANS L'ASSURANCE INVALIDITÉ-VIEILLESSE-DÉCÈS

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 22 juin 1935.

Ratif. (suite) : Pays-Bas ¹ _____ 6 octobre 1938

502. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉDUCTION DE LA DURÉE
DU TRAVAIL DANS LES VERRERIES A BOUTEILLES

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 25 juin 1935.

Ratif. (suite) : Tchécoslovaquie _____ 19 septembre 1938

513. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION
DE CERTAINS SYSTÈMES PARTICULIERS DE RECRUTEMENT
DES TRAVAILLEURS

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 20 juin 1936.

Entrée en vigueur : 8 septembre 1939 ².

Ratif. (suite) : Royaume-Uni _____ 22 mai 1939
Japon _____ 8 septembre 1938

515. — CONVENTION CONCERNANT LES CONGÉS ANNUELS PAYÉS

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 24 juin 1936.

Entrée en vigueur : 22 septembre 1939 ³.

Ratif. (suite) : Brésil _____ 22 septembre 1938

¹ Cette ratification est subordonnée à la réserve mentionnée au troisième alinéa de l'article 10 de la convention.

² Soit, aux termes de l'article 27 de la convention, douze mois après la deuxième ratification, survenue le 8 septembre 1938 (Japon).

³ Soit, aux termes de l'article 11 de la convention, douze mois après la deuxième ratification, survenue le 22 septembre 1938 (Brésil).

**516. — CONVENTION POUR LA RÉPRESSION
DU TRAFIC ILLICITE DES DROGUES NUISIBLES.**

Genève, 26 juin 1936.

<i>Ratif.</i> (suite) : Brésil	2 juillet 1938
Canada	27 septembre 1938
Guatemala	2 août 1938
Roumanie	28 juin 1938
<i>Adh.</i> (suite) : Haïti	30 novembre 1938

**517. — CONVENTION CONCERNANT LE MINIMUM DE CAPACITÉ
PROFESSIONNELLE DES CAPITAINES ET OFFICIERS
DE LA MARINE MARCHANDE**

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

<i>Ratif.</i> (suite) : Brésil	12 octobre 1938
Danemark	13 juillet 1938
Égypte	20 mai 1939
Estonie	20 juin 1938
États-Unis d'Amérique ¹	29 octobre 1938

**518. — CONVENTION CONCERNANT LES CONGÉS
ANNUELS PAYÉS DES MARINS**

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

<i>Ratif.</i> (suite) : États-Unis d'Amérique ¹	29 octobre 1938
--	-----------------

**519. — CONVENTION CONCERNANT LES OBLIGATIONS
DE L'ARMATEUR EN CAS DE MALADIE, D'ACCIDENT OU DE DÉCÈS
DES GENS DE MER**

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

Entrée en vigueur : 29 octobre 1939 ².

<i>Ratif.</i> (suite) : États-Unis d'Amérique ¹	29 octobre 1938
--	-----------------

¹ A l'exception du Gouvernement du Commonwealth des îles Philippines et de la zone du canal de Panama.

² Soit, aux termes de l'article 15 de la convention, douze mois après le dépôt de la deuxième ratification, dépôt survenu le 29 octobre 1938 (États-Unis d'Amérique).

**521. — CONVENTION CONCERNANT LA DURÉE DU TRAVAIL
A BORD DES NAVIRES ET LES EFFECTIFS**

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

<i>Ratif.</i> (suite) : Australie ¹	24 septembre 1938
États-Unis d'Amérique ²	29 octobre 1938
Suède ³	6 janvier 1939

**522. — CONVENTION FIXANT L'AGE MINIMUM
D'ADMISSION DES ENFANTS AU TRAVAIL MARITIME
(REVISÉE EN 1936)**

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 24 octobre 1936.

<i>Ratif.</i> (suite) : Brésil	12 octobre 1938
États-Unis d'Amérique ²	29 octobre 1938
Suède	6 janvier 1939

**527. — CONVENTION CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE
ENTRE L'ESTONIE ET LA SUÈDE.**

Tallinn, 20 mai 1935.

Dénonciation à partir du 1^{er} janvier 1938 ⁴, par suite de l'adhésion effective des deux Parties à la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne.

**532. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT L'EMPLOI
DE LA RADIODIFFUSION DANS L'INTÉRÊT DE LA PAIX.**

Genève, 23 septembre 1936.

<i>Sign.</i> (suite) : Chili	28 avril 1937
République dominicaine	9 avril 1937
Estonie	28 avril 1937

¹ Cette ratification ne comprend pas les territoires de la Papouasie et de l'île de Norfolk, ni les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

² A l'exception du Gouvernement du Commonwealth des îles Philippines et de la zone du canal de Panama.

³ Cette ratification est donnée sous réserve que l'entrée en vigueur de la convention n'aura lieu pour la Suède que lorsque la convention sera entrée en vigueur pour le Danemark, la Norvège, la Finlande, les Pays-Bas, l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

⁴ Enregistrée le 31 janvier 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Estonie. *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXV, p. 437.

<i>Ratif.</i> (suite): Égypte	29 juillet 1938
Estonie	18 août 1938
Guatemala	18 novembre 1938
Pays-Bas	15 février 1939
Suisse	30 décembre 1938
<i>Adh.</i> (suite): Royaume-Uni, pour la Birmanie	13 octobre 1937
Finlande	29 novembre 1938
Lettonie	25 avril 1939
Royaume-Uni, pour la Rhodésie du Sud	1 ^{er} novembre 1937
Salvador	18 août 1938
Suède	22 juin 1938

533. — CONVENTION FIXANT L'ÂGE MINIMUM D'ADMISSION
DES ENFANTS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS (REVISÉE EN 1937)

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 22 juin 1937.

Ratif. : Norvège 26 août 1938

537. — CONVENTION CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE
ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE.

Helsinki, 12 septembre 1936.

Dénonciation à partir du 1^{er} janvier 1938¹, par suite de l'adhésion effective des deux Parties à la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne.

¹ Enregistrée le 31 janvier 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Estonie. *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXV, p. 452.

SECTION II

*ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR
PARVENUS A LA CONNAISSANCE DU GREFFE DEPUIS
LE 15 JUIN 1938*

PREMIÈRE PARTIE

**TEXTES CONSTITUTIONNELS
FIXANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR**

(Pas d'actes nouveaux.)

DEUXIÈME PARTIE

**ACTES AYANT POUR OBJET LE RÈGLEMENT
PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS
ET VISANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR**

SOMMAIRE

SECTION A : ACTES COLLECTIFS.

(Pas d'actes nouveaux.)

SECTION B : AUTRES ACTES.

	Page
541	242

541. — TRAITÉ POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE
DES DIFFÉRENDS ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

TÉHÉRAN, 24 JUILLET 1937¹.

(Ratifications échangées à Bagdad le 20 juin 1938.)

(Entrée en vigueur : 20 juin 1938.)

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de règlement pacifique, de la manière prévue au présent Traité, tout différend qui pourrait s'élever entre elles et qu'il n'aura pas été possible de régler par la voie ordinaire des négociations diplomatiques.

Article 2. — 1. A l'exception des cas prévus au paragraphe 3 du présent article, tous les différends dans lesquels les Parties se contestent un droit devront être soumis, pour décision, à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne préfèrent recourir à un tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après.

2. Il est entendu que les différends ci-dessus mentionnés comprennent particulièrement ceux qui sont mentionnés à l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

3. Le paragraphe premier de cet article ne s'applique pas aux différends ci-après :

a) différends ayant surgi antérieurement à la mise en vigueur du présent Traité ou relatifs à des situations ou à des faits antérieurs à la mise en vigueur ;

b) différends relatifs à des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive de l'une des Hautes Parties contractantes ;

c) différends relatifs au statut territorial de l'une des Hautes Parties contractantes.

Article 3. — Si les Parties conviennent de soumettre un des différends mentionnés au paragraphe premier de l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un accord spécial dans lequel elles spécifieront l'objet du différend, les arbitres choisis et la procédure à suivre. En l'absence de précisions suffisantes dans l'accord spécial, les stipulations de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux s'appliqueront dans la mesure nécessaire. Si rien n'est dit dans l'accord spécial quant aux règles relatives au fond du différend qui doivent être suivies par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 4. — Si les Parties ne peuvent s'entendre sur l'accord spécial prévu à l'article précédent ou ne peuvent nommer les arbitres, chacune des Parties aura la liberté, après préavis de trois mois, de porter le différend, par demande directe, devant la Cour permanente de Justice internationale.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXC, p. 269.

Article 5. — 1. Dans le cas de différend mentionné à l'article 2, paragraphe premier, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou toute procédure arbitrale, les Parties peuvent convenir de recourir à la procédure de conciliation prévue au présent Traité.

2. En cas de recours à — et d'échec de — la conciliation, aucune des Parties ne peut porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral prévu à l'article 3 avant l'expiration d'un mois à partir du terme de la procédure de la commission de conciliation.

Article 6. — Tout différend dont le règlement ne peut, aux termes du présent Traité, être obtenu par le moyen d'une décision judiciaire ou arbitrale, sera soumis à la procédure de conciliation.

Article 7. — Les différends mentionnés au présent article seront soumis à une commission de conciliation constituée par les Parties, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Article 8. — Si un différend s'élève, une commission de conciliation sera composée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à partir de la date à laquelle une requête à cet effet aura été adressée par l'une des Parties à l'autre.

A moins que les Parties intéressées n'en décident autrement, la commission de conciliation sera constituée comme suit :

1° La commission sera composée de cinq membres.

Les Parties nommeront chacune un commissaire, qui peut être choisi parmi les nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront nommés d'un commun accord parmi les nationaux de Puissances tierces. Les commissaires éliront le président de la commission.

2° Il sera pourvu dans le plus bref délai possible, suivant le mode fixé pour les nominations, aux vacances qui peuvent se produire par suite de décès, démission ou toute autre cause.

Article 9. — Si la nomination des commissaires non nationaux n'est pas faite dans la période prévue dans l'article 8, les nominations nécessaires seront faites par le président en exercice du Conseil de la Société des Nations, à la requête de l'une des Parties.

Article 10. — 1. La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée à son président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, faute d'entente, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toute mesure propre à conduire à une solution amiable.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à l'autre Partie.

Article 11. — 1. La commission de conciliation se réunira, sauf si les Parties en conviennent autrement, au lieu désigné par son président.

2. La commission peut, en toute circonstance, prier le Secrétaire général de la Société des Nations de lui prêter son aide, dans l'exercice régulier de sa mission.

Article 12. — Les travaux de la commission de conciliation n'auront de publicité qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13. — 1. S'il n'en est autrement convenu, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, en tout cas, devra pourvoir à ce que chacune des Parties soit entendue.

2. Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14. — Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 15. — Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous les documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder, sur leurs territoires et selon leurs législations, à la citation et à l'audition de témoins ou experts et à des transports sur les lieux.

Article 16. — Pendant la durée des travaux de la commission, chacun de ses membres de nationalité tierce recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des Parties; chacune en paiera la moitié.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 17. — 1. La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être réconciliées.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 18. — Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation, les Parties ne se sont pas entendues sur un autre moyen de règlement pacifique, le différend sera

traité conformément à l'article 15 du Pacte de la Société des Nations.

La présente disposition ne s'applique pas aux cas prévus à l'article 5 du présent Traité.

Article 19. — Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale, ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation ou le Conseil de la Société des Nations et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 20. — 1. Le présent Traité s'appliquera entre les Hautes Parties contractantes alors même qu'une Puissance tierce a un intérêt au différend.

2. Dans la procédure de conciliation ou d'arbitrage, les Parties peuvent, d'un commun accord, inviter cette Puissance tierce à intervenir.

Article 21. — Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Traité, y compris ceux concernant la qualification du litige ou la portée des réserves, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 22. — Rien dans le présent Traité ne sera interprété comme affectant les droits des Hautes Parties contractantes à invoquer dans le cadre du *Covenant* et du présent Traité l'assistance du Conseil de la Société des Nations.

Article 23. — 1. Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bagdad aussitôt que possible.

2. Il entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications.

3. Il sera enregistré à la Société des Nations par le Secrétaire général, qui sera prié de notifier le fait à tous les États Membres et non Membres de la Société.

Article 24. — 1. Le présent Traité est conclu pour une période de cinq années, à dater de son entrée en vigueur.

2. S'il n'a pas été dénoncé au moins six mois avant l'expiration de cette période, il continuera à rester en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

3. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du traité continueront jusqu'à leur achèvement normal.

TROISIÈME PARTIE
ACTES DIVERS
PRÉVOYANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

SOMMAIRE

SECTION A : ACTES COLLECTIFS.	Page
542 à 545	248
SECTION B : AUTRES ACTES.	
546 à 561.	254

SECTION A

542. — PROTOCOLE RELATIF AUX IMMUNITÉS
DE LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUXBRUXELLES, 30 JUILLET 1936¹.

Entrée en vigueur : Le protocole entre en vigueur pour chaque Partie contractante, soit à la date du dépôt de l'instrument de ratification, soit, si elle déclare renoncer à la procédure de ratification, à la date de la signature.

Liste des signataires (avec la date du dépôt de l'instrument de ratification si la ratification est acquise) :

Union sud-africaine	21 déc. 1936 ²	Japon	
Australie	25 août 1938	Nouvelle-Zélande	4 déc. 1936 ²
Belgique ³	30 juillet 1936 ²	Pays-Bas (<i>adh.</i>) ⁴	25 nov. 1938
Royaume-Uni	6 avril 1937	Pologne	29 juin 1938
Canada	20 janv. 1938	Portugal	
France	19 mars 1937	Roumanie	
Grèce	30 juin 1937 ²	Suisse	24 mai 1937
Inde	7 sept. 1937	Yougoslavie	18 sept. 1936 ²
Italie	22 mars 1939 ²		

Article 4. — Les gouvernements non signataires de l'Accord avec l'Allemagne signé à La Haye le 20 janvier 1930 pourront adhérer à la présente Convention en signant, sous réserve de ratification, s'il y a lieu, l'original de cette convention, qui restera déposé à la chancellerie du ministère des Affaires étrangères de Belgique. La signature ainsi apposée par un gouvernement non signataire des Accords de La Haye impliquera adhésion aux articles X et XV⁵ de l'Accord avec l'Allemagne du 20 janvier 1930 ainsi qu'à l'annexe XII dudit accord réglant la procédure devant le tribunal arbitral à la juridiction duquel les gouvernements en question se seront ainsi soumis pour l'application et l'interprétation dudit article X et de la présente Convention.

¹ *Moniteur belge*, n° du 9 mars 1938, p. 1334. Ce protocole a été communiqué aux gouvernements ayant été représentés à la Conférence monétaire et économique mondiale de Londres (juin 1933) par le Secrétaire général de la Société des Nations, en sa qualité de secrétaire général de ladite conférence.

² Date de la signature ; cet État a déclaré renoncer à la procédure de ratification.

³ Ce protocole n'est pas applicable aux territoires du Congo belge et du Ruanda Urundi.

⁴ Sous réserve de ratification et sous réserve de la faculté de dénoncer le protocole moyennant préavis d'un an.

⁵ L'article XV de l'Accord de 1930 est reproduit dans le volume D 6 des Publications de la Cour, sous le numéro 335, p. 614.

Déclaration du Gouvernement allemand.

Le Gouvernement allemand n'est pas partie au protocole, mais a accepté l'interprétation qu'elle contient par une déclaration de principe notifiée à la Banque des Règlements internationaux (voir la lettre circulaire du Secrétaire général de la Société des Nations en date du 25 févr. 1938, n° C. L. 37. 1938. II. A).

Déclaration du Gouvernement suédois.

Le Gouvernement suédois, en réponse à la notification qui lui avait été faite du protocole, a, à la date du 8 juillet 1938, adressé au Secrétaire général de la Société des Nations la lettre suivante, dont le ministre des Affaires étrangères de Suède a transmis copie certifiée conforme au Greffier de la Cour :

« Monsieur le Secrétaire général,

Par lettre circulaire du 29 août 1933 (n° C. L. 173. 1933. II. A), adressée à M. le ministre des Affaires étrangères de Suède, vous avez bien voulu demander, en votre qualité de secrétaire général de la Conférence monétaire et économique mondiale de Londres de juin 1933, si le Gouvernement suédois serait disposé à donner suite à une recommandation du Sous-Comité technique de la Deuxième Sous-Commission monétaire de la Conférence de Londres à l'effet de reconnaître à la Banque des Règlements internationaux à Bâle certains privilèges accordés à ladite Banque par les gouvernements signataires de l'Accord de La Haye du 20 janvier 1930 et la Suisse.

Vous avez, ensuite, par note circulaire du 25 février 1938 (n° C. L. 37. 1938. II. A), porté à la connaissance du Gouvernement suédois que les gouvernements signataires de l'Accord de La Haye et la Suisse avaient été amenés — pour remédier aux divergences d'interprétation auxquelles les dispositions de l'accord relatives aux privilèges de la Banque auraient pu donner lieu — à passer une convention interprétative contenant une clause qui permet à tout gouvernement d'adhérer à la fois, par la simple signature de l'acte original de la convention, aux dispositions susvisées de l'Accord de La Haye et à leur interprétation définie. Vous avez en même temps prié mon Gouvernement de vous faire connaître quelle suite il serait disposé à donner au désir exprimé par la Banque des Règlements internationaux de voir le Gouvernement suédois adhérer à ladite convention interprétative.

En réponse à ces demandes, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement et en son nom, de faire la déclaration suivante :

« Déclaration

concernant l'octroi de certains privilèges à la Banque des Règlements internationaux à Bâle.

Sur les territoires relevant de l'autorité du Royaume de Suède, la Banque des Règlements internationaux, ses biens et avoirs, ainsi que les dépôts et autres fonds qui lui auraient été remis, ne feront l'objet d'aucune disposition établissant une

incapacité quelconque ou d'aucune mesure restrictive telle que censure, réquisition, enlèvement ou confiscation en temps de paix ou de guerre, représailles, interdictions ou restrictions à l'exportation de l'or ou de devises ou de toute autre mesure analogue.

Sont exempts des dispositions ou mesures visées ci-dessus la Banque des Règlements internationaux, ses biens et avoirs, ainsi que tous les biens et avoirs qui lui sont ou seront confiés, qu'il s'agisse de numéraires ou autres biens fongibles, de lingots d'or, d'argent ou de tout autre métal, de matières précieuses, de titres ou de tous autres objets dont le dépôt est admis par la pratique bancaire.

Seront considérés comme confiés à la Banque des Règlements internationaux et jouissant des immunités prévues ci-dessus, au même titre que les biens et avoirs qu'elle détiendra, pour le compte d'autrui, dans les immeubles affectés à cet usage par elle, ses succursales ou agences, les biens et avoirs de tiers qui seront détenus par toute autre institution ou personne, sur les instructions, au nom et pour le compte de la Banque des Règlements internationaux.

Tout différend entre le Gouvernement suédois et la Banque des Règlements internationaux concernant l'interprétation ou l'application de la présente déclaration sera soumis à un tribunal arbitral composé de trois membres. Chacune des Parties désignera un membre du tribunal, et le surarbitre sera nommé par les deux Parties d'un commun accord. Au cas où les Parties n'arriveraient pas à se mettre d'accord sur le choix du surarbitre, le Président de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye sera prié de procéder à sa désignation.

Le Gouvernement suédois se réserve le droit de dénoncer la présente déclaration avec un préavis de douze mois. »

Je tiens à ajouter que la susdite déclaration ne devra pas être interprétée comme impliquant, de la part du Gouvernement suédois, le renoncement au droit d'engager et de poursuivre contre la Banque des Règlements internationaux à Bâle une action purement civile relative à une créance éventuelle, ou l'admission de la clause or pour les créances de la Banque en Suède.

Veillez agréer, etc.

(Signé) K. I. WESTMAN,

Ministre de Suède,

Délégué permanent près la Société des Nations.

543. — CONVENTION POUR LA PRÉVENTION
ET LA RÉPRESSION DU TERRORISME

GENÈVE, 16 NOVEMBRE 1937¹.

Liste des signataires (avec la date du dépôt de l'instrument de ratification si la ratification est acquise) :

Albanie	Inde	7 sept. 1938
Argentine	Monaco	
Belgique	Norvège	
Bulgarie	Pays-Bas	
Cuba	Pérou	
Rép. dominicaine	Roumanie	
Égypte	Tchécoslovaquie	
Équateur	Turquie	
Espagne	Union des Républi-	
Estonie	ques soviétiques	
France ²	socialistes ³	
Grèce	Venezuela	
Haïti	Yougoslavie	

Article 20. — 1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les Parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les Parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920 relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ *Société des Nations, Journal officiel*, XIX^{me} année, n° 1, janv. 1938.

² N'engage pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous le mandat du Gouvernement français.

³ La signature de l'Union des Républiques soviétiques socialistes a été accompagnée de la déclaration suivante :

« En signant la présente Convention, je déclare que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ne sera à même de la ratifier que sous la réserve suivante :

En matière de règlement des contestations relatives à l'interprétation et à l'application de la présente Convention, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes n'assume d'autres obligations que celles qui lui incombent en tant que Membre de la Société des Nations. »

Aucune objection n'ayant été soulevée contre la réserve susmentionnée dans le délai de six mois prévu à l'article 23 (1) de la convention, cette réserve doit être considérée comme acceptée. (Voir la lettre circulaire du Secrétaire général de la Société des Nations en date du 1^{er} déc. 1938, n° C. L. 231. 1938. V.)

3. Les dispositions ci-dessus du présent article ne portent pas atteinte au droit des Hautes Parties contractantes Membres de la Société des Nations de porter le différend, si le Pacte les y autorise, devant le Conseil ou l'Assemblée de la Société des Nations.

544. — CONVENTION POUR LA CRÉATION D'UNE COUR PÉNALE INTERNATIONALE

GENÈVE, 16 NOVEMBRE 1937¹.

Liste des signataires : Belgique, Bulgarie, Cuba, Espagne, France², Grèce, Monaco, Pays-Bas, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques soviétiques socialistes³, Yougoslavie.

Article 7. — 1. Tout Membre de la Société des Nations et tout État non Membre à l'égard desquels la présente Convention est en

¹ *Société des Nations, Journal officiel*. XIX^{me} année, n° 1, janv. 1938.

² N'engage pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous le mandat du Gouvernement français.

³ La signature de l'Union des Républiques soviétiques socialistes a été accompagnée de la déclaration suivante :

« En signant la présente Convention, je déclare que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ne sera à même de la ratifier que sous la réserve suivante :

En matière de règlement des contestations relatives à l'interprétation et à l'application de la présente Convention, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes n'assume d'autres obligations que celles qui lui incombent en tant que Membre de la Société des Nations. »

Se référant à la déclaration susmentionnée, le Secrétaire général de la Société des Nations a adressé le 9 juin 1938 une lettre circulaire (n° C. L. 100.1938. V) aux États signataires de la Convention pour la création d'une Cour pénale internationale. Par cette lettre, il a attiré leur attention sur le fait qu'au moment où la Conférence pour la répression internationale du terrorisme allait adopter l'article 51 de la Convention pour la création d'une Cour pénale internationale, le rapporteur, M. Pella, avait donné les explications suivantes :

« Étant donné que la présente Convention tend à instituer et à faire fonctionner une juridiction, on ne peut pas concevoir qu'il soit fait de réserves, celles-ci pouvant paralyser le fonctionnement de la Cour. C'est pour cette raison que l'article 51 stipule qu'il ne pourra être fait de réserve que sur l'article 26, paragraphe 2, c'est-à-dire au sujet de la constitution de partie civile. L'interdiction de formuler des réserves vise seulement les réserves qui entraveraient le fonctionnement proprement dit de la Cour pénale internationale, c'est-à-dire les réserves portant sur tel ou tel article de la convention, et non pas les déclarations au sujet de l'attitude d'un gouvernement sur certaines questions générales. »

Et, étant donné ce qui précède, le Secrétaire général a prié les gouvernements des États signataires de la convention de lui faire savoir s'ils acceptaient la réserve faite par le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Les réponses données à la lettre du Secrétaire général en date du 9 juin 1938 par les Gouvernements de Belgique, de France, de Monaco, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie, ne contiennent aucune objection au sujet de ladite réserve.

vigueur pourra présenter deux candidats au plus aux fonctions de juge à la Cour.

2. La Cour permanente de Justice internationale sera priée de choisir les juges titulaires et suppléants parmi les personnes ainsi présentées.

Article 16. — Le greffe de la Cour sera assuré par le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale, si celle-ci y consent.

Article 17. — Les archives de la Cour sont confiées au Greffier.

Article 48. — 1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les Parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les Parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au protocole du 16 décembre 1920 relatif au Statut de ladite Cour, et si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

545. — CONVENTION CONCERNANT LES STATISTIQUES DES SALAIRES ET DES HEURES DE TRAVAIL

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ¹.

GENÈVE, 20 JUIN 1938.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

¹ *Conférence internationale du Travail*, 24^{me} Session, Genève, 1938, p. 336.

SECTION B

546. — CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT ET DE TRAVAIL
ENTRE LE LUXEMBOURG ET LES PAYS-BASLA HAYE, 1^{er} AVRIL 1933¹.*(Entrée en vigueur : 11 juin 1937.)*

Article 21. — Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention, qui n'aura pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique, sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

547. — CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA POLOGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIEPRAGUE, 10 FÉVRIER 1934².*(Ratifications échangées à Varsovie le 24 février 1937.)**(Entrée provisoirement en vigueur : 27 février 1934.)*

Article XXI. — Pour tout ce qui concerne les communications par chemin de fer, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs rapports mutuels les dispositions de la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer (C. I. V.) et de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer (C. I. M.) signées à Berne le 23 octobre 1924.

Pour tout ce qui concerne le transit international, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs rapports mutuels les dispositions de la Convention et du Statut de Barcelone concernant la liberté du transit, en date du 20 avril 1921³.

Les deux Hautes Parties contractantes, désireuses de donner effet dans toute la mesure du possible aux principes de l'article 23 e)

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXIX, p. 11.

² *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXIII, p. 213.

³ Voir n° 175, *Convention et Statut sur la liberté du transit*, Barcelone, 20 avril 1921, art. 13 : *Publications de la Cour*, Série D, n° 6, pp. 491-492.

du Pacte de la Société des Nations relatif au maintien de la liberté des communications et du transit, et compte tenu de leur situation géographique respective, s'engagent à assurer au trafic à destination de leurs pays respectifs la liberté des communications et du transit prévue dans le Statut de Barcelone en ce sens que les Hautes Parties contractantes n'invoqueront pas l'article 7 dudit Statut en cas de tension politique et maintiendront la liberté des communications et du transit même en cas de guerre, à condition toutefois que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les droits et obligations des Parties en tant que Membres de la Société des Nations.

La Tchécoslovaquie prend acte de l'alinéa 4 de l'article XXII du Traité de paix signé à Riga le 18 mars 1921.

548. — PAR UN ÉCHANGE DE NOTES, EN DATE
DU 11 MAI 1936¹, LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI
ET LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS ONT CONCLU
UN ACCORD DANS LES TERMES SUIVANTS:

(1) All the islands of the Rovuma river situated between the confluence of the River Domoni with the Rovuma river and the mouth of the latter belong to Portugal;

All the islands situated above the said confluence are part of the Tanganyika Territory.

For the purpose of this Agreement there shall be considered as islands only those which emerge when the river is in full flood and which contain land vegetation and rock or firm soil and are not shifting sandbanks.

(2) Throughout the course of the River Rovuma in those places where there are no islands, the boundary shall follow the thalweg even when the position of the latter is changed by a natural alteration in the bed of the river. By thalweg is understood the line of minimum level along the river bed.

In places in the river where the channel between the islands and the bank belonging to the other territory does not contain the thalweg of the river, the boundary shall follow the thalweg of that subsidiary channel until it meets the thalweg of the River Rovuma.

(3) Should the bed of the river undergo any alteration in the sense of clause (2) of this Agreement, the Government of the territory prejudiced thereby shall have the right, which shall expire at the end of four years, to divert the river into its old bed, or, if this proves impracticable, to compensation on terms to be agreed upon with the Government benefited. But, even in the event of the diversion being practicable, either of the Contracting Parties may, if it prefers, agree upon compensation with the Government of the other territory. In the absence of agreement the contracting Governments will submit the point in dispute to arbitration by the Permanent Court of International Justice.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXV, p. 205.

(4) Freedom of navigation in the River Rovuma, without distinction of nationality, shall be maintained in accordance with the treaties and conventions in force.

(5) In order to supply their needs, the inhabitants of both banks shall have the right over the whole breadth of the river to draw water, to fish and to remove saliferous sand for the purpose of extracting salt therefrom.

(6) The local authorities shall conclude whatever agreements may be necessary in order that the inhabitants on both banks may be granted such facilities as are possible with regard to hunting, fishing and the collection of salt in the neighbourhood of the river, without prejudice to the existing sovereign rights and in such measure as may, in the circumstances, be permissible without inconvenience to the two Administrations concerned.

(7) The present Agreement shall not take effect until it has been submitted to the Council of the League of Nations and the approval of the Council has been notified to the contracting Governments. It shall thereafter come into force on a date to be agreed upon between the two Governments.

(*Entrée en vigueur* : 1^{er} février 1938.)

549. — CONVENTION AÉRIENNE
ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA HONGRIE

BUDAPEST, 22 MARS 1937¹.

(*Ratifications échangées à Londres le 19 mai 1938*².)

(*Entrée en vigueur* : 18 juin 1938.)

Article 20.—The High Contracting Parties agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Convention shall, at the request of either Party, be referred to the Permanent Court of International Justice at The Hague unless in any particular case the two High Contracting Parties agree to refer it to some other tribunal.

¹ Communication du Gouvernement hongrois.

² *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXC, p. 59.

550. — CONVENTION CONCERNANT L'ABOLITION
DES CAPITULATIONS EN ÉGYPTE

MONTREUX, 8 MAI 1937¹.

Liste des signataires (avec la date du dépôt de l'instrument de ratification si la ratification est acquise) :

Union sud-africaine		Grèce	25 sept. 1937
Australie	27 avril 1938	Inde	
Belgique	11 sept. 1937	Irlande	
Royaume-Uni	12 oct. 1937	Italie	25 sept. 1937
Danemark	13 oct. 1937	Norvège	13 avril 1938
Égypte	4 sept. 1937	Nouvelle-Zélande	23 mars 1938
Espagne	2 juin 1938	Pays-Bas	22 janv. 1938
États-Unis d'Amérique	29 août 1938	Portugal	
France	8 févr. 1939	Suède	28 sept. 1937

Entrée en vigueur : 15 octobre 1937.

Article 13. — Tout différend entre les Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention qu'elles ne seraient pas parvenues à résoudre par les moyens diplomatiques sera soumis, à la demande de l'une des Parties au différend, à la Cour permanente de Justice internationale.

Toutefois, s'il existe actuellement entre l'une des Hautes Parties contractantes et Sa Majesté le Roi d'Égypte un traité d'arbitrage prévoyant un autre tribunal, celui-ci sera, pendant la durée de la convention, substitué à la Cour permanente de Justice internationale aux fins du présent article, même si ledit traité d'arbitrage cesse d'exister à d'autres fins.

551. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA SUÈDE ET LA YOUGOSLAVIE

STOCKHOLM, 14 MAI 1937².

(Ratifications échangées à Beograd le 23 novembre 1938.)

(Entrée en vigueur : 8 décembre 1938.)

Article XVIII. — Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Traité qui n'aura pu être résolu entre les deux États contractants par la voie diplomatique sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXII, p. 36.

² Communication du Gouvernement suédois.

**552. — CONVENTION RELATIVE A L'ABOLITION
DU RÉGIME CAPITULAIRE AU MAROC ET A ZANZIBAR
ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA FRANCE**

LONDRES, 29 JUILLET 1937¹.

(Ratifications échangées à Paris le 1^{er} décembre 1937.)

(Entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1938.)

Article 25. — Tout différend qui surgirait entre les Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention et qu'elles ne seraient pas parvenues à résoudre par les moyens diplomatiques sera, si elles ne se mettent d'accord pour un autre mode de règlement, soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie, à la Cour permanente de Justice internationale.

**553. — CONVENTION DE COMMERCE
ENTRE L'ESTONIE ET LA FRANCE**

PARIS, 16 OCTOBRE 1937².

(Entrée provisoirement en vigueur : 1^{er} décembre 1937.)

Article 34. — Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, seront soumis, d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale suivant la procédure prévue par son Statut, soit à un tribunal arbitral et suivant la procédure prévue par la Convention de La Haye du 12 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXIV, p. 351.

² *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXIII, p. 41.

554. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LE DANEMARK
ET HAÏTI

PARIS, 21 OCTOBRE 1937¹.

(Ratifications échangées à Paris le 12 juillet 1938.)

(Entrée en vigueur : 12 août 1938.)

Article VI. — Tout différend entre les Parties contractantes sur le contenu, l'interprétation ou l'application du présent Traité, qui n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique, sera porté, sur la demande de l'une des Parties, devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, qui en décidera suivant la procédure sommaire mentionnée à l'article 29 du Statut de la Cour, à moins que les Parties contractantes ne soient d'accord pour appliquer la procédure ordinaire prévue au chapitre III du Statut de ladite Cour permanente.

555. — TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COMMERCE
ENTRE LE SIAM ET LA SUISSE

BERNE, 4 NOVEMBRE 1937².

(Ratifications échangées à Berne le 24 juin 1938.)

(Entrée en vigueur : 24 juin 1938.)

Article XIII. — Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous différends qui pourraient s'élever entre elles en ce qui concerne l'interprétation ou l'application d'une des dispositions quelconques du présent Traité seront, à la requête de l'une ou l'autre des Parties, soumis à l'arbitrage, et elles s'engagent à reconnaître comme obligatoire la sentence arbitrale.

Le tribunal arbitral auquel les différends seront soumis sera la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, à moins que, dans un cas particulier, les Hautes Parties contractantes n'en décident autrement.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXC, p. 233.

² *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXC, p. 137.

556. — CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT
ENTRE LA BELGIQUE ET LE SIAM

BANGKOK, 5 NOVEMBRE 1937¹.

(Ratifications échangées à Bruxelles le 17 juin 1938.)
(Entrée en vigueur : 17 juin 1938.)

Article XIV. — Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention, qui n'aura pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique, pourra être soumis, par chacune d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale.

557. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LE DANEMARK ET LE SIAM

COPENHAGUE, 5 NOVEMBRE 1937².

(Ratifications échangées à Copenhague le 15 mars 1938.)
(Entrée en vigueur : 30 mars 1938.)

Article 23.—Any dispute which may arise between the High Contracting Parties with respect to the contents, the interpretation, or the application of the present Treaty which cannot be settled by diplomatic means, shall at the request of either Party be submitted in the absence of contrary agreement to the Permanent Court of International Justice at The Hague. Both Parties hereby undertake to accept as binding the arbitral award. The Court shall give its decision in accordance with the summary procedure mentioned in Article 29 of the Statute of the Court, unless the High Contracting Parties agree that the ordinary procedure shall be applied.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXC, p. 163.

² *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXVIII, p. 187.

558. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET LE SIAM

BANGKOK, 5 NOVEMBRE 1937¹.

(*Ratifications échangées à Bruxelles le 17 juin 1938.*)
(*Entrée en vigueur : 17 juin 1938.*)

Article XIV. — Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous différends qui pourraient s'élever entre elles en ce qui concerne la bonne interprétation ou l'application de toute disposition du présent Traité seront, à la requête de l'une ou de l'autre des Parties, soumis à l'arbitrage, et les deux Parties s'engagent par le présent Traité à accepter comme obligatoire la sentence arbitrale.

Le tribunal arbitral auquel les différends seront soumis sera la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, à moins que dans un cas particulier les Hautes Parties contractantes n'en décident autrement.

559. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA NORVÈGE ET LE SIAM

OSLO, 15 NOVEMBRE 1937².

(*Ratifications échangées à Oslo le 4 mars 1938.*)
(*Entrée en vigueur : 4 mars 1938.*)

Article 20.—The High Contracting Parties agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Treaty, which it has not been possible to settle through the diplomatic channel, shall, at the request of either Party, be submitted to the Permanent Court of International Justice at The Hague, unless in any particular case the High Contracting Parties agree to submit the dispute to a special Court of arbitration. They hereby undertake to accept as binding the decision of the Permanent Court or the Court of arbitration.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXC, p. 151.

² *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXVI, p. 9.

560. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE SIAM

BANGKOK, 23 NOVEMBRE 1937¹.

(Ratifications échangées à Bangkok le 19 février 1938.)
(Entrée en vigueur : 19 février 1938.)

Article 21.—Any dispute which may arise between the High Contracting Parties as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Treaty shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the High Contracting Parties agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

561. — ARRANGEMENT RELATIF A L'EXERCICE DES
POUVOIRS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE
ENTRE LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE ET LA ROUMANIE

SINAIA, 18 AOÛT 1938².

L'Allemagne et l'Italie ont adhéré à cet arrangement en vertu d'un Accord conclu à Bucarest le 1^{er} mars 1939. L'arrangement et l'accord sont entrés en vigueur le 13 mai 1939.

Article 21. — Les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application du présent Arrangement, ainsi que de toutes autres dispositions d'ordre conventionnel applicables au Danube maritime et à ses embouchures, qui surgiraient entre les États parties audit Arrangement et auxquels il n'aurait pu être mis fin par la Commission européenne dans un délai raisonnable, seront soumis à un tribunal arbitral constitué comme il est dit ci-après.

Dès la mise en vigueur du présent Arrangement, les États contractants désigneront chacun un arbitre et un arbitre suppléant. Ils se mettront d'accord pour désigner cinq ressortissants d'États non contractants afin de remplir les fonctions de surarbitre ou de membre du tribunal arbitral dans le cas visé à l'alinéa 4 ci-dessous.

Ces désignations seront communiquées à la Commission, qui établira la liste des arbitres et celle des surarbitres ; la Commission communiquera ces listes aux délégués et les tiendra à jour.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXVIII, p. 333.

² *Reichsgesetzblatt*, Partie II, numéro du 20 mai 1939 (Berlin).

En cas de litige entre deux États, le tribunal sera constitué par les arbitres désignés par ces États ou, le cas échéant, par leurs suppléants, qui choisiront ensemble un surarbitre sur la seconde liste mentionnée à l'alinéa 2 ci-dessus. Au cas où les arbitres ne pourraient pas se mettre d'accord sur cette désignation, les personnes figurant sur la seconde liste choisiront l'une d'elles à la majorité des voix.

En cas de litige entre plus de deux États, les États qui font cause commune se mettront d'accord pour désigner un surarbitre, qui pourra être choisi en dehors de la première liste. A défaut d'accord, les personnes figurant sur la seconde liste choisiront l'une d'elles à la majorité des voix. Il sera procédé ensuite, comme il est dit à l'alinéa 3 ci-dessus, à la désignation du surarbitre.

Le tribunal arbitral sera saisi par voie de compromis. Faute d'accord sur les termes du compromis dans les trois mois de la demande d'arbitrage, le tribunal procédera à l'établissement dudit compromis.

Au cas où une des Parties estimerait qu'en établissant le compromis, le tribunal arbitral a excédé ses pouvoirs, elle pourra saisir de cette question la Cour permanente de Justice internationale par voie de requête. Si la Cour estime que le tribunal a excédé ses pouvoirs, elle pourra, à la requête de l'une ou l'autre des Parties, évoquer le fond du litige en usant de sa procédure habituelle.

Pour le surplus, la procédure devant le tribunal arbitral sera celle qui est prévue par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

QUATRIÈME PARTIE

ACTES CONFÉRANT A LA COUR OU A SON PRÉSIDENT UNE FONCTION EXTRAJUDICIAIRE

(NOMINATION DE TIERS ARBITRES, DE PRÉSIDENTS DE COMMISSIONS
DE CONCILIATION, ETC.).

SOMMAIRE

SECTION A : NOMINATION PAR LA COUR¹.

SECTION B : NOMINATION PAR LE PRÉSIDENT (LE VICE-PRÉSIDENT
OU LE JUGE LE PLUS AGÉ)².

	Page
562 à 564	266

¹ Voir dans le présent volume l'article 7 de la Convention pour la création d'une Cour pénale internationale (pp. 252-253).

² Voir également dans le présent volume l'article 4 du Protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements internationaux et la Déclaration du Gouvernement suédois (pp. 248-250).

**562. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE
ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE RÉGLANT LES CONDITIONS
DU TRAFIC FERROVIAIRE A TRAVERS LA FRONTIÈRE
ENTRE LES DEUX PAYS**

PRAGUE, 25 JUILLET 1931¹.

(Ratifications échangées à Berlin le 10 février 1937.)

Article 59. — 1. Les litiges qui pourraient surgir entre les Parties contractantes au sujet du présent Traité seront, sur la demande de l'une des Parties contractantes, tranchés en dernier ressort, par un tribunal arbitral, à l'exclusion de la voie judiciaire.

2. Le tribunal arbitral, qui sera constitué selon les besoins, comprendra un président et deux assesseurs.

Chacune des deux Parties contractantes nommera un assesseur dans un délai de deux mois. Les assesseurs éliront le président. S'ils n'arrivent pas à s'entendre à ce sujet, les deux Gouvernements s'adresseront au Président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, en le priant de désigner le président ou d'assumer lui-même la présidence.

3. Les arbitres régleront à leur discrétion la procédure à suivre devant le tribunal arbitral. La sentence arbitrale sera rendue à la majorité des voix.

4. Avant la constitution du tribunal arbitral, les Parties contractantes s'entendront sur le montant des honoraires des membres de ce tribunal. C'est au tribunal arbitral qu'il appartient de décider à qui incomberont les dépens, y compris les honoraires des arbitres.

**563. — ACCORD POUR LA RÉPRESSION DE L'IMPORTATION
ILLICITE DE BOISSONS ALCOOLIQUES EN FINLANDE
ENTRE LA FINLANDE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE**

PRAGUE, 21 MARS 1936².

(Ratifications échangées le 18 février 1937.)

(Entrée en vigueur : 5 mars 1937.)

Article 3. — 1. Le Gouvernement de la République de Finlande versera une pleine indemnité pour toutes pertes ou dommages causés à un bateau enregistré en Tchécoslovaquie par suite des mesures

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXXVII, p. 269.

² *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXXIX, p. 295.

prises par les autorités finlandaises pour réprimer l'importation illécite de boissons alcooliques en Finlande si ces mesures ne sont pas conformes aux stipulations du présent Accord, ou si elles sont contraires aux prescriptions susmentionnées, ou bien si elles outrepassent les stipulations du présent Accord, y compris tous les cas où il aura été établi que le bateau n'a pas importé ni cherché à importer, d'une manière illicite, des boissons alcooliques en Finlande.

2. Toute réclamation faite en vertu du précédent paragraphe devra être, si le Gouvernement tchécoslovaque en exprime le souhait, subordonnée à la décision d'un arbitre désigné d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes ou, faute d'accord, nommé par le Président de la Cour permanente de Justice internationale.

3. Les personnes en cause ne seront pas tenues d'avoir eu recours aux moyens de justice à leur disposition devant les tribunaux finlandais, avant que le Gouvernement tchécoslovaque fasse quelque réclamation conformément au paragraphe précédent.

**564. — ACCORD ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE PORTUGAL
RELATIF AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE
LE SWAZILAND, LE BASSOUTOLAND ET LE PROTECTORAT
DU BETCHOUANALAND, ET LA COLONIE
DE MOZAMBIQUE**

LISBONNE, II MAI 1938¹.

(Entrée en vigueur : II mai 1938.)

Article 8.—Any dispute that may arise relative to the interpretation or the carrying out of the Agreement, and that cannot be settled by direct negotiations between the contracting Governments, shall be submitted to arbitration and to this end the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland will appoint as Arbiter the Judicial Commissioner in Basutoland and President of the Special Courts of the Bechuanaland Protectorate and Swaziland, and the Portuguese Government the Judge President of the Court of Appeal of Mozambique. If the Judges aforesaid are unable to reach a joint decision they shall together elect an umpire. If no appointment can be mutually agreed upon by them, the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague shall be requested to make the necessary appointment. The procedure shall be *ex æquo et bono*, and in accordance with the terms of submission to be agreed upon in respect of each particular case.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CXCI, p. 285.

LISTE ¹ PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES ACTES
(DÉJÀ ENTRÉS EN VIGUEUR OU SIMPLEMENT SIGNÉS)
RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR ²

1919.	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} .	Pages.
28 juin	Versailles	Pacte de la S. d. N.	(Membres de la S. d. N.)	1	16
28 juin	Versailles	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Allemagne	220	533
28 juin	Versailles	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Pologne	221	538
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Autriche	222	539
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Yougoslavie	223	542
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Tchécoslovaquie	224	543
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. relative au contrôle du commerce des armes et des munitions	(Traité collectif)	162	484
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. concernant le régime des spiritueux en Afrique	É.-U. d'Amérique, Belgique, Empire britannique, France, Italie, Japon, Portugal	163	485

¹ Cette liste mentionne les actes parvenus à la connaissance du Greffe à la date du 15 juin 1939. Y sont également mentionnés les actes conférant à la Cour ou à son Président une fonction extrajudiciaire (nomination de tiers arbitres, de présidents de commissions de conciliation, etc.).

² Le texte intégral des actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends ainsi que les dispositions pertinentes des autres actes visant la compétence de la Cour et qui sont parvenus à la connaissance du Greffe avant le 15 juin 1939 sont reproduits soit dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, quatrième édition, soit dans les Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième, Treizième et Quatorzième Rapports annuels (pp. 451-475, 303-335, 277-322, 276-308, 370-387, 296-315, 300-316), soit dans le chapitre X du présent volume (huitième addendum à la quatrième édition de la *Collection*). Les deux dernières colonnes de la présente liste indiquent le numéro d'ordre de chaque acte, ainsi que la page du volume dans lequel il est cité.

Sauf indication contraire, les numéros et pages sont ceux du volume Série D, n^o 6 : *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (quatrième édition).

E 8 : *Huitième Rapport annuel* ; E 9 : *Neuvième Rapport annuel*, etc. ; E 15 : *Quinzième Rapport annuel* (15 juin 1938 — 15 juin 1939), c'est-à-dire le présent volume.

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 269

1919 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. portant révision de l'Acte général de Berlin du 26 févr. 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890	É.-U. d'Amérique, Belgique, Empire britannique, France, Italie, Japon, Portugal	164 485
13 oct.	Paris	Conv. portant réglementation de la navigation aérienne	(Traité collectif)	165 486
27 nov.	Neuilly-sur-Seine	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Bulgarie	225 543
28 nov.	Washington	Conv. tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels	(Traité collectif)	166 487
28 nov.	Washington	Conv. concernant le chômage	(Traité collectif)	167 487
28 nov.	Washington	Conv. concernant le travail de nuit des femmes	(Traité collectif)	168 488
28 nov.	Washington	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels	(Traité collectif)	169 488
28 nov.	Washington	Conv. concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie	(Traité collectif)	170 489
29 nov.	Washington	Conv. concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement	(Traité collectif)	171 489
9 déc.	Paris	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Roumanie	226 545
1920.				
26 mars	Stockholm	Conv. relative à l'institution d'une commission permanente d'enquête et de conciliation	Chili et Suède	359 634
4 juin	Trianon	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Hongrie	227 545
9 juill.	Gênes	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime	(Traité collectif)	172 490

1920 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
9 juill.	Gênes	Conv. concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage	(Traité collectif)	173 490
10 juill.	Gênes	Conv. concernant le placement des marins	(Traité collectif)	174 491
10 août	Sèvres	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Grèce	228 549
10 août	Sèvres	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et Arménie	229 549
9 nov.	Paris	Convention	Pologne et Dantzig	230 550
13 déc.	Genève	Résolution de l'Assemblée de la S. d. N. approuvant le Statut de la C. P. J. I.	—	2 18
16 déc.	Genève	Protocole de signature du Statut de la C. P. J. I.	(Traité collectif)	3 18
16 déc.	Genève	Statut de la C. P. J. I.	—	4 20
17 déc.	Genève	Mandat pour le Sud-Ouest-africain allemand	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. de l'Union sud-africaine	231 550
17 déc.	Genève	Mandat pour le Samoa allemand	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. du Dominion de la Nouvelle-Zélande	232 551
17 déc.	Genève	Mandat pour Nauru	Conféré à S. M. britannique	233 551
17 déc.	Genève	Mandat pour les anciennes possessions allemandes de l'Océan Pacifique situées au sud de l'équateur, autres que le Samoa allemand et Nauru	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. du Commonwealth d'Australie	234 551
17 déc.	Genève	Mandat pour les anciennes possessions allemandes situées au nord de l'équateur, dans l'Océan Pacifique	Conféré à S. M. l'empereur du Japon	235 552
1921.				
20 avril	Barcelone	Conv. et Statut sur la liberté du transit	(Traité collectif)	175 491
20 avril	Barcelone	Conv. et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international	(Traité collectif)	176 493

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 271

1921 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
24 juin	Genève	Accord relatif aux îles d'Åland	Finlande et Suède	236 552
23 juill.	Paris	Conv. relative au Statut du Danube	Allemagne, Autriche, Bel- gique, Bulgarie, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougo- slavie	237 553
27 juill.	Copenhague	Conv. relative à la navi- gation aérienne	Danemark et Norvège	238 553
2 oct.	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. concer- nant la protection des minorités en Albanie	Albanie	239 554
29 oct.	Helsingfors	Traité de commerce et de navigation	Estonie et Finlande	240 555
11 nov.	Genève	Conv. concernant l'exa- men médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux	(Traité collectif)	177 494
11 nov.	Genève	Conv. fixant l'âge mini- mum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs	(Traité collectif)	178 495
12 nov.	Genève	Conv. concernant la réparation des accidents du travail dans l'agri- culture	(Traité collectif)	179 496
12 nov.	Genève	Conv. concernant les droits d'association et de coalition des tra- vailleurs agricoles	(Traité collectif)	180 496
16 nov.	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agri- culture	(Traité collectif)	181 497
17 nov.	Genève	Conv. concernant l'ap- plication du repos heb- domadaire dans les éta- blissements industriels	(Traité collectif)	182 497
19 nov.	Genève	Conv. concernant l'em- ploi de la céruse dans la peinture	(Traité collectif)	183 498
23 nov.	Portorose	Accord sur la régle- mentation du trafic fer- roviaire international	Autriche, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tché- coslovaquie, Yougoslavie	241 555

1921 (<i>suite</i>).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
16 déc.	Prague	Accord politique	Autriche et Tchécoslovaquie	242 556
1922.				
22 févr.	Dresde	Acte de navigation de l'Elbe	Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Tchécoslovaquie	243 556
17 mars	Varsovie	Accord politique	Estonie, Finlande, Lettonie, Pologne	244 557
12 mai	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. concernant la protection des minorités en Lithuanie	Lithuanie	245 558
15 mai	Genève	Conv. relative à la Haute-Silésie	Allemagne et Pologne	246 559
17 mai	Genève	Résolution du Conseil de la S. d. N. (conditions auxquelles la Cour est ouverte aux États autres que les Membres de la S. d. N.)	— —	5 22
26 juin	Varsovie	Conv. commerciale	Pologne et Suisse	247 561
20 juill.	Londres	Mandat sur l'Est-africain	Conféré à S. M. le roi des Belges	248 562
20 juill.	Londres	Mandat sur l'Est-africain	Conféré à S. M. britannique	249 562
20 juill.	Londres	Mandat sur le Cameroun	Conféré à S. M. britannique	250 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Cameroun	Conféré à la République française	251 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Togo	Conféré à S. M. britannique	252 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Togo	Conféré à la République française	253 563
24 juill.	Londres	Mandat pour la Palestine	Conféré à S. M. britannique	254 564
24 juill.	Londres	Mandat pour la Syrie et le Liban	Conféré à la République française	255 564
4 oct.	Genève	Protocole n° II relatif à la reconstruction de l'Autriche	Autriche, Empire britannique, France, Italie, Tchécoslovaquie	256 564
4 oct.	Genève	Protocole n° III (Déclaration) relatif à la reconstruction de l'Autriche	Autriche	257 565

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 273

1922 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
7 oct.	Prague	Traité de commerce	Lettonie et Tchécoslovaquie	363 637
10 oct.	Bagdad	Traité d'alliance	Grande-Bretagne et Irak	258 565
19 oct.	Tallinn	Traité de commerce	Estonie et Hongrie	364 637
7 nov.	Stockholm	Conv. relative à la navigation aérienne	Danemark et Suède	259 566
1923.				
20 janv.	La Haye	Conv. de commerce	Pays-Bas et Tchécoslovaquie	260 566
28 févr.	Montevideo	Traité d'arbitrage général obligatoire	Uruguay et Venezuela	12 82
10 avril	Budapest	Accord relatif à l'arbitrage	Autriche et Hongrie	13 83
26 mai	Stockholm	Conv. relative à la navigation aérienne	Norvège et Suède	261 567
23 juin	Washington	Accord pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Empire britannique	14 84
7 juill.	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. sur les minorités	Lettonie	262 567
24 juill.	Lausanne	Traité de paix	Empire britannique, France, Grèce, Italie, Japon, Roumanie, Turquie	263 569
24 juill.	Lausanne	Déclaration sur l'administration judiciaire	Turquie	360 635
24 juill.	Lausanne	Conv. relative à la compensation à payer par la Grèce aux ressortissants alliés	Empire britannique, France, Grèce, Italie	365 638
23 août	Washington	Accord pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Japon	15 86
12 sept.	Genève	Conv. pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes	(Traité collectif)	184 498
17 sept.	Genève	Résolution du Conseil de la S. d. N. relative à la protection des minorités en Estonie	—	264 571

274 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1923 (<i>suite</i>).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N^{os}. Pages.</i>
1 ^{er} nov.	Tallinn	Traité d'alliance défensive	Estonie et Lettonie	265 571
1 ^{er} nov.	Tallinn	Traité préliminaire de l'Union économique et douanière	Estonie et Lettonie	366 639
3 nov.	Genève	Conv. internationale pour la simplification des formalités douanières	(Traité collectif)	185 500
19 nov.	Riga	Traité de commerce et de navigation	Hongrie et Lettonie	367 640
9 déc.	Genève	Conv. et Statut sur le régime international des voies ferrées	(Traité collectif)	186 502
9 déc.	Genève	Conv. et Statut sur le régime international des ports maritimes	(Traité collectif)	187 504
9 déc.	Genève	Conv. relative au transport en transit de l'énergie électrique	(Traité collectif)	188 507
9 déc.	Genève	Conv. relative à l'aménagement des forces hydrauliques	(Traité collectif)	189 508
18 déc.	Paris	Conv. relative à l'organisation du statut de la zone de Tanger	Empire britannique, Espagne, France	266 571
1924.				
25 janv.	Paris	Traité d'alliance et d'amitié	France et Tchécoslovaquie	267 572
14 mars	Genève	Protocole n ^o II relatif à la reconstruction financière de la Hongrie	Hongrie	268 572
14 avril	Bucarest	Conv. concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière	Hongrie et Roumanie	269 573
28 avril	Oslo	Conv. concernant la frontière entre Finmark et Petsamo	Finlande et Norvège	270 573
8 mai	Paris	Conv. relative au Territoire de Memel	Empire britannique, France, Italie, Japon, Lithuanie	271 574

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

275

1924 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
30 mai	Varsovie	Traité de commerce et de navigation	Pays-Bas et Pologne	272 575
2 juin	Stockholm	Traité de conciliation	Suède et Suisse	368 640
6 juin	Copenhague	<i>Idem</i>	Danemark et Suisse	369 641
10 juin	Kovno	Échange de notes comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation	Lithuanie et Pays-Bas	273 576
18 juin	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Suisse	16 86
23 juin	Rio-de-Janeiro	Traité relatif au règlement judiciaire des différends	Brésil et Suisse	17 90
27 juin	Stockholm	Conv. relative à l'institution d'une commission de conciliation	Finlande et Suède	370 642
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Suède	371 642
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Norvège	372 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Finlande	373 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Finlande et Norvège	374 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Norvège et Suède	375 644
2 juill.	Riga	Traité de commerce	Lettonie et Pays-Bas	274 576
9 juill.	Copenhague	Conv. relative au Groënland oriental	Danemark et Norvège	275 577
22 juill.	Tallinn	Traité de commerce provisoire	Estonie et Pays-Bas	276 577
9 août	Riga	Traité de commerce et de navigation	Autriche et Lettonie	376 644
14 août	Oslo	<i>Idem</i>	Lettonie et Norvège	377 644
21 août	Washington	Conv. concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques	É.-U. d'Amérique et Pays-Bas	277 578
30 août	Londres	Accord concernant l'Arrangement du 9 août 1924 entre le Gouv. allemand et la Commission des Réparations	Gouv. alliés et Gouv. allemand	378 645

1924 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
30 août	Londres	Arrangement pour l'exécution du Plan des experts du 9 avril 1924	Gouv. alliés et Gouv. allemand	278 579
30 août	Londres	<i>Idem</i>	Gouv. alliés	279 580
20 sept.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Suisse	18 91
27 sept.	Genève	Décision du Conseil de la S. d. N., relative à l'application à l'Irak des principes de l'art. 22 du Pacte (Mandat britannique sur l'Irak)	Empire britannique	280 582
2 oct.	Genève	Résolutions relatives au règlement pacifique des différends internatio- naux adoptées par la 5 ^{me} Assemblée de la S. d. N.	—	10 62
11 oct.	Vienne	Traité de conciliation	Autriche et Suisse	19 95
3 nov.	Riga	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Lettonie	281 582
9 nov.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Suède	20 97
2 déc.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Grande- Bretagne	282 583
4 déc.	Berlin	Conv. commerciale	Lettonie et Suisse	379 648
9 déc.	La Haye	Conv. de commerce	Hongrie et Pays-Bas	283 583
26 déc.	Tokio	Traité de règlement judiciaire	Japon et Suisse	21 99
1925.				
17 janv.	Helsingfors	Conv. de conciliation et d'arbitrage	Estonie, Finlande, Let- tonie, Pologne	22 100
14 févr.	Oslo	Conv. concernant le régime juridique inter- national des eaux du Pasvik (Patsjoki) et du Jakobselv (Vuorema- joki)	Finlande et Norvège	284 584
14 févr.	Oslo	Conv. concernant le flottage du bois sur le Pasvik (Patsjoki)	Finlande et Norvège	285 584

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

277

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
14 févr.	Paris	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	France et Siam	286 585
19 févr.	Genève	Conv. relative à l'opium	(Traité collectif)	190 509
7 mars	Berne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Suisse	23 106
28 mars	Riga	Conv. de conciliation	Lettonie et Suède	380 648
6 avril	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage obligatoire	France et Suisse	24 110
17 avril	Varsovie	Échange de notes comportant une conv. commerciale provisoire	Grèce et Pologne	287 586
23 avril	Varsovie	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Tchécoslovaquie	25 114
13 mai	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Norvège	26 119
29 mai	Tallinn	Conv. de conciliation	Estonie et Suède	381 649
5 juin	Genève	Conv. concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail	(Traité collectif)	191 511
8 juin	Genève	Conv. concernant le travail de nuit dans les boulangeries	(Traité collectif)	192 512
8 juin	La Haye	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Pays-Bas et Siam	288 587
10 juin	Genève	Conv. concernant la réparation des accidents du travail	(Traité collectif)	193 512
10 juin	Genève	Conv. concernant la réparation des maladies professionnelles	(Traité collectif)	194 513
11 juin	Kovno	Conv. relative à l'institution d'une commission de conciliation	Lithuanie et Suède	382 649
17 juin	Genève	Conv. concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre	(Traité collectif)	95 513

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
7 juill.	Bruxelles	Traité de commerce et de navigation	Union économique belgo-luxembourgeoise et Lettonie	383 649
12 juill.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Pays- Bas	27 120
14 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Siam	289 587
15 juill.	Paris	Traité de règlement judiciaire	Bésil et Libéria	28 120
3 août	Madrid	Traité d'amitié, de com- merce et de navigation	Espagne et Siam	290 588
14 août	Paris	Traité portant délimi- tation de frontière	Allemagne et France	291 588
14 août	Lisbonne	Traité d'amitié, de commerce et de navi- gation	Portugal et Siam	292 589
21 août	Oslo	Traité de conciliation	Norvège et Suisse	29 121
1 ^{er} sept.	Copenhague	Traité d'amitié, de commerce et de naviga- tion	Danemark et Siam	293 589
21 sept.	Genève	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Suisse	30 125
14 oct.	Berne	Conv. commerciale	Estonie et Suisse	384 650
16 oct.	Locarno	Conv. d'arbitrage	Allemagne et Belgique	31 129
16 oct.	Locarno	<i>Idem</i>	Allemagne et France	32 133
16 oct.	Locarno	Traité d'arbitrage	Allemagne et Pologne	33 134
16 oct.	Locarno	<i>Idem</i>	Allemagne et Tchécoslova- quie	34 134
3 nov.	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Suède	35 135
25 nov.	Oslo	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Norvège et Suède	36 140
25 nov.	Londres	Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Siam	37 143
26 nov.	Berlin	Protocole annexé au Traité de douane et de crédit	Allemagne et Pays-Bas	385 651

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

279

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
7 déc.	Prague	Accord concernant l'application des art. 266 (dernier al.) et 273 du Traité de Saint-Germain	Autriche et Tchécoslovaquie	361 635
12 déc.	La Haye	Traité de conciliation	Pays-Bas et Suisse	38 143
19 déc.	Stockholm	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Siam et Suède	294 590
1926.				
2 janv.	Prague	Traité de conciliation et d'arbitrage	Suède et Tchécoslovaquie	39 147
14 janv.	Stockholm	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Danemark et Suède	40 149
15 janv.	Copenhague	<i>Idem</i>	Danemark et Norvège	41 152
29 janv.	Helsingfors	<i>Idem</i>	Finlande et Suède	42 153
30 janv.	Helsingfors	<i>Idem</i>	Danemark et Finlande	43 154
2 févr.	Jérusalem	Conv. de bon voisinage	Palestine ; Syrie et Grand-Liban	295 591
3 févr.	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage obligatoires	Roumanie et Suisse	44 155
3 févr.	Helsingfors	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Finlande et Norvège	45 159
10 févr.	Monrovia	Échange de notes concernant la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Libéria	46 161
4 mars	La Havane	Conv. pour prévenir la contrebande des boissons alcooliques	É.-U. d'Amérique et Cuba	296 592
5 mars	Vienne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Tchécoslovaquie	47 162
16 avril	Vienne	<i>Idem</i>	Autriche et Pologne	48 165
20 avril	Madrid	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Espagne et Suisse	49 170
23 avril	Copenhague	Traité de conciliation et d'arbitrage	Danemark et Pologne	50 173
30 avril	Bruxelles	<i>Idem</i>	Belgique et Suède	51 178

1926 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
4 mai	Prague	Conv. concernant l'exécution des contrats d'assurance sur la vie et de rentes viagères	Italie et Tchécoslovaquie	386 652
9 mai	Rome	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Italie et Siam	297 593
12 mai	Athènes	Conv. commerciale	Grèce et Pays-Bas	298 593
20 mai	La Haye	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Pays-Bas	52 181
28 mai	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Suède	53 186
29 mai	Paris	Conv. relative à la navigation aérienne	Allemagne et Belgique	E 9 436 329
30 mai	Ankara	Conv. d'amitié et de bon voisinage	France et Turquie	299 594
2 juin	Berlin	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Danemark	54 187
4 juin	Londres	Conv. pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage du 25 oct. 1905	Danemark et Grande-Bretagne	55 193
4 juin	Londres	Conv. pour le renouvellement, en ce qui concerne l'Islande, de la Conv. d'arbitrage anglo-danoise du 25 oct. 1905	Grande-Bretagne et Islande	56 193
5 juin	Genève	Conv. concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires	(Traité collectif)	196 514
10 juin	Paris	Conv. pour le règlement pacifique des différends	France et Roumanie	57 194
19 juin	Paris	Accord concernant le contrôle sanitaire à l'île de Kamaran des pèlerins se rendant à La Mecque	Grande-Bretagne et Pays-Bas	387 653
23 juin	Genève	Conv. concernant le rapatriement des marins	(Traité collectif)	197 515
24 juin	Genève	Conv. concernant le contrat d'engagement des marins	(Traité collectif)	198 515

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 281

1926 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
28 juin	Riga	Traité concernant le règlement des relations économiques	Allemagne et Lettonie	388 654
5 juill.	Paris	Traité d'arbitrage	Danemark et France	58 195
16 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Grèce	300 594
16 juill.	Oslo	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Norvège et Siam	301 595
23 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Hongrie	302 595
24 juill.	Belgrade	Traité de commerce	Hongrie et Yougoslavie	389 654
7 août	Madrid	Traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Espagne et Italie	59 198
27 août	Berne	Conv. pour le règlement des rapports au sujet de certaines clauses du régime juridique de la future dérivation de Kembs	France et Suisse	303 590
7 sept.	Port-au-Prince	Conv. commerciale	Haïti et Pays-Bas	304 596
10 sept.	Athènes	Conv. de commerce	Grèce et Suède	305 597
18 sept.	Genève	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Yougoslavie	60 198
25 sept.	Genève	Conv. relative à l'esclavage	(Traité collectif)	199 516
28 sept.	Bruxelles	Traité de commerce et de navigation	Union économique belgo-luxembourgeoise et Estonie	390 655
13 oct.	Athènes	<i>Idem</i>	Albanie et Grèce	391 655
29 nov.	Athènes	Conv. provisoire de commerce	Grèce et Suisse	392 656
30 nov.	Prague	Traité d'arbitrage	Danemark et Tchécoslovaquie	61 200
11 déc.	Kaunas	Traité de conciliation et d'arbitrage	Danemark et Lituanie	62 205
18 déc.	Tallinn	Traité de conciliation	Danemark et Estonie	393 657
29 déc.	Rome	Traité de conciliation et d'arbitrage	Allemagne et Italie	63 206

1926 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
29 déc.	Lisbonne	Échange de notes concernant l'abrogation de la Conv. d'arbitrage du 15 nov. 1913	Portugal et Suède	64 210
1927.				
4 janv.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Portugal	65 212
5 févr.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Suisse	66 213
5 févr.	Riga	Traité d'exécution de l'Union douanière	Estonie et Lettonie	394 657
9 févr.	Oslo	Conv. de commerce et de navigation	Chili et Norvège	306 597
15 févr.	Vienne	Traité concernant la navigation aérienne	Autriche et Tchécoslovaquie	307 598
24 févr.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Chili et Italie	67 218
25 févr.	Riga	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Lettonie	395 658
3 mars	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Danemark	68 219
4 mars	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Belgique et Finlande	69 221
24 mars	Bruxelles	Conv. relative à l'application des mesures de police sanitaire maritime	Belgique et Pays-Bas	308 598
5 avril	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Italie	70 221
12 mai	Guatemala	Traité de commerce	Guatemala et Pays-Bas	309 599
12 mai	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Yougoslavie	310 599
20 mai	Berlin	Conv. concernant la navigation aérienne	Allemagne et Italie	311 600
21 mai	La Haye	Traité de conciliation	Pays-Bas et Suède	71 225
16 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison	(Traité collectif)	200 517

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

283

1927 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
16 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des travailleurs agricoles	(Traité collectif)	201 518
20 juin	Tallinn	Traité de commerce	Estonie et Tchécoslovaquie	396 658
29 juin	Berlin	Conv. relative à la navigation aérienne	Allemagne et Grande-Bretagne	312 600
29 juin	Athènes	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Norvège	313 601
9 juill.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Portugal	72 226
12 juill.	Genève	Conv. internationale pour la création d'une Union internationale de secours	(Traité collectif)	202 518
19 juill.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Espagne	73 232
11 août	Lisbonne	Conv. pour régler l'aménagement hydro-électrique de la section internationale du Douro	Espagne et Portugal	314 601
15 août	Santander	Conv. générale concernant la navigation aérienne	Espagne et Italie	315 602
17 août	Paris	Accord commercial	Allemagne et France	316 603
20 août	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Colombie et Suisse	74 238
13 sept.	Londres	Traité de conciliation	Colombie et Suède	75 242
17 sept.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Lituanie	76 245
17 oct.	Bruxelles	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Luxembourg	77 249
20 oct.	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage	France et Luxembourg	78 252
2 nov.	Athènes	Traité de commerce et de navigation	Grèce et Yougoslavie	397 659

1927 (<i>suite</i>).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
8 nov.	Genève	Conv. pour l'abolition des prohibitions et res- trictions à l'importation et à l'exportation	(Traité collectif)	203 519
				E 8
11 nov.	Paris	Conv. d'arbitrage	France et Yougoslavie	421 452
16 nov.	Berne	Traité de conciliation et de règlement judi- ciaire	Finlande et Suisse	79 254
22 déc.	Rome	Accord relatif à l'exécu- tion des art. 266 (dernier al.) et 273 du Traité de Saint-Germain	Autriche et Italie	362 636
1928.				
2 janv.	Madrid	Conv. de commerce et de navigation	Danemark et Espagne	317 603
18 janv.	Lisbonne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Portugal	80 259
29 janv.	Berlin	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Lithuanie	81 263
3 mars	Paris	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	France et Suède	82 265
10 mars	Genève	Traité d'arbitrage et de conciliation	France et Pays-Bas	83 268
14 mars	Copenhague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Danemark et Espagne	84 273
21 mars	Genève	Pacte de non-agression et d'arbitrage	Grèce et Roumanie	85 275
22 mars	Madrid	Conv. générale de navi- gation aérienne	Espagne et France	318 604
5 avril	Washington	Traité d'arbitrage et de conciliation	Danemark et Haïti	86 280
6 avril	Vienne	Traité de commerce	Autriche et Danemark	319 604
7 avril	Bangkok	Traité d'amitié, de com- merce et de navigation	Allemagne et Siam	320 605
26 avril	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Suède	87 282
11 mai	Rome	Traité relatif à la navi- gation aérienne	Autriche et Italie	321 605

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

285

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
16 mai	Paris	Accord commercial	Autriche et France	322 606
30 mai	Rome	Traité de neutralité, de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Turquie	88 286
31 mai	Helsinki	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Finlande	89 290
9 juin	Genève	Traité de conciliation	Finlande et Pays-Bas	90 292
11 juin	Vienne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Autriche et Espagne	91 292
16 juin	Genève	Conv. concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima	(Traité collectif)	204 521
21 juin	Luxembourg	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Luxembourg	92 293
2 juill.	Paris	Conv. commerciale	France et Tchécoslovaquie	323 607
6 juill.	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage	France et Portugal	E 9 429 304
11 juill.	Genève	Arrangement international relatif à l'exportation des peaux	(Traité collectif)	205 521
11 juill.	Genève	Arrangement international relatif à l'exportation des os	(Traité collectif)	206 522
21 août	Helsinki	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Finlande et Italie	93 295
22 août	Berlin	Conv. de commerce et de navigation	Danemark et Grèce	324 607
29 août	Berne	Protocole portant modification du Traité d'arbitrage et de conciliation du 3 déc. 1921	Allemagne et Suisse	94 296
1 ^{er} sept.	Prétoia	Traité de commerce et de navigation	Union sud-africaine et Allemagne	398 659
11 sept.	Prétoia	Conv. réglant l'introduction de travailleurs indigènes du Mozambique dans la province du Transvaal, etc.	Union sud-africaine et Portugal	399 660

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
23 sept.	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Italie	95 302
26 sept.	Genève	Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral	(Traité collectif)	11 70
17 oct.	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Portugal et Suisse	96 306
25 oct.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Pologne	97 308
27 oct.	La Haye	Traité de règlement judiciaire et de conciliation	Pays-Bas et Siam	98 313
29 oct.	Luxembourg	Traité de conciliation et d'arbitrage	Luxembourg et Pologne	99 314
30 oct.	Berlin	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Lithuanie	400 661
7 nov.	Prague	Conv. concernant le règlement des créances et dettes mutuelles, nées avant le 26 févr. 1919, en anciennes couronnes austro-hongroises, entre les créanciers ou les débiteurs serbes, croates et slovènes et tchécoslovaques	Tchécoslovaquie et Yougoslavie	325 609
8 nov.	Budapest	Conv. de commerce et de navigation	Hongrie et Suède	326 609
10 nov.	Berlin	Conv. destinée à mettre fin aux différends financiers existant entre l'Allemagne et la Roumanie	Allemagne et Roumanie	401 662
14 nov.	Prague	Conv. concernant le règlement des questions découlant de la délimitation de la frontière	Hongrie et Tchécoslovaquie	402 662
16 nov.	Prague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Tchécoslovaquie	100 319
30 nov.	Varsovie	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Pologne	101 320

1928 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
3 déc.	Helsinki	Protocole portant modification à la Conv. d'arbitrage et de conciliation conclue le 14 mars 1925	Allemagne et Finlande	102 323
3 déc.	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Pologne	103 326
7 déc.	Tallinn	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Estonie	403 663
9 déc.	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Suisse et Turquie	104 330
11 déc.	Varsovie	Traité de commerce	Autriche et Estonie	404 664
12 déc.	Prague	Traité concernant la réglementation des questions juridiques relatives à la frontière décrite par l'art. 27, al. 6, du Traité de Saint-Germain	Autriche et Tchécoslovaquie	405 665
12 déc.	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Finlande et Hongrie	105 334
27 déc.	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Norvège	106 335
1929,				
5 janv.	Budapest	Traité de neutralité, de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Turquie	107 339
17 févr.	Téhéran	Traité d'amitié	Allemagne et Iran	406 666
6 mars	Ankara	Traité de neutralité, de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Turquie	108 341
11 mars	Athènes	Conv. de commerce, de navigation et d'établissement	France et Grèce	327 610
15 mars	Paris	Conv. de commerce	Estonie et France	328 610
27 mars	Belgrade	Pacte d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Yougoslavie	109 346
28 mars	La Haye	Traité de commerce et de navigation	Autriche et Pays-Bas	329 611

288 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
20 avril	Genève	Conv. internationale pour la répression du faux-monnayage	(Traité collectif)	207 523
23 avril	Prague	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Belgique et Tchécoslova- quie	110 354
25 avril	Berlin	Protocole modifiant la Conv. d'arbitrage du 29 août 1924	Allemagne et Suède	111 362
29 avril	Tallinn	Conv. de commerce et de navigation	Estonie et Hongrie	407 667
10 mai	Téhéran	Traité d'amitié	France et Iran	E 12 507 386
16 mai	Ankara	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Turquie	112 365
16 mai	Budapest	Conv. de commerce et de navigation	Hongrie et Lithuanie	408 667
21 mai	Belgrade	Acte général de conci- liation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Roumanie, Tchécoslova- quie et Yougoslavie	113 369
23 mai	Téhéran	Traité d'amitié	Belgique et Iran	409 668
27 mai	Téhéran	Traité d'amitié	Iran et Suède	410 670
30 mai	La Paz	Traité de commerce	Bolivie et Pays-Bas	330 611
8 juin	Prague	Pacte d'amitié, de conci- liation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Grèce et Tchécoslovaquie	114 373
10 juin	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Hongrie	115 375
10 juin	Rome	Conv. d'établissement et de commerce	Albanie et Suisse	331 612
15 juin	Paris	Protocole relatif à des amendements aux art. 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42, et aux clauses finales de la Conv. sur la na- vigation aérienne du 13 oct. 1919	(Traité collectif)	E 10 450 306
17 juin	Oslo	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Italie et Norvège	116 378
21 juin	Genève	Conv. concernant l'indi- cation du poids sur les gros colis transportés par bateau	(Traité collectif)	208 524

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

289

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
21 juin	Genève	Conv. concernant la protection des travailleurs occupés au chargement ou au déchargement des bateaux contre les accidents	(Traité collectif)	209 524
25 juin	Athènes	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Grèce	117 383
8 juill.	Berne	Conv. de commerce	France et Suisse	411 671
9 juill.	Tallinn	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Estonie et Tchécoslovaquie	118 385
10 juill.	Paris	Traité d'arbitrage	Espagne et France	E 11 476 276
22 juill.	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Bulgarie et Hongrie	119 387
15 août	Luxembourg	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Portugal	120 389
26 août	Copenhague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Islande	121 389
26 août	Berne	Traité de commerce	Union économique belgo-luxembourgeoise et Suisse	412 672
9 sept.	Genève	Conv. de règlement pacifique de tous les différends internationaux	Norvège et Tchécoslovaquie	122 392
11 sept.	Genève	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Luxembourg	123 393
14 sept.	Genève	Protocole relatif à la revision du Statut de la Cour	(Traité collectif)	6 24
14 sept.	Genève	Amendements au Statut de la Cour	—	7 26
14 sept.	Genève	Protocole relatif à l'adhésion des É.-U. d'Amérique au Protocole de signature du Statut de la Cour	(Traité collectif)	8 27
14 sept.	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Tchécoslovaquie	124 398

1929 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N^{os}. Pages.</i>
16 sept.	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Luxembourg et Suisse	125 399
17 sept.	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Luxembourg et Pays-Bas	126 403
18 sept.	Genève	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Tchécoslovaquie	127 403
20 sept.	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Suisse et Tchécoslovaquie	128 404
2 oct.	Prague	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Finlande et Tchécoslovaquie	129 408
16 oct.	Rome	Traité de commerce et de navigation	Italie et Panama	E 10 473 320
2 nov.	Hambourg	Décision relative à l'exécution des art. 363-364 du Traité de Versailles, et annexes	Allemagne et Tchécoslovaquie	332 612
6 nov.	Paris	Conv. commerciale	Cuba et France	E 8 424 470
27 nov.	Tallinn	Traité de conciliation et d'arbitrage	Estonie et Hongrie	130 409
9 déc.	Oslo	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Norvège et Pologne	131 410
18 déc.	Genève	Protocole des négociations (régularisation du Rhin entre Strasbourg/Kehl et Istein)	Allemagne, France et Suisse	333 613
27 déc.	Vienne	Accord concernant le paiement des réclamations des ressortissants hellènes relatives aux dommages subis pendant la période de neutralité de la Grèce	Autriche et Grèce	334 614
31 déc.	Varsovie	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Pologne	132 414
1930. 13 janv.	Moscou	Traité d'amitié	Iran et Lithuanie	E 9 442 334

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

291

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
14 janv.	La Haye	Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles	Allemagne et Canada	413 673
18 janv.	La Haye	Conv. pour le règlement définitif des questions résultant des Sections III et IV de la Partie X du Traité de Saint-Germain	Autriche et Belgique	414 674
20 janv.	La Haye	Accord relatif au règlement complet et définitif du problème des réparations	Union sud-africaine, Allemagne, Australie, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	335 614
20 janv.	La Haye	Déclaration (annexe 1 à l'Accord du 20 janv. 1930)	Allemagne	336 617
20 janv.	La Haye	Accord relatif à l'acquittement définitif des obligations financières de l'Autriche	Union sud-africaine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	337 617
20 janv.	La Haye	Accord concernant le règlement des réparations bulgares	Union sud-africaine, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	338 618
20 janv.	La Haye	Conv. concernant la Banque des Règlements internationaux	Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Suisse	339 619
22 janv.	Luxembourg	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Roumanie	133 417
22 janv.	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Roumanie	134 419

292 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
23 janv.	Athènes	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Grèce	135 420
3 févr.	Paris	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbi- trage	France et Turquie	136 421
6 févr.	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et de règle- ment judiciaire	Autriche et Italie	137 424
13 févr. 18 févr.	Le Cap Lourenço- Marques	Accord commercial entre le Haut-Commis- saire pour l'Afrique du Sud et le gouverneur général de Mozambique régulant les relations commerciales entre Swaziland, etc., et Mozambique	Grande-Bretagne et Por- tugal	415 674
14 févr.	Madrid	Conv. relative à la navi- gation aérienne	Espagne et Pays-Bas	E 10 460 311
28 févr.	Riga	Traité d'arbitrage	Danemark et Lettonie	138 428
8 mars	Prague	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Lithuanie et Tchécoslova- quie	139 430
12 mars	Téhéran	Traité d'amitié	Iran et Pays-Bas	416 675
25 mars	Belgrade	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Yougoslavie	140 430
10 avril	Varsovie	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Pologne	340 619
12 avril	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Pologne	141 432
12 avril	La Haye	Conv. concernant cer- taines questions rela- tives aux conflits de loi sur la nationalité	(Traité collectif)	210 525
12 avril	La Haye	Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité	(Traité collectif)	211 526
12 avril	La Haye	Protocole relatif à un cas d'apatridie	(Traité collectif)	212 527

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

293

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
12 avril	La Haye	Protocole spécial relatif à l'apatridie	(Traité collectif)	213 527
28 avril	Paris	Accord (n° I)	Union sud-africaine, Aus- tralie, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Nouvelle- Zélande, Pologne, Portu- gal, Roumanie, Tchéco- slovaquie, Yougoslavie	417 677
28 avril	Paris	Accord (n° II)	<i>Idem</i>	341 620
28 avril	Paris	Accord (n° III)	<i>Idem</i>	342 621
28 avril	Paris	Accord (n° IV)	France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie, Tchéco- slovaquie, Yougoslavie	418 678
28 avril	Paris	Accord relatif à la Fon- dation Gojdu	Hongrie et Roumanie	343 622
28 avril	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Turquie	142 435
28 avril	Paris	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Finlande et France	143 437
5 mai	Athènes	Traité de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Hongrie	144 442
12 mai	Dublin	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Irlande	443 335
23 mai	Bruxelles	Conv. pour l'établis- sement et l'exploita- tion d'une ligne aérienne Belgique-France-Congo	Belgique et France	E 9 437 329
26 mai	La Haye	Traité de commerce	Pays-Bas et Suisse	344 622
28 mai	Belgrade	Traité de commerce et de navigation	Pays-Bas et Yougoslavie	345 623
3 juin	Athènes	Conv. de commerce	Grèce et Hongrie	346 623
20 juin	Bucarest	Conv. relative à l'éta- blissement et à l'ex- ploitation des lignes régulières de transport aérien	Roumanie et Tchécoso- lovaquie	E 12 503 378
21 juin	Kaunas	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Lithuanie	E 9 347 623
23 juin	Varsovie	Conv. de commerce et de navigation	Pologne et Roumanie	E 10 461 311

, 1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
				E 10
23 juin	Varsovie	Conv. vétérinaire annexée à la Conv. de commerce et de navigation	Pologne et Roumanie	462 312
26 juin	Vienne	Traité d'amitié, de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Autriche et Grèce	145 442
27 juin	Tingvellir	Conv. concernant la procédure pour le règlement des différends	Danemark et Islande	146 444
27 juin	Tingvellir	Conv. concernant le règlement pacifique des différends	Finlande et Islande	147 446
27 juin	Tingvellir	<i>Idem</i>	Islande et Norvège	148 447
27 juin	Tingvellir	<i>Idem</i>	Islande et Suède	149 449
27 juin	Štrbské Pleso	Traité de commerce et de navigation	Roumanie et Tchécoslovaquie	348 624
28 juin	Genève	Conv. concernant la réglementation de la durée du travail dans le commerce et dans les bureaux	(Traité collectif)	214 528
28 juin	Genève	Conv. concernant le travail forcé ou obligatoire	(Traité collectif)	215 528
				E 9
8 juill.	Bucarest	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Belgique et Roumanie	430 308
				E 13
15 juill.	Prague	Conv. concernant le règlement des questions découlant de la délimitation de la frontière entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie	Roumanie et Tchécoslovaquie	528 330
26 juill.	Lisbonne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Norvège et Portugal	150 450
				E 8
2 août	Varsovie	Conv. relative à l'exploitation des lignes aériennes commerciales	France et Pologne	425 470
6 août	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Roumanie	349 625
13 août	Riga	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Lettonie	151 455
				E 13
27 août	Paris	Conv. d'établissement	France et Roumanie	523 323

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

295

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
24 sept.	Genève	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Belgique et Lituanie	152 455
1 ^{er} oct.	Oslo	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Autriche et Norvège	153 456
30 oct.	Ankara	Traité d'amitié, de neu- tralité, de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Turquie	154 457
24 nov.	Kaunas	Traité de conciliation et d'arbitrage	Lettonie et Lituanie	155 462
8 déc.	Belgrade	Conv. concernant l'ap- plication et l'exécution de quelques dispositions de l'Accord général de La Haye entre l'Autri- che et les États créan- ciers conclu le 20 janv. 1930	Autriche et Yougoslavie	419 678
1931.				
26 janv.	Vienne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Hongrie	156 464
11 mars	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Yougoslavie	157 466
17 mars	Ankara	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Tchécoslovaquie et Turquie	158 467
27 mars	La Haye	Protocole pour recon- naître à la Cour la com- pétence d'interpréter les conventions de La Haye de droit interna- tional privé	Autriche, Belgique, Dane- mark, Espagne, Pays-Bas, Yougoslavie	216 529
30 mars	La Haye	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Pays-Bas	159 471
11 avril	Tallinn	Conv. de commerce et de navigation	Estonie et Finlande	420 679
17 avril	Athènes	Conv. concernant les services de transport aérien	Grande-Bretagne et Grèce	350 625
18 avril	Ankara	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Belgique et Turquie	160 475

1931 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
28 avril	Riga	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Lettonie	161 478
21 mai	Genève	Conv. portant création d'une Société internationale de crédit hypothécaire agricole	(Traité collectif)	217 530
28 mai	Tokio	Traité d'amitié et de commerce	Siam et Suisse	351 626
5 juin	Athènes	Conv. pour l'établissement de lignes de navigation aérienne	France et Grèce	E 9 438 330
18 juin	Genève	Conv. limitant la durée du travail dans les mines de charbon	(Traité collectif)	218 531
23 juin	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Bulgarie	E 10 444 278
26 juin	Sofia	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Espagne	E 13 508 296
13 juill.	Genève	Conv. pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants	(Traité collectif)	219 532
25 juill.	Prague	Traité réglant les conditions du trafic ferroviaire à travers la frontière entre les deux pays	Allemagne et Tchécoslovaquie	E 15 562 266
31 juill.	Tirana	Traité de commerce et de navigation	Albanie et Grande-Bretagne	352 626
11 août	Londres	Protocole concernant l'Allemagne relatif à la suspension de certaines dettes intergouvernementales	Union sud-africaine, Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie	353 627
11 août	Bucarest	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Roumanie	E 8 426 471
11 août	Bucarest	Conv. d'établissement	Grèce et Roumanie	E 8 427 471
12 août	Sinaïa	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Hongrie et Roumanie	E 14 539 316
21 août	Berne	Conv. relative à l'établissement en Suisse du fonds agraire	France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Suisse	354 627

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

297

1931 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
21 août	Berne	Conv. relative à l'établissement en Suisse du fonds spécial	France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	355 628
22 août	Vienne	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Autriche et Roumanie	356 628
3 oct.	Moscou	Traité d'amitié	Estonie et Iran	E 8 428 474
7 oct.	Bucarest	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Roumanie et Suède	E 9 439 330
31 oct.	Copenhague	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Pays-Bas	357 629
9 nov.	La Paz	Traité de commerce	Bolivie et Danemark	358 629
26 nov.	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Bulgarie et Norvège	E 8 422 456
12 déc.	Moscou	Traité d'amitié	Finlande et Iran	E 10 474 320
1932. 4 janv.	Varsovie	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Pologne	E 9 431 312
12 févr.	Genève	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Norvège	E 8 423 463
27 févr.	Madrid	Conv. générale de navigation aérienne	Belgique et Espagne	E 10 463 312
27 févr.	Madrid	Arrangement concernant la création et l'exploitation de lignes aériennes passant au-dessus de leurs territoires respectifs	Belgique et Espagne	E 10 464 313
8 mars	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Danemark et Turquie	E 10 445 284
8 avril	Madrid	Conv. relative à la navigation aérienne	Espagne et Suède	E 10 465 313
15 avril	Luxembourg	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Luxembourg	E 11 477 281

1932 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
				E 10
16 avril	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Turquie	446 288
				E 9
27 avril	Genève	Conv. concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents (révisée en 1932)	(Traité collectif)	434 328
				E 9
30 avril	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels	(Traité collectif)	435 328
				E 9
30 mai	Bagdad	Déclaration faite par l'Irak à l'occasion de l'extinction du régime mandataire	Irak	440 331
				E 11
28 juin	Semmering	Accord relatif à la constitution des services spéciaux aux Portes-de-Fer	Commission int. du Danube, Roumanie, Yougoslavie	487 299
				E 9
2 juill.	Washington	Traité de commerce et de navigation	Panama et Pays-Bas	441 331
				E 11
5 juill.	Rome	Conv. concernant la navigation aérienne	Hongrie et Italie	488 299
				E 10
16 juill.	Vienne	Conv. relative à la navigation aérienne	Autriche et Grande-Bretagne	466 314
				E 10
6 déc.	Lisbonne	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Portugal et Suède	447 293
				E 11
1933. 3 janv.	Rome	Conv. sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires	Italie et Suisse	489 300
				E 9
16 janv.	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Norvège et Turquie	432 318
				E 13
20 févr.	Genève	Conv. d'établissement et de travail	Belgique et Pays-Bas	524 323
				E 9
23 mars	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Norvège et Pays-Bas	433 323
				E 15
1 ^{er} avril	La Haye	Convention d'établissement et de travail	Luxembourg et Pays-Bas	546 254

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

299

1933 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
5 avril	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Pays-Bas et Venezuela	E 10 448 296
13 avril	Athènes	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Danemark et Grèce	E 11 478 284
19 avril	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Japon et Pays-Bas	E 10 449 300
24 avril	Londres	Accord commercial	Danemark et Grande-Bretagne	E 10 467 315
27 avril	Berlin	Traité modifiant le Traité de douane et de crédit conclu le 26 nov. 1925	Allemagne et Pays-Bas	E 11 496 308
1er mai	Londres	Conv. commerciale	Argentine et Grande-Bretagne	E 10 468 315
15 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Norvège	E 10 469 316
15 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Suède	E 10 470 316
19 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Islande	E 10 471 317
29 juin	Genève	Conv. concernant les bureaux de placement payants	(Traité collectif)	E 10 453 308
29 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	E 10 454 309
29 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	E 10 455 309
29 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des	(Traité collectif)	E 10 456 309

1933 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
		professions libérales, ainsi que des travail- leurs à domicile et des gens de maison		E 10
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-invalidité obli- gatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	457 310
				E 10
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-décès obliga- toire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travail- leurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	458 310
				E 10
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-décès obliga- toire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	459 310
				E 12
19 juill.	Bucarest	Conv. d'établissement	Roumanie et Suisse	504 378
				E 10
29 sept.	Helsingfors	Accord commercial	Finlande et Grande- Bretagne	472 317
				E 10
5-11 oct.	Genève	Conv. pour faciliter la circulation internatio- nale des films ayant un caractère éducatif	(Traité collectif)	452 308
				E 10
11 oct.	Genève	Conv. internationale pour la répression de la traite des femmes majeures	(Traité collectif)	451 307
				E 11
11 oct.	Genève	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Lettonie et Tchécoslova- quie	479 290
				E 10
13 oct.	Londres	Conv. concernant la suppression de l'importa- tion illicite des bois- sons alcooliques en Fin- lande	Finlande et Grande- Bretagne	475 322
				E 13
17 oct.	Ankara	Traité d'amitié, de non- agression, d'arbitrage et de conciliation	Roumanie et Turquie	509 301
				E 13
27 nov.	Belgrade	Traité d'amitié et de non-agression, de règle- ment judiciaire, d'arbi- trage et de conciliation	Turquie et Yougoslavie	510 304

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 301

1933 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
19 déc.	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Danemark et Venezuela	E 13 511 310
1934.				E 15
10 févr.	Prague	Conv. de commerce et de navigation	Pologne et Tchécoslova- quie	547 254
20 févr.	Téhéran	Traité d'amitié, d'éta- blissement et de com- merce	Danemark et Iran	E 13 525 323
25 avril	Berne	Traité d'amitié	Iran et Suisse	E 13 526 325
26 avril	Rome	Conv. internationale pour l'unification des méthodes de prélève- ment des échantillons et d'analyse des fromages	(Traité collectif)	E 13 512 318
24 mai	Rio-de-Ja- neiro	Protocole de paix, d'amitié et de coopéra- tion	Colombie et Pérou	E 11 490 300
19 juin	Genève	Conv. (révisée) concer- nant le travail de nuit des femmes (1934)	(Traité collectif)	E 11 480 296
21 juin	Genève	Conv. concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques	(Traité collectif)	E 11 481 296
21 juin	Genève	Conv. (révisée) concer- nant la réparation des maladies professionnel- les (1934)	(Traité collectif)	E 11 482 296
23 juin	Genève	Conv. assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations	(Traité collectif)	E 11 483 296
6 juill.	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Lithuanie	E 11 491 302
11 juill.	Londres	Accord complémentaire au Traité de commerce et de navigation du 18 janv. 1926	Estonie et Grande-Bre- tagne	E 11 492 302
17 juill.	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Letto- nie	E 11 493 303
24 nov.	Genève	(Résolution de l'Assem- blée de la S. d. N.: affaire du Chaco)		E 11 494 303

302 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1935.	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
				E 11
20 févr.	Genève	Conv. internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux	(Traité collectif)	484 297
				E 11
20 févr.	Genève	Conv. internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale	(Traité collectif)	485 297
				E 11
20 févr.	Genève	Conv. internationale concernant l'exportation et l'importation de produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait)	(Traité collectif)	486 298
				E 12
27 févr.	Londres	Accord commercial	Royaume-Uni et Pologne	505 378
				E 12
13 mai	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Norvège et Venezuela	497 370
				E 13
20 mai	Tallinn	Conv. concernant la navigation aérienne	Estonie et Suède	527 326
				E 11
12 juin	Buenos-Ayres	Protocole	Bolivie et Paraguay	495 305
				E 13
18 juin	Berne	Conv. provisoire réglant la circulation aérienne	Hongrie et Suisse	529 331
				E 12
21 juin	Genève	Conv. concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories	(Traité collectif)	498 376
				E 12
21 juin	Genève	Conv. (révisée) limitant la durée du travail dans les mines de charbon	(Traité collectif)	499 376
				E 12
22 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail à quarante heures par semaine	(Traité collectif)	500 376

1935 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
22 juin	Genève	Conv. concernant l'établissement d'un régime international de conservation des droits dans l'assurance invalidité-vieillesse-décès	(Traité collectif)	E 12 501 377
25 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail dans les verreries à bouteilles	(Traité collectif)	E 12 502 377
2 oct.	Buenos-Ayres	Résolution concernant les responsabilités découlant de la guerre du Chaco	Bolivie et Paraguay	E 12 506 379
10 oct.	Londres	Renouvellement de la Conv. d'arbitrage du 25 oct. 1905	Royaume-Uni, Australie, Canada et Nouvelle-Zélande, et Islande	E 12 56 349
7 déc.	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Bulgarie et Danemark	E 14 530 300
14 déc.	Belgrade	<i>Idem</i>	Danemark et Yougoslavie	E 14 531 306
1936.				E 14
27 janv.	Oslo	Traité de conciliation	Chili et Norvège	540 316
21 mars	Prague	Accord pour la répression de l'importation illicite de boissons alcooliques en Finlande	Finlande et Tchécoslovaquie	E 15 563 266
11 mai	Lisbonne	Échange de notes comportant un accord relatif à la souveraineté sur les îles du fleuve Rovouma et à la frontière entre le Tanganyika et le Mozambique	Royaume-Uni et Portugal	E 15 548 255
20 juin	Genève	Conv. concernant la réglementation de certains systèmes particuliers de recrutement des travailleurs	(Traité collectif)	E 13 513 319
23 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail dans les travaux publics	(Traité collectif)	E 13 514 319

304 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1936 (<i>suite</i>).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
24 juin	Genève	Conv. concernant les congés annuels payés	(Traité collectif)	E 13 515 319
26 juin	Genève	Conv. pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles	(Traité collectif)	E 13 516 319
30 juill.	Bruxelles	Protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements internationaux	(Traité collectif)	E 15 542 248
12 sept.	Helsinki	Conv. concernant la navigation aérienne	Estonie et Finlande	E 14 537 313
23 sept.	Genève	Conv. internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix	(Traité collectif)	E 14 532 310
24 oct.	Genève	Conv. concernant le minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers de la marine marchande	(Traité collectif)	E 13 517 320
24 oct.	Genève	Conv. concernant les congés annuels payés des marins	(Traité collectif)	E 13 518 321
24 oct.	Genève	Conv. concernant les obligations de l'armateur en cas de maladie, d'accident ou de décès des gens de mer	(Traité collectif)	E 13 519 321
24 oct.	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des gens de mer	(Traité collectif)	E 13 520 321
24 oct.	Genève	Conv. concernant la durée du travail à bord des navires et les effectifs	(Traité collectif)	E 13 521 321
24 oct.	Genève	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime (révisée en 1936)	(Traité collectif)	E 13 522 322
1937. 22 mars	Budapest	Conv. aérienne	Royaume-Uni et Hongrie	E 15 549 256

1937 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
8 mai	Montreux	Conv. concernant l'abolition des capitulations en Égypte	Union sud-africaine, Australie, Belgique, Royaume-Uni, Danemark, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Inde, Irlande, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Suède	E 15 550 257
14 mai	Stockholm	Traité de commerce et de navigation	Suède et Yougoslavie	E 15 551 257
22 juin	Genève	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels (révisée en 1937)	(Traité collectif)	E 14 533 311
22 juin	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels (révisée en 1937)	(Traité collectif)	E 14 534 311
22 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail dans l'industrie textile	(Traité collectif)	E 14 535 311
23 juin	Genève	Conv. concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment	(Traité collectif)	E 14 536 312
24 juill.	Téhéran	Traité pour le règlement pacifique des différends	Irak et Iran	E 15 541 242
29 juill.	Londres	Conv. relative à l'abolition du régime capitulaire au Maroc et à Zanzibar	Royaume-Uni et France	E 15 552 258
16 oct.	Paris	Conv. de commerce	Estonie et France	E 15 553 258
21 oct.	Paris	Traité de commerce	Danemark et Haïti	E 15 554 259
4 nov.	Berne	Traité d'amitié et de commerce	Siam et Suisse	E 15 555 259
5 nov.	Stockholm	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Siam et Suède	E 14 538 313

306 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1937 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N^{os}. Pages.</i>
5 nov.	Bangkok	Conv. d'établissement	Belgique et Siam	E 15 556 260
5 nov.	Copenhague	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Danemark et Siam	E 15 557 260
5 nov.	Bangkok	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Union économique belgo-luxembourgeoise et Siam	E 15 558 261
15 nov.	Oslo	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Norvège et Siam	E 15 559 261
16 nov.	Genève	Conv. pour la prévention et la répression du terrorisme	(Traité collectif)	E 15 543 251
16 nov.	Genève	Conv. pour la création d'une Cour pénale internationale	(Traité collectif)	E 15 544 252
23 nov.	Bangkok	Traité de commerce et de navigation	Royaume-Uni et Siam	E 15 560 262
1938. 11 mai	Lisbonne	Accord relatif aux relations commerciales entre le Swaziland, le Bassoutoland et le Protectorat du Betchouanaland, et la colonie de Mozambique	Royaume-Uni et Portugal	E 15 564 267
20 juin	Genève	Conv. concernant les statistiques des salaires et des heures de travail	(Traité collectif)	E 15 545 253
18 août	Sinaïa	Arrangement relatif à l'exercice des pouvoirs de la Commission européenne du Danube	France, Grande-Bretagne, Roumanie	E 15 561 262

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Introduction</i>	7
CHAPITRE PREMIER	
DE LA COUR ET DU GREFFE	
I. — DE LA COUR.	
1. — Composition de la Cour	9
2. — Préséance, Présidence et Vice-Présidence	10
Liste des Juges	10
3. — Biographie des membres de la Cour	11
4. — Des Juges « ad hoc »	12
Liste des candidats juges	12
Juges <i>ad hoc</i> dans les affaires traitées	17
5. — Chambres spéciales (Chambre pour les litiges de travail, Chambre pour les litiges de communications et de transit, Chambre de procédure sommaire)	19
6. — Assesseurs	20
7. — Experts	20
II. — DU GREFFIER.	
Titulaire du poste	20
Greffier-adjoint	20
III. — DU GREFFE.	
Liste des fonctionnaires	21
Le Tribunal administratif de la S. d. N.	22
IV. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE	
	23
V. — LOCAUX ET BIBLIOTHÈQUE.	
Bibliothèque	23

VI. — COMMUNICATIONS POSTALES, ETC.	23
---	----

CHAPITRE II

DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

I. — Le Statut :	
Signatures et ratifications du Protocole de signature de 1920	25
Protocole de revision de 1929, et entrée en vigueur du Statut révisé	25
II. — Le Règlement	26

CHAPITRE III

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

I. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE.

1. — Compétence <i>ratione materiae</i> :	
En vertu d'un compromis	27
Liste des affaires introduites par compromis	27
En vertu d'un traité ou d'une convention	28
En vertu de la Disposition facultative	31
Texte de la Disposition	31
Liste des États signataires, des États liés, etc.	32
En vertu de la résolution du Conseil de la S. d. N. du 17 mai 1922	34
L'Acte général de 1928	35
Affaires soumises par requête unilatérale	36
Liste des affaires soumises par requête unilatérale	36
Compétence comme instance de recours	38
Mesures conservatoires	38
Compétence en matière de compétence	39
Interprétation d'un arrêt	40
2. — Compétence <i>ratione personæ</i>	40
A. — Membres de la S. d. N.	40
B. — États mentionnés à l'annexe au Pacte	41
Les États-Unis d'Amérique	42
C. — Autres États auxquels la Cour est ouverte	42
Monaco	42
Liechtenstein	42
3. — Des voies de communication avec les gouvernements	43

II. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONSULTATIVE.

Requêtes du Conseil <i>proprio motu</i>	47
Autres requêtes	48

TABLE DES MATIÈRES

309

Pages

Procédure pour le vote des demandes d'avis 50

III. — AUTRES ACTIVITÉS.

Tâches spéciales confiées à la Cour ou à son Président . . . 50
 a) Nominations d'arbitres ou d'experts, etc., par la Cour . . 51
 b) » » » » » , » , » le Président 51
 Requêtes de personnes privées contre un gouvernement . . . 52

CHAPITRE IV

SESSIONS ET DÉCISIONS DE LA COUR ;
 RÔLE GÉNÉRAL

Contenu du chapitre 55
 Périodes pendant lesquelles la Cour a siégé 57
 Liste des arrêts, ordonnances et avis (avec sommaire) . . . 59
 Ordonnances de la Cour (15 juin 1938 — 15 juin 1939) :
 I. — Index chronologique 76
 II. — » analytique 77
 Rôle général de la Cour (nouvelles inscriptions) 81

CHAPITRE V

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

A/B 76. Affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (*Arrêt du 28 février 1939*) 85
 A/B 77. Affaire de la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie (exception préliminaire) (*Arrêt du 4 avril 1939*) 92
 A/B 78. Affaire de la Société commerciale de Belgique (*Arrêt du 15 juin 1939*) 99

CHAPITRE VI

DÉCISIONS DE LA COUR

PORTANT APPLICATION DU STATUT ET DU RÈGLEMENT
 (15 JUIN 1938 — 15 JUIN 1939).

Contenu du chapitre 105

Première Partie :

	Pages
Décisions de la Cour	106

Deuxième Partie :

SECTION A. Index analytique du chapitre VI	110
SECTION B. Index des articles du <i>Statut</i>	112
SECTION C. Index des articles du <i>Règlement</i>	115

CHAPITRE VII

PUBLICATIONS DE LA COUR

Séries des publications et catalogues	119
Nouvelles publications parues	119
Brochure sur la Cour	120
Édition allemande	120
Tableau des publications (par années et par séries)	121

CHAPITRE VIII

FINANCES DE LA COUR

1. — RÈGLES POUR LA GESTION DES FINANCES

A. — Bases et historique	123
B. — Le Règlement financier	123
C. — Autres règles :	
1) Membres de la Cour	123
Traitements des membres de la Cour	123
2) Greffier de la Cour	125
3) Fonctionnaires du Greffe	125
D. — Mesures spéciales :	
1) Budget de 1938	125
2) » » 1939	125
3) Prévisions budgétaires pour 1940	126

2. — COMPTABILITÉ ANNUELLE

Exercice 1938. — 1. Budget	131
2. Comptes	131
Exercice 1938. — 3. Résumé de l'actif et du passif au 31 décembre 1938	132
Exercice 1939. — 1. Budget	134
» 1940. — 1. Prévisions budgétaires	135

CHAPITRE IX
LISTE BIBLIOGRAPHIQUE DES PUBLICATIONS
RELATIVES A LA COUR

(La table des matières du chapitre IX figure aux pages 138-139.)

	Pages
Index des noms d'auteurs et des noms cités de la Liste . . .	165
» » matières de la Liste	191

CHAPITRE X

HUITIÈME ADDENDUM A LA QUATRIÈME ÉDITION
DE LA COLLECTION DES TEXTES
RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

Contenu du chapitre	205
-------------------------------	-----

Section I.

<i>Modifications et additions aux textes cités dans la quatrième édition de la Collection et dans les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième addenda . . .</i>	207
Tableau des États ayant souscrit à la Disposition facultative	211

Section II.

<i>Actes régissant la compétence de la Cour parvenus à la connaissance du Greffe depuis le 15 juin 1938</i>	241
PREMIÈRE PARTIE. — Textes constitutionnels fixant la compétence de la Cour. (<i>Pas d'actes nouveaux.</i>)	
DEUXIÈME PARTIE. — Actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends et visant la compétence de la Cour :	
<i>Section A</i> : Actes collectifs. (<i>Pas d'actes nouveaux.</i>)	
<i>Section B</i> : Autres actes	242
TROISIÈME PARTIE. — Actes divers prévoyant la compétence de la Cour :	
<i>Section A</i> : Actes collectifs	248
<i>Section B</i> : Autres actes	254
QUATRIÈME PARTIE. — Actes conférant à la Cour ou à son Président une fonction extrajudiciaire :	
<i>Section A</i> : Nomination par la Cour. (Voir pp. 252-253.)	
<i>Section B</i> : Nomination par le Président (le Vice-Président ou le juge le plus âgé)	266
Liste par ordre chronologique des actes (déjà entrés en vigueur ou simplement signés) régissant la compétence de la Cour . .	268

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF, LEYDE (Hollande)

Dépositaires généraux des publications de la Cour permanente de Justice internationale :

- ALLEMAGNE, AUTRICHE, ÉTATS DES BALKANS. K. F. Köhlers Antiquarium, Täubchenweg 21, LEIPZIG.
- ARGENTINE. Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- BELGIQUE. Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE. Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRÉSIL. Livraria F. Briguiet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- CHILI. Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COSTA-RICA. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA. Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK. G. E. C. Gad's Boghandel, Vimmelskaflet 32, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR. Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE. Ruiz Hermanos, Plaza de Santa Ana 13, MADRID (12).
- ÉTATS-UNIS. Columbia University Press, NEW-YORK.
- FINLANDE. Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE. Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 5, rue Auguste-Comte, PARIS (6^e).
- GRANDE-BRETAGNE. George Allen & Unwin Ltd, 40, Museumstreet, LONDRES W. C. 1.
- GUATEMALA. J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10^a, Calle Oriente n° 5, GUATEMALA.
- HAWAÏ. Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE. Librairie Grill, Dorottya utca 2, BUDAPEST (V).
- ITALIE. Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti 26-29, ROME.
- JAPON. Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE. Latwijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela 4, RIGA.
- MEXIQUE. Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE. Olaf Norli, Universitetsgata 24, OSLO.
- PÉROU. Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE. Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE. K. F. Köhlers Antiquarium, Täubchenweg 21, LEIPZIG.
- SUÈDE. C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE. Librairie Payot & C^{ie}, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE. Librairie F. Topič, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY. Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.